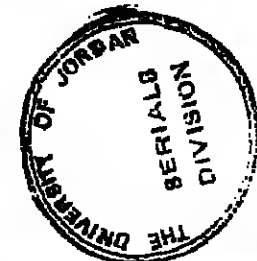


Les résultats complets des élections

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14872 - 6 F

MARDI 31 MARS 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Trois dirigeants de l'ETA militaire arrêtés en France

L'organisation séparatiste basque décapitée

La dérive de desperados

C'est sans aucun doute l'un des coups les plus durs infligés à l'organisation indépendantiste basque. Dimanche 29 mars, la plupart des chefs de l'ETA militaire sont tombés, et ceux notamment qui symbolisaient l'intransigeance de l'organisation dans la quête d'une indépendance qui apparaissait de plus en plus comme un prétexte à des actions terroristes aveugles.

D'après plusieurs années, le Pays basque s'est vu progressivement octroyer une autonomie qui, à beaucoup d'égards, lui permet de se gouverner sans ingérence de Madrid. Comme le faisait remarquer une personnalité politique locale qui, par le passé, avait flirté avec l'ETA : « Il ne nous manque plus que l'armée, la monnaie, la sécurité sociale. Mais pour quoi faire, puisqu'à l'heure de l'Europe de Maastricht toutes ces notions sont d'ores et déjà dépassées ? ». Sans doute. Pourtant ces acquis n'ont pas empêché la persistance d'un vif sentiment nationaliste.

Ces sentiments ne signifient en aucun cas que la population cautionne le terrorisme. Et si les manifestations « convoquées » par la coalition Herri Batasuna, considérée comme l'aile légale de l'ETA, regroupent autant de foules que les rassemblements de protestation contre la violence, il n'est pas exagéré d'affirmer que le héra socialiste des poaurs de bombes ou des auteurs d'exécutions sommaires.

Au temps du franquisme, l'ETA pouvait compter sur le soutien tacite des socialistes qui sont aujourd'hui au pouvoir à Madrid. Les deux mouvements se battaient en effet contre le régime de dictature. Mais l'organisation s'est transformée depuis en un groupe pascuella mafieux sans véritable enracinement dans la société, hormis quelques ecclésiastes qui fournissent encore un éhir qui autours d'attentats en fuite, comme la semaine dernière.

Les pères fondateurs sont depuis longtemps sous les verrous, des seconds couteaux ayant succédé aux chefs. Ils n'avaient pas l'envergure des premiers et n'ont pas su maîtriser la dérive vers le gangstérisme, le trafic de stupéfiants et le maure froid, qui a fait de l'ETA un noyau de desperados. Certes, le coup porté par la police française ne mettra pas fin au mouvement et ceux qui sont sous les verrous seront remplacés. La fuite en avant se poursuivra, entraînant de nouvelles victimes pour venger les « martyrs » en prison et garder l'apôtre d'arracher au gouvernement des pourparlers improbables.

Mais l'organisation séparatiste sort nettement affaiblie de la rafle de Bidart. Il est de plus en plus évident que « la guerre » est perdue. Combien de temps faudra-t-il encore pour que la paix civile soit définitivement rétablie en Espagne ? « La bataille de 1992 » considérée comme « décisive » par l'état-major de l'ETA, avant Séville et Barcelone, se solda par un échec cuisant. La nouvelle ne peut que mettre du baume au cœur de l'Espagne, à l'aube de deux rendez-vous qu'elle se devait de ne pas rater.

M0147 - 0331 0 - 6,00 F



Même si l'on ne peut conclure à la fin du terrorisme, les policiers français ont porté un rude coup à l'organisation séparatiste basque. Trois dirigeants de l'ETA militaire ont été arrêtés dimanche 29 mars, en fin de journée, à Bidart (Pyrénées-Atlantiques). Chef présumé d'ETA-militaire, Francisco Mugica-Garmendia, surnommé Artapalo ou Paco, figure parmi les onze personnes placées en garde à vue à la suite de ce coup de filet organisé sur commission rogatoire de M^{me} Laurence Le Vert, magistrat instructeur à Paris.

En Espagne, toute la presse et les partis politiques saluent « le coup magistral » des policiers français. Le coup de filet est, selon les autorités espagnoles, la preuve que Artapalo et ses amis, rassemblés depuis quelque temps près de la frontière, préparaient une vague d'attentats.

Lire page 29 les articles de PATRICK BUSQUET, MICHEL BOLE-RICHARD et ERICH INCYAN

Airbus : identification génétique des victimes

Deux mois après la catastrophe aérienne du mont Sainte-Odile, l'application réussie d'une nouvelle technique médicale.

page 32

Menace de guerre civile en Moldavie

Les autorités ont lancé un ultimatum aux russophones.

page 29

«Espace européen»

En raison des élections, notre supplément «L'Economie» a été publié dans notre précédent numéro, daté 29-30 mars. «Espace européen» figurera dans notre numéro daté 1^{er} avril.

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 48

La gauche perd six départements dont la Dordogne, la Drôme et le Nord

M. Mitterrand est contraint de tirer la leçon du grave échec des socialistes aux cantonales

Le temps qui reste

par Jean-Marie Colombani

Le message du 22 mars était multiple, à la fois de sanction contre le pouvoir et de protestation contre les partis établis, contre ceux qui, droite comprise, ont voté à gouverner. Il s'est transformé, le 29, en adresse à sans unique, comme si les Français voulaient s'assurer qu'elle parviendrait bien à son destinataire : c'est une condamnation. Le rassemblement du second tour s'est opéré contre le PS. C'est contre lui, et non plus autour de lui, que se structure désormais le combat politique.

Dans ces conditions, la question du temps qui reste surgit, inévitablement. Le

temps théorique est de trois ans, celui qui nous sépare de la prochaine élection présidentielle. Mais trois ans, c'est encore loin, quand, majoritairement, un pays aspire à la nouveauté ; c'est encore long, quand le pouvoir souffre à ce point de s'être usé, et parfois déconsidéré au cours d'une décennie qui fut celle de l'argent facile. C'est évidemment trop pour ceux qui, à droite, voudraient pouvoir saisir leur avantage dans l'instant.

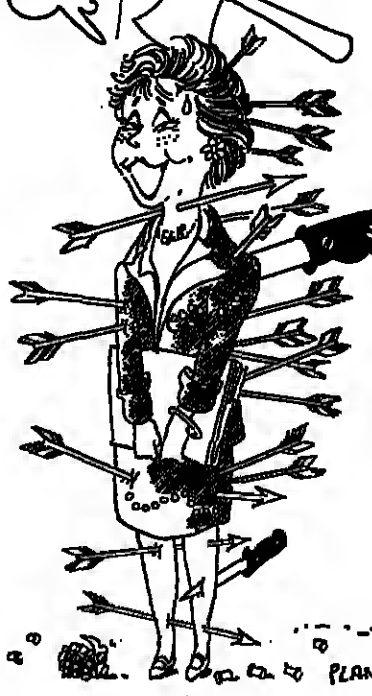
Si bien que le temps réel sera peut-être plus court, tant le réponse adéquate paraît enjond'hui hors d'atteinte. Naturellement, tout le monde attend du président qu'il dise au pays (le plus tôt sera le

mieux) : je vous ai compris ! Mais encore ? An fond, le projet de M. Mitterrand pour son second septennat était aussi simple que réaliste. Il consistait à léguer au pays l'ancrage européen, l'assainissement économique, et la recomposition politique.

L'Europe ? Elle fait peur, désormais, alors même que d'entres, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté, la demandent et la convoitent avec avidité ; preuve s'il en était besoin que le choix européen est le bon. Le «drame» serait que la ratification de Maastricht soit compromise par la faiblesse actuelle du pouvoir.

Lire la suite page 2

N'EMPÊCHE QUE, GAGNER À CHÂTELLERAULT, FALLAIT LE FAIRE !



Un PS à refaire

par Patrick Jarreau

Affaibli aux élections régionales le 22 mars, isolé lors de la désignation des exécutifs régionaux le 27 mars, le Parti socialiste a été partout attaqué et souvent défilé dans ses œuvres vives au second tour des élections cantonales, dimanche 29 mars. Il a perdu la présidence de cinq conseils généraux qui faisaient partie de son patrimoine historique : ceux de la Dordogne, de la Drôme, du Gers, du Nord et du Puy-de-Dôme.

Commentant ces résultats dimanche soir, M. Laurent Fabius a déclaré : « C'est pour le Parti socialiste un sérieux échec, qu'il faut immédiatement reconnaître. » Le premier secrétaire a appelé à un «renouveau»

du PS. L'heure n'est plus seulement, en effet, pour ce parti, à ce que M. Fabius appelait jusqu'à maintenant la «renovation». Onze ans de présence au pouvoir, dont neuf au gouvernement, ont usé les racines mêmes de la gauche socialiste. Cette dégradation s'est accélérée ou révélée récemment.

En 1989 encore, à la faveur d'un mode de scrutin propice aux majorités relatives, des socialistes pouvaient enlever à la droite des villes aussi importantes que Strasbourg, Mulhouse, Dunkerque, Brest, Nantes, Quimper, Orléans, Blois ou Avignon.

On était, alors, moins d'un an après la réélection de M. François Mitterrand et la nomination de M. Michel Rocard comme premier ministre.

Lire la suite page 2

Les résultats complets du second tour

pages 8 à 28

- Le bon dimanche de l'opposition par DANIEL CARTON
- L'échec programmé du Front national par OLIVIER BIFFAUD
- Seuls quatre écologistes ont passé l'épreuve du scrutin majoritaire par JEAN-LOUIS SAUX
- PCF : la peau de chagrin par ALAIN ROLLAT
- Alternative par MICHEL NOBLECOURT
- «A terre» par DANIEL SCHNEIDERMAN
- Régionales : M. Rausch se démet de la présidence du conseil de Lorraine ; M. Sotson veut que « cesse la rumeur de Dijon » ; M. Lalonde prêt à un compromis dans le Nord et en Haute-Normandie

pages 6 et 48

Cambodge : le grand retour

Les 370 000 réfugiés de Thaïlande ont commencé à rentrer au pays

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le grand retour des réfugiés cambodgiens de Thaïlande a commencé. Les 527 premiers rapatriés devaient rentrer au pays lundi 30 mars. Ils devaient emprunter les 45 kilomètres de la route qui relie le marché frontalier de Poipet à Sisophon, qu'un bataillon du génie thaïlandais avait réparé en mars.

Les soldats de Bangkok finissent, en ce moment, de remettre en état les 65 kilomètres de chaussée entre Sisophon et Bat-

tambang, chef-lieu d'une province où près de 190 000 réfugiés, soit plus de la moitié, ont demandé à s'installer.

Ces premiers rapatriés viennent des camps de Site 2, administré par le FNLPK (Front national de libération du peuple du Kampuchea, de M. Son Sann), et de Site 8, sous le contrôle des Khmers rouges. Ils doivent, selon le plan du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), passer au plus une semaine dans un centre de transit à Sisophon.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 31

MANICAMP

MITTERRAND S'EN VA

La semaine sanglante

OLIVIER ORBAN

Le roman politique de l'année.

«Le rive est le propre de l'homme» Rabelais

OLIVIER ORBAN

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 F ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LE SECOND TOUR

Les conséquences de l'échec des socialistes

La gauche n'est majoritaire que dans vingt départements

En douze ans, la gauche a perdu le pouvoir dans plus de la moitié des départements métropolitains. A l'issue des élections cantonales de 1979, elle était majoritaire dans 43 d'entre eux. Après celles de 1982, elle ne l'était plus que dans 36. En 1985, elle tombait à 26, ayant perdu 10 départements (Alpes-de-Haute-Provence, Charente-Maritime, Corse-du-Sud, Eure-et-Loir, Gironde, Indre, Isère, Oise et Var). Toutefois, bien que minoritaire, elle conservait la présidence, au bénéfice de l'âge, dans les Alpes-de-Haute-Provence.

En 1988, elle regagnait la Gironde, mais perdait, également au bénéfice de l'âge, les Alpes-de-Haute-Provence. En 1992, elle devrait reconquérir, toujours au bénéfice de l'âge, la présidence des Alpes-de-Haute-

Provence, mais perd celles de la Dordogne, de la Drôme, du Gers, du Puy-de-Dôme et du Nord. Elle est minoritaire en Haute-Corse, même si elle a l'espoir, en raison de «l'arithmétique politicienne», d'en conserver la présidence.

A égalité dans le Vaucluse, elle verra sans doute la présidence lui échapper au bénéfice de l'âge. Elle ne demeure majoritaire que dans vingt départements : l'Ariège, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, les Côtes-d'Armor, la Creuse, le Gard, la Haute-Garonne, la Gironde, l'Hérault, les Landes, le Lot, la Nièvre, le Pas-de-Calais, les Hautes-Pyrénées, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Vienne et le Territoire de Belfort, auxquels s'ajoutent la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, conservés par le PC. Plus de trente parlemen-

taires socialistes, communistes ou radicaux de gauche sont battus. Sombre bilan pour la gauche, comparable à celui de 1985, un an avant sa défaite aux élections législatives.

Des neuf membres du gouvernement engagés dans la bataille, deux — MM. Jack Lang dans le Loiret et Jean-Michel Bayle dans le Tarn-et-Garonne — l'avaient emporté au premier tour. Un seul a échoué, M. Jean-Louis Bianco dans les Alpes-de-Haute-Provence. M. Edith Cresson est restée difficilement dans la Vienne avec 51,39 % des voix, soit une baisse de 5,34 points par rapport à 1985. Il en est de même de M. Lionel Jospin en Haute-Garonne : avec 51,03 % des suffrages, le ministre de l'Éducation nationale perd 5,68 points par rapport à l'élection partielle de décem-

bre 1988 qui l'avait fait entrer au conseil général. En revanche, dans la Nièvre, M. Pierre Bérégovoy, avec 56,51 % des voix, améliore de 6,43 points son score de 1985. MM. Jacques Mellick dans le Pas-de-Calais (52,81 %), François Doublin dans l'Orne (53,25 %) et surtout Laurent Calbala dans le Val-de-Marne (60,12 %) sont également bien élus.

Avec un taux d'abstention d'environ 38 %, soit près de sept points de plus qu'au premier tour, la participation, nettement supérieure à celle de 1988, qui était une des plus faibles de la Ve République, est inférieure à celles de 1982 (environ 30 %) et de 1985 (33,76 %), mais elle reste dans une honnête moyenne.

T. F.

Le temps qui reste

Suite de la première page

L'économie ? Elle se porte mieux que lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, ses bases sont plus saines, sa productivité plus forte, ses performances meilleures. Mais ce bilan est masqué, éclipsé même par le poids et le niveau du chômage. Le pays, dans ses profondeurs, est fatigué de la «rigueur» qui lui est imposée, en fait, depuis 1976 ; les salariés le sont du tribut payé au renforcement des cotisations depuis 1983 ; quant aux classes moyennes, elles ont cessé de s'enrichir en vivant à crédit, à compter du moment où les taux d'intérêt réels ont atteint des sommets.

Recomposition et décomposition

L'Europe, l'économie : malgré un bilan contrasté, on peut difficilement instruire le procès de la gestion socialiste ; la France n'est pas l'Albanie, contrairement à ce que certains orateurs en mal d'effets de manche pourraient laisser croire.

Reste alors la politique : en lieu et place de la recomposition, il y a la décomposition ! M. Mitterrand, réputé champion toutes catégories, perd sur son terrain de prédilection : il laisse une gauche sinistrée. Au point qu'il n'est pas certain de pouvoir éviter une sanction plus lourde encore, qui mettrait en péril son propre mandat.

Devant quelques fidèles, le président a imputé les résultats du 22 mars au désastreux congrès socialiste de Rennes, certes en partie responsable de la dégradation de l'image du PS. C'est pourtant M. Mitterrand lui-même qui a refusé de faire de l'ouverture une stratégie politique, avec un contrat de gouvernement en bonne et due forme, lui préférant des ralliements personnels, sans doute pour éviter que M. Rocard n'apparaisse comme l'homme d'une nouvelle majorité ; c'est lui qui a commis la faute majeure que M. Cresson a payé au prix fort — de «vires» — M. Rocard ; c'est le président qui avait assis toute sa tactique sur la réédition, par la droite, de ses

erreurs de la période 1986-1988, sur la peur et le poids d'une extrême droite forte ; or, la droite a répondu par un refus d'alliance, cette fois respecté, et s'est payé le luxe de repasser le mistigri à la «majorité» (à travers les épisodes lorrain et bourguignon), empoignant au passage, et sans que personne puisse y trouver à redire, d'excellents reports des voix d'extrême droite aux cantonales.

Pour tenter de redresser une situation qu'il a contribué à créer, le président peut évidemment utili-

ser tout ce qui lui reste de dynamisme pour ce qui passait à sa portée (en «livrant dans le tas», selon la délicate expression de M. Le Pen), les écologistes de M. Lalonde en foulant aux pieds la morale électorale la plus élémentaire, tous ont discrédité l'idée que l'on puisse aligner le mode de désignation des députés sur celui des conseillers régionaux.

«J'ai besoin de la proportionnelle», a assuré M. Lalonde, en soulignant que celle-ci était la voie de passage obligée pour qui voulait voir naître une «nouvelle France». Le problème est que la «nouvelle France» ferait, assurément, une place dangereuse au FN (plus de soixante députés selon la SORFES).

M. Fabius ayant lui-même fermé la porte à une réforme électorale significative, reste le gouvernement. Là, la marge de manœuvre est théoriquement plus large, étant entendu que personne n'imagine

Un PS à refaire

Suite de la première page

Face à des équipes municipales anciennes ou divisées, attentives par la critique écologiste et dont la base électorale était entamée par l'extrême droite, les socialistes, dominés par un PC qui ne pesait plus guère, pouvaient être crédités de la capacité d'améliorer la gestion locale.

Trois ans plus tard, le nouvel âge du socialisme, que paraissent annoncer ces victoires, rassemblées par un miracle, tant de réjet qu'il s'est exprimé à l'occasion des premiers scrutins depuis les élections européennes de 1989 est radical. En recul dans presque tous les départements, on renforce ses positions dans les Bouches-du-Rhône que grâce à des «arrangements» opposés à la droite et à l'extrême droite, le PS est d'autant plus affecté par ses défaites que les plus graves d'entre elles étaient inattendues.

Après la déconvenue qu'avait représentée le score médiocre des listes organisées autour de la candidature de M. Lionel Jospin à la présidence de la région Midi-Pyrénées, la perte du conseil général du Gers, que présidait un rocardien, M. Jean-Pierre Jospin, est une très mauvaise nouvelle pour un parti qui voit lui échapper un terrain jusqu'à présent familier.

Le «bascullement» du Nord, dirigé par les socialistes depuis cinquante-cinq ans, donne à leur échec une dimension symbolique exceptionnelle. La France de la gauche ouverte comme le «Midi rouge» était celui de la gauche paysanne, présent parfois comme un fragment d'Europe du Nord social-démocrate dans une France à dominante «bourgeoise», le département de MM. Pierre Mauroy et Michel Delebarre, qui présidait un rocardien, était celui qui soulignait la majorité de ses habitants aux élus du «peuple» face aux «patrons». Les comportements «de classe» tendent à disparaître, là aussi, avec le monde industriel dans lequel ils s'étaient forgés.

Les uns reprochent aux socialistes du Nord de ne plus jurer que par les lois du marché, les autres les accusent de ne pas les comprendre et d'en gêner le fonctionnement, les écologistes les jugent incapables de concevoir développement et respect de l'environnement. Le Pas-de-Calais voisin reste à gauche, mais le PS n'y a pas conquis la majorité absolue du conseil général qu'il espérait atteindre avec la création de nouveaux cantons opportunistement découverts.

Mauvais reports

Les élections régionales avaient eu un effet d'entraînement, qui avait assuré au premier tour des élections cantonales une participation supérieure à celle qu'on n'observait au second. C'est une des raisons pour lesquelles les socialistes n'ont pas toujours retrouvé, là où ils étaient en compétition, dimanche, avec la droite, le total des voix de gauche du 22 mars. La deuxième raison est que les électeurs communistes ont très inégalement reporté leurs suffrages sur le PS, et que les écologistes semblent l'avoir fait dans une proportion inférieure à ce qui était habituel les années précédentes (deux tiers à gauche, un tiers à droite).

La volonté de sanctionner le PS est particulièrement manifeste, de la part de ces deux catégories d'électeurs, dans la région parisienne et dans le Nord, alors que les socialistes ont le plus souvent soutenu, eux, les candidats communistes arrivés en tête au premier tour, de même que les candidats écologistes dans la dizaine de cantons où ils étaient invités à le faire.

L'entre-deux-tours, marqué par les tractations pour la présidence des conseils régionaux, par la démission que les socialistes ont faite de l'incapacité du PS à rassembler et par

les inspirer, c'est à un certain mode d'exercice du pouvoir que les socialistes doivent, selon les rorcardiens, le blâme de leurs défaites.

M. Fabius partage ce jugement, puisqu'il a souligné, dimanche, «l'urgence», pour les socialistes, de «réaffirmer concrètement [leur] identité de gauche et [leurs] valeurs, en particulier sur le plan moral». Pour le premier secrétaire, ce souci doit s'accompagner de celui de répondre à la demande de «justice sociale» et de «sécurité», ainsi que de prendre en compte «le rôle essentiel de l'école dans l'approche des problèmes de société». Ces trois lignes directrices, jointes à la «rénovation» de l'organisation socialiste, forment le programme de M. Fabius devant l'édifice délabré que représente le PS tel qu'il le trouve deux mois et demi après avoir accédé à sa direction. Tirant à soi tous les leçons du congrès de Rennes, où sa tentative de prise de contrôle du parti et les réactions qu'elle avait provoquées avaient abouti à un spectacle désastreux, le député de la Seine-Maritime estime le moment venu pour le PS, d'entreprendre de mettre fin à ses «divisions».

De quelque manière qu'on l'analyse, ce que certains socialistes appellent dimanche soir la «Bérézina» du PS creuse le fossé entre le président de la République et ce qui reste «soo» parti. Le PS fait les frais d'une politique sur laquelle, depuis 1988 au moins, il n'a pas de prise, ce qui brouille sa relation avec ceux qu'il a mission de représenter. M. Rocard a eu sa part dans cette évolution, et il ne peut s'étonner qu'un parti avarié, dans le célèbre discours de Joux-lès-Tours, il déniait le droit de prendre des initiatives n'ayant pas l'assentiment de la majorité de l'opinion soit considéré par ses électeurs comme un poids mort inutile. Si l'on a quelque chose à dire, mieux vaut s'adresser à d'autres !

C'est cette relation avec la gauche «sociologique», comme disait M. Mitterrand en 1981, que le PS doit désormais reconstruire. A condition que le chef de l'Etat le lui permette.

PATRICK JARREAU

La totalisation du «Monde»...

Elections cantonales (Métropole et DOM) sur 1425 cantons			
Inscrits	14 942 940		%
Votants	9 249 021	61,89	
Exprimés	9 901 645	93	
Abstention	5 693 819	38,10	
PS	2 161 477	25,12	
RPR	1 753 947	20,39	
UDF	1 690 545	19,95	
Divers droite	1 152 116	13,39	
PCF	635 939	7,39	
Extrême droite	642 787	6,31	
Majorité présidentielle + divers gauche	387 596	4,50	
Ecologistes (1)	191 026	2,22	
Divers	86 512	1	

(1) Verts : 138 103 voix (1,86 %) et Génération Ecologie : 38 479 voix (0,44 %).

...et celle du ministère de l'intérieur

Totalisation en métropole (sur 1395 cantons)			
Inscrits	14 748 912		%
Votants	9 146 282	62,01	
Exprimés	9 540 173	64,79	
Abstention	5 602 639	37,98	
Ext. g.	35 824	0,42	
Com.	590 799	6,94	
Soc.	2 102 522	24,72	
Rad. g.	99 774	1,04	
Méj.	372 420	4,37	
GE	40 142	0,47	
Verte	143 432	1,68	
RPR	924 433	10,10	
UDF	1 700 579	19,38	
Div. d.	1 822 781	19,08	
FN	1 257 108	14,78	
	540 569	6,35	



ser les moyens du bord que sont le changement du mode de scrutin et le remaniement gouvernemental. Si les résultats du 29 mars font clairement apparaître l'urgence de la proportionnelle, aux seules fins de protéger le président, la journée du 27 mars, consacrée à l'élection des présidents de région, en a, de facto, interdit l'accès. Moins d'ailleurs par le spectacle offert dans certaines régions que par l'usage qui en a été fait par tous ceux qui avaient pourtant voté à la proportionnelle : le PC en rompant unilatéralement la règle de la «discipline républicaine», le FN en

Désavoués et seuls

Lâché par leurs alliés communistes et écologistes, ayant eux-mêmes lâché deux ministres d'ouverture, les socialistes sont seuls, désavoués et seuls. Comment, désormais, susciter des ralliements, autrement que suicidaires ? Quant aux perspectives, elles ne sauraient être limitées à une symbolique de la nouveauté, certes nécessaire mais absolument pas suffisante.

La question est donc de savoir si le président peut jouer les protagonistes avec pour seul projet la perpétuation de son propre pouvoir. Elle est celle de la promesse d'avenir que les Français perçoivent à vouloir percevoir dans la personne, dans l'action et dans le discours de ceux qui le gouvernement, cette exigence d'unité paraît naïve et abusive à l'homme d'Etat chevronné qu'est M. Mitterrand. «Sept ans, c'est trop peu ; quinze ans, c'est trop long ; douze ans, c'est bien !», avait-il coutume de dire. Douze ans, nous y sommes. Presque. C'est peut-être bien là que se situe le problème. Ce qui revient à dire que le cas de figure non pas idéal, mais le plus pertinent, dans les circonstances présentes, peut être la réforme constitutionnelle, avec réduction de la durée du mandat présidentiel appliquée au titulaire de la charge, et inversion du calendrier politique, les législatives venant consacrer la nouvelle donne présidentielle. Après tout, cette semaine catastrophique pour la gauche est aussi celle qui donne, dans les sondages, M. Delors gagnant dans une compétition au sommet.

Mais, autant demander au chef de l'Etat de donner ses clés au président de la Commission européenne...

JEAN-MARIE COLOMBANI

ESSEC PROGRAMME DOCTORAL

■ DEA «Sciences de Gestion» IAE d'AIX-ESSEC ou Paris X-ESSEC-HEC
Diplôme requis : 2^e cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

■ Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC ou autre université
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Economie
Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC
durée des travaux : 2 à 3 ans
possibilités de bourses de recherches significatives

■ Date limite des candidatures : 15 juin 1992

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
Groupe ESSEC - BP 105
95021 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : (1) 34 43 30 85

Établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles
Programme bénéficiant du soutien de la FRSER - Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises
Groupe ESSEC Établissement d'Enseignement Supérieur Privé



DES ÉLECTIONS

dans les autres

Le bon dim

Les élections cantonales de dimanche ont été marquées par un taux d'abstention élevé, atteignant 38,10 % en métropole et 37,98 % en région parisienne. Ce chiffre, bien que supérieur à celui de 1988, reste inférieur à ceux de 1982 et 1985. La participation a été nettement supérieure à celle de 1988, qui était une des plus faibles de la Ve République, est inférieure à celles de 1982 (environ 30 %) et de 1985 (33,76 %), mais elle reste dans une honnête moyenne.

Le scrutin a été marqué par une victoire des socialistes dans de nombreux cantons, notamment dans le Nord et la région parisienne. Cependant, la gauche a subi de lourdes défaites dans d'autres régions, ce qui a entraîné une perte de la majorité absolue dans plusieurs conseils généraux. Cette situation a conduit à une réévaluation de la stratégie politique de la gauche.

Les résultats des élections cantonales ont également permis de constater la montée en puissance de la droite et de l'extrême droite. Ces succès ont été interprétés comme une sanction à l'égard du gouvernement socialiste, mais aussi comme un signal de la part des électeurs quant à leur désir de changement.

En conclusion, les élections cantonales de dimanche ont été une épreuve décisive pour la gauche. Elles ont mis en évidence ses faiblesses, mais aussi ses forces. La gauche doit maintenant se réorganiser et proposer une alternative crédible aux électeurs.

L'échec program

Le résultat des élections cantonales de dimanche a été largement interprété comme un échec pour la gauche. Cette interprétation est basée sur la perte de la majorité absolue dans de nombreux conseils généraux, ainsi que sur le succès de la droite et de l'extrême droite. Cependant, il est important de noter que la gauche a conservé la présidence dans de nombreux départements, ce qui constitue une certaine forme de succès.

En outre, les élections ont permis de constater la montée en puissance de la droite et de l'extrême droite. Ces succès ont été interprétés comme une sanction à l'égard du gouvernement socialiste, mais aussi comme un signal de la part des électeurs quant à leur désir de changement.

En conclusion, les élections cantonales de dimanche ont été une épreuve décisive pour la gauche. Elles ont mis en évidence ses faiblesses, mais aussi ses forces. La gauche doit maintenant se réorganiser et proposer une alternative crédible aux électeurs.

Seuls quatre é

Le résultat des élections cantonales de dimanche a été largement interprété comme un échec pour la gauche. Cette interprétation est basée sur la perte de la majorité absolue dans de nombreux conseils généraux, ainsi que sur le succès de la droite et de l'extrême droite. Cependant, il est important de noter que la gauche a conservé la présidence dans de nombreux départements, ce qui constitue une certaine forme de succès.

مركز العمل

DES ÉLECTIONS CANTONALES

et la situation dans les autres partis

Le bon dimanche de l'opposition

Avec les élections cantonales, l'opposition républicaine vient de remporter deux incontestables victoires sur les socialistes et sur... elle-même. Dans leurs projections les plus optimistes, ses dirigeants n'avaient jamais imaginé reprendre ne lui en concédant qu'un seul, les Alpes-de-Haute-Provence, au bénéfice de l'âge. Sans compter la Martinique qui, pour les mêmes raisons, devrait revenir au RPR. En ajoutant ces nouvelles conquêtes aux 43 départements à présidence UDF et aux 26 autres présides par un RPR ou un divers droite, la carte de France des conseils généraux se simplifie singulièrement. Au nord de la Loire, cette carte prend pour la gauche les allures d'un désert.

Avec, selon les données du ministère de l'intérieur, un total de 53,75 %, les candidats RPR, UDF et divers droite obtiennent non seulement une majorité confortable mais font légèrement mieux qu'au second tour des élections cantonales de mars 1985. Car les électeurs ont voulu signifier à la droite un double besoin, pas forcément contradictoire, d'unin et de renouveau.

La poussée des divers droite

Le scrutin à deux tours a permis, mieux qu'aux élections régionales, de tirer des dividendes plus profitables de l'union et aux électeurs de retrouver leurs bannières refaites. Dans l'ensemble, les reports dans l'un et l'autre camp

ont été satisfaisants. Sur les neuf duels qu'ils n'ont pu éviter entre eux, cinq se sont soldés à l'avantage de l'UDF. Globalement, cette discipline de l'union a profité au RPR, qui retire les meilleurs gains, mais elle a nuï dans le Rhône à M. Michel Noir. Dans les deux cantons de Lyon-VII et Lyon-VIII, les deux représentants de son mouvement Nouvelle Démocratie ne sont guère parvenus à malmenier au premier tour les candidats RPR et UDF.

Toujours selon les statistiques du ministère de l'intérieur, le RPR, qui avait 424 sortants, se retrouve avec 469 élus, tandis que l'UDF connaît la stabilité : 500 élus pour 493 sortants. Ce réajustement à l'intérieur de l'opposition ne s'est pas fait uniformément. Si l'UDF confirme sa suprématie vis-à-vis du RPR dans les départements de Meurthe-et-Moselle, où le RPR ne dispose plus d'aucun élu, des Yvelines ou encore de Maine-et-Loire et des Pyrénées-Atlantiques, le RPR accentue son avantage en Côte-d'Or, dans l'Orne et en Seine-et-Marne.

Ce bon dimanche pour l'opposition est aussi la conséquence d'une poussée des élus divers droite, certes traditionnelle, mais cette fois plus sensible. Le ministère de l'intérieur range sous cette étiquette 445 conseillers généraux, soit 54 de plus. D'une certaine manière, ces élus semblent avoir profité du rejet des partis traditionnels. Ils ont su exploiter à bon escient le besoin de rénovation à droite. A la différence des candidats de M. Noir, ils n'ont

pas été perçus comme étant contre l'opposition officielle, mais à côté. Son second succès, l'opposition l'a obtenu sur elle-même et contre le Front national. Sa stratégie vis-à-vis de l'extrême droite ne semble guère avoir connu de dérapages. Pour la première fois, l'opposition a démontré qu'elle était prête à perdre localement des élections plutôt que de se lier les mains avec le Front national.

Sa décision de maintenir, quand elle le pouvait, comme dans le département sensible des Bouches-du-Rhône, ses candidats partout où le FN était arrivé au premier tour en tête lui a sans doute coûté beaucoup. Parfois même, quelques petits fronts républicains ont pu se constituer comme dans le canton de Troyes-V où la droite modérée a appelé à voter pour le secrétaire de la fédération du PS contre celui de la fédération du FN.

Rempart contre le FN

Pernauds, depuis vendredi, d'avoir définitivement renversé la charge de la preuve au détriment des socialistes et de M. Mitterrand, et d'avoir pu en retirer un certain profit dès ce second tour, les dirigeants de l'opposition vont sans doute arguer de ces élections cantonales pour éayer leur démonstration qu'ils sont le seul et ultime rempart contre les léninistes.

Dans l'immédiat, soucieux de lever définitivement les dernières suspensions, l'opposition, en Lorraine, appelle aujourd'hui à une manifestation à Metz afin d'inciter

M. Jean-Marie Rausch à démissionner et à « redonner dignité à la Lorraine ». En Bourgogne, elle n'avait pas non plus l'intention de lâcher les basques de M. Jean-Pierre Soisson. Les dirigeants du RPR et de l'UDF attendaient aussi fébrilement les résultats de l'élection des présidents des régions Nord-Pas-de-Calais et Haute-Normandie.

Au lendemain de ce second tour des élections cantonales, barrer la route à MM. Delebarre et Fabius leur paraissait être dans la logique des choses et du temps. Pour la suite, on se tourne aussi vers l'Élysée.

Ni M. Chirac ni M. Giscard d'Estaing ne se sont exprimés dimanche soir. Leurs lieutenants ont donné du coup le sentiment d'hésiter sur la marche à suivre. Certains, à l'instar de M. Alain Juppé, ont constaté que le gouvernement sortait en charpie, en recommandant à l'UDF de « se tenir prêt pour l'alternance ». « L'opposition doit être prête, mais elle n'a pas à être pressée », a ajouté M. Nicolas Sarkozy.

M. Alain Madelin a indiqué qu'il attendait « un geste politique extrêmement fort », en concédant pour la première fois que des élections législatives anticipées « embêteraient tout le monde ». « Je ne sais pas si François Mitterrand peut sortir un lapin de son chapeau », a ironisé le vice-président de l'UDF. Mais je crois qu'il n'y a plus de lapin ni de chapeau ».

DANIEL CARTON

PCF : la peau de chagrin

La représentation du Parti communiste français continue de se réduire comme peau de chagrin. Lundi matin, l'Humanité revendiquait cent huit élus et affirmait que, à en juger par ce résultat, l'audience du parti se situait « sensiblement au niveau de 1985 ». En vérité, non seulement le PCF perd une vingtaine de cantons, mais, par rapport à 1983, il recule de plus de quatre points (6,94 % des suffrages exprimés contre 11,31 % il y a sept ans), ce qui représente une perte de plus de 250 000 voix. Si l'on se réfère à son bilan de 1985, la confirmation de son retrécissement n'en devient que plus manifeste puisqu'à l'époque, le PCF avait déjà perdu la bagatelle de quatre-vingts cantons, quelque 150 000 voix et 2,5 points par rapport au scrutin de 1982.

Résolument optimiste, le rédacteur en chef de l'Humanité notait, ce même lundi, que le PCF avait « compensé en partie certains échecs (trente-neuf) par la conquête de nouveaux cantons (dix-neuf) », et il y voyait « la confirmation de la décadence de son influence, de son rôle et de son enracinement dans la vie politique française ».

Si confirmation il y a, aujourd'hui, c'est surtout celle d'un vote communiste en voie de marginalisation. Sans les triangulaires imposées un peu partout à la droite libérale par le Front national, sans les querelles intestines du PS et sans les réflexes de la discipline républicaine qui empêchent de jouer en sa faveur alors que ses propres militants ont plutôt tendance à les renier, le bilan du scrutin serait encore pire pour M. Georges Marchais et ses amis.

Quelles conclusions générales tirer, par exemple, de l'élection d'un conseiller général communiste, pour la première fois depuis dix-huit ans, dans le canton lozérien de Saint-Germain-de-Calberte face à un sortant socialiste aux prises avec un socialiste dissident au de la victoire du maire communiste de Cahenay, aux portes de Perpignan, à l'issue d'un duel (100 %) Front national ? Qu'y a-t-il de commun entre la spectaculaire défaite infligée au RPR, à Vaulx-en-Velin, par le candidat « rebouteur », soutenu par toute la gauche, le maintien d'une majorité absolue en Seine-Saint-Denis, d'une majorité relative en Val-de-Marne et la perte d'un canton comme celui de Mézières-lès-Metz (Moselle), qui

avait été préservé pendant un demi-siècle ? Entre la résistance solitaire mais victorieuse, face au RPR, d'un François Liberti, très populaire chez les ouvriers de Sète (Hérault) et la conquête du siège de Reillanne (Alpes-de-Haute-Provence) par le maire de cette commune, Georges Aillaud, aux dépens de l'UDF ?

Une vision réductrice

L'évidence politique la plus forte est que les élus communistes n'ont été, dans plus de la moitié des cantons — soixante-dix-huit, selon nos comptes — avec beaucoup plus de voix que l'ensemble des suffrages recueillis par toutes les forces de gauche au premier tour de scrutin alors que la rétrograde n'a pas été vraie : les électeurs communistes se sont montrés très chiches à l'égard des socialistes restés en lice.

Le culte du vote protestataire débouchant sur des horizons forcément limités, la question de l'avenir du PCF dans le nouveau paysage politique reste donc entière. Elle vient d'ailleurs d'être posée, pour la troisième fois, par M. Marcel Rigout. L'ancien ministre communiste de la formation professionnelle, devenu l'une des figures de proue des contestataires, déplorait, à la fin de la semaine, à l'occasion de la première séance du nouveau conseil régional du Limousin, que le PCF limite aujourd'hui « son ambition au seul mouvement revendicatif », ce qui traduit « une vision bien réductrice des réalités de la société ». Il soulignait que « la gauche n'est ni le parti des mécontents ni celui de ceux qui se laissent asservir par un certain type de gestion » et estimait qu'« elle doit être le parti de l'innovation, de la recherche sociale, du projet, de l'humanisme, de la défense des grandes valeurs universelles et de l'éthique politique ». Il répétait que « ce n'est pas par des problèmes et des institutions malveillantes à l'égard de tous ceux qui n'acceptent pas de rester bédons de cerillages » que le PCF « trouvera le moyen d'éviter la marginalisation ». Mais comment en dire que la direction du PCF puisse aujourd'hui se remettre en question alors qu'elle ne cesse de confondre le ralentissement de son déclin avec l'amorce d'une remontée ?

ALAIN ROLLAT

L'échec programmé du Front national

Un seul candidat d'extrême droite a été élu, aux élections cantonales, dans les Alpes-Maritimes. Le Front national compte, pour toute la France, trois conseillers généraux. Il en comptait quatre avant ce renouvellement.

L'affaire était déjà entendue à la veille du second tour : sans effondrement de la participation, l'échec du Front national était pratiquement programmé. Un dirigeant du parti léniniste admettait même, en privé, que les conseillers généraux de son parti, au soir du 29 mars, ne se comptaient « peut-être pas sur les doigts des deux mains », contrairement aux projections faites les mois précédents par M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique et expert électoral de M. Jean-Marie Le Pen. Le secrétaire national aux élus prévoyait, avant le premier tour, l'élection de « plusieurs dizaines » de conseillers généraux portant l'étiquette Front national. Il y a loin des urnes aux sièges !

La réalité est bien moins radieuse et plutôt parlante dans sa schématisation : le Front national, qui avait quatre conseillers généraux, n'en compte plus que trois. Le parti d'extrême droite perd les deux cantons renouvelés (1) qu'il détenait par l'intermédiaire de M. Jean Roussel dans les Bouches-du-Rhône et de M. Yvan Blot dans le Pas-de-Calais. Le premier a été écarté dans un « duel », à Marseille, par un candidat du RPR frappé d'indisponibilité pour un an : le second, qui ne se représentait dans le Pas-de-Calais — il avait été élu sous l'étiquette RPR en 1985 — est allé se faire

battre, dès le premier tour, en Alsace. En revanche, le Front national remporte une seule et unique victoire : M. Jacques Peyrat à Nice-sur-Mer. Marie-Jeanne Muraud (UDF-FR) dans un « duel » qui, il y a un mois, avait donné le résultat inverse par suite de la formation d'un front républicain de circonstance. La moindre mobilisation a joint, cette fois-ci, en faveur de M. Peyrat. Ce dernier permet à son parti d'entrer au conseil général des Alpes-Maritimes.

S'exprimant sur le fil téléphonique de « Radio Le Pen », à la fin de la semaine dernière, M. Carl Lang présentait son parti comme « la seule force politique d'opposition » et dénonçait « l'attitude délibérée, hostile, agressive de la droite, l'entente du Front national ». Pour le second tour des cantonales, le secrétaire général du parti d'extrême droite promettait de « donner une leçon politique à l'ensemble de cette classe politique, qui est rejetée clairement par les Français ».

Répulsion de l'électorat de droite

A l'examen des quelques trois cents cantons dans lesquels il apparaît que l'adversaire principal du Front national est la droite. Cinq fois sur six, ses « duels » l'ont opposé soit à un candidat UDF, le plus souvent, soit à un représentant du RPR, soit à un candidat classé divers droite. A l'exception du quatorzième canton de Nice, il n'a jamais gagné en bras-de-fer. Dans

les « triangulaires », la droite a eu, en outre, à subir un maintien de l'extrême droite, mais c'est le Front national qui a enregistré, quasiment partout, une fuite de ses électeurs.

Ainsi, M. Bruno Mégret affirme que dans les Bouches-du-Rhône son parti, « s'agissant de l'échec », « a progressé de façon significative » dans certains cantons (2). Sur les vingt-huit cantons où il était présent, le recul en voix, dans vingt-six d'entre eux, s'échelonne de 10 à 40 points de pourcentage de ses voix du premier tour. Le Front national progresse, en valeur absolue, dans deux cantons du département : Les Pennes-Mirabeau (plus 4,5 %) et Vitrolles (plus 23 %). Non seulement les candidats léninistes n'ont pas, à de rares exceptions près, élargi leur audience au second tour mais, de plus, ils ont plusieurs fois contribué à empêcher la droite de ravir des cantons à la gauche.

C'est le cas à grande échelle dans les Bouches-du-Rhône : ils étaient devant la droite dans un tiers des cantons, mais ils se sont maintenus partout où cela était possible. Ils ont fait perdre à la droite moins de cantons accessibles qu'ils n'en avaient susceptibles, eux, d'en remporter. C'est aussi le cas, par exemple, à Apt (Vaucluse), à La Seyne-sur-Mer (Var), à Manosque-Nord (Alpes de Haute-Provence), à Carvin et à Arras-Ouest (Pas-de-Calais), à Colombes-Nord-Ouest (Hauts-de-Seine), à Comblains-Sainte-Honorine (Yvelines), à Corbeil-Essonnes (Essonne) ou à Argenteuil (Val-d'Oise). Le maintien du Front

national a favorisé quelquefois la gauche dans ses assauts comme à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) au profit du PS ou à Saint-Dizier-Nord-Est (Haute-Marne) au profit du PCF. Cette stratégie de présence tous azimuts n'a pas empêché, cependant, des candidats du RPR d'être élus dans plusieurs cantons de Nice ou à un candidat UDF de prendre Avignon-Sud (Vaucluse) aux socialistes, alors que le candidat léniniste devançait la droite au premier tour.

Ce très maigre bilan dans un scrutin majoritaire uninominal à deux tours ne peut qu'encourager le président du Front national à réclamer avec plus de vigueur encore l'établissement d'un mode de scrutin proportionnel pour les législatives, tant l'écart est énorme entre le résultat de son parti aux régionales et aux cantonales. S'il révèle une certaine volatilité de l'électorat léniniste, il met surtout en évidence une forte répulsion de l'électorat de la droite parlementaire envers le Front national. Les stratégies de l'extrême droite devront prendre ces données en considération s'ils veulent sortir de leur ghetto.

OLIVIER BIFFAUD

(1) MM. Philippe Adam et Fernand Le Rachet, respectivement, conseillers généraux des Bouches-du-Rhône et de la Manche, sont dans des cantons non renouvelés.

(2) M. Mégret parle aussi du canton de Berre, où la baisse en voix est de l'ordre de 10 %, et de celui de Marseille-XIV-B, où le recul en voix atteint 15 % d'un tour à l'autre.

Seuls quatre écologistes ont passé l'épreuve du scrutin majoritaire

Le scrutin majoritaire est passé par là : l'écologie politique est comme rayée de la carte. Une semaine après leur succès, en voix (14,37 %) et en sièges (212), aux élections régionales, les écologistes n'ont obtenu, dimanche 29 mars, au second des élections cantonales, que 2,15 % des suffrages exprimés et quatre postes de conseillers généraux sur les quelque deux mille qui, en métropole, étaient soumis à renouvellement. Encore s'agit-il pour trois d'entre eux de personnes déjà installées : MM. Gérard Védries, conseiller général sortant de Châtillon-en-Diois (Drôme), de Jean Rousseau, maire de Vierzion (Cher) et Fabrice Millereau, maire de Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise), de candidats de Génération Écologie. Seul M. Jean Baudouin (Verts), logé, battu à Fraizecq (Deux-Sèvres) avec l'appui du PS, le président du comité économique et social de la région Poitou-Cha-

rentes, est véritablement un nouveau venu. Il n'est donc pas encore tout à fait sûr que les écologistes soient, comme l'assure M. Antoine Wacziarg, « des candidats de rassemblement », susceptibles d'être élus dans l'avenir, « quel que soit le mode de scrutin ». Ainsi à Châtillon-en-Diois, où les électeurs avaient le choix, au second tour, qu'entre le candidat de Génération Écologie et celui du PC, 46,4 % des électeurs ont voté blanc ou nul. Dans une configuration identique, on a relevé 530 bulletins blancs ou nuls dans le canton de Vierzion-1, soit 7,6 % des votants. En revanche, face au conseiller sortant UDF, le candidat des Verts élu dans les Deux-Sèvres a bénéficié d'un excellent report des voix de gauche.

Au total, les écologistes dépassent le seuil de 30 % des suffrages exprimés dans trente-trois cantons sur les quatre-vingt-trois où ils étaient présents, augmentant ainsi de

quinze à vingt-cinq points en moyenne leurs scores du premier tour. Les meilleurs résultats sont obtenus à Bègles (Gironde), où M. Noël Mamère échoue de 384 voix face au conseiller communiste sortant, à Thillot (Vosges), à Francville (Val-d'Oise), à Amiens-V-Sud-Est (Somme) et à Mundolsheim (Bas-Rhin). Mais, dans vingt-deux autres cantons, le candidat en lice, qu'il soit membre des Verts ou de Génération Écologie, ne parvient pas à retrouver la totalité des voix écologistes du 22 mars.

En de nombreux endroits, comme à Pont-de-Marcq (Nord) ou à Lalinde (Dordogne), les socialistes pourrissent à bon droit se plaindre soit du maintien des écologistes, soit du mauvais report de leur électorat sur leurs propres candidats. Le cas le plus significatif est celui du sénateur de l'Essonne, M. Jean-Luc Mélenchon, animateur de la Gauche socialiste, qui ne cesse de

prôner une alliance rose, rouge, verte, et qui, du fait de la présence d'un candidat soutenu par Génération Écologie, masque sa réélection de soixante-trois voix seulement dans le canton de Massy-Ouest, alors que, dans le même département, à Etrecy, le candidat des Verts bénéficie d'un bon report des voix socialistes. Ce phénomène ne sera pas cependant pour surprendre : entre les deux tours, le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, a rappelé que son mouvement ne s'inscrivait pas dans la stratégie d'union de la gauche ; quant à M. Antoine Wacziarg, déjà plusieurs années qu'il ne cesse de répéter que l'écologie transcende le clivage gauche-droite et que son électorat est de moins en moins enclin à voter, au second tour, pour un candidat issu des partis traditionnels.

JEAN-LOUIS SAUX

DANIEL VERNET

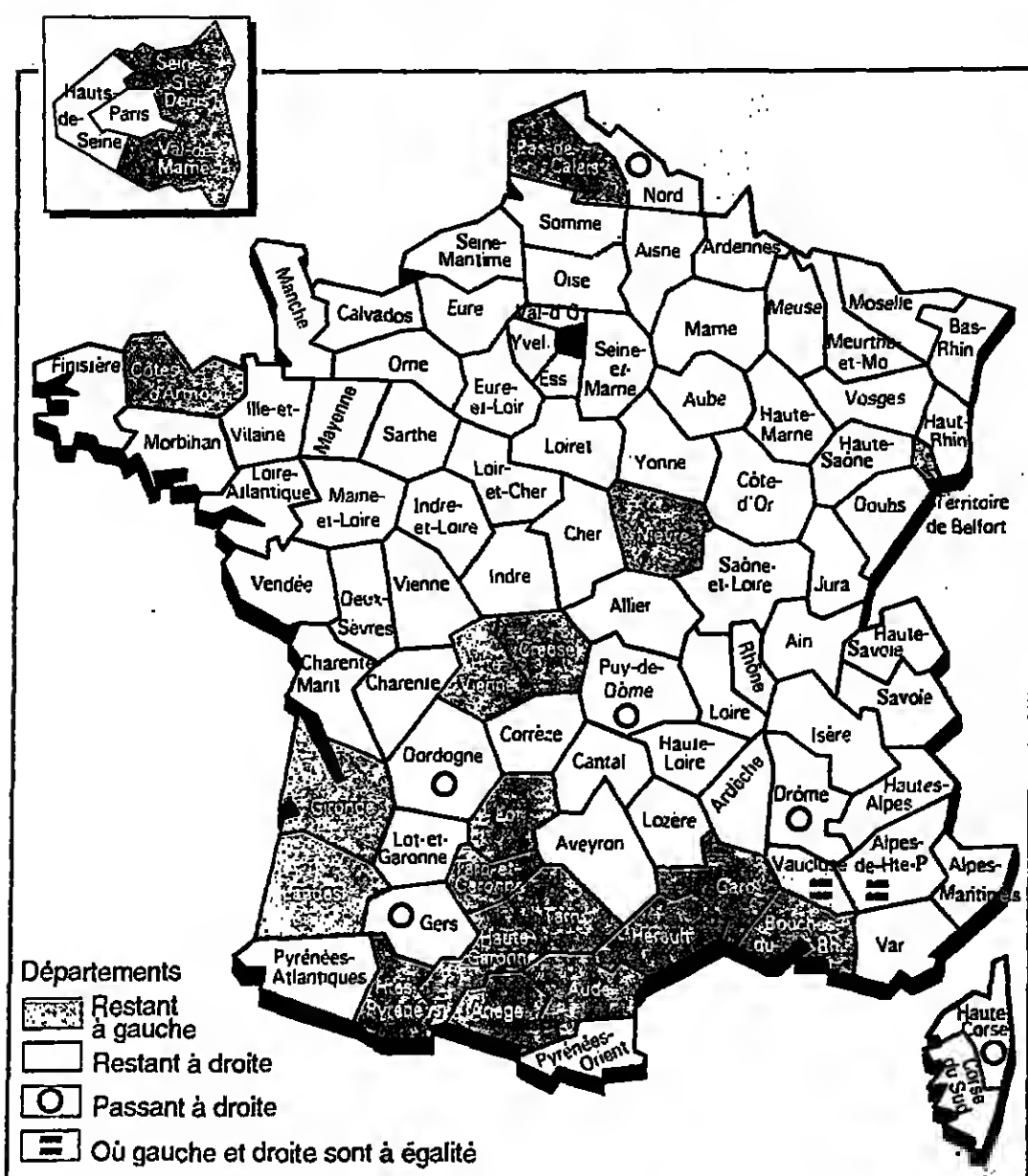
LA RENAISSANCE ALLEMANDE

Flammarion

228 pages, 98 F.

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

La nouvelle carte des conseils généraux



Les réactions

M. Fabius appelle à «un véritable renouveau» du PS

M. Laurent Fabius, premier secrétaire du Parti socialiste, a estimé, dimanche 29 mars, que le résultat du second tour des élections cantonales constituait un «sérieux échec» pour le PS «qu'il faut honnêtement reconnaître». «La gauche va perdre plusieurs départements qu'elle aimait, a-t-il dit. Le gouvernement et le Parti socialiste devront rapidement

tirer la leçon de ces élections [et] écouter les messages qui nous ont été adressés par les Français. D'ores et déjà, plusieurs indications sont claires : la nécessité de mieux prendre en compte les soucis quotidiens de nos concitoyens, notamment sur le terrain de la justice sociale et de la sécurité; l'urgence de réaffirmer concrètement notre identité de gauche et nos

valeurs, en particulier sur le plan moral; le rôle essentiel de l'écologie dans l'appréhension des problèmes de société; l'indispensable rénovation de notre formation politique. Il y a donc un très gros travail à accomplir, c'est un véritable renouveau du Parti socialiste qu'il faut mettre en œuvre, un Parti socialiste ayant mis fin à ses divisions.»

des implantations historiques tels le Nord et le Puy-de-Dôme, a-t-il déclaré au siège du PS. «La tâche va être très rude», a ajouté M. Querry, ministre de l'Économie et des Finances, réélu dans la Nièvre, a estimé dimanche 29 mars, que les résultats des élections cantonales constituent «un sérieux avertissement au gouvernement et au Parti socialiste». M. Marchand a également assuré que les électeurs «ont exprimé un profond désir de renouveau» qui s'est traduit, selon le ministre, par la défaite de plusieurs présidents de conseil général.

«M. Bérégovoy (PS) : «Un mauvais report de voix.» — M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie et des Finances, réélu dans la Nièvre, a estimé dimanche 29 mars, que les résultats des élections cantonales constituent «un sérieux avertissement au gouvernement et au Parti socialiste». M. Marchand a également assuré que les électeurs «ont exprimé un profond désir de renouveau» qui s'est traduit, selon le ministre, par la défaite de plusieurs présidents de conseil général.

«M. Mauroy (PS) : «Il faut provoquer un choc psychologique.» — M. Pierre Mauroy, maire de Lille, a estimé, dimanche 29 mars, que «l'insuccès du PS aux cantonales est de la responsabilité de l'ensemble des socialistes». «C'est à eux de se rassembler autour de leur premier secrétaire. Ils ont maintenant un projet autour de leur candidat présidentiel. C'est à eux d'assurer le renouveau», a-t-il poursuivi. «Il faut provoquer un choc psychologique et redresser la barre», a ajouté M. Mauroy, qui a perdu le département du Nord.

«M. Poperen (PS) : «Difficile.» — M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a déclaré, dimanche 29 mars, que «Le moment est difficile, vivons-le (...)». «Des lors que nous avons donné le sentiment que nous avions un genou à terre, on se précipite pour nous porter des coups, un peu de tous les côtés (...)». A nous de nous redresser, nous en avons les moyens; pour la suite, je suis tout à fait confiant.

«M. Querry (PS) : «Dépasser les anciennes querelles et s'interroger avec lucidité.» — M. Jean-Jack Querry, porte-parole du PS, a affirmé, dimanche 29 mars, qu'il faut désormais que les socialistes «dépassent les anciennes querelles et s'interrogent avec lucidité sur l'avenir». «Pour le PS, c'est un échec grave, avec la perte de départements qui représentaient

revenir devant les électeurs», a ajouté M. Toubon.

«M. Sarkozy (RPR) : «Nous nous battons contre la proportionnelle.» — M. Nicolas Sarkozy, député RPR des Hauts-de-Seine, a demandé «à tous les hommes politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche» de ne pas donner «à la France, l'année prochaine, le spectacle des régionalismes». «Nous nous battons contre la proportionnelle parce que [c'est] la magouille, la combine et l'impossibilité de diriger un certain nombre de régions», a assuré M. Sarkozy, qui a estimé que «l'opposition n'a pas à être pressée, elle a à être prête».

«M. Madelin (UDF) : «Les Français ont envie de tourner la page du socialisme.» — M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, a affirmé dimanche 29 mars sur FR3 que la France a «besoin d'un geste politique extrêmement fort», car «on ne s'en sortira pas par un bricolage, ni un rajustage de gouvernement». «Les Français ont envie de tourner la page du socialisme», a ajouté M. Madelin, qui a jugé par ailleurs que d'éventuelles législatives anticipées «embêteraient tout le monde, y compris les formations politiques d'opposition, même si, selon lui, «la meilleure des solutions serait de redonner la parole aux Français».

«M. Bayrou (UDF) : «Un double impératif.» — M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a proposé dimanche 29 mars la création de 60 ou 70 nouveaux sièges de parlementaires au Sénat pour les petits partis, afin de garantir d'éventuelles majorités à l'Assemblée nationale pour gouverner. «Il y a un impératif de représentation du corps électoral et un impératif de majorité» pour gouverner, mais «il n'y a pas de raison d'empêcher définitivement des candidats qui existent d'avoir une représentation parlementaire», a-t-il expliqué.

«M. Carl Lang (FN) : «Apartheid politique.» — M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, a estimé dimanche 29 mars, sur la Cinq, que le scrutin majoritaire à deux tours en vigueur pour les cantonales est «un scrutin d'apartheid politique». «Il y a les citoyens qui ont le droit d'avoir des élus et des citoyens de seconde zone qui, eux, n'ont pas le droit d'être représentés», a dit M. Lang. Il s'agit de la loi de la jungle politique.

Le sort des parlementaires...

Députés réélus au premier tour :

M. Jean-Pierre Balligand (PS, Aisne); René Massat (PS, Ariège); Régis Barilla (PS, Aude); François d'Harcourt (UDF, Calvados); Pierre-Rémy Houssin (RPR, Charente); Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor); Roland Guillaume (RPR, Doubs); Georges Colombar (UDF, PR, Isère); Edouard Landrain (UDF, PR, Isère); Claude Gaigrol (UDF, PR, Manche); Jean-Pierre Bouquet (PS, Maine); Charles Fèvre (UDF, PR, Maine); Henri de Gastines (RPR, Mayenne); Roger Lestay (UDF, PR, Mayenne); Gérard Charles Cavallé (RPR, Morbihan); Raymond Marcelin (UDF, PR, Morbihan); Jean Kiffer (divers droite, Moselle); Jean-François Mancel (RPR, Oise); François Geng (UDF, CDS, Oise); Dominique Dupilet (PS, Pas-de-Calais); Claude Miquel (PS, Hauts-Pyrénées); Jean-Luc Reitzel (RPR, Haut-Rhin); Philippe Legras (RPR, Haute-Saône); René Besumont (UDF, PR, Saône-et-Loire); François Fillon (RPR, Sarthe); Michel Barnier (RPR, Savoie); Roger Rinchet (PS, Savoie); Hubert Falco (UDF, PR, Var); Dominique Larilla (PS diss., Guadeloupe); Henri Cuq (RPR, Yvelines); Pierre Lequillier (UDF, PR, Yvelines).

Députés réélus au second tour :

MM. François Colcombet (PS, Allier); Daniel Chevallier (PS, Hautes-Alpes); Christian Estrosi (RPR, Alpes-Maritimes); Jean-François Martel (UDF, PR, Bouches-du-Rhône); Marius Masse (PS, Bouches-du-Rhône); Jean-Guy Branger (UDF, Charente-Maritime); Jean-François Deniau (UDF, PR, Cher); José Rossi (UDF, PR, Côte-d'Or); Roland Carrax (PS, Côte-d'Or); Bernard Bioulac (PS, Dordogne); Alain Journet (PS, Gard); Jean-François Lamarque (PS, Haute-Garonne); Robert Cazalet (UDF, PR, Gironde); Bernard Nayral (PS, Hérault); Gérard Saumade (PS, Hérault); Yves Fréville (CDS, Ile-et-Vilaie); Michel Destor (PS, Isère); Jean-Luc Lorgeux (PS, Loire-Atlantique); François-Joseph Dubouché (UDF, CDS, Loire); M. Monique (UDF, CDS, Loire-Atlantique); Hubert Grimaud (UDF, CDS, Loire-Atlantique); Yves Taverrier (PS, Maine-et-Loire); M. Miquette (PS, Pyrénées-Orientales); M. Bernadette Isaac-Sibille (UDF, CDS, Rhône); Antoine Ruffenacht (RPR, Seine-Maritime); M. Jacqueline Alquier (PS, Tarn); André Borel (PS, Vaucluse); Pierre Métais (PS, Vendée); Serge Francis (FU, Yonne); Maurice Louis-Joseph-Doguet (PS, Martinique); Yves Taverrier (PS, Mayenne); M. Miquette (PS, Pyrénées-Orientales); Jean Guignès (PS, Yvelines); Paul-Louis Tenaillon (UDF, CDS, Yvelines).

Députés élus au premier tour :

MM. Michel Voisin (UDF, CDS, Ain); Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes); Yves Coussin (UDF, PR, Cantal); Claude Wolff (UDF, Puy-de-Dôme).

Députés élus au second tour :

MM. Roland Blum (UDF, PR, Bouches-du-Rhône); Michel Vauzelle (PS, Bouches-du-Rhône); Alfred Recours (PS, Eure); Jean-Louis Debré (RPR, Eure); Pierre Garmendia (PS, Gironde); Bernard Debré (RPR, Indre-et-Loire); Michel Fromet (PS, Loire-et-Cher); Marcel Wachoux (ex-PS, Pas-de-Calais); Edmond Vacant (PS, Puy-de-Dôme); Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône); Jean-Paul Calloud (PS, Savoie); M. Sébastien Royat (PS, Deux-Sèvres); MM. Jean-Michel Couve (RPR, Var); Georges Tranchant (RPR, Hauts-de-Seine).

MM. Claude Lariel (PS, Ardèche); Jean Rigal (MRG, Aveyron); Didier Chouat (PS, Côtes-d'Armor); Michel Suchod (PS, Dordogne); Alain Fort (PS, Drôme); François Loncle (PS, Eure); Freddy Deschaux-Beaume (PS, Eure); Claude Decort (PS, Haute-Garonne); M. Hélène Migon (PS, Haute-Garonne); Pierre Orri (PS, Haute-Garonne); Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne); Alain Vidalies (PS, Landes); Fabien Thiémi (PC, Nord); Robert Anselin (PS, Nord); Michel Lambert (PS, Oise); André Delehedde (PS, Pas-de-Calais); Jacques Lavédrine (PS, Puy-de-Dôme); Maurice Adevah-Feut (PS, Pyrénées-Atlantiques); Jean Caro (UDF, CDS, Bas-Rhin); Jean Brocard (UDF, PR, Haute-Savoie); Paul Dhaillie (PS, Seine-Maritime); Jean-Claude Bateux (UDF, PR, Seine-Maritime); Léo Gréard (PS, Yonne); Claude Bartolooe (PS, Seine-Saint-Denis).

Députés élus au second tour :

MM. Jean-Marie Cambacérès (ex-PS, Gard); MM. Jacques Boyon (RPR, Ain); Claude Galametz (PS, Pas-de-Calais).

Députés élus au premier tour :

M. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine); Jacques Larché (UDF, PR, Seine-et-Marne); MM. Serge Vinçon (RPR, Cher); René-Guy Lantier (RPR, Var).

Députés réélus au premier tour :

M. Bernard Barraux (div. d., Allier); Marcel Lesbros (UDF, Hautes-Alpes); Charles Gineys (RPR, Alpes-Maritimes); Ambroise Dupont (UDF, PR, Calvados); Henri Belcour (RPR, Corrèze); Jean Pouchet (UDF, Doubs); Georges Guilloit (RPR, Doubs); Jean Besson (PS, Drôme); Joël Bourdieu (UDF, PR, Eure); Martial Taugourdeau (RPR, Eure-et-Loir); Jacques de Menou (RPR, Finistère); Gilbert Baumet (FU, Gard); Bernard Dussaut (PS, Gironde); Gérard Cédex (RPR, Gironde); Jean Faure (UDF, CDS, Isère); Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique); Albert Vecten (UDF, CDS, Marne); Jacques Delong (RPR, Haute-Marne); Henri Le Breton (UDF, CDS, Morbihan); Joseph Ostermann (RPR, Bas-Rhin); René Trégouët (RPR, Rhône); André Pouty (divers droite, Saône-et-Loire); Jacques Chazumont (RPR, Sarthe); Roland du Luan (UDF, PR, Sarthe); Jean-Pierre Blanc (UDF, CDS, Savoie).

Députés réélus au second tour :

MM. Jacques Bracconier (RPR, Aisne); Raymond Courrière (PS, Aude); Louis Philibert (PS, Bouches-du-Rhône); Michel Alloué (RPR, Charente); Philippe Madrelle (PS, Gironde); François Giacobbi (MRG, Haute-Corse); Henri Revol (UDF, PR, Côte-d'Or); Michel Moreigne (PS, Creuse); Gérard Gaud (PS, Drôme); André Rouvière (PS, Gard); Claude Cornae (PS, Haute-Garonne); Philippe Madrelle (PS, Gironde); Marcel Vidal (PS, Hérault); André Vézinet (PS, Hérault); Daniel Bernardet (UDF, PSD, Indre); Lucien Neuwirth (RPR, Indre); Lucien Neuwirth (UDF, PR, Indre); François Mathieu (UDF, PR, Loire); Jean-Paul Chambrin (UDF, PR, Haute-Loire); Charles Jolibois (UDF, Maine-et-Loire); Jacques Machet (UDF, CDS, Marne); Claude Huriet (UDF, Meurthe-et-Moselle); Claude Prouveteur (CNI, Nord); M. Marie-Fanny Gournay (RPR, Nord); Hubert d'Andigné (RPR, Orne); Daniel Haffel (UDF, Bas-Rhin); Louis Brives (FU, Tarn); Yvon Collin (MRG, Tarn-et-Garonne); Jacques Bérand (RPR, Vaucluse); René Monory (UDF, CDS, Vienne); M. Hélène Luc (PC, Val-de-Marne); M. François Lesein (ADD, Aisne); Jean Cluzel (UDF, CDS, Allier); André-Georges Voisin (RPR, Indre-et-Loire); Marcel Costes (PS, Lot); Roland Grimaldi (PS, Nord); Hubert Peyou (MRG, Hautes-Pyrénées); Guy Robert (UDF, CDS, Vienne); M. Marie-Claude Beaudou (PC, Val d'Oise); MM. Louis Virapoulle (UDF, CDS, la Réunion); Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne); Aubert Garcia (PS, Gers).

Députés réélus au second tour :

M. René Régnauld (PS, Côtes-d'Armor); M. Jacqueline Frayse-Cazalis (PC, Hauts-de-Seine).

Députés ne se représentant pas :

MM. Régis Perbet (RPR, Ardèche); Jacques Godfrain (RPR, Aveyron); Pierre Rayol (RPR, Cantal); Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime); Jean Farran (UDF, PR, Pyrénées-Orientales); Alain Brune (PS, Jura); Jean Proriot (UDF, PR, Haute-Loire); Joseph Henri Maujolan du Gasset (UDF, Loire-Atlantique); André Durr (RPR, Bas-Rhin); Pierre Mauger (RPR, Vendée); Marcel Mocœur (PS, Haute-Vienne); Patrick Sève (PS, Val-de-Marne); Alain Jomemann (RPR, Yvelines).

Députés ne se représentant pas :

M. Pierre Lacour (UDF, CDS, Charente); Bernard Barbier (UDF, Côte-d'Or); Jean Peyrillat (PS, Haute-Garonne); André Egu (UDF, CDS, Ile-et-Vilaie); Georges Berchet (UDF, rad., Haute-Marne); René Ballayer (UDF, CDS, Mayenne); Franck Sérusclat (PS, Rhône); André Jarrot (RPR, Saône-et-Loire); Pierre Louvot (UDF, Haute-Saône); Jacques Mossion (UDF, CDS, Somme); François Deiga (UDF, Tarn); Robert Lacommet (PS, Haute-Vienne); Jean Chamant (RPR, Yonne).

... et des présidents des conseils généraux

Quarante-cinq présidents de conseils généraux étaient soumis à réélection les 22 et 29 mars. Dix-neuf ont été réélus le premier tour et dix-sept au second. Quatre ont été battus. Cinq ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat.

Réélus au premier tour : Marcel Lesbros (UDF, Hautes-Alpes); Charles Gineys (RPR, Alpes-Maritimes); Charles Josselin (PS, Côtes-d'Armor); Pierre-Rémy Houssin (RPR, Charente); Georges Guilloit (RPR, Doubs); Martial Taugourdeau (RPR, Eure-et-Loir); Gilbert Baumet (FU, Gard); Janine Bardou (UDF, PR, Manche); Pierre Aguiton (UDF, PR, Manche); Albert Vecten (UDF, CDS, Marne); Raymond Marcello (UDF, PR, Morbihan); Jean-François Mancel (RPR, Oise); René Beaumont (UDF, PR, Saône-et-Loire); Michel Barnier (RPR, Savoie); André Dulail (UDF, Deux-Sèvres); Jean-Michel Baylet (MRG, Tarn-et-Garonne); René Monory (UDF, CDS, Vienne); Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine); Dominique Larilla (PS diss., Guadeloupe).

Réélus au second tour : Pierre-Louis Tenaillon (UDF, CDS, Yvelines); Raymond Courrière (PS, Aude); Jean-François Deniau (UDF, PR, Cher); José Rossi

Battus au second tour :

Jacques Giacobbi (MRG, Haute-Corse); Michel Moreigne (PS, Creuse); Bernard Bioulac (PS, Dordogne); Philippe Madrelle (PS, Gironde); Gérard Saumade (PS, Hérault); Daniel Bernardet (UDF, PSD, Indre); Lucien Neuwirth (RPR, Loire); Jacques Baudot (UDF, CDS, Meurthe-et-Moselle); Bernard Derosier (PS, Nord); Hubert d'Andigné (RPR, Orne); René Marqués (UDF, Pyrénées-Orientales); Daniel Haffel (UDF, Bas-Rhin); Jean Garcia (PS, Vaucluse).

Ne se représentant pas :

Maurice Boniface (app. UDF, Alpes-de-Haute-Provence); René Ballayer (UDF, CDS, Mayenne); Julien Schwartz (RPR, Moselle); Henri Grenet (UDF, Pyrénées-Atlantiques); Jean Chamant (RPR, Yonne).

ESSEC

M.S. en Gestion Marketing

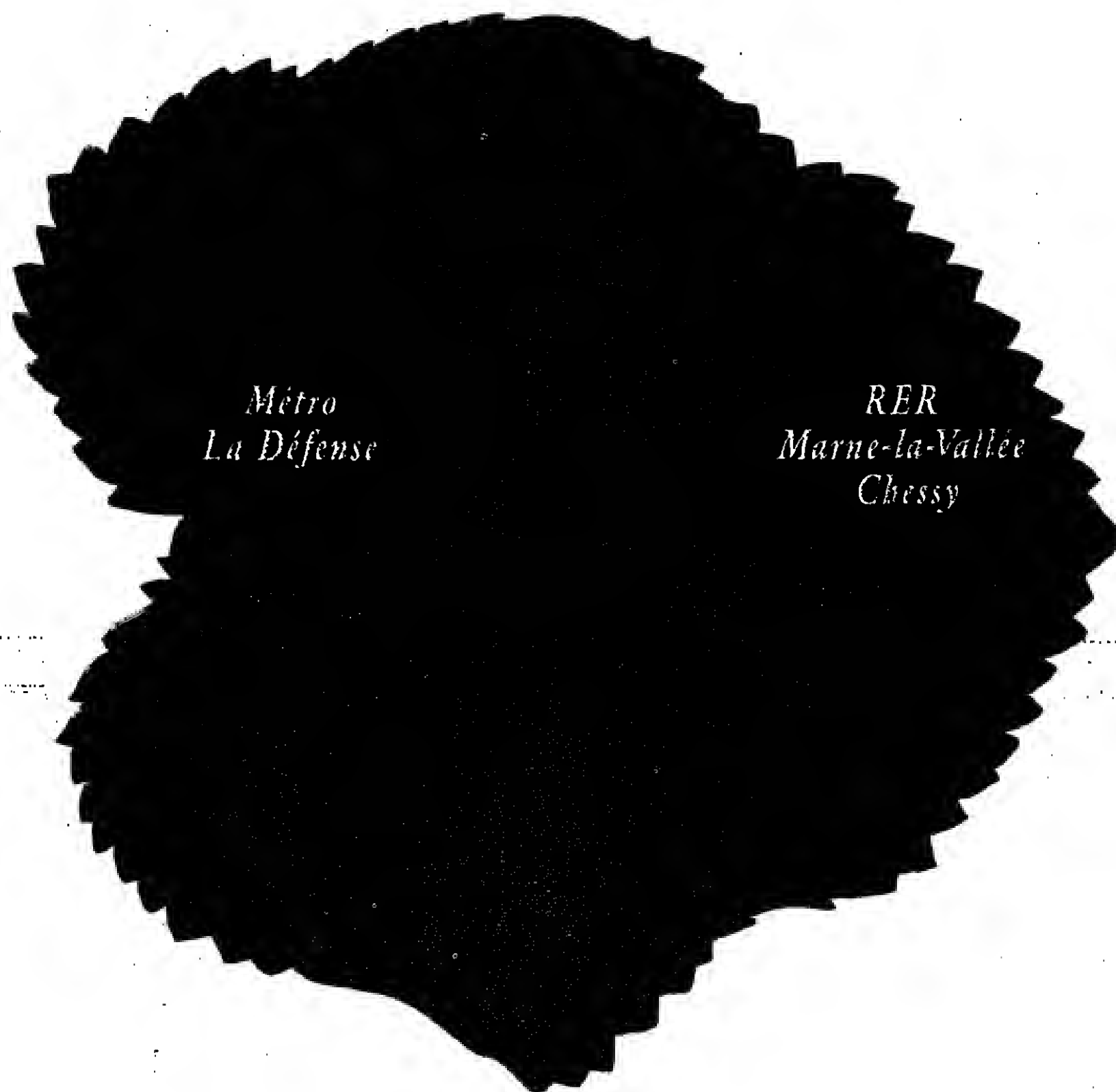
- Programme intensif de 14 mois, réservé aux titulaires d'un diplôme d'INGÉNIEUR, DE GRANDES ÉCOLES, ou équivalent (IDEA, DESS ...) et BAC+4 avec 3 ans d'expérience professionnelle.
- Spécialisation en VENTE, PRODUIT, COMMUNICATION ET DISTRIBUTION
- Clôture des inscriptions le 13 mai 1992

Renseignements : Claire DELORME - Tél. 34 43 30 37

ESSEC
B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise Cedex
Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.
affilié à la Chambre de Commerce et d'Industrie Interdépartementale Val d'Oise-Yvelines

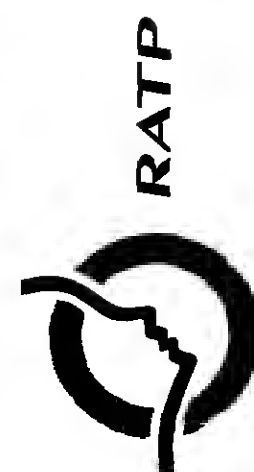
M.S.*

**LE RER ET LE MÉTRO NOUVEAUX SONT OUVERTS,
C'EST LE PRINTEMPS PARTOUT EN ILE DE FRANCE.**



À l'ouest, la ligne 1 passe la Seine pour éclore à La Défense, qui devient le pôle d'affaires le mieux desservi d'Europe. À l'est, la ligne A atteint Marne-la-Vallée-Chessy, au pied du parc Eurodisneyland, et anticipe l'essor d'une région nouvelle. D'est en ouest, la RATP contribue chaque jour au rééquilibrage de l'ensemble des axes de communication et de développement de toute l'Ile de France.

l' e s p r i t l i b r e



LES ÉLECTIONS CANTONALES ET RÉGIONALES

Dans la presse parisienne

«Changer de politique»

Dans le *Figaro*, Frazz-Olivier Giesbert dépeint le résultat du second tour des cantonales pour revenir sur les leçons de «la gigantesque panacée» qui s'est déroulée en Bourgogne et en Lorraine. Celle-ci, explique-t-il, souligne «les effets dévastateurs de la proportionnelle», confirme que, «depuis des années, M. Mitterrand et M. Le Pen se nourrissent l'un de l'autre» et prouve que «l'artiste a perdu la main». «Tant et tant de virtuosité pour en arriver là...», constate l'éditorialiste du *Figaro*. M. Mitterrand ne tient plus un rôle de composition mais de décomposition (...). En attendant, l'Etat est aujourd'hui comme un char emballé qui entre dans tous les murs. Et il n'y a guère plus que M. Mitterrand pour croire qu'il conduit le char de l'Etat.

Dans le *Quotidien de Paris*, Philippe Tesson se montre sceptique sur les capacités de réaction du chef de l'Etat. «Sa légitimité est incontestable, mais que vaut une force juridique en face d'une faiblesse politique? (...) Toute décision qu'il va prendre, déjà difficile en soi, ne peut être que de fortune, un expédient qui recule le terme d'une fatalité. Le plus simple et le plus salutaire serait que, se rendant à l'évidence, il précipite l'échéance qui permettra la définition d'une nouvelle majorité».

«Edith, c'est fini»: c'est ce que François Mitterrand va devoir avoir publiquement, prévient pour sa part Serge July dans *Libération*. «Ce désastre, affirme-t-il, François Mitterrand en aura été de bout en bout responsable. Le chef de l'Etat aura en effet commis des fautes qu'on ne pardonne pas à un professionnel aussi averti que lui». Revendrant lui aussi «sur les bordes incertaines de Jean-Pierre Soisson et de Jean-Marie Rausch», le directeur de *Libération* y voit «l'irresponsabilité dirigée au rang de morale publique», la nomination d'Edith Cresson à Matignon étant «la plus incroyable des erreurs de casting». En résumé, Serge July préconise le rappel de M. Jacques Delors à Paris, pour «ouvrir le chapitre de l'après-Mitterrand».

Dans l'*Humanité* enfin, Claude Cabanes imagine que «les sombres défilés» de MM. Rausch et Soisson «avec les voix de l'extrême droite n'ont pas arrangé les choses». Regrettant que «le scrutin majoritaire à deux tours ait, une fois de plus, tenu la volonté déçagée par le suffrage universel», l'éditorialiste du quotidien communiste juge néanmoins «le message des électeurs sans bavure». Il faut «changer de politique», les communistes s'engageant quant à eux «à peser à gauche contre tout ce qui tire à droite».

L'«International Herald Tribune»: «Il n'est pas facile d'être Français ces jours-ci»

Selon Brian Beedham, de l'*International Herald Tribune*, «il n'est pas facile d'être Français ces jours-ci», et le cause du malaise français est «beaucoup plus profonde» que «le colbre contre l'immigration, le négotisme dans les assemblées régionales et un vieux président fatigué». Pour le commentateur américain, «le fin de la guerre froide a détruit la base de sa politique étrangère».

«La France», écrit-il, doit accepter une Europe dans laquelle l'Allemagne sera dominante, ou vivre de bord et demander aux Etats-Unis de rester en Europe en tant que seul contre-poids possible à la puissance allemande. Deux choses également pénibles, car l'une et l'autre signifient la fin de l'idée que la France peut être le phare de l'Europe».

«Pendant la plupart des dernières années», poursuit Brian Beedham, la France était le pays qu'il fallait courtiser (...). Elle pouvait se retirer de l'OTAN, faire des sourires à Moscou, montrer du doigt l'Allemagne, puis tendre à nouveau une main amicale à l'Amérique. Et tout le monde devait être attentif. Aujourd'hui, l'affrontement Est-Ouest a disparu, et avec lui la capacité de la France à faire le détachement vis-à-vis des deux blocs. La vieille Communauté européenne a disparu elle aussi, et avec elle la prétention de la France à en être l'ultime arbitre».

Les scrutins contestés du 27 mars

M. Rausch se démet de la présidence du conseil de Lorraine

M. Jean-Marie Rausch, ministre délégué de la poste et des télécommunications, a annoncé, lundi 30 mars, aux conseillers régionaux de Lorraine qu'il se démettait de la présidence de l'assemblée régionale. Il a ajouté qu'il ne se représentera pas à leurs suffrages. Ce geste avait été exigé par les élus de droite, mais aussi par

plusieurs dirigeants socialistes, les premiers l'accusant d'avoir été élu grâce à des voix du Front national, les seconds n'acceptant pas qu'il puisse y avoir un doute sur les conditions d'élection d'un membre du gouvernement. En revanche, M. Edith Cresson avait jugé que l'appel du Front national à soutenir M. Gérard Longuet, le candidat

de la droite, lors du troisième tour de scrutin, le 27 mars, exemptait M. Rausch. Le ministre des PTT a pris, après deux jours de réflexion, une position inverse de celle de M. Jean-Pierre Soisson, qui avait préféré quitter le gouvernement plutôt que d'abandonner la présidence du conseil régional de Bourgogne.

Pourtant M. Rausch avait encore estimé samedi, qu'il n'avait «rien à [se] reprocher qui pourrait porter atteinte à [son] honneur d'adversaire permanent du Front national». «Si cela avait été le cas, j'aurais démissionné de suite», a souligné M. Rausch en ajoutant que sa situation n'était «absolument pas comparable» à celle de M. Jean-Pierre Soisson ex Bourgogne, et qu'en Lorraine «les choses étaient tout à fait claires» puisque, «après le vote, le FN a confirmé que l'unanimité de ses voix étaient allées sur M. Longuet», son adversaire (UDF) à la présidence de la région.

Ce dernier a toutefois réitéré ses accusations, en présentant samedi sur TF1 un document dans lequel ses trente et un coéquipiers confirment «sur l'honneur» qu'ils ont voté pour lui aux deuxième et troisième tours. Considérant que le FN «joue le jeu du PS», M. Longuet a décerné «la médaille d'or de l'hy-

pocrisie» à M. Rausch en affirmant qu'il ne devait sa présidence qu'«au soutien occulte mais efficace du FN». Décidé à «ne pas lâcher» en Lorraine, M. Longuet a déclaré que l'UDF allait «refuser la mise en place de la commission permanente» au sein du conseil régional et que «l'on saura alors quelle majorité soutient M. Rausch».

De son côté, M. André Rossinot, député (UDF), maire de Nancy et tête de liste UDF pour les élections régionales en Meurthe-et-Moselle, estimait que le premier ministre, M. Edith Cresson, «ne peut fermer les yeux» sur l'élection de M. Rausch à la tête de la région Lorraine. Les conseillers régionaux élus sur sa liste avaient appelé les habitants de Meurthe-et-Moselle à «venir manifester leur indignation», lundi 30 mars, devant le conseil régional de Lorraine pour demander la «démission» de M. Rausch.

A Metz, dont le maire est M. Rausch, les élus UDF-RPR ont quitté, samedi, la séance du conseil municipal pour protester contre sa réélection à la tête de la région. «L'air est vicié en Lorraine, à Metz plus particulièrement. Nous ne voulons pas être asphyxiés», a déclaré le chef de file de l'opposition, M. Deois Jacquat (UDF-PR), député de la Moselle. Avant de quitter la salle du conseil municipal, en brandissant ostensiblement une bombe de désodorisant.

L'élection de M. Rausch a également troublé les élus Verts du conseil régional, qui ont demandé à chaque conseiller, samedi dans un communiqué, de «prendre ses responsabilités et de rendre public son vote du troisième tour». «En cas de refus, souligne le communiqué, et pour lever toute ambiguïté, les Verts demandent au président de la région de «démissionner». Le groupe Génération Ecologie, fort de six élus, souhaite, lui aussi, que

Le député radical et les voix communistes en 1954

Le précédent Mendès France

Pour-on refuser les voix d'élus avec lesquels on est en complet désaccord, comme auraient dû le faire, selon l'opposition, MM. Rausch et Soisson? Un précédent existe, c'est celui de Pierre Mendès France qui, en 1954, avait annoncé qu'il n'accepterait pas d'être élu grâce aux voix du PC.

M. Gérard Longuet, en récusant par avance les voix de l'extrême droite pour le vote à la présidence du conseil régional de Lorraine, a-t-il eu un comportement éminent? Lorsque Pierre Mendès France, député radical de l'Eure, a sollicité, le 18 juin 1954, l'investiture de l'Assemblée nationale pour devenir président du conseil, il avait également récusé, avant le vote, les voix des députés communistes. Mais le président du conseil désigné par le président de la République, René Coty, l'avait fait sans équivoque à la tribune même de l'Assemblée nationale.

La président du groupe communiste, François Billoux, avait en effet annoncé le soutien de ses quatre-vingt-dix-neuf amis. C'était la première fois depuis 1947 que les élus du parti qui dirigeait alors Maurice Thorez votaient l'investiture d'un chef de gouvernement de la IV^e République. Pierre Mendès France, sans nommer davantage les élus communistes, avait seulement précisé que son appel à voter pour lui s'adressait à «une majorité constituée par des hommes qui n'ont jamais, directement ou indirectement, épousé la cause de ceux qui nous combattent». L'allusion était assez claire puis que l'on était alors à la fin de la guerre d'Indochine, que Dien-Bien-Phu venait de tomber et que le Parti communiste avait toujours dénoncé «l'expédition coloniale» française et pris fait et cause pour le Vietnam qui combattait la France.

«Cadeau empoisonné»

Bien qu'énoncé d'un ton serein, sans emphase, le refus de Pierre Mendès France fut reçu par les communistes comme une clingante et méprisante rebuffade. D'autant plus que, dans ses réponses aux parlementaires, le président du conseil devait préciser clairement qu'il écartait le «cadeau empoisonné» des voix communistes. Il les avait malgré cela, mais, avec 419 suffrages au total, il dépassait la majorité constitutionnelle requise de 11

voix malgré la soustraction mentale et politique des suffrages communistes. D'ailleurs, il avait fait savoir qu'il aurait sur-le-champ remis sa démission s'il n'avait dû son élection qu'à l'appoint des voix communistes. Il pouvait donc aisément s'en passer.

Edgar Faure, qui, à l'époque, était très proche de Pierre Mendès France, rapporte dans ses *Mémoires* que «le trait décisif, mais il ne fut jamais oublié». Et il ajoute: «En assurant ainsi son succès gouvernemental de 1954, Pierre Mendès France avait scellé son échec électoral de 1968», lorsqu'il fut battu à Grenoble aux élections législatives en raison de la défection des voix communistes.

Les dirigeants communistes, qui n'éprouvaient aucune sympathie pour le personnage de Pierre Mendès France et aucun penchant pour sa politique, avaient été cependant sensibles depuis plusieurs mois à quelques reproches venant de leur base et, plus largement, de l'opinion. Les gouvernements se succédaient de crise en crise, la guerre d'Indochine s'embourbaît et le discrédit frappait tous les élus, accusés d'être incapables de dégaucher des majorités de gouvernement.

Or, Pierre Mendès France apparaissait différent des autres et proposait des solutions qui semblaient à la fois plus réalistes et plus progressistes. Les communistes, qui avaient, un auparavant, refusé une première investiture au député de l'Eure, ne voulaient pas, cette fois encore, compromettre les chances de paix en Indochine et s'en faire attribuer la responsabilité.

Si le gouvernement Mendès France a commencé dans des conditions inhabituelles, il s'est terminé, le 5 février 1955, dans un climat insolite. Renversé ce jour-là par 319 voix contre 273, le président du conseil a enfreint toutes les coutumes et les règles parlementaires en remontant à la tribune du Palais-Bourbon après l'énoncé du scrutin pour dire: «Ce qui a été mis en marche dans ce pays ne s'arrêtera pas. Les hommes passent, les nécessités nationales demeurent.» Il n'a pas pu poursuivre car toute l'opposition, alors, s'est dressée et l'a invité, l'accusant d'en appeler de cette façon au pays contre les élus. L'institution parlementaire ne lui pardonnera d'ailleurs jamais réellement cette rupture avec la tradition.

ANDRÉ PASSERON

PRIX, CHOIX, DÉLAIS!
Venez comparer
avant de commander votre PEUGEOT

10 jours champions
PEUGEOT

Plus vite, moins cher!

NEUBAUER
vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.89.55.91
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

هنا من الشغل

Conseil de Lorraine

Promotion sur le cinéma :
pour 40 F*, vous avez 4 films Leclerc,
et en prime un long métrage gratuit.

DINGUE !

FOU

Interdit de publicité à la télévision, Leclerc diffusera ses premiers films publicitaires dans les salles de cinéma à partir du 1^{er} avril et au grand dam de beaucoup de gens ce n'est pas un poisson d'avril. Il vous parlera de la liberté sur le prix du livre, des vertus de la nouvelle essence sans plomb, du seul point commun entre le poireau et les bijoux, de la notion nouvelle et universelle de prix moins cher. Nous vous invitons donc à venir juger par vous-même si ces thèmes sont trop dangereux pour la télévision !

CLM/SBD • Prix moyen d'une entrée au cinéma. Offre valable dans toutes les salles diffusant les films Leclerc du 1^{er} au 30 avril 1992.

E. LECLERC

LE SECOND TOUR

Ile-de-France : le maintien des candidats du Front national a limité la défaite de la gauche

La proportionnelle avait démontré tous ses dangers lors des élections régionales du 22 mars. Le scrutin majoritaire vient de confirmer ses défauts à l'occasion des cantonales. Le Front national, qui avait obtenu, en Ile-de-France, 17,75 % des suffrages exprimés au premier tour, n'a pas un seul conseiller général dans les sept départements de la banlieue parisienne, même pas en Seine-Saint-Denis, où il avait recueilli 21,25 % des voix. Les écologistes ne sont pas mieux traités puisqu'avec 14,86 % sur l'ensemble de la région ils n'ont qu'un élu; encore est-ce un représentant de Génération Ecologie, parti qui, aux cantonales, avait fait nettement moins bien que les Verts, et ce dans le département, le Val-d'Oise, où les amis de M. Brice Lalonde ont atteint un de leurs plus mauvais scores (4,07 %). Mais il est vrai que cet unique conseiller général écologiste francilien bénéficiait, dès le premier tour, du soutien du PS. Nouvelle preuve que ce mode d'élections impose aux candidats de s'accrocher à une grande force.

De ce type de scrutin, la gauche est depuis longtemps la victime en Ile-de-France. Le PS, avec 14,76 % des voix au premier tour, n'a que quarante conseillers généraux sur un total de deux cent qua-

tre-vingt-seize; c'est dire qu'il en a deux de moins que dans les précédents conseils; il est vrai que, par rapport aux élections cantonales de la même série en 1985, il a perdu près de 7 points. Ainsi, dans les Hauts-de-Seine, avec 13,8 % des suffrages lors du premier tour de cette année, il n'a que deux conseillers sur quarante. En revanche et logiquement, le PC profite de ce mode électoral dans les départements où il est bien implanté: en Val-de-Marne, il défend dix-neuf sièges cantonaux sur quarante-neuf, alors qu'il n'a obtenu que 21,18 % des suffrages le 22 mars; surtout en Seine-Saint-Denis, avec 18,52 %, il dispose de vingt et un cantons sur quarante. Il est vrai que dans le premier de ces départements les communistes sont pratiquement restés stables en pourcentage par rapport aux élections d'il y a sept ans. Par contre, ils ont perdu plus de 5 points dans le second.

Si, dans ce qui fut longtemps le symbole de la «ceinture rouge», le PC conserve la majorité absolue à l'assemblée départementale, il le doit au FN: il n'a sauvé quatre de ces huit sièges en jeu que dans une triangulaire où il avait face à lui un représentant de la droite républicaine et un autre de l'extrême droite; le PS a profité de la même situa-

tion pour arracher le siège de Pavillons-sous-Bois, celui de Saint-Ouen-l'Aumône, dans le Val-d'Oise, et pour sauver celui de Conflans-Sainte-Honorine, la ville de M. Michel Rocard. Pourtant, une partie des électeurs du Front national n'ont guère apprécié son maintien dans ces conditions: d'un tour à l'autre, dans de tels cas, son score a diminué; c'est même cette fuite qui a permis au RPR de conserver le canton de Montreuil-Ouest et de reprendre aux socialistes celui des Lilas.

Le scrutin majoritaire permet ainsi à la droite de dominer largement cinq des sept conseils généraux d'Ile-de-France, alors qu'elle n'a dépassé les 45 % des suffrages exprimés au premier tour que dans les Yvelines. Dans l'Essonne alors qu'elle n'a, le 22 mars, recueilli que 35,93 % des voix, contre 33,11 % à la gauche, elle peut s'appuyer sur trente et un conseillers pendant que le PC, le PS et les divers gauches ne sont au total que onze. Cette domination ne résout pas, pour autant, tous ses problèmes; au contraire, elle facilite ses querelles internes. Ainsi alors que l'UDF espérait bien conserver la présidence du conseil général de Seine-et-Marne, après le décès de Paul Sérany, le RPR, qui dispose d'un élu de plus que l'addition de

l'UDF et des divers droite, est en mesure de la réclamer pour lui-même.

En revanche, l'OPA lancée par un des proches de M. Charles Pasqua, M. Frank Borotra, sur l'Assemblée des Yvelines pourrait bien échouer, l'UDF ayant remporté la plupart des combats fratricides que lui avait imposés son allié; M. Paul-Louis Tenaillon, député UDF-CDS, ne perdra sa présidence que s'il est trahi par une partie des siens.

Dominant le conseil régional, présidant au moins deux des sept conseils généraux, solidement implanté dans deux autres (ne lui échappe vraiment, en dehors des deux communistes, que le Val-d'Oise), totalement maître de la ville de Paris, le RPR est chez lui en Ile-de-France, au moins au niveau des élus. C'est avec lui que le gouvernement devra négocier le futur schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région. D'une manière ou d'une autre, il portera une part de responsabilité dans l'amélioration de la qualité de vie en banlieue parisienne, dont les électeurs, dimanche 22 mars, ont souligné l'impérieuse nécessité.

THIERRY BRÉHIER

HAUTS-DE-SEINE (23)

1^{er} TOUR: 5 élus (1 UDF-CDS; 1 app. UDF; 3 RPR).

La droite accentue sa domination sur l'assemblée départementale. Elle prend trois cantons à la gauche, deux appartenant au PC et un au PS. M. Frayssé-Cazalis, sénateur communiste et maire de Nanterre, est devancé par le candidat UDF, faute de report des voix écologistes. A Chateaufort, M. Vons, maire socialiste, est largement battu par le candidat RPR (44,6 % contre 35,5 %). Là encore c'est le mauvais report des voix écologistes qui fait perdre un siège au PS, tandis que le candidat RPR gagne dix-huit points entre les deux tours, alors que, théoriquement, il n'avait de réserve qu'à l'extrême droite. Enfin, au Plessis-Robinson, M. Pemezec (RPR), qui avait déjà pris la mairie au PC en 1989, s'empare cette fois du canton avec vingt points d'avance sur le candidat communiste.

NOUVEAU CONSEIL - 8 PC; 2 PS; 1 UDF-PSD; 4 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 UDF; 2 app. UDF; 20 RPR; 1 CNI; 3 div. d.

CONSEIL SORTANT: 10 PC; 3 PS; 1 UDF-PSD; 5 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 1 app. UDF; 18 RPR; 1 CNI; 2 div. d. (Prés.: M. Charles Pasqua, RPR, sén., c.m. de Neuilly-sur-Seine, a. min.)

Asnières-sur-Seine-Nord
L. 21 146; A. 48,63 %; E. 9 109
Georges Tranchesi, RPR, d., 5 735 (62,95 %) **ÉLU.**
Hubert Massol, FN, 3 374.
Yves Cornic, c.s., RPR, n.s.r.p.

Bourg-la-Reine
L. 20 381; A. 42,94 %; E. 10 918
Alfred Nombrot, c.s., app. UDF, 7 195 (65,90 %) **ÉLU.**
Dominique Lanthec, PS, 3 723.

Chateaufort
L. 15 211; A. 41,71 %; E. 8 411
Georges Siffredi, RPR, 4 654 (55,33 %) **ÉLU.**
Jean Vons, c.s., PS, m., 3 757.

Châtillon
L. 15 780; A. 38,63 %; E. 9 030
Jean-Pierre Schostack, c.s., RPR, m., 6 045 (66,94 %) **ÉLU.**
Bernard Sandran, PS, 2 985.

Chaville
L. 25 603; A. 45,15 %; E. 13 289
Marcel Houlier, c.s., UDF-CDS, m., 8 263 (62,19 %) **ÉLU.**
Caroline Roy, GE, 5 024.

Colombes-Nord-Ouest
L. 12 650; A. 41,86 %; E. 7 010
Pierre Sotura, c.s., PC, 3 392 (48,38 %) **ÉLU.**
Jean-François Prevost, UDF-PSD, 2 236; Jean-Yves Le Gallou, FN, 1 362.

Courbevoie-Sud
L. 17 042; A. 45,14 %; E. 7 985
Charles Deprez, c.s., UDF-PR, m., 5 963 (74,67 %) **ÉLU.**
Christian Pérez, FN, 2 022.

La Garenne-Colombes
L. 13 201; A. 43,22 %; E. 6 903
Max Catrin, c.s., CNI, m., 4 307 (62,39 %) **ÉLU.**
Pierre Roussel, PS, 2 596.

Gennevilliers-Nord
L. 10 459; A. 42,26 %; E. 5 838
Jacques Bourgois, c.s., PC, 3 360 (57,55 %) **ÉLU.**
Eliane Supply, RPR, 1 254; Joseph Jouan, FN, 1 224.

Issy-les-Moulineaux-Est
L. 15 996; A. 43,43 %; E. 7 635
Paul Pin, c.s., RPR, 5 185 (67,91 %) **ÉLU.**
Jean-Pierre Triquet, PS, 2 450.

Levallois-Perret-Nord
L. 19 394; A. 41,35 %; E. 10 796
Brigitte de Coster, c.s., RPR, 5 535 (51,26 %) **ÉLU.**
Henri Conte, PS, 3 679; Jean Nicolet, FN, 1 582.

Mondouville
L. 24 780; A. 44,63 %; E. 12 418
Henry Wolf, c.s., UDF-PSD, m., 7 982 (64,27 %) **ÉLU.**
Jacques Ladsous, PS, 4 436.

Montrouge
L. 22 103; A. 45,72 %; E. 11 170
Henri Ginoux, c.s., div. d., sout. UDF, a.d., m., 6 790 (60,78 %) **ÉLU.**
Wilfrid Vincent, PS, 4 380.

Nanterre-Sud-Est
L. 20 553; A. 44,28 %; E. 4 062
Anicet Le Pars, c.s., PC, a.m., 5 424 (51,91 %) **ÉLU.**
Roger Karouchi, RPR, 1 837.

Nanterre-Sud-Ouest
L. 14 341; A. 35,25 %; E. 8 932
Florent Montillot, UDF, 4 647 (51,91 %) **ÉLU.**
Jacqueline Frayssé-Cazalis, PC, sén., m., 4 305.
Yves Sautmont, c.s., PC, a.m., n.s.r.p.

Le Plessis-Robinson
L. 24 604; A. 41,50 %; E. 13 531
Philippe Pemezec, RPR, m., 8 212 (60,69 %) **ÉLU.**
Daniel Duguet, PC, 5 319.
Robert Gelly, c.s., PC, a.m., n.s.r.p.

Rueil-Malmaison
L. 26 011; A. 42,00 %; E. 14 401
Jean-Claude Caron, div. d., 8 676 (60,24 %) **ÉLU.**
Denis Plain, Verts-GE, 5 725.
Marcel Noutary, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Vanves
L. 14 495; A. 40,90 %; E. 7 929
Roger Aveneau, c.s., UDF-CDS, 4 716 (59,47 %) **ÉLU.**
Guy Janvier, PS, 3 213.

VAL-DE-MARNE (25)

1^{er} TOUR: 5 élus (3 PC; 1 UDF-PR; 1 RPR).

Le PC conserve son fief. Dans aucun des cantons où le sortant était communiste, son représentant n'a été sérieuse-

ment menacé; nulle part même il n'a dû son élection au maintien d'un candidat FN, contrairement à ce qui s'est passé en Seine-Saint-Denis, puisque, dans le seul canton où il était confronté à une triangulaire, Valenton, le PC a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés. Les socialistes ont aussi facilement conservé leurs cantons, y compris celui d'Alfortville-Sud, alors que M. Serge Franceschi (div. g.) cherchait à retrouver le siège de son père, l'ancien ministre des premiers gouvernements de gauche et ancien maire de la commune.

Le PS a même réussi à reprendre le canton de Villeneuve-Saint-Georges, une cité longtemps dominée par le PC. Dans ce canton, la droite doit son échec à sa désunion; pour briser la succession de M. Faïsse (app. UDF), qui ne se représentait pas, le RPR et l'UDF ont tous deux présenté un candidat au premier tour; résultat: ni l'un ni l'autre n'ont eu le droit de se maintenir au deuxième, et, après le retrait du représentant du PC, arrivé en deuxième position, le socialiste s'est retrouvé seul face au FN.

NOUVEAU CONSEIL - 19 PC; 1 ex-PC; 10 PS; 1 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 1 UDF; 7 RPR; 2 CNI; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT: 19 PC; 1 ex-PC; 9 PS; 1 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 2 UDF; 8 RPR; 2 CNI; 3 div. d. (Prés.: M. Michel Gerny, PC.)

Alfortville-Sud
L. 9 168; A. 42,34 %; E. 4 637
Jean-Pierre Moranchel, PS, 2 600 (56,07 %) **ÉLU.**
Serge Franceschi, div. g., 2 037.
Jean-Pierre Cot, c.s., PS, se représentait dans le canton Bonneuil.

Arceuil
L. 15 107; A. 43,97 %; E. 7 857
Marcel Trigon, c.s., PC, m., 4 633 (58,83 %) **ÉLU.**
Patrick Monzang, RPR, 3 234.

Bonneuil-sur-Marne
L. 7 523; A. 42,74 %; E. 4 121
Bernard Yvonne, c.s., PC, m., 2 664 (64,64 %) **ÉLU.**
Alain Sarambaud, UDF-PR, 1 451.
Jean-Pierre Cot, c.s., PS, Alfortville-Sud, a été éliminé.

Cachan
L. 13 051; A. 41,93 %; E. 7 087
Patrice Harnu, c.s., PS, adj. m., 3 802 (53,64 %) **ÉLU.**
Serge Dubreuil, RPR, 3 285.

Champigny-sur-Marne-Centre
L. 13 163; A. 42,49 %; E. 7 203
Maurice Ouzoulas, c.s., PC, adj. m., 3 962 (55,00 %) **ÉLU.**
François Messina, UDF-PR, 3 241.

Charenton-le-Pont
L. 20 193; A. 47,65 %; E. 9 766
Louis Manchon, c.s., UDF-PR, 6 731 (68,92 %) **ÉLU.**
Yves Dorion, PS, 3 035.

Chennevières-sur-Marne
L. 9 205; A. 45,51 %; E. 4 376
Lucien Lavigne, div. d., m., 3 171 (72,46 %) **ÉLU.**
Jean-Pierre Schenardi, FN, 1 205.
Roger Lafaille, c.s., div. d., n.s.r.p.

Choisy-le-Roi
L. 13 550; A. 43,84 %; E. 9 803
Hélène Luc, c.s., PC, sén., 5 072 (51,73 %) **ÉLU.**
Roland Patrynski, RPR, 4 731.

Créteil-Ouest
L. 14 058; A. 46,34 %; E. 6 742
Christian Fournier, PS, c.s. du canton de Créteil-Sud, adj. m., 3 499 (51,89 %) **ÉLU.**
Jean-Claude Attuel, UDF-PR, 3 243.
Patrick Sève, c.s., PS, d., n.s.r.p.

Créteil-Sud
L. 16 533; A. 49,03 %; E. 7 903
Laurent Cathala, PS, sec. E., m., a.s., 4 752 (60,12 %) **ÉLU.**
Marie-Michèle Bataille, RPR, 3 151.
Christian Fournier, c.s., PS, se représentait dans le canton Créteil-Ouest.

Irry-sur-Seine-Est
L. 11 881; A. 45,47 %; E. 6 058
Annie Cascos, c.s., PC, 4 086 (67,44 %) **ÉLU.**
Colette Demoulin, RPR, 1 972.

Maisons-Alfort-Nord
L. 15 150; A. 42,27 %; E. 8 353
Roger Couscier, RPR, 4 420 (52,91 %) **ÉLU.**
Daniel Seimeas, PS, 2 247; Philippe Olivier, FN, 1 686.
Albert Marchand, c.s., RPR, n.s.r.p.

Maisons-Alfort-Sud
L. 17 150; A. 42,33 %; E. 8 847
Michel Herbillon, c.s., UDF-PR, adj. m., 6 994 (79,05 %) **ÉLU.**
Alain Bonparis, FN, 1 853.

Nogent-sur-Marne
L. 16 468; A. 46,19 %; E. 7 611
Jacques Martin, c.s., RPR, adj. m., 6 065 (79,68 %) **ÉLU.**
Jean Luciani, FN, 1 546.

Saint-Maur-des-Fossés-Centre
L. 19 043; A. 53,25 %; E. 6 924
Bernard Vincens, div. d., adj. m., 6 924 (100,00 %) **ÉLU.**
Jean-Jacques Julien, c.s., RPR, s'est retiré.

Valenton
L. 9 480; A. 41,18 %; E. 5 255
Maurice Lamy, c.s., PC, 2 886 (54,91 %) **ÉLU.**
Christian Husson, RPR, 1 450; Roland Thouvenot, FN, 919.

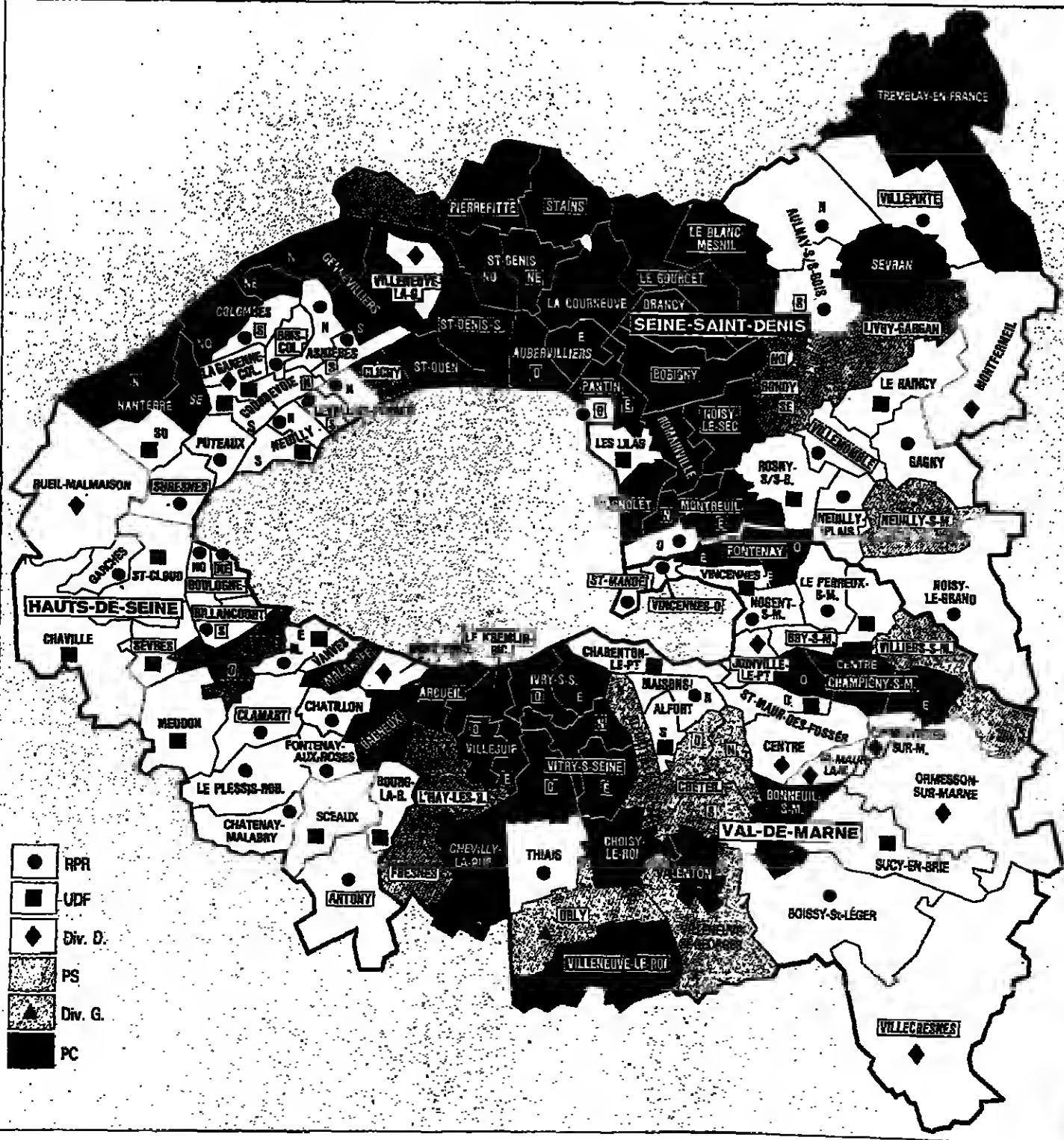
Villejuif-Est
L. 11 874; A. 45,57 %; E. 6 040
Jean Lattresse, c.s., PC, 3 698 (61,22 %) **ÉLU.**
François Bigot, RPR, 2 342.

Villejuif-Ouest
L. 12 617; A. 44,45 %; E. 6 521
Pierre-Yves Cosnier, c.s., PC, m., 4 065 (62,33 %) **ÉLU.**
Bernard Florida, UDF-CDS, 2 456.

Villeneuve-Saint-Georges
L. 9 257; A. 38,53 %; E. 5 075
Laurent Duthell, PS, adj. m., 3 311 (65,24 %) **ÉLU.**
Bénédicte Vinel, FN, 1 764.
Marius Falaise, c.s., UDF, n.s.r.p.

Vincennes-Est
L. 14 393; A. 45,29 %; E. 7 120
Pierre Souweine, c.s., UDF-PR, 5 669 (79,62 %) **ÉLU.**
Paul Simier, FN, 1 451.

La liste des abréviations et sigles se trouve en page 11



هنا من الأصل

DES ÉLECTIONS CANTONALES

SEINE-SAINT-DENIS (20)

1^{er} TOUR: 0 élu

Dans un département qui demeure, avec le Val-de-Marne, l'un des deux derniers dont il préside l'assemblée, le PC retrouve sans coup férir ses huit élus, et conserve ainsi la majorité absolue. Mais dans quatre d'entre eux il le doit au maintien du FN, son candidat n'obtenant pas la majorité absolue. C'est aussi grâce à cette situation que le PS prend au RPR le canton des Pavillons-sous-Bois. Cela ne compense qu'en partie, pour les socialistes, la perte des sièges des Lilas et de Villepinte. L'électorat d'extrême droite semble avoir voté utile : là où l'opposition avait une chance de l'emporter sur la gauche à l'occasion d'une élection triangulaire, une partie des électeurs du Front national a délaissé celui-ci pour reporter ses voix sur le candidat UDF : c'est cela qui a permis au RPR de conserver ses sièges de Pantin-Ouest et de Montreuil-Ouest, et de prendre celui des Lilas.

NOUVEAU CONSEIL: 21 PC; 6 PS; 2 UDF-rad.; 1 UDF; 9 RPR; 1 div. d.

CONSEIL SORTANT: 21 PC; 7 PS; 1 UDF-rad.; 2 UDF; 9 RPR. (Prés.: M. Georges Valbon, PC.)

Aobervilliers-Est

L. 17816: A. 50,23%; E. 8107
Madeleine Cathalaud, c.s., PC, adj. m., 5335 (65,80%)
Guillaume Fiquet, FN, 2772

Antony-sous-Bois-Nord

L. 22338: A. 46,33%; E. 11485
Gérard Gaudron, c.s., RPR, adj. m., 4708 (40,99%)
Pierre Thomas, PC, a.m., 4270; Mireille Roset, FN, c.m., 2507

La Courneuve

L. 14717: A. 46,42%; E. 7326
Muguette Jacquaint, c.s., PC, d., 4724 (64,48%)
Christophe Rudier, FN, 2602

Drancy

L. 18868: A. 46,10%; E. 9820
Gilbert Conte, PC, adj. m., 5091 (51,84%)
Michel Personnaz, FN, 2420; Jean-Pierre Conte, RPR, 2309
André Renard, c.s., PC, adj. m., n.s.r.p.

Épinay-sur-Seine

L. 25323: A. 48,69%; E. 12326
Bruno Le Roux, PS, adj. m., 4732 (38,39%)
Anne Roudaut, RPR, 4191; Philippe Seillon, FN, 3403
Serge Méry, c.s., PS, adj. m., n.s.r.p.
94-701 Chagay
L. 21653: A. 46,00%; E. 10209
Michel Teolet, c.s., RPR, adj. m.,

7584 (74,28%)
Christian Laroche, FN, 2625.

Les Lilas

L. 18446: A. 37,65%; E. 11044
Jean-Claude Dupont, UDF-rad., adj. m., 4932 (44,65%)
Claude Bartolone, c.s., PS, d., 4679; Gérard Mermé, FN, 1433

Montfermeil

L. 16664: A. 42,72%; E. 8066
Pierre Bernard, div. d., m., 6288 (78,54%)
Pierre Dufour, FN, 1718
Jean Corlin, c.s., UDF, n.s.r.p.

Montreuil-Ouest

L. 13004: A. 39,18%; E. 7590
Marc Gaulin, RPR, 3490 (45,98%)
Jean-Malik Lemaire, PC, 3219; Valérie Segaux, FN, 881
Alain Robert, c.s., RPR, c.m. de Charvres, n.s.r.p.

Nolay-le-Grand

L. 28572: A. 43,31%; E. 15372
Françoise Richard, c.s., RPR, m., 7249 (47,15%)
Michel Pajon, PS, 5160; Michel Paulin, FN, 2963

Pantin-Ouest

L. 9512: A. 42,34%; E. 5175
Jacques Oudot, c.s., RPR, 2321 (44,83%)
Jacques Isabet, PC, m., 2106; André Bernard, FN, 748

Les Pavillons-sous-Bois

L. 11064: A. 42,51%; E. 6011
Bernard Portel, PS, m., 2727 (45,36%)
Claude Briard, FN, 1705; Michel Courtois, c.s., RPR, 1579

Pierrefitte-sur-Seine

L. 14856: A. 39,31%; E. 6699
André Boursier, c.s., PC, 4289 (49,30%)
Franck Timmermans, FN, 2299; Vincent Collignon, RPR, 2111

Le Raincy

L. 18738: A. 46,67%; E. 9218
Raymond Mège, c.s., UDF, m., 6719 (72,88%)
Christian Mercadier, FN, 2499

Romainville

L. 12767: A. 44,79%; E. 6795
Robert Clément, c.s., PC, m., 3665 (53,93%)
Marcel Trasi, RPR, 1683; Jean-Claude Boyer, FN, 1447

Rosny-sous-Bois

L. 20927: A. 46,05%; E. 10093
Claude Pernès, c.s., UDF-rad., m., 7791 (77,19%)
Martial Bida, FN, 2302

Saint-Denis-Nord-Ouest

L. 71845: A. 46,70%; E. 6084
Michèle Mitolo, c.s., PC, adj. m., 2839 (46,66%)
REELUE

Jean-Michel Mazel, FN, 1689; Gérard Delattre, div. d., c.m., 1556

Saint-Ouen

L. 10018: A. 39,14%; E. 5818
Jean-Pierre Heinen, c.s., PC, adj. m., 2770 (47,61%)
Jean-Jacques de La Rochette, UDF-PR, 2068; André Périn, FN, 980

Sevran

L. 20733: A. 40,46%; E. 11833
Bernard Vergnaud, c.s., PC, m., 5192 (43,87%)
Roger Holschneider, FN, 3504; Michelle Braver, UDF-PR, 3137

Villepinte

L. 12747: A. 40,15%; E. 7207
Roger Lefort, RPR, m., 3275 (45,44%)
Jean-Claude Mejsak, c.s., PS, 2268; Claude Hory, FN, 1664

SEINE-ET-MARNE (20 + 2 + [2])

1^{er} TOUR: 2 élus (1 UDF-PR; 1 div. d.)

C'est la déroute pour le PS qui perd deux cantons - Pontault-Combault et Vaires-sur-Marne - sans parvenir à gagner les triangulaires de Meaux-Nord et de Montecroix notamment, où la présence du FN était cause d'indécision. Les mauvais reports de voix écologistes et surtout communistes (particulièrement à Vaires-sur-Marne) ainsi qu'une participation plus faible expliquent, en partie, ces défaites du PS.

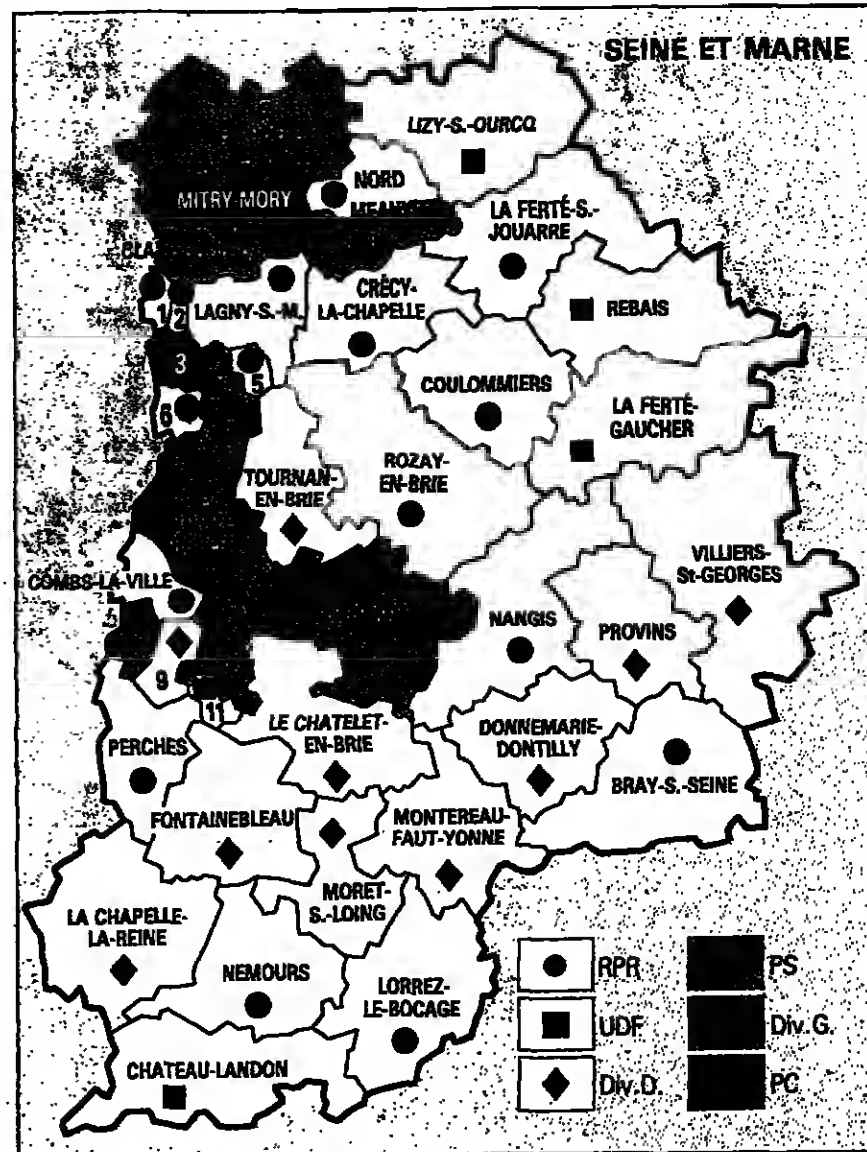
La droite conforte donc ses positions, avec trente et un sièges sur quarante-deux au lieu de vingt-sept sur quarante dans le précédent conseil. Cependant, au sein de ce groupe majoritaire le rapport de force a lui-même changé : le RPR (seize élus) compte désormais un siège de plus que l'UDF et les divers droits réunis (cinq + dix). La lutte s'annonce très serrée entre M. Jean-Claude Mignon député RPR et maire de Dammarie-les-Lys, qui a annoncé officiellement sa candidature à la présidence du conseil, et le sénateur (UDF) Jacques Larché, qui était donné comme favori pour la succession de Paul Séramy (UDF), décédé.

NOUVEAU CONSEIL: 2 PC; 8 PS; 1 RU; 1 UDF-rad.; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 16 RPR; 10 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 10 PS; 1 RU; 1 UDF-rad.; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 13 RPR; 7 div. d.; deux sièges vacants à la suite de la démission d'un div. d. et du décès d'un UDF (Paul Séramy; sén. m. de Fontainebleau) qui était.

Champs-sur-Marne

L. 13397: A. 45,95%; E. 6667
Libéral Hurtébizet, c.s., PC, m., 3640 (54,59%)
Marc Valade, RPR, 3027



SEINE-ET-MARNE. - 1 = Chelles; 2 = Vaires-sur-Marne; 3 = Champs-sur-Marne; 4 = Noisiel; 5 = Torcy; 6 = Pontault-Combault; 7 = Roissy-en-Brie; 8 = Savigny-le-Temple; 9 = Le Mée-sur-Seine; 10 = Meaux-Nord; 11 = Meaux-Sud.

Le Châtelet-en-Brie

L. 8729: A. 34,08%; E. 5618
Pierre Le Guen, c.s., div. d., sout. UDF, 2366 (42,11%)
Michel Le Flem, div. g., 1606; Jacques Cerqueu, FN, 826; Claudine Foy, Verts, 820

Combe-la-Ville

L. 19182: A. 40,35%; E. 10540
Guy Geoffroy, RPR, c.m., 6011 (57,03%)
Jean-Jacques Fournier, PS, 4529

Crécy-la-Chapelle

L. 19419: A. 41,18%; E. 9880
Michel Houel, RPR, sout. UDF, 7345 (74,34%)
Michel Mercier, FN, 2535
Antoine de Moutier, c.s., div. d., m., n.s.r.p.

La Ferté-sous-Jouarre

L. 14170: A. 38,51%; E. 8324
René Bonnefoy, c.s., RPR, 4041 (48,54%)
REELUE

Claude Munnier, Verts, 2353; Didier Coquard, FN, 1930

Fontainebleau

L. 27799: A. 49,29%; E. 12005
Jean-François Robinet, div. d., 7475 (62,26%)
Bernard Chevalier, RPR, 4530
Paul Séramy, c.s., UDF, prés. c.g., est décédé

Lagny-sur-Marne

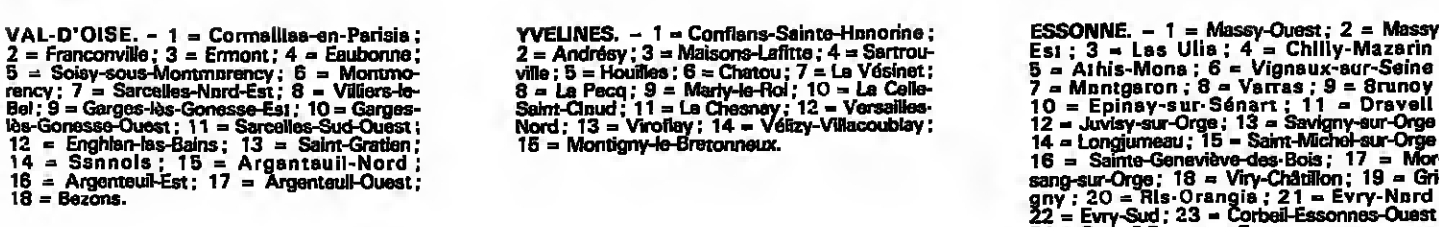
L. 29390: A. 41,90%; E. 16377
Claude Avisse, c.s., RPR, m., 7715 (47,10%)
REELUE

**NE QUIET
JE PRENDS
APPEL**

**SIGNAL
D'APPEL**
POUR PRENDRE UN APPEL QUAND
VOUS ÊTES DÉJÀ EN LIGNE
POUR 10 F PAR MOIS

Vous êtes déjà en ligne, mais le signal d'appel ne vous prévient pas que vous pouvez prendre un appel. Avec le Signal d'Appel, vous pouvez prendre un appel sans interrompre votre conversation. C'est très pratique, n'est-ce pas ?

FRANCE TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE



DEINOD

1. The first of these is the fact that the
the country is a "transition" country,
and is not a "developed" country.

2. The second is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

3. The third is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

4. The fourth is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

5. The fifth is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

6. The sixth is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

7. The seventh is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

8. The eighth is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

9. The ninth is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

10. The tenth is the fact that the country is
a "developing" country, and is not a
"developed" country.

Sous la direction de
Jean Hamburger
avec Jean Aubouin
Alain Connes,
François Jacob,
Jacques-Louis Lions,
Guy Ouisson,
et 27 membres associés.
110 F
Bibliothèque
GAUTHIER-VILLARS

٥٤: امة الكُفيل

DES ÉLECTIONS CANTONALES

ble, mais qui reprend au RPR le canton de Saint-Ouen-l'Aumône, ville dirigée par le député rocardien Alain Richard. Il est vrai que le maintien du candidat FN a généré le sortant. C'est dans une situation comparable que le PC conserve son siège d'Argenteuil-Nord.

NOUVEAU CONSEIL - 7 PC; 6 PS; 1 MRG; 1 GE; 1 UDF-rad; 2 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 UDP; 4 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT : 9 PC; 5 PS; 1 MRG; 2 UDF-rad; 2 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 8 div. d. (Prés. : M. Jean-Philippe Lachenaud, UDF, d. c. de Pontoise).

Argenteuil-Nord
L. 13162; A. 43,10%; E. 7126
Alfred Sorel, PC, adj. m., 2849 (39,98%)
Georges Mothron, RPR, 2635; Régis Albert, FN, c.m., 1642
Bernard Grouh, c.s., PC, n.s.r.p.

Argenteuil-Ouest
L. 16344; A. 46,22%; E. 8306
Roger Ouyard, c.s., PC, adj. m., 3696 (44,02%)
REELU
Micheline Bruza, FN, 2371; Madeleine Meunier-Quinac, UDF-CDS, c.m., 2329.

Beauchamp
L. 13732; A. 40,80%; E. 7681
Raymond Lavaud, div. d., m., 5306 (60,07%)
REELU
Michel Vallée, PC, 2375
Yves Garrie, c.s., div. d., n.s.r.p.

Beaumont-sur-Oise
L. 16943; A. 35,74%; E. 8586
Fabrice Millereau, GE, sout. PS, m., 3680 (34,76%)
REELU
Robert Lobastard, c.s., PC, 3280; Yves Colla, FN, 1911; Françoise Pison, RPR, c.m., 1715.

Eaubouffe
L. 15329; A. 42,93%; E. 8328
Guy Bonnet, c.s., UDF-CDS, adj. m., 4783 (57,43%)
REELU
François Balageas, PS, c.m., 2148; Jean-François Crestey, FN, 1397.

Écouen
L. 15339; A. 40,15%; E. 9022
Maurice Gigo, c.s., UDF-PR, 3771 (41,79%)
REELU
Bernard Angels, PS, m., 1968; Jean-Pierre Petitau, Verts, 1745; Jean-Luc François, FN, 1538.

Fraucourtville
L. 20343; A. 47,46%; E. 10031
Rod Di Piazza, c.s., UDF-PR, adj. m., 5604 (55,86%)
REELU
Fabrice David, Verts, 4427.

Garges-lès-Gonesse-Est
L. 8012; A. 45,41%; E. 4741
Nelly Olin, c.s., div. d., c.m., 2189 (52,86%)
REELU
Francis Parry, PC, adj. m., 1952.

Gonesse

L. 16084; A. 41,12%; E. 8707
Bernard Février, c.s., div. d., sout. UDF, m., 6348 (72,90%)
REELU
Roger Rieu, FN, 2359.

Herblay

L. 16025; A. 40,84%; E. 8118
Anne-Marie Anglade, RPR, adj. m., 5970 (73,54%)
REELU
Jean Busnel, FN, 2148.
Roger Barot, c.s., UDF-rad, m., n.s.r.p.

Magny-en-Vexin

L. 9149; A. 30,68%; E. 6039
Gilbert Picard, c.s., UDF-PR, m., 3039 (30,32%)
REELU
Jean-Pierre Muller, PS, 1814; Jean-Paul Toulouze, FN, 1186.

Marly

L. 16083; A. 32,15%; E. 4138
Jean Piechry, UDF-PR, 2884 (69,69%)
REELU
Joseph Welter, PS, 1254
Jean-Marc Gernigon, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

Montmorency

L. 16789; A. 43,52%; E. 9116
François Longchambon, c.s., RPR, c.m., 4995 (54,79%)
REELU
Micheline Thébaud, Verts, 2571; Jacques Pison, FN, 1550.

Salon-de-Farmasse

L. 13030; A. 42,20%; E. 7280
Roland Daffix, PS, c.m., 2291 (31,46%)
REELU
Alain Reinville, RPR, c.m., 2271; Olivier Bouillon, FN, c.m., 1612; Jean Suer, Verts, 1106.
Jean Bardet, c.s., RPR, adj. m., n.s.r.p.

Sannois

L. 13411; A. 41,64%; E. 5961
Yannick Paternotte, c.s., UDF-PR, m., 5281 (75,86%)
REELU
André Lesigat, FN, c.m., 1680.

Sarcelles-Nord-Est

L. 12644; A. 40,33%; E. 5937
Jean-Claude Mestre, RPR, adj. m., 3300 (55,58%)
REELU
Marie-Claude Beaudou, c.s., PC, sén., 2637.

Sarcelles-Sud-Ouest

L. 13374; A. 51,92%; E. 5948
Raymond Lamontagne, c.s., RPR, m., 3630 (61,02%)
REELU
Antoine Espiasse, PS, c.m., 2318.

La Vallée-de-Sausseron

L. 10882; A. 36,07%; E. 6494
Gérard Claudel, c.s., div. d., 5478 (84,35%)
REELU
Joël Monteton, FN, 1016.

Villennes

L. 12289; A. 36,52%; E. 7532
Emelyne Georges-Picot, c.s., div. d., sout. UDF, 3945 (52,37%)
REELU
Emile Coffin, Verts, 2311; Jean-Claude Surzotti, FN, 1276.

AIN (22)

1^{er} TOUR: 7 div.
(2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR.)

La défaite de M. Jacques Boyon (RPR), président sortant de l'assemblée départementale, constitue l'événement majeur; l'UDF, avec vingt et un sièges au lieu de dix-huit dans l'assemblée sortante, sort incontestablement renforcée du scrutin. Globalement, la majorité de droite déjà écrasante du conseil général gagne un siège, avec trente-trois élus au lieu de trente-deux précédemment. Hormis la victoire de M. Serge Foudraz (RPR, PS) sur le président sortant, la gauche n'a pas réussi l'opération qu'elle souhaitait: elle a perdu le canton de Belley et n'a pu, comme elle l'espérait, l'emporter à Hautesville-Loupens, ni mettre à profit la présence de FN dans les triangulaires de Montluis et de Trévoux. Le PC perd le seul siège qu'il possédait, à Virieu-le-Grand.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PS; 1 MRG; 5 div. g.; 1 UDF-rad; 4 UDF-CDS; 15 UDF-PR; 1 UDF; 6 RPR; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT : 1 PC; 5 PS; 2 MRG; 4 div. g.; 1 UDF-rad; 3 UDF-CDS; 14 UDF-PR; 7 RPR; 6 div. d. (Prés. : M. Jacques Boyon, RPR, d. m. de Pont-d'Ain, a.s.c. E.)

Bellegarde-sur-Valserine
L. 9412; A. 46,00%; E. 4785
Gérard Armand, c.s., RPR, 2941 (61,46%)
REELU
Claude Tournier, PS, adj. m., 1844.

Belley
L. 9487; A. 32,87%; E. 6232
Jean-Claude Travers, RPR, adj. m., 3368 (54,04%)
REELU
Pierre Carroz, c.s., PS, 2864.

Châtillon-sur-Chalaronne
L. 9807; A. 23,31%; E. 5986

Noël Ravassard, c.s., div. g., ex-PS, m., 3307 (55,24%)
REELU
Anne Monnet-Suety, RPR, 2679.

Ferney-Voltaire
L. 11489; A. 49,09%; E. 5497
Pascal Meylan, c.s., UDF-PR, m., 3183 (57,90%)
REELU
Henry Beringer, Verts, 2314.

Hautesville-Loupens
L. 3322; A. 26,52%; E. 2378
Bernard Argenti, UDF-PR, 1237 (52,01%)
REELU
Bernard Maciel, PS, m., 1141.
Jean Lattelle, c.s., RPR, s'est retiré.

Miribel
L. 10481; A. 42,94%; E. 5754
Jean Beaufort, c.s., UDF-PR, m., 2929 (50,90%)
REELU
Bernadette Girier-Monnier, PS, 1526; Maurice Rivoire, FN, 1299.

Montluis
L. 9866; A. 37,87%; E. 5904
Pierre Cormoriche, c.s., UDF-CDS, m., 2421 (41,00%)
REELU
Robert Guillot, app. PS, 2181; Jean Alcaraz, FN, 1302.

Poncin
L. 4355; A. 33,59%; E. 2728
Gérard Reverdy, c.s., UDF-PR, 1577 (57,80%)
REELU
Patrick Barthier, div. d., m., 1151.

Pont-d'Ain
L. 7026; A. 30,77%; E. 4721
Serge Foudraz, app. PS, 2406 (50,96%)
REELU
Jacques Boyon, c.s., RPR, préa. c.s., 2315.

Pont-de-Vaile
L. 6765; A. 40,99%; E. 3773
Jean-François Pelletier, UDF-PR, 2479 (65,70%)
REELU
Abel Grégoire, div. g., 1294.
André Rullière, c.s., RPR, n.s.r.p.

Seyssel

L. 3496; A. 36,44%; E. 2131
Roné Alloud, div. d., 1079 (50,63%)
REELU
Michel Thiboud, UDF-PR, 1052.
Marcel Gache, c.s., PS, n.s.r.p.

Thoiry

L. 7581; A. 63,88%; E. 1987
Pierre Montagnier, c.s., UDF-CDS, 1987 (100,00%)
REELU

Trévoux

L. 8761; A. 37,33%; E. 5277
Paul Colombel, RPR, 2469 (46,78%)
REELU
Michel Raymond, PS, m., 1788; Dominique Garret, FN, 1020.
Henri Desmonceaux, c.s., div. d., n.s.r.p.

Viriat

L. 9037; A. 36,56%; E. 5532
Pierre Fromont, c.s., div. g., app. PS, m., 3114 (56,29%)
REELU
Clément Réty, RPR, 2418.

Virieu-le-Grand

L. 2764; A. 29,88%; E. 1818
André Lamaison, PS, m., 930 (51,15%)
REELU
Jean-Pierre Dufour, RPR, 898.
Marcel Ouzoulias, c.s., PC, adj. m., n.s.r.p.

SAISNE (21)

1^{er} TOUR: 5 div.
(2 PS; 1 ADD; 1 RPR; 1 div. d.)

Quatre nouveaux visages apparaissent au conseil général. La plus grande surprise est venue de la conquête par M. Marcel Blanchard, candidat unique de la droite, du canton de Sironne, au détriment du sénateur (ADD), M. François Lassein; ce dernier, initialement élu avec le soutien de la majorité départementale, avait ensuite rallié le nouveau médiateur, M. Jacques Pelletier. Autre victoire de l'opposition, M. Yvon Ber-

thou (div. d.) ravis à un socialiste le canton de Lacs-Nord. Mais la gauche compense ces pertes avec les gains de Château-Thierry et d'Anizy-le-Château, respectivement élus à M. Jacques Krabal (PS) et à M. Daniel Cournot (div. g.). La majorité départementale (UDF-RPR, div. d.) de M. Paul Girod est donc intacte en conservant vingt-quatre sièges.

NOUVEAU CONSEIL - 4 ex-PC; 12 PS; 1 ADD; 1 div. g.; 1 UDF-rad; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 6 UDF; 7 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT : 4 ex-PC; 12 PS; 2 ADD; 2 UDF-rad; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 5 UDF; 7 RPR; 8 div. d. (Prés. : M. Paul Girod, UDF, sén. m. d'Anizy-le-Château.)

Anizy-le-Château
L. 7129; A. 30,18%; E. 4756
Daniel Cournot, div. g., 2831 (59,52%)
REELU
Josette Cornille, div. d., sout. UDF, 1925.
André Godart, c.s., div. d., m., après c.s., n.s.r.p.

Bolhain-Vermandois
L. 10778; A. 23,90%; E. 7679
Yvon Rojo, c.s., ex-PC, 4170 (54,30%)
REELU
Henri Van Maelle, div. d., 3509.

Château-Thierry
L. 18151; A. 33,79%; E. 11633
Jacques Krabal, PS, 6003 (51,59%)
REELU
Claude Maingon, c.s., UDF-rad., 5632.

Chassy
L. 16623; A. 39,82%; E. 9134
Yves Brinon, c.s., div. d., sout. UDF, 5578 (61,06%)
REELU
Jean-Luc Lanouilh, PC, 3556.

Craonne
L. 3712; A. 24,29%; E. 2637
Pierrette Cutil, c.s., PS, 1420 (53,94%)
REELU
Daniel Bick, RPR, 1217.

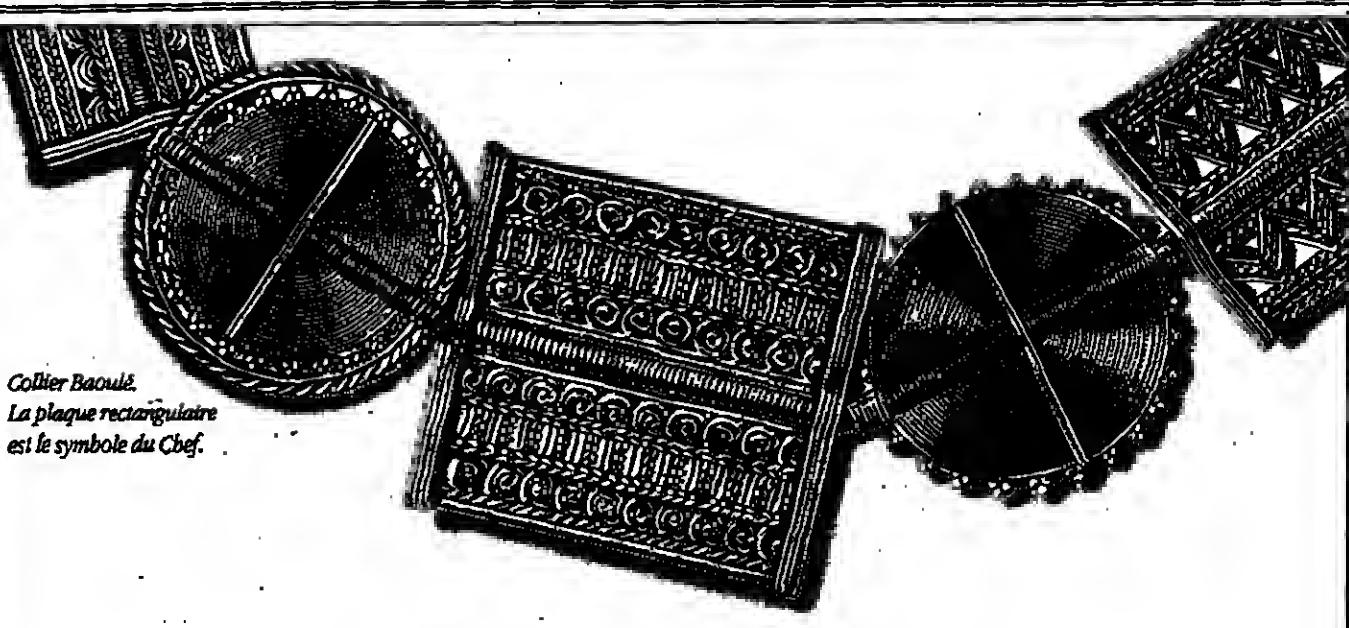
Abréviations et sigles

Les résultats des élections cantonales sont publiés dans l'ordre alphabétique des départements (à l'exception des départements d'Île-de-France, qui sont regroupés).

Le nom des départements est suivi du nombre de sièges qui étaient à pourvoir (la mention + signale le nombre de sièges correspondant à l'ensemble des cantons affectés par redécoupage - ces cantons sont précédés d'un « + » - et entre crochets est indiqué le nombre de sièges qui n'appartiennent pas à la série renouvelable mais qui sont vacants du fait de la démission ou du décès de leur titulaire - ces cantons sont précédés d'un « v »).

Figurent après le commentaire la composition nouvelle du conseil général et celle du conseil général sortant, puis les résultats canton par canton dans l'ordre alphabétique (les élus et les élus du premier tour sont mentionnés en tête du commentaire).

- ACA : A. Curcotta (nationalistes corses)
- ADD : Association des démocrates
- ADS : Alternative démocratie socialisme (ex-PC)
- Alt. : alternatif
- Aut. : autonomiste
- CNI : Centre national des indépendants
- CPNT : Chasse, pêche, nature et traditions
- div. : divers (inclassables, ni de droite, ni de gauche)
- div. d. : divers droite
- div. g. : divers gauche et majorité présidentielle
- écod. : écologiste (ni Verts, ni Génération Écologie)
- ext. d. : extrême droite
- ext. g. : extrême gauche
- FN : Front national
- FU : France unie (M. Jean-Pierre Soisson)
- GE : Génération Écologie (M. Brice Lalonde)
- Ind. : indépendantiste
- Ind. écol. : indépendantiste (Maj.)
- Maj. p. : Majorité présidentielle
- MPA : Mouvement pour l'autodétermination (nationalistes corses)
- MRG : Mouvement des radicaux de gauche
- Nat. : nationaliste
- PC : Parti communiste
- PCG : Parti communiste de Guadeloupe
- PCM : Parti communiste de Martinique
- PCR : Parti communiste réunionnais
- PMS : Parti martiniquais socialiste (PS diss.)
- PPDG : Parti progressiste démocratique guadeloupéen (ex-PC)
- PPM : Parti progressiste martiniquais
- PS : Parti socialiste
- PSG : Parti socialiste guyanais
- Rég. : Régionaliste
- RPR : Rassemblement pour la République
- UDB : Union démocratique bretonne
- UDF : Union pour la démocratie française
- UDF-CDS : Centre des démocrates sociaux
- UDF-P et R : Clubs Perspectives et Réalités
- UDF-PR : Parti républicain
- UDF-PSD : Parti social-démocrate
- UDF-rad : Parti radical
- UPC : Union pour le peuple corse (autonomistes)
- UPF : Union pour la France
- UPLG : Union pour la libération de la Guadeloupe
- Verts : Verts
- La mention « app. » signale les candidats qui sont proches d'un parti sans y adhérer.
- La mention « diss. » signale les candidats qui n'ont pas l'investiture de leur parti.
- La mention « ex » signale les candidats qui ont été exclus du parti ou qui en sont d'anciens adhérents.
- s. : ancien
- adj. m. : adjoint au maire
- c.g. : conseiller général
- c.s. : conseiller général sortant
- d. : député
- d. eur. : parlementaire européen
- m. : maire
- min. : ministre
- n.s.r.p. : ne se représente pas
- prés. c.g. : président du conseil général
- prés. c.r. : président du conseil régional
- sec. E. : secrétaire d'État
- sén. : sénateur



Collier Bacoul.
La plaque rectangulaire est le symbole du Chef.

L'Afrique
réserve à ses personnages importants des marques de reconnaissance.
Air Afrique
crée aujourd'hui le Club Préférence.



Vous voyagez souvent pour vos affaires. Membre du Club Préférence, vos privilèges font la différence. Vous êtes, par exemple, prioritaire à la réservation et assuré d'obtenir une place à bord. Vous bénéficiez, entre autres avantages, d'une ligne directe de réservation et d'un accès aux salons privés. Membre du Club Préférence, votre fidélité, sur nos

lignes, est récompensée : des billets gratuits, des surclassements et des excédents de bagages vous sont offerts. Être Membre du Club Préférence, c'est être reconnu et récompensé. Pour devenir Membre du Club Préférence, adressez-vous à votre agence Air Afrique ou à votre agence de voyage habituelle.



NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (16)

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (16)

1^{er} TOUR: 4 élus
(1 PS; 1 UDF; 1 RPR; 1 div. d.)

Malgré un bon report des voix de gauche et d'une partie des voix écologistes, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, a été battu par M. Pierre Delmar (RPR), conseiller général sortant de Forcalquier. L'échec de M. Bianco — comme celui de M. Escan — en raison d'un mauvais report des voix communistes — va peser sur l'avenir du conseil général. La gauche, qui espérait pouvoir faire basculer la majorité à son profit, n'est pas assurée d'y parvenir. Elle compte quatorze élus contre quinze à la droite, le dernier siège revenant à M. Jean Ballester (div.), élu à Annot et dont la voix sera très courtisée lors de l'élection du président de l'assemblée départementale. S'il se rangeait du côté de la gauche à cette occasion, il établirait une égalité parfaite et favoriserait l'élection, au bénéfice de l'âge, de M. Roger Vial (div. g.), conseiller général de Moustiers-Sainte-Marie.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 7 PS; 1 MRG; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 3 UDF; 7 RPR; 1 app-RPR; 2 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT: 4 PC; 7 PS; 1 MRG; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 4 UDF; 1 app. UDF; 7 RPR; 1 app. RPR. (Prés.: M. Maurice Boniface, app. UDF, n.s.r.p.)

Annol
L. 1654; A. 26,97%; E. 1230
Jean Ballester, div. 786 (61,40%)
Yves Bono, c.s., FU, m., 494.

Banon
L. 2092; A. 22,13%; E. 1560
Jean-Louis Adrian, c.s., PS, 1045 (66,98%)
Pierre Brémond, UDF-PR, 515.

Barrême
L. 1092; A. 19,04%; E. 849
Jean-Marie Gibelin, div. d., sout. UDF, 445 (52,41%)
Léon Bellier, PS, 404.
Serge Dho, c.s., PC, n.s.r.p.

Forcalquier
L. 8192; A. 24,75%; E. 5847
Pierre Delmar, c.s., RPR, 3039 (51,97%)
Jean-Louis Bianco, maj. p., min. des affaires sociales et de l'intégration, 2808.

Manosque-Nord
L. 7684; A. 30,53%; E. 4954
Robert Hoode, c.s., MRG, 2375 (47,94%)
Raymond Coulet, RPR, adj. m., 1940; Pierre Cazoria, FN, 639.

Manosque-Sud-Est
L. 4904; A. 31,05%; E. 3689
Mario de Nadal, PC, 1635 (52,92%)
Georges Borda, div. d., adj. m., 1449; Frédéric Burlet, FN, adj. m., 5.
Henri Rocca, c.s., PC, n.s.r.p.

Mézel
L. 1266; A. 20,53%; E. 954
François Arnaud, c.s., PC, 514 (53,31%)
Jean-Pierre Allaud, div. d., 450.

Noyers-sur-Jabron
L. 783; A. 15,32%; E. 635
Paul Bernard, c.s., div. g., sout. maj. p., 291 (45,82%)
André Villeroze, div. g., 195; Robert Orchen, div. d., 151.

Reillanne
L. 2380; A. 27,94%; E. 1701
Georges Allaud, PC, m., 944 (55,49%)
Adolphe André, c.s., UDF, 757.

Saint-André-les-Alpes
L. 1198; A. 19,36%; E. 917
Jacques Boetti, c.s., RPR, m., 534 (58,23%)
Robert Ducoffé, div. d., 383.

Valensole
L. 3516; A. 27,75%; E. 2169
Renée Chapuis, c.s., UDF, 1232 (52,00%)
Max Demol, PS, m., 1137.

Volonne
L. 7509; A. 25,70%; E. 5164
Gilbert Rizzo, c.s., RPR, 2764 (53,52%)
José Escamez, PS, 2400.

HAUTES-ALPES (15)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 UDF-PR; 1 UDF; 1 RPR; 2 div. d.)

La consultation a permis à la droite de conforter sa majorité: elle détient désormais plus des deux tiers des sièges. M. Daniel Chevallier, député (PS), conseiller général sortant, maire de Veynes, a bien que minoritaire dans sa propre commune, conservé son siège de justesse face à un candidat communiste. De même, M. Pierre Rozier (PS), conseiller général de Saint-Firmin depuis trente ans, a été réélu à une faible majorité. M. Roland Linossier (PS),

conseiller général de Serres, a été battu par un candidat de l'UDF. Si l'on en juge par le terrain perdu au cours de ces élections, la gauche n'a guère réussi son ancrage dans le sud du département. En revanche, sur les deux tours qui ont concerné quinze cantons, la droite a enregistré sept réélections et quatre élections.

NOUVEAU CONSEIL - 5 PS; 1 MRG; 4 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 UDF; 6 RPR; 9 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT: 8 PS; 2 MRG; 4 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 UDF; 7 RPR; 6 div. d. (Prés.: M. Marcel Lesbras, UDF, sén. m. de La Saute.)

Aiguilles
L. 1712; A. 30,60%; E. 1085
Pierre Eyméoud, div. d., 747 (68,84%)
Claude Wurtzisen, PC, 338.
Louis Blanc-Chabard, c.s., RPR, s'est retiré.

Briançon-Nord
L. 3255; A. 48,43%; E. 1429
Georges Chabas, c.s., RPR, adj. m., 956 (66,89%)
Armel Brand, div. d., adj. m., 473.

Chorges
L. 2640; A. 16,93%; E. 2134
André Arnaud, div. d., m., 1145 (53,65%)
Bernard Allard-Latour, div. g., 989.
Omer Margailhan, c.s., MRG, n.s.r.p.

Gap-Centre
L. 4293; A. 41,99%; E. 2283
André Guiboud-Ribaod, c.s., RPR, adj. m., 1375 (60,22%)
Guy Blanc, Verts, 908.

Gap-Sud-Est
L. 5271; A. 45,81%; E. 2614
Jean-Claude Chappa, c.s., UDF-CDS, adj. m., 1612 (61,66%)
René Garcia, PS, 1002.

Rosans
L. 965; A. 20,62%; E. 750
Frédéric Piolet, div. 348 (46,40%)
Nicolas Rosin, PS, 327; Fernand Roman, div. d., 75.
Raymond Hugues, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Saint-Bonnet
L. 2872; A. 43,14%; E. 1071
Jean-Yves Dusserre, UDF-PR, 1071 (100,00%)
Jean Pava, c.s., RPR, n.s.r.p.

Saint-Firmin
L. 1707; A. 19,27%; E. 1329
Pierre Rozier, c.s., PS, 688 (51,76%)
Janine Paumont, UDF-CDS, 641.

ALLIER (18 +11)

1^{er} TOUR: 4 élus
(1 div. g.; 1 UDF-rad.; 2 div. d.)

M. Jean Cluzel, sénateur centriste, président sortant du conseil général depuis 1985, cède pour 18 voix son siège de conseiller général à un socialiste, M. René Charette. M. Cluzel, en difficulté à l'issue du premier tour, a visiblement pâti de l'appel en faveur du candidat PS lancé dans la semaine par l'ancien député RPR et maire de Moulins, M. Hector Rolland, qui avait conduit sans succès une liste de droite dissidente aux élections régionales. M. Edmond Maupoli, vice-président (UDF-rad.) du conseil général, tête de liste UDF aux régionales pour l'Allier, est lui aussi battu, dans son canton de Chantelle, mais par un candidat divers droite, M. Robert Jouannin. Dans le même temps, la majorité départementale reprend deux sièges aux communistes. Au Montet, M. Yves Determes, conseiller général PC depuis vingt-cinq ans, est devancé par M. Yves Simon (div. d.), et à Cusset-Nord, M. Joseph Blethon (div. d.) l'emporte sur le conseiller sortant communiste, M. René Bardet.

NOUVEAU CONSEIL - 5 PC; 7 PS; 1 MRG; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 UDF; 1 app. UDF; 3 RPR; 12 div. d.

CONSEIL SORTANT: 7 PC; 6 PS; 1 MRG; 1 div. g.; 2 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 1 app. UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 9 div. d. et un siège vacant à la suite de la démission d'un RPR. (Prés.: M. Jean Cluzel, app. UDF-CDS, sén.)

Bombon-l'Archambault
L. 5264; A. 25,32%; E. 3776
Robert Chaput, c.s., PC, 2126 (56,30%)
Yves Girardot, div. d., adj. m., 1650.

Chantelle
L. 4146; A. 24,21%; E. 3070
Robert Jouannin, div. d., m., 1326 (43,19%)
Edmond Maupoli, c.s., UDF-rad., 1240; Robert Lhomel, PC, 504.

Cusset-Nord
L. 9682; A. 36,54%; E. 5656
Joseph Blethon, div. d., 2853 (50,44%)
René Bardet, c.s., PC, adj. m., 2803.

Cusset-Sud
L. 9999; A. 36,09%; E. 5848
René Copet, c.s., UDF, 3285 (56,17%)
Jacques Milliet, PS, m., 2563.

Domérat
Mantonnat-Nord-Ouest
L. 9379; A. 52,23%; E. 2798
Jean Desgranges, c.s., PC, m. de Domérat, 2798 (100,00%)
Daniel Lacassagne, UDF-PR, 1510.

Escomrolles
L. 14104; A. 39,37%; E. 7775
Jean Dubessy, c.s., RPR, 4964 (63,84%)
Jean-Michel Guerre, PS, 2811.

Hériasson
L. 7379; A. 26,87%; E. 5076
Bernard Faureau, c.s., div. d., 2984 (58,78%)
Daniel Roussat, PC, 2092.

Jalligny-sur-Beaure
L. 4033; A. 31,31%; E. 2620
Marcel Achard, c.s., PS, m., 1517 (57,90%)
Louis Lerret, div. d., 1103.

Le Montet
L. 3926; A. 16,93%; E. 3124
Yves Simon, div. d., 1683 (53,87%)
Yves Determes, c.s., PC, 1441.

Montonnat-Ouest
L. 10140; A. 39,83%; E. 5483
Henri Michard, c.s., RPR, 2909 (53,00%)
Paul Crespin, PC, adj. m., 2579.

Montluis-Ouest
L. 10594; A. 38,85%; E. 6054
René Charette, PS, 3036 (50,14%)
Jean Cluzel, c.s., app. UDF-CDS, prés. c.g., 3018.

Montluis-Sud
L. 10186; A. 41,19%; E. 4994
Paul Chauval, app. UDF, m., 3087 (61,81%)
Catherine Mabru-Lissoude, PS, 1907.

Sourigny
L. 5123; A. 28,81%; E. 3407
Georges Fleury, UDF-CDS, m., 2015 (59,14%)
Roger Lafleur, PC, 1392.

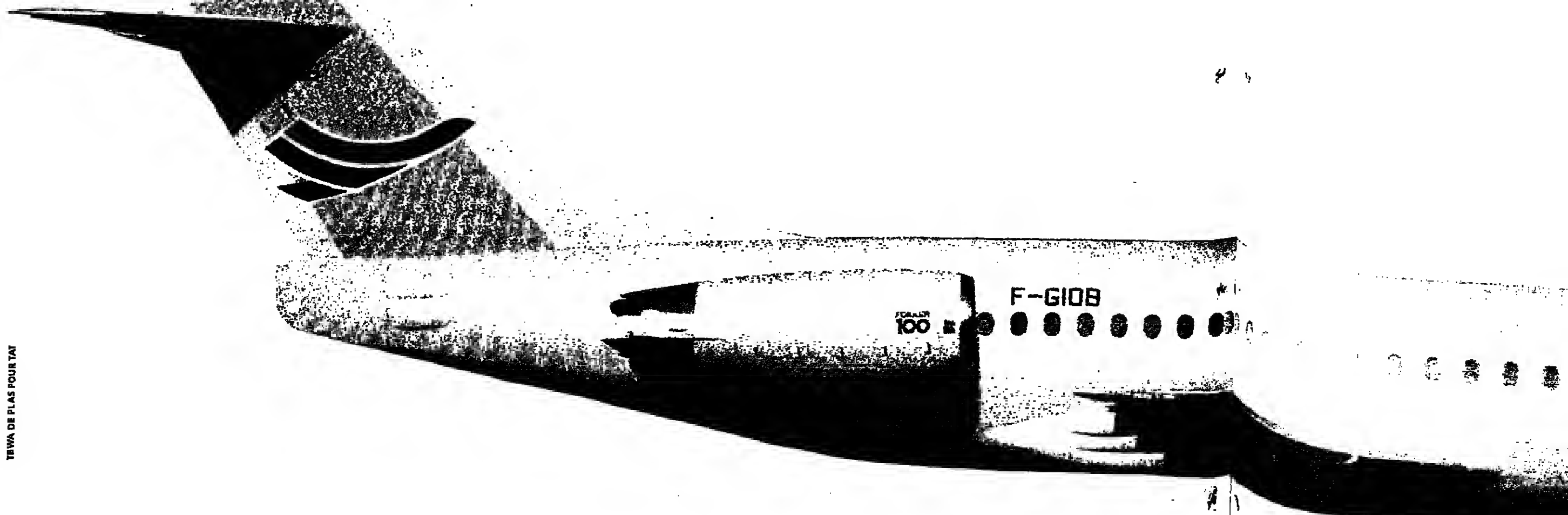
Yzeure
L. 12416; A. 38,85%; E. 7087
Guy Chambefort, c.s., PS, m., 4624 (63,24%)
Hubert Gomot, UDF-PR, 2463.



PARIS	LONDRES
7 h 30	7 h 30
12 h 30	12 h 30
19 h 10	19 h 10

DÉSORMAIS, T.A.T. S'APPELLE T.A.T. EUROPEAN AIRLINES ET VOUS PROPOSE 3 VOLS A/R PAR JOUR À DESTINATION DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE GATWICK. CHAQUE AÉROPORT, 100 PLACES POUR PLUS DE RAPIDITÉ, MAIS SURTOUT 100 PLACES ENTièrement BUSINESS, QUI RÉUNIRONT EN UNE CLASSE UNIQUE. IMMÉDIATEMENT LE CŒUR DE LA CITY EN 30 MINUTES. GRÂCE AU GATWICK EXPRESS. POUR CEUX QUI AIMENT MENER VITE ET BIEN LEURS AFFAIRES. LET'S GO.

Aujourd'hui sur le vol TAT Paris-Londres Gatwick de 7 h 30, il y a les businessmen et les hommes d'affaires.



LE BUSINESS CHOISIT TAT

هنا من العمل

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Serres
L. 1979: A. 19,45%; E. 1543
Michel Roy, div. d., 820 (53,14%)
Roland Linossier, c.s., PS, 723.
Veynes
L. 3284: A. 24,20%; E. 2287
Daniel Chevallier, c.s., PS, d., m., 1198 (52,38%)
Pierre Martel, PC, 1089.

ALPES-MARITIMES (26)

1^{er} TOUR: 6 élus
(2 UDF-PR; 2 RPR; 2 div. d.)

Ce conseil est le seul de France où le FN obtient un élu lors de ce renouvellement. M. Jacques Peyrat remporte, cette fois-ci, le duel qui l'opposait à M. Marie-Jeanne Murcia (UDF-PR) dans le quatrième canton de Nice. En février, à l'occasion d'une cantonale partielle, le candidat d'extrême droite avait été battu par un « front républicain » des voix de droite et de gauche qui avait assuré la victoire de M. Murcia. Cette union ne s'est pas reproduite le 29 mars, l'électorat du FN étant resté mobilisé tandis que la participation baissait d'un tour à l'autre. Dans les autres cantons où l'extrême droite talonnait les candidats de droite, ces derniers l'ont toujours emporté, notamment dans le cinquième canton de Nice, où la sœur de l'ancien maire, M. Médéric Assémat, est réélue. M. Christian Estrosi, député (RPR), est également réélu dans le huitième canton de Nice. La droite reste largement majoritaire dans l'assemblée départementale, dont le président, M. Charles Ginésy, devrait conserver son siège. Le PC perd le canton de Paget-Théniers.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 5 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 18 RPR; 14 div. d. (Prés.: M. Charles Ginésy, RPR, sén. m. de Péone.)

CONSEIL SORTANT: 5 PC; 5 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 18 RPR; 14 div. d. (Prés.: M. Charles Ginésy, RPR, sén. m. de Péone.)

Antibes-Centre
L. 18794: A. 45,23%; E. 9676
Jean Buzoz, c.s., UDF-rad., 6453 (66,69%)
Jacqueline Bouffier-Pothier, FN, 3223.

Cagnes-sur-Mer-Centre
L. 15919: A. 39,07%; E. 9016
Jean-Antoine Burroni, RPR, 5698 (63,19%)
Hubert Gambade, FN, 3318.
Henry Audibert, c.s., div. d., n.s.r.p.

L'Escarène
L. 6147: A. 26,40%; E. 1244
Jacqueline Cornillon, c.s., PC, 2079 (48,98%)
Pierre Donadey, RPR, c.m., 2049;
Georges Dérozier, UDF, 116.

Grasse-Nord
L. 13299: A. 41,19%; E. 4956
Hervé de Fontmichel, UDF, m., 2923 (42,02%)
Claude Leroux, RPR, adj. m., 2803;
Georges Teissière, FN, 1230.
Henri Richelme, c.s., RPR, n.s.r.p.

Grasse-Sud
L. 14768: A. 38,45%; E. 8540
Jean-Pierre Laleux, c.s., UDF-PR, adj. m., 4507 (52,77%)
Alain Dartigues, Verts, 2344; Pierre Pauvert, FN, 1689.

Mandelieu-Cannes-Ouest
L. 30554: A. 38,36%; E. 17592
André-Charles Blanc, c.s., RPR, 7864 (44,70%)
Jean Boulangeot, FN, 5301; Patrick Lafargue, UDF-PR diss., 4427.

Nice-3
L. 20819: A. 44,57%; E. 10541
Jean Icart, c.s., UDF-PR, 6835 (64,84%)
Jean-Pierre Gost, FN, c.m., 3706.

Nice-5
L. 21040: A. 43,04%; E. 11609
Geneviève Médéric-Assémat, c.s., div. d., 4850 (41,77%)
Adrienne Franchi, FN, c.m., 3675;
Patrick Mottard, PS, 3084.

Nice-7
L. 14660: A. 42,41%; E. 8668
Michel Falicon, c.s., RPR, adj. m., 4000 (49,57%)
Pierre Gerbal, FN, c.m., 2304; Philippe Lecorné, PS, 1764.

Nice-8
L. 15980: A. 43,80%; E. 8688
Christian Estrosi, c.s., RPR, d., 4151 (47,77%)
Josiane Pastorel, FN, 2435; André Le Gat, PS, 2102.

Nice-10
L. 19147: A. 43,18%; E. 10589
Bernard Assan, c.s., RPR, 4478 (51,73%)
Max Baeza, FN, c.m., 3202; Henri Maroche, PS, 1909.

Nice-11
L. 19921: A. 41,61%; E. 11236
Jean Guillaud, c.s., UDF-rad., 4747 (42,24%)
Jean Michan, FN, 3699; Christian Doré, PS, c.m., 2790.

Nice-12
L. 13997: A. 42,34%; E. 7442
Jean-Claude Pastorelli, c.s., div. d., 2784 (37,40%)
Elisabeth Ronstan, RPR, 2373;
Michel Monin, FN, 2285.

Nice-14
L. 16344: A. 42,79%; E. 8833
Jacques Peyrat, FN, c.m., 4476 (50,87%)
Marie-Jeanne Murcia, c.s., UDF-PR, c.m., 4357.

Paget-Théniers
L. 2467: A. 23,63%; E. 1777
Robert Velay, RPR, 984 (55,37%)
Jean-Pierre Astier, c.s., PC, 793.

Raquelillères
L. 2814: A. 16,93%; E. 2219
Pierre Guignois, c.s., RPR, m., 1222 (55,06%)
René Reghezza, PC, 997.

Salut-Laurent-de-Var-Cagnes-sur-Mer-Est
L. 19514: A. 37,19%; E. 10895
Marc Moschetti, c.s., div. d., m., 7771 (71,32%)
Jean-Paul Ripoll, FN, 3124.

Salut-Vallier-de-Thiery
L. 10835: A. 32,16%; E. 7062
Maxime Couillet, div. d., 3265 (46,23%)
Florent Lerebour, RPR, 2831; Christian Commenant, FN, 966.

Vallauris-Antibes-Ouest
L. 23494: A. 39,94%; E. 12903
Alain Gumiel, UDF-PR, 8137 (63,06%)
Robert Crépin, FN, 4766.

Villafraanche-sur-Mer
L. 16112: A. 37,03%; E. 9373
René Vestri, c.s., div. d., 5833 (62,23%)
Pierre-Paul Leonelli, RPR, 3260; Bernard Anastaze, FN, 280.

ARDÈCHE (16)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 PS; 2 RPR; 2 div. d.)

La droite conserve une large majorité: vingt et un élus contre onze à la gauche et un socialiste dissident, M. Christian Lavis, maire de Viviers, qui a largement battu M. Robert Chapuis (PS), ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et maire du Teil, avec l'appui des voix de la candidate soutenue par l'UPF, M. Germaine Roche. M. Claude Larel, conseiller général sortant et maire de La Vaulte,

qui en sa qualité de suppléant l'avait remplacé à l'Assemblée nationale, est battu par M. Bernard Berger (RPR). M. Michel Valla, maire de Saint-Pierre-Ville, RPR dissident, l'emporte aisément dans son canton sur M. Jean-Louis Chirouze (RPR), conseiller général sortant. La gauche gagne toutefois le petit canton de Valgorge avec M. Bernard Bonia (div. g.), face à M. Didier Macias, chef de file des chasseurs ardéchois.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 1 PC-diss.; 5 PS; 1 PS-diss.; 4 div. g.; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 UDF; 9 RPR; 1 RPR-diss.; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 PC-diss.; 6 PS; 3 div. g.; 2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 UDF; 8 RPR; 8 div. d. (Prés.: M. Henri Torre, UDF-PR, sén. a.s.c.e.)

Annay-Nord
L. 12435: A. 44,35%; E. d.125
Dominique Chambon, c.s., UDF-CDS, 3911 (63,85%)
Marcel Nodin, PS, 2214.

Annay-Sud
L. 10071: A. 44,33%; E. 5117
Claude Faure, RPR, m., 3436 (67,14%)
Catherine Guidi, PS, 1681.

Le Cheylard
L. 5501: A. 29,34%; E. 3580
Jacques Chabal, RPR, 1834 (51,22%)
Clovis Charre, c.s., div. d., 1746.

Joyeuse
L. d.328: A. 35,64%; E. 3986
Jacques Guilhem, c.s., div. d., 2342 (58,75%)
Michel Beaussier, PS, 1644.

Montpeyrou-sur-Beaune
L. 1918: A. 20,59%; E. 1480
Marcel Gardès, c.s., RPR, 757 (31,14%)
Louis Teyssier, div. g., m., 723.

Privas
L. 12025: A. 39,91%; E. 6636
André Imbert, c.s., UDF-PR, m., 4131 (62,25%)
Guy Ramos, PS, 2505.

Saint-Martin-de-Valamas
L. 3102: A. 45,32%; E. 1256
Bernard Cnoq, div. d., 1256 (100,00%)
Jean Debar, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

Salat-Pierreville
L. 3018: A. 19,44%; E. 2295
Michel Valla, RPR diss., m., 1007 (43,87%)
Jean-Louis Chirouze, c.s., RPR, 758;
Alain Jourdan, PS, 590.

Valgorge
L. 847: A. 21,01%; E. 602
Bernard Bonia, div. g., m., 399 (66,27%)
Didier Macias, CPNT, 203.
Gaston Lakoff, c.s., div. d., n.s.r.p.

Viviers
L. 9322: A. 30,25%; E. 5937
Christian Lavis, PS diss., m., 3400 (57,26%)
Robert Chapuis, PS, a.s.c.e., a.d., 2537.
Jacques Allignol, c.s., div. d., n.s.r.p.

La Voulte-sur-Rhône
L. 9339: A. 34,77%; E. 5633
Bernard Berger, RPR, 3036 (53,70%)
Claude Larel, c.s., PS, d., m., 2617.

ARDENNES (18)

1^{er} TOUR: 3 élus
(1 UDF-CDS; 1 UDF; 1 RPR)

Les socialistes subissent une déroute: tous les candidats qu'ils présentaient ou qu'ils soutenaient ont été battus. Ils perdent en outre leurs trois bastions. Dans le canton de Rumigny, M. Raymond Dervin (PS), implanté de longue date, est balayé par le candidat de l'UDF. Dans celui de Signy-le-Petit, M. Abel Noreck, qui avait très récemment quitté le PS pour se représenter sous l'étiquette « divers gauche », perd son siège, de 19 voix, au profit d'un candidat RPR. Dans le canton de Nouzonville, le candidat investi par le PS avait été distancé au premier tour. M. Guy Istace, divers gauche, l'emporte sur celui du RPR. Alors que les trois députés du département sont socialistes, le PS se trouve désormais réduit à la portion congrue puisqu'il ne dispose plus que de cinq sièges, contre huit précédemment. En revanche, M. René Visse, le seul sortant communiste, conserve facilement son siège. Ainsi la droite - et particulièrement le RPR - sort-elle encore renforcée de ce scrutin.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC; 5 PS; 1 div. g.; 4 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 2 UDF; 12 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 8 PS; 5 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 UDF; 10 RPR; 1 app. RPR; 1 CNI; 5 div. d. (Prés.: M. Jacques Sourdille, RPR, sén. a.s.c.e.)

Fumay
L. 4822: A. 27,95%; E. 3313
Bernard Anburtin, c.s., RPR, 1748 (52,76%)
Jean-Baptiste, PS, m., 1565.

Jumville
L. 2994: A. 47,46%; E. 1244
Edouard Noël, RPR, 1244 (100,00%)
Emile Lesclaux, c.s., UDF-PR, s'est retiré.

Monthermé
L. 9229: A. 38,34%; E. 5300
René Visse, c.s., PC, 3120 (58,86%)
Philippe Mathot, UDF-PR, 2180.

Monthois
L. 2285: A. 20,17%; E. 1784
Patrice Groff, div. d., 596 (33,40%)
Jean-Marie Labbé, div., 489; Hubert Merthes, c.s., UDF, 404; René Marchal, div. g., 295.

Nouzonville
L. 6170: A. 38,16%; E. 3446
Guy Istace, div. g., 1886 (54,73%)
Gilbert Charbonnel, RPR diss., 1560.
André Fuzellier, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Norville-Forcen
L. 3304: A. 28,02%; E. 2277
Jean-François Leclerc, UDF-PR, 1034 (45,41%)
Bernard Pinteaux, div. d., 744; Maurice Joannelle, UDF, 499.
Michel Vubert, c.s., UDF-CDS, se représentait dans le canton de Rehel.

Ramcourt-et-Flabas
L. 2948: A. 28,59%; E. 2010
Jean Somson, div. d., 833 (41,44%)
François Guillaume, c.s., UDF-CDS, 806; Norbert Di Fant, div., 371.

Renwez
L. 4805: A. 26,74%; E. 3354
Jeanine Vastine-Diot, c.s., RPR, m., 1880 (56,05%)
Gérard Drumel, PS, 1474.

Rehel
L. 9356: A. 39,35%; E. 5017
Michel Vubert, UDF-CDS, c.s. du canton de Navin-Forcen, 3189 (63,56%)
Joseph Afribo, RPR, 1828.
Pierre Siegel, c.s., CNI, n.s.r.p.

Rumigny
L. 3396: A. 20,11%; E. 2645
Xavier Cniffart, UDF-PR, 1510 (57,08%)
Raymond Dervin, c.s., PS, 1135.

Sedan-Est
L. 9055: A. 41,60%; E. 4925
Pierre Sulfurt, div. d., 2648 (53,76%)
Claude Georjain, PS, 2277.
Henri Rongère, c.s., app. RPR, n.s.r.p.

ANDRES GATWICK. A BORD DU NOUVEAU JET DE 100 PLACES, LE FOKKER 100, 100 HOMMES D'AFFAIRES POURRONT GAGNER DU TEMPS ET DONC DE L'ARGENT EN EMBARQUANT ET EN DÉBARQUANT PLUS VITE À TOUTES LES QUALITÉS DE CONFORT ET D'ESPACE SI NÉCESSAIRES LORSQU'ON VOYAGE POUR AFFAIRES. ARRIVÉS À GATWICK, BUSINESSMEN ET HOMMES D'AFFAIRES POURRONT REJOINDRE L. PARIS-LONDRES GATWICK S'AVÈRERA INCONTOURNABLE. CONTACTEZ-NOUS, NOUS SOMMES À VOTRE ENTÈRE DISPOSITION. T.A.T (1) 42.79.05.05 OU VOTRE AGENCE DE VOYAGES.

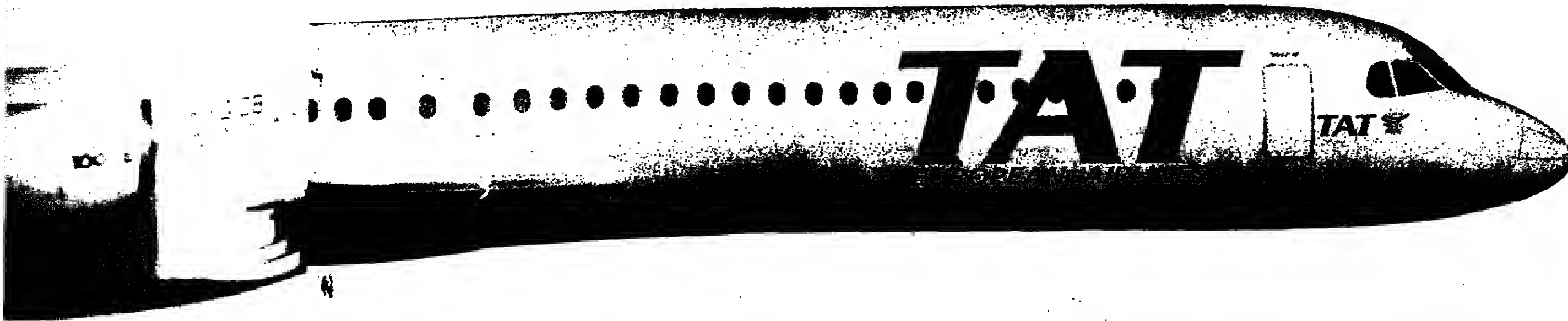


vol TAT Paris-Londres Gatwick de 7 h 30, il n'y a que deux sortes de passagers: les businessmen et les hommes d'affaires.

- Monsieur, vous êtes businessman, je suppose ?

- Nullement. Je suis dans les affaires. En revanche, mon voisin de gauche, lui, est businessman.

CHOISIT TAT



LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS

Sedan-Nord
1. 1797: A. 43,26%; E. 3726
Daniel Jacquemin, c.s., RPR, 2187
(58,69%)
Dominique Billaudelle, PS, 1539.
Signy-l'Abbaye
1. 2866: A. 23,23%; E. 2108
Pierre Faillie, c.s., div. d., m., 1110
(52,65%)
Catherine Groud, div. d., 998.
Signy-le-Petit
1. 2825: A. 22,76%; E. 2141
Benoît Hure, RPR, 1080 (50,44%)
Abel Noreck, c.s., div. g., m., 1061.
Vouziers
1. 4747: A. 34,39%; E. 3076
René Marquet, c.s., div. d., 1748
(56,82%)
Raymond Goury, Verts, 1328.

ARIÈGE (11)

1^{er} TOUR: 4 élus
(4 FS).

L'Ariège ne changera pas de majorité puisque le PS, qui détenait vingt sièges sur vingt-deux dans l'assemblée sortante, n'en perd que deux. Ce résultat global recouvre toutefois des changements notables dans trois cantons: le PS perd les cantons de Saint-Girons et de Lavelanet, mais s'empare de celui de Pamiers-Ouest. Pour Saint-Girons, il s'agit d'un vote-sanction contre la politique du gouvernement qui vise aussi, indirectement, M. Roger Fauroux, ancien ministre de l'Industrie et maire du chef-lieu, auquel il est reproché de ne pas avoir attiré plus d'emplois. A Lavelanet, le candidat socialiste fait les frais de la crise du textile et du plan de restructuration du groupe Chateauguy qui a supprimé localement mille huit cents emplois. Le passage à gauche du canton de Pamiers-Ouest est dû à la popularité du maire socialiste de la ville, M. François-Bernard Saula.

NDUVEAU CONSEIL - 19 PS; 2 RPR diss.; 1 div. d.

CONSEIL SORTANT: 20 PS; 2 div. d. (Prés.: M. Robert Nauval, PS).

Lavelanet
1. 1096: A. 31,39%; E. 6311
Bernard Marty, RPR diss., 3498
(51,35%)
Jeanne Pascal, PS, 2620; Georges Mesple, FN, 693.
Jean-Michel Couc, c.s., PS, n.s.p.

Le Mas-d'Azil
1. 3400: A. 20,22%; E. 2499
Raymond Berdou, PS, 1414 (56,42%)
Léon Loubet, div. d., 1089.
André Saint-Paul, c.s., PS, après c.g. n.s.p.

Oust
1. 2950: A. 40,23%; E. 1611
Roger Barrau, c.s., PS, 972 (60,33%)
Jean Servat, UDF-PR, 639.
Pamiers-Est
1. 7895: A. 33,95%; E. 4661
Jean Vignerot, PS, 2438 (52,30%)
Roger Ribaut, UDF-rad., 1606; Alain Crété, FN, 617.
Jean-Pierre Camuel, c.s., PS, n.s.p.

Pamiers-Ouest
1. 7700: A. 34,57%; E. 4118
François-Bernard Saula, PS, m., 2181
(52,96%)
Gérard Legrand, c.s., div. d., 1937.

Saint-Girons
1. 8402: A. 38,81%; E. 5163
Bernard Gondran, RPR diss., 2684
(51,98%)
Jean-Pierre Ousset, c.s., PS, 2479.

Tarascos-sur-Ariège
1. 6578: A. 35,23%; E. 3363
Robert Nauval, c.s., PS, après c.g., 2568 (66,47%)
Jacques Llorca, RPR diss., 1295.

AUBE (17)

1^{er} TOUR: 2 élus
(1 UDF-PR; 1 div. d.)

Au second tour, trois cantons focalisent l'attention. A Troyes-II, le général (CR) Etienne Capel, UDF sans investiture, mais proche du CDS, l'a emporté, avec plus de 70 % des voix, sur un candidat investi par le RPR, M. Jean-Marie Verdeaux. Le général Capel a sans doute bénéficié de voix du FN. Dans le canton de Troyes-V, le secrétaire départemental du PS, M. Albert Danilo, a accompli une belle performance. Il reprend un siège à l'opposition en battant, avec 60 % des voix, le secrétaire de la fédération départementale du FN, M. Bruno Subtil. M. Danilo semble avoir obtenu un bon report des voix de Verdeaux ainsi que des libéraux modérés, qui avaient appelé, à la suite de M. Philippe Adnot (div. d.), président du conseil général, à voter pour lui.

Dans le canton de Brienne, le PC a perdu l'un de ses deux sièges au profit de la droite, qui a récupéré des voix chez les Verts et les socialistes. Mais à Romilly le candidat du PC a été réélu grâce au maintien d'une candidature RPR. Ailleurs, les électeurs de l'Aube semblent avoir boudé les candidats investis par les partis au profit des « sans étiquette », essentiellement des divers droite. La gauche, en conservant cinq sièges, reste très largement minoritaire.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 4 PS; 3 UDF-rad.; 4 UDF-PR; 5 UDF; 1 UDF diss.; 1 RPR diss.; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 3 PS; 4 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 7 UDF; 7 RPR; 4 div. d. (Prés.: M. Philippe Adnot, div. d., sén.)

Archi-sur-Aube
1. 10426: A. 39,88%; E. 3972
Serge Lardio, RPR, m., 1749
(44,03%)
Christian Gaillard, div. d., 1426; Claude Ferrière, GE, 797.
Bouilly
1. 6770: A. 40,75%; E. 3608
Robert Daragon, c.s., UDF, 2147
(59,50%)
Marc Thillerot, GE, 1461.
Brienne-le-Château
1. 5721: A. 25,55%; E. 4017
Jacky Taupin, div. d., 2212 (55,06%)
Pierre Rahou, c.s., PC, m., 1805.
La Chapelle-Saint-Luc
1. 6396: A. 46,84%; E. 3072
Roger Dujeancourt, c.s., UDF-rad., 2259 (73,53%)
Marc Malarmey, FN, 813.

Ervy-le-Château
1. 3973: A. 31,58%; E. 2553
Franck Simard, div. d., 1613
(63,18%)
Charles Prestat, PS, 940.
Jean Druot, c.s., UDF-rad., m. n.s.p.

Estissac
1. 3636: A. 33,16%; E. 2328
Guy Raphaënaud, c.s., RPR, 1006
(43,21%)
Edouard Mesley, div. d., 787; Jean-Claude Nayrac, PS, 535.

Marci-le-Hayer
1. 4523: A. 33,60%; E. 2467
Nicolas Juillet, div. d., 2049 (76,82%)
Roger Jollard, FN, 618.

Roger Laurent, c.s., UDF-CDS, sén., après c.g. n.s.p.

Nogent-sur-Seine
1. 6540: A. 34,34%; E. 4040
Gérard Ancelin, div. d., m., 1381
(46,55%)
Jacques Masson, div. d., 1318; Robert Marvoey, FN, 841.
Michèle Baroin, c.s., div. d., n.s.p.

Ramerupt
1. 2788: A. 23,70%; E. 2043
Jacques Cussard, div. d., 594
(29,00%)
Jacques Bobin, RPR, 553; Bernard Charlier, div. d., m., 517; Denis Maillet, div. d., 382.
Gilbert Thibault, c.s., UDF, n.s.p.

Romilly-sur-Seine-2
1. 8040: A. 42,81%; E. 4375
Georges Didier, c.s., PC, m., 2003
(45,78%)
Michel Geoffroy, div. g., c.m., 1414; Micheline Somard, RPR, 958.

Troyes-2
1. 9123: A. 43,33%; E. 4782
Claude Bertrand, RPR diss., 2875
(60,12%)
Marc Brea, PS, c.m., 1907.
Robert Royer, c.s., RPR, s'est retiré.

Troyes-3
1. 8048: A. 52,68%; E. 3309
Etienne Capel, UDF diss., 2355
(71,16%)
Jean-Marie Verdeaux, RPR, c.m., 954.
Jacques Delhalle, c.s., RPR, a.d., c.s., n.s.p.

Troyes-5
1. 5383: A. 50,55%; E. 2184
Albert Danilo, PS, c.m., 1354
(62,11%)
Bruno Subtil, FN, 826.
André Beury, c.s., UDF-PR, adj. m. n.s.p.

Troyes-7
1. 9578: A. 45,22%; E. 4830
Jacques Rigaud, c.s., RPR, 3287
(68,05%)
Claude Lallemand, PS, 1543.

Villenauxe-la-Grande
1. 2326: A. 24,03%; E. 1674
Jean-Michel Chevrier, c.s., PS, 951
(56,81%)
Jean-Louis Waibel, div. d., m., 723.

AUDE (17)

1^{er} TOUR: 7 élus
(6 PS; 1 RPR)

Si le PS conserve une confortable majorité (14 sièges sur trente-quatre), il n'en a subi pas moins un sérieux revers en perdant cinq sièges, dont trois dans ses bastions ruraux d'Alaigne, Courzès et Peyriac-Minervois, conquis par la droite. Il perd aussi son siège traditionnel de Carcassonne-Est au profit d'un adjoint au maire RPR. Enfin, à Coursan, où seule la gauche restait présente, c'est le candidat communiste qui l'emporte avec 55,98 % des voix, retrouvant ainsi un siège qu'il avait déjà occupé. Autre signe de l'affaiblissement du PS: la difficile réélection du président du conseil général sortant, M. Raymond Courrière, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés, qui, dans le canton d'Alaigne, ne devance son adversaire « divers droite » que de 35 voix. En revanche, à Lézignan-Corbières, le maire socialiste, M. Pierre Tournier, est élu avec 59,94 % des voix, et, dans le canton de Castelnaudary-Nord, le candidat du PS bat le maire RPR, M. Bernard Embry.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC; 21 PS; 1 UDF-PR; 5 RPR; 5 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 26 PS; 4 RPR; 3 div. d. (Prés.: M. Raymond Courrière, PS, sén., m. de Cuxac-Carabès, a.s.c.e.)

Alaigne
1. 3723: A. 21,83%; E. 2779
Marc Joncker, div. d., 1430 (51,45%)
Charles Ferriol, c.s., PS, 1349.

Alzonne
1. 5252: A. 21,02%; E. 3841
Raymond Courrière, c.s., PS, après c.g., 1943 (50,58%)
Jean Diviez, div. d., 1898.
Carcassonne-1
1. 10709: A. 33,98%; E. 6337
Marc Teulie, UDF-PR, 3265
(51,52%)
Marc Deblonde, c.s., PS, 3072.
Castelnaudary-Nord
1. 6430: A. 24,10%; E. 4563
Alain Bauda, PS, 2425 (53,14%)
Bernard Embry, RPR, m., 1238.
Henri Grocille, c.s., PS, n.s.p.

Chalabre
1. 4717: A. 24,61%; E. 3379
Jacques Montagné, c.s., PS, 1844
(54,37%)
Guy Durand, RPR, 936; Christian Guilhamet, div. g., 599.

Coursan
1. 13417: A. 28,85%; E. 3345
Gilbert Pia, PC, 4672 (55,98%)
Michel Vimeau, c.s., PS, n.s.p.

Lézignan-Corbières
1. 13107: A. 28,88%; E. 5284
Pierre Tournier, PS, m., 4966
(59,94%)
Pol Falcou, RPR, 3318.
Louis Souelleil, c.s., PS, n.s.p.

Narbonne-Est
1. 11897: A. 38,19%; E. 6543
Léon Pujau, c.s., div. d., 4053
(61,94%)
Michèle Mercadier, PS, 2490.

Peyriac-Minervois
1. 9309: A. 23,19%; E. 6793
Pierre Destrem, RPR, 3643 (53,62%)
André Lacube, PS, 3150.
Gaston Cazanave, c.s., PS, n.s.p.

AVEYRON (22)

1^{er} TOUR: 14 élus
(1 UDF-PR; 9 UDF-PR; 2 RPR; 1 CNI; 1 div. d.)

Les deux seuls conseillers généraux sortants de gauche soumis à réélection ont été battus: M. Pierre Lacombe (PS), devancé de 61 voix dans le canton de Naves, et M. Jean Rigal (MRG), député, maire de Villefranche-de-Rouergue, distant de 167 voix. La droite emporte donc les vingt-deux cantons concernés. Cette victoire serait sans faille, pour elle, si deux conseillers, MM. Albert Ales (CNI), élu au premier tour à Belmont, et Pierre Marre (UDF-PR), à Rieunpex, n'étaient pas les fondateurs du mouvement ADD (Aveyron Démocrate Développement), qui se situe aux marges de la majorité départementale. La gauche, elle, ne compte plus désormais que sept sièges détenus par six socialistes et un divers gauche.

NDUVEAU CONSEIL - 6 PS; 1 div. g.; 5 UDF-CDS; 20 UDF-PR; 7 RPR; 1 CNI; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT: 8 PS; 1 MRG; 1 div. g.; 4 UDF-CDS; 17 UDF-PR; 7 RPR; 1 CNI; 6 div. d. (Prés.: M. Jean Puech, UDF-PR, sén., m. de Rignac)

Entraygues-sur-Truyère
1. 2466: A. 22,25%; E. 1771
Jacques Blanc, div. d., 1046 (61,13%)
Robert Cassagnes, c.s., UDF-PR, 665.

Lalasse
1. 3391: A. 18,84%; E. 2616
Yves Boyer, RPR, m., 1318 (50,38%)
Gilbert Passage, div. d., 1298.
Georges Bonferrand, c.s., div. d., n.s.p.

Marciac-Vallon
1. 6350: A. 31,93%; E. 3862
Joseph Monestier, UDF-PR, m., 2745
(71,07%)
Michel Morel, PS, 1117.
Henri Perie, c.s., RPR, s'est retiré.

Millan-Ouest
1. 12538: A. 33,15%; E. 7739
Gilbert Lagarde, c.s., RPR, c.m., 4322 (55,84%)
Guy Durand, PS, adj. m., 3417.

Nant
1. 2426: A. 29,22%; E. 1194
René Quatrefores, c.s., RPR, 1194
(100,00%)
Pierre Lacombe, c.s., PS, 1940.

Salat-Affrique
1. 9500: A. 26,64%; E. 6464
Paul Rouges, c.s., UDF-PR, 3914
(60,55%)
Alain Fauconnier, PS, 2550.

Villefranche-de-Rouergue
1. 11569: A. 29,58%; E. 7823
Serge Roques, UDF-PR, c.m., 4495
(57,45%)
Jean Rigal, c.s., MRG, d., m., 3328.

BOUCHES-DU-RHÔNE (21 + 8)

1^{er} TOUR: 0 élu

Le PS profite du maintien des candidats du FN. Il sort vainqueur du scrutin en notant six sièges supplémentaires. Il remporte trois des six nouveaux cantons à pourvoir (Châteauneuf-Castellane, Vitrolles) et il en emporte trois autres: Arles-Ouest au PC, Marseille-XIX et Allauch, auparavant détenus par le RPR et le RPR. Le canton des Pennes-Mirabeau est gagné par un ancien socialiste sous étiquette Majorité présidentielle. Le PC s'impose dans le nouveau canton de Martigues-Est mais il cède ceux de Port-Saint-Louis-du-Rhône et Arles-Ouest. A Port-Saint-Louis, M. Vincent Porelli s'incline de 217 voix devant M. Calzergues (div.) soutenu par le maire de Marseille, M. Vigouroux. L'UDF gagne un siège et le RPR en perd un.

Le FN, qui était arrivé en tête dans trois cantons et devançait la droite dans cinq autres au premier tour, est le principal perdant. Il ne gagne aucun siège et perd l'un des deux qu'il détenait, celui de Marseille-II, au profit du secrétaire départemental du RPR, M. Renaud Musellier. Cette élection est sujette à annulation, M. Musellier ayant été déclaré indigne pour un an à l'issue d'une précédente élection partielle.

NDUVEAU CONSEIL - 10 PC; 21 PS; 2 MRG; 1 Maf; p. 9 UDF; 2 app. UDF; 5 RPR; 2 div. d.; 1 FN;

CONSEIL SORTANT: 11 PC; 15 PS; 2 MRG; 8 UDF-PR; 2 app. UDF; 6 RPR; 1 div. d.; 2 FN. (Prés.: M. Lucien Weygand, PS, c.r., c.m. de Marseille)

Aix-en-Provence-Sud-Ouest
1. 31634: A. 37,20%; E. 19175
Jean-François Picheral, c.s., PS, m., 8676 (45,24%)
André Chelini, UDF-CDS, 7168; Philippe Millard, FN, c.m., 3331.

Allauch
1. 20145: A. 33,75%; E. 12882
Roland Pavinelli, PS, m., 5278
(40,97%)
Jean-Pierre Bertrand, div. d., 4010; Joseph Gonzalez, FN, c.m., 2029; Monique Robineau, RPR, 1565.
Maurice Robinard, c.s., RPR, n.s.p.

Arles-Ouest
1. 15326: A. 37,75%; E. 3838
Michel Vauzelle, PS, d., c.m., 4140
(46,73%)
Evelyne Barlat-Lasserre, FN, adj. m., 3383; Michel Berthier, RPR, 1333.
Jacques Perrot, c.s., PC, a.m., c.m., s'est retiré.

Berre-l'Étang
1. 17497: A. 36,48%; E. 10247
Georges Batiget, PS, 5214 (50,88%)
René Jassin, FN, 2522; Jean Baati, RPR, 2511.

Châteauneuf-Côte-Bleue
1. 25702: A. 36,95%; E. 15315
Henri d'Antilio, PS, d., m., 7686
(50,18%)
Raymond Lecler, c.s., RPR, Vitrolles, 4712; Eugène Boujot, FN, c.m., 2917.

La Ciotat
1. 38999: A. 35,89%; E. 23540
Francis Girard, RPR, 12202
(51,83%)
Rosy Sana, PC, c.m., 6730; Ronald Perdomo, FN, a.d., c.m. de Marseille, 4608.
Gilbert Rastoin, c.s., RPR, m. de Cassis, n.s.p.

Eygalières
1. 11899: A. 36,47%; E. 7916
Daniel Conte, c.s., PS, 4238 (53,53%)
Louis-Marie Savornin, UDF-PR, m., 2578; Bernard Melan, FN, 1100.

Istres-Nord
1. 19319: A. 35,25%; E. 11460
Louis Franchi, UDF-PR, 5391
(47,04%)
Georges Thorrand, PC, 4133; José Rodriguez, FN, c.m., 1936.

Lambesc
1. 13710: A. 31,99%; E. 8979
Gilbert Paulier, c.s., MRG, m., 3739
(44,91%)
Henri Viala, RPR, 2676; Daniel Heurtault, FN, 1319; Yvon Roche, Verts, c.m. d'Aix-en-Provence, 1245.

Marignane
1. 23307: A. 37,45%; E. 13973
Laurens Delleuil, c.s., app. UDF, m., 6519 (46,65%)
Eric Cerato, PS, c.m., 3786; Daniel Simonier, FN, c.m., 3668.

Marseille-2
1. 22608: A. 55,25%; E. 9646
Renaud Musellier, RPR, 6457
(66,93%)
Jean Roussel, c.s., FN, a.d., c.m., 3189.

Marseille-6
1. 16307: A. 31,07%; E. 7708
Marie-Louise Lota, UDF-PR, 3462
(44,91%)
Julien Rocca-Serra, PS, 2360; Jean-Pierre Blum, RPR, 1856.
Roland Blum, c.s., UDF-PR, se représente dans le canton de Marseille-10.

Marseille-7
1. 18625: A. 31,58%; E. 8390
Jean-François Mattei, c.s., UDF-PR, d., c.m., 6211 (74,02%)
Gabriel Baudry, FN, 2179.

Marseille-9
1. 14012: A. 49,43%; E. 6797
Alain Décamps, c.s., PS, 2844
(41,84%)

Paul Meffret, UDF-PR, c.m., 2011; Jean Galland, FN, 1942.

Marseille-10
1. 19674: A. 48,00%; E. 9845
Roland Blum, UDF-PR, c.s. de Marseille-6, d., c.m., 4738 (48,12%)
Michel Coullomb, c.s., PS, 3117; Jacqueline Pancrazz-Lambert, FN, 1995.

Marseille-11
1. 23814: A. 51,62%; E. 10889
Robert Villani, c.s., RPR, c.m., 4260
(40,95%)
Guy Massias, PS, adj. m., 3586; Maurice Gros, FN, 2843.

Marseille-14-B
1. 14230: A. 52,94%; E. 5407
Francis Cacciatolo, c.s., PC, 2946
(45,98%)
Gilbert Alhano, FN, 2089; Michel Bernocco, RPR, 1372.

Marseille-17
1. 31664: A. 48,71%; E. 15432
Marius Masse, c.s., PS, d., 6891
(44,65%)
René Chourau, RPR, 4378; Gilbert Victor, FN, c.m., 4165.

Marseille-19
1. 29635: A. 50,34%; E. 15120
René Dimeta, PS, a.d., adj. m., 5374
(42,30%)
Georges Grolleau, c.s., UDF-PR, 4634; Jackie-Gérard Blanc, FN, 3512.

Marseille-20-B
1. 30867: A. 47,75%; E. 15561
Guy Teissier, c.s., UDF-PR, a.d., c.m., 8937 (57,35%)
François-Xavier Giudicelli, PS, c.m., 3926; Michèle Carayon-Giacomoni, FN, 2718.

Martigues-Est
1. 20357: A. 32,15%; E. 12161
Marc Frisicano, PC, adj. m., 5036
(41,41%)
Serge Pichoulet, UDF-CDS, 3584; Gilles Bourdy, Verts, 1919; Jean-Fernand Arvanitis, FN, 1622.

Peilissanne
1. 23822: A. 34,43%; E. 14504
Jean-Pierre Magli, PS, 6761
(53,36%)
Caroline Calmel, RPR, c.m., 4896; Gérard Santa-Isabel, FN, 3247.

Les Pennes-Mirabeau
1. 26490: A. 42,79%; E. 13940
Victor Mellan, maj. p., m., 10375
(74,42%)
Damien Barlier, FN, 3565.

Peyrolles-en-Provence
1. 9735: A. 39,76%; E. 6591
Louis Philibert, c.s., PS, sén., a.prés., e.g., 3427 (51,99%)
Claude Long, RPR, m., 2077; Francis Durand, FN, 1087.

Port-Saint-Louis-du-Rhône
1. 5899: A. 14,61%; E. 4889
Philippe Calzergues, div. d., m., 2553
(52,21%)
Vincent Porelli, PC, a.d., c.m., 2336; Mireille Freichimier, c.s., PC, c.m., n.s.p.

Saint-Rémy-de-Provence
1. 16528: A. 32,49%; E. 6769
Serge Pampaloni, c.s., UDF-PR, m., 3514 (51,91%)
Hervé Cherubini, PS, c.m., 2441; Rolande Falque de Bézaure, FN, 814.

Tarascon
1. 10808: A. 30,90%; E. 7079
Thérèse Aillaud, c.s., app. UDF, m., 3753 (53,01%)
Jean-Louis Auvergne, maj. p., 2113; Aimé Thibaud, FN, 1213.

Trets
1. 15335: A. 27,62%; E. 10847
André Samat, c.s., PS, 4911 (45,27%)
Fernand Boulan, UDF-PR, 4860; Loïc de Marion, FN, 1076.

Vitrolles
1. 17800: A. 31,98%; E. 11541
Jean-Jacques Anglade, PS, m., 4713
(40,83%)
Alain Césari, FN, 4534; Robert Escande, RPR, 2294.
Raymond Lecler, c.s., RPR, s'est retiré.

CALVADOS (21 + 2)

1^{er} TOUR: 11 élus
(1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 2 UDF; 3 RPR; 2 div. d.)

La défaite de M. Carabéus, conseiller général sortant du canton de Bourguébus, et premier secrétaire de la fédération du PS, face à un candidat divers droite, a valeur de symbole. Le candidat socialiste a manifestement souffert d'un mauvais report de voix écologistes. Après avoir obtenu 15,67 % des voix au premier tour, le candidat des Verts s'était en effet retiré au dernier moment sans donner de consigne de vote. De même sur Caen-V, cant

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Saint-Flour-Sud
L. 3780; A. 37,93%; E. 2110
Pierre Jartier, UDF-PR, 2.110
(100,00%)
Saint-Mamet-la-Salvetat
L. 4604; A. 19,50%; E. 3358
Michel Lafon, div., 2.136 (60,03%)
François-Albert Chandon, div. d., 422.
André Roquier, c.s., RPR, m. n.s.r.p.

CHARENTE (18)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF-PR; 3 RPR)

La majorité RPR-UDF du conseil général rate de peu le grand objectif: elle gagne deux sièges (Angoulême-Nord et Saint-Claud), mais perd Mamon, où le sénateur Pierre Lacombe (UDF-CDS) ne se représentait pas, au bénéfice d'un candidat PS, M. Michel Boutant. L'autre sénateur de la Charente, M. Michel Alinaud (RPR), est réélu avec 10 voix d'avance seulement.

Les trois cantons d'Angoulême sont désormais à droite. Au recensement de 1982, le PS avait obtenu 10 sièges, mais M. Jean-Michel Boucheron, l'ancien maire socialiste de la ville, député (app. PS) qui au PC, il est désormais privé de son dernier siège au conseil général avec la défaite du candidat sortant réformateur M. Michel Baral, contre M. Bernard Gras (UDF), à Saint-Claud.

NOUVEAU CONSEIL: - 1 ex-PC; 8 PS; 1 UDF-rad; 4 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 UDF; 11 RPR; 7 div. d.
(Prés.: M. Pierre-Rémy Housin, RPR, d. m. de Baignes)

Angoulême-Est
L. 7808; A. 48,77%; E. 3669
Jacques Ratier, c.s., RPR, adj. m., 2.127 (57,97%)
René Prévaut, PS, 1.542.

Angoulême-Ouest
L. 9778; A. 46,34%; E. 4794
Patrick Gérard, UDF-CDS, 3.445 (71,86%)
Kader Bouazza, PS, 1.349.
Pierre Jabat, c.s., RPR, n.s.r.p.

Angoulême-Nord
L. 9041; A. 46,69%; E. 4538
Bernard Vergès, RPR, adj. m., 2.720 (59,93%)
Jean-Pierre Binoet, PS, a.m., 1.818.
Jacques Tréger, c.s., PS, n.s.r.p.

Angoulême-Sud
L. 9010; A. 48,00%; E. 2896
André Renouard, c.s., MRG, adj. m., 1.746 (60,29%)
Bernard Charrier, RPR, 1.150.

La Rochelle-1
L. 6010; A. 48,00%; E. 2896
André Renouard, c.s., MRG, adj. m., 1.746 (60,29%)
Bernard Charrier, RPR, 1.150.

La Rochelle-2
L. 5371; A. 51,23%; E. 2422
François Jaume, c.s., RPR, 1.289 (53,22%)
Jean-Pierre Chantecaille, maj. p., c.m., 1.133.

La Rochelle-3
L. 5371; A. 51,23%; E. 2422
François Jaume, c.s., RPR, 1.289 (53,22%)
Jean-Pierre Chantecaille, maj. p., c.m., 1.133.

La Rochelle-4
L. 8159; A. 45,01%; E. 4258
Jean Harol, c.s., RPR, 2.803 (63,82%)
Pierre-Emmanuel Henoceresse, PS, 1.455.

La Rochelle-5
L. 9930; A. 37,43%; E. 5915
Jack Proust, MRG, 3.320 (56,12%)
Marie-Joseph Veyrac, c.s., RPR, 2.595.

La Rochelle-6
L. 6726; A. 49,12%; E. 3153
Maxime Bono, PS, 1.719 (54,51%)
Pierre Garang, c.s., RPR, 1.434.

Royan-Est
L. 12726; A. 45,74%; E. 6006
Dominique Bussereau, c.s., UDF-PR, adj. m., 4.374 (72,82%)
Gérard Berland, div. d., 1.632.

Royan-Ouest
L. 13013; A. 46,03%; E. 5903
Michel Servit, RPR, 3.392 (57,41%)
Henri Le Gues, div. d., c.m., 2.516.
Jean-Noël de Lipkowski, c.s., RPR, a.m., a.m., n.s.r.p.

Saint-Jean-d'Angély
L. 12284; A. 36,73%; E. 7102
Claude Tatin, PS, m., 3.801 (53,52%)
Ivan Chau de Limar, c.s., RPR, 3.301.

Saint-Martin-de-Ré
L. 7343; A. 32,16%; E. 4597
Léon Geodre, c.s., RPR, 2.351 (51,14%)
Alain Mercier, MRG, 2.246.

Saintes-Ouest
L. 10367; A. 41,26%; E. 5642
Alain Bougeret, c.s., UDF-rad, 3.373 (59,78%)
Jean-Marie Lonceint, maj. p., 2.269.

Saintes
L. 10351; A. 32,54%; E. 6439
André Brilouet, c.s., RPR, 4.134 (64,20%)
Henri-Georges Dubois, PS, m., 2.305.

Surgères
L. 9817; A. 33,37%; E. 5816
Jean-Cy Branger, c.s., UDF, d. m., 3.165 (54,41%)
Gérard Desprez, div. d., 2.636;
Daniel Milano, PS, 15.

M. Pierre Delaproyronne (RPR) laisse de justesse sa place à son adversaire socialiste, M. Guy Mouillot, et à Saint-Jean-d'Angély M. Ivan Chau de Limar (RPR) cède son siège à M. Claude Tatin (PS), son adversaire déjà victorieux aux élections municipales de 1989.

NOUVEAU CONSEIL: - 12 PS; 6 MRG; 1 ex-MRG; 1 maj. p.; 2 div. g.; 2 UDF-rad; 2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 UDF; 12 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 10 PS; 5 MRG; 1 ex-MRG; 3 div. g.; 2 UDF-rad; 2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 3 UDF; 15 RPR; 8 div. d.
(Prés.: M. François Blaizot, UDF-CDS, sén.)

Aligreuil-d'Amis
L. 6715; A. 37,88%; E. 3870
Bernard Morebaud, maj. p., 1.996 (51,57%)
Claude Proust, div. d., 1.874.
Jany Moine, c.s., div. g., a.sén., après. e.g., n.s.r.p.

Burie
L. 4627; A. 33,08%; E. 2958
Michel Cheneau, c.s., PS, 1.812 (61,25%)
Yanoick Chartier, UDF-PR, 1.146.

Marnas
L. 6640; A. 39,90%; E. 3677
Bernard Bouchereau, c.s., div. d., 1.228 (57,87%)
Guy Jardonnet, div. g., 1.549.

Marennes
L. 8871; A. 39,08%; E. 5005
Pierre-Jean Hay, c.s., RPR, 2.737 (54,68%)
Roger Hattab, div. d., 2.268.

Montendre
L. 4810; A. 25,73%; E. 3403
Claude Augier, c.s., div. d., 1.710 (50,24%)
Bernard Lalande, PS, 1.693.

Pons
L. 8778; A. 31,69%; E. 5567
Guy Mouillot, PS, 2.803 (50,35%)
Pierre Delaproyronne, c.s., RPR, 2.764.

Rochefort-Nord
L. 8152; A. 44,52%; E. 4182
André Tessier, c.s., RPR, adj. m., 2.439 (58,32%)
Michel Fort, PS, 1.743.

Rochefort-Sud
L. 8859; A. 52,06%; E. 2810
Michel Caoudu, c.s., UDF, adj. m., 2.238 (79,64%)
Michel Gauthier, FN, 572.

La Rochelle-1
L. 6010; A. 48,00%; E. 2896
André Renouard, c.s., MRG, adj. m., 1.746 (60,29%)
Bernard Charrier, RPR, 1.150.

La Rochelle-2
L. 5371; A. 51,23%; E. 2422
François Jaume, c.s., RPR, 1.289 (53,22%)
Jean-Pierre Chantecaille, maj. p., c.m., 1.133.

La Rochelle-3
L. 5371; A. 51,23%; E. 2422
François Jaume, c.s., RPR, 1.289 (53,22%)
Jean-Pierre Chantecaille, maj. p., c.m., 1.133.

La Rochelle-4
L. 8159; A. 45,01%; E. 4258
Jean Harol, c.s., RPR, 2.803 (63,82%)
Pierre-Emmanuel Henoceresse, PS, 1.455.

La Rochelle-5
L. 9930; A. 37,43%; E. 5915
Jack Proust, MRG, 3.320 (56,12%)
Marie-Joseph Veyrac, c.s., RPR, 2.595.

La Rochelle-6
L. 6726; A. 49,12%; E. 3153
Maxime Bono, PS, 1.719 (54,51%)
Pierre Garang, c.s., RPR, 1.434.

Royan-Est
L. 12726; A. 45,74%; E. 6006
Dominique Bussereau, c.s., UDF-PR, adj. m., 4.374 (72,82%)
Gérard Berland, div. d., 1.632.

Royan-Ouest
L. 13013; A. 46,03%; E. 5903
Michel Servit, RPR, 3.392 (57,41%)
Henri Le Gues, div. d., c.m., 2.516.
Jean-Noël de Lipkowski, c.s., RPR, a.m., a.m., n.s.r.p.

Saint-Jean-d'Angély
L. 12284; A. 36,73%; E. 7102
Claude Tatin, PS, m., 3.801 (53,52%)
Ivan Chau de Limar, c.s., RPR, 3.301.

Saint-Martin-de-Ré
L. 7343; A. 32,16%; E. 4597
Léon Geodre, c.s., RPR, 2.351 (51,14%)
Alain Mercier, MRG, 2.246.

Saintes-Ouest
L. 10367; A. 41,26%; E. 5642
Alain Bougeret, c.s., UDF-rad, 3.373 (59,78%)
Jean-Marie Lonceint, maj. p., 2.269.

Saintes
L. 10351; A. 32,54%; E. 6439
André Brilouet, c.s., RPR, 4.134 (64,20%)
Henri-Georges Dubois, PS, m., 2.305.

Surgères
L. 9817; A. 33,37%; E. 5816
Jean-Cy Branger, c.s., UDF, d. m., 3.165 (54,41%)
Gérard Desprez, div. d., 2.636;
Daniel Milano, PS, 15.

CHER (18)

1^{er} TOUR: 4 élus
(1 UDF-PR; 1 RPR; 2 div. d.)

La surprise vient d'Argent-sur-Sauldre, où le conseiller sortant, M. Boivilliers (RPR), ancien député, est battu par le maire socialiste âgé de quarante ans, M. Patrick Sende. Le PC, lui, s'en va juste un siège, à Charost, avec M. Roger Jacquet et en perd deux à Vierzon, où les conseillers sortants ne se représentaient pas. Vierzon-1 revient au maire de la ville, M. Jean Rousseau (GE) et Vierzon-2 à son premier adjoint, M. Albizzati (div. d.).

A droite, M. Serge Vinçon, sénateur RPR, l'emporte à Saint-Amand-Montrond contre le conseiller sortant, M. Gourier (div. d.), tandis qu'à Levoy le sortant, M. Signargou (div. d.), est réélu grâce à une triangulaire. Dans le quatrième canton de Bourges, M. Jean-François Deniau (UDF-PR) obtient, avec plus de 64 % des suffrages, un score qui dépasse tous les précédents; et dans le cinquième canton M. Camille Michel (UDF) conserve un siège qui semblait menacé.

NOUVEAU CONSEIL: - 8 PC; 1 PS; 1 app. PS; 2 GE; 4 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 15 div. d.

CONSEIL SORTANT: 10 PC; 1 app. PS; 1 GE; 4 UDF-PR; 1 UDF; 3 RPR; 15 div. d.
(Prés.: M. Jean-François Deniau, UDF-PR, d. a.m.)

Argent-sur-Sauldre
L. 4221; A. 28,00%; E. 2934
Patrick Sende, PS, m., 1.531 (52,18%)
Jean Boivilliers, c.s., RPR, a.d., 1.403.

Bourges-1
L. 6101; A. 34,56%; E. 3651
Michel Renoux, c.s., div. d., m., 2.159 (50,15%)
Denis Durand, PS, 1.492.

Bourges-2
L. 10569; A. 46,18%; E. 5349
Jean-François Deniau, c.s., UDF-PR, 3.462 (64,72%)
Daniel Robin, PC, adj. m., 1.887.

Bourges-3
L. 7376; A. 45,91%; E. 3684
Camille Michel, c.s., UDF, 1.937 (52,57%)
Gilbert Camuzat, PC, adj. m., 1.747.

La Chapelle-d'Angillon
L. 12123; A. 29,81%; E. 1306
Pierre Heulcin, c.s., div. d., 966 (73,96%)
Claire Millieroux, PC, 340.

Chargement-de-Cher
L. 3037; A. 36,12%; E. 1837
Philippe de Bonneval, c.s., RPR, 1.199 (65,41%)
Gaston Bouillon, PC, 634.

Charost
L. 9818; A. 33,38%; E. 6295
Roger Jacquet, c.s., PC, 2.367 (57,60%)
Jean Balon, UDF-PR, m., 2.248;
Gérard Bruant, PS, 1.680.

Levay
L. 6448; A. 32,52%; E. 4133
Pierre Signargou, c.s., div. d., 1.896
Jean-Marie Truchot, PC, 1.290;
Pierre Magnoux, div. g., 947.

Lignières
L. 3408; A. 31,42%; E. 2170
Pierre Roumet, c.s., div. d., 1.422 (65,52%)
Jean Soudat, PS, 748.

Saint-Amand-Montrond
L. 12981; A. 37,94%; E. 7114
Serge Vinçon, RPR, sén., m., 4.106 (57,71%)
Pierre Gourier, c.s., div. d., 3.008.

Saucois
L. 4345; A. 30,21%; E. 2866
Pierre Caldi, c.s., div. d., a.m., 1.843 (64,30%)
Jean Saurin, div. d., m., 1.023.

Vailly-sur-Sauldre
L. 3207; A. 27,25%; E. 2222
Pierre Rabioeau, c.s., app. PS, 1.508 (67,86%)
Henry Doucet, UDF, m., 714.

Vierzon-1
L. 12063; A. 42,37%; E. 6421
Jean Rousseau, GE, a.d., m., 3.764 (58,62%)
Michel Sansu, PC, 2.657.
Fernand Micouard, c.s., PC, a.m., n.s.r.p.

Vierzon-2
L. 14913; A. 41,12%; E. 8057
Max Albizzati, div. d., 4.574 (56,77%)
François Dumon, PC, 3.483.
Roger Cudon, c.s., PC, n.s.r.p.

CORRÈZE (19)

1^{er} TOUR: 8 élus
(7 RPR; 1 div. d.)

La gauche a perdu trois sièges: deux pour le PS pour le PC, M. Jean-Claude Cassaigne (PS) sur Brive-Nord-Ouest, conseiller sortant qui était en ballottage favorable, a été victime d'une abstention plus forte qu'au premier tour qui a permis à M. Jean-Michel Delsart (UDF-PR) de le battre. A Lapeyrou, la triangulaire imposée par un candidat indépendant, M. Michel Comte, a empêché M. Jacques Calmon (PS) d'obtenir un siège dans un canton traditionnellement à gauche. A Juillac, où le conseiller sortant, communiste, M. Fernand Crouzet, ne se représentait pas, le candidat socialiste, M. Jean-Claude Yardin, a été victime d'un mauvais report des voix de l'ancien maire de la ville, M. François Dancat (div. g.).

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 2 PS; 1 UDF-PR; 1 UDF-PR; 28 RPR; 1 div. d.

CONSEIL SORTANT: 5 PC; 4 PS; 1 UDF-PR; 25 RPR; 2 div. d.
(Prés.: M. Charles Ceyrac, RPR, m. de Colonges-la-Rouge)

Argentat
L. 5325; A. 16,74%; E. 4466
Pierre Celles, c.s., RPR, a.m., 2.235 (50,04%)
René Teulade, PS, m., 2.231.

Beaulieu-sur-Dordogne
L. 3509; A. 17,69%; E. 2743
Michel Sapin, RPR, 1.549 (56,47%)
Paulette Legrand, PS, m., 1.194.
René Malmaret, c.s., RPR, n.s.r.p.

Brive-Centre
L. 5570; A. 49,92%; E. 2233
Benoît Morat, RPR, 2.233 (100,00%)
Odette Neuville, c.s., div. d., adj. m., s'est retiré.

Brive-Nord-Ouest
L. 7241; A. 37,72%; E. 4072
Jean-Michel Delsart, UDF-PR, 2.102 (51,67%)
Jean-Claude Cassaigne, c.s., PS, 1.970.

Bugat
L. 2376; A. 12,75%; E. 2026
Christian Audouin, c.s., PC, 1.053 (51,97%)
Gérard Nony, RPR, 973.

Donzac
L. 7475; A. 23,39%; E. 5309
Charles Morand, RPR, m., 2.842 (53,53%)
Gérard Froty, PS, 2.467.
Roger Layrol, c.s., RPR, n.s.r.p.

Juillac
L. 4133; A. 16,47%; E. 3261
Aloïse Champagne, RPR, 1.761 (54,00%)
Jean-Claude Yardin, PS, 1.500.
Jean Crouzet, c.s., PC, n.s.r.p.

Lapeyrou
L. 1852; A. 17,65%; E. 1492
Bertrand Chassagnard, RPR, 639 (42,82%)
Jacques Calmon, PS, 485; Michel Comte, div. d., 368.
Yvon Gouraud, c.s., PS, n.s.r.p.

Malemort-sur-Corrèze
L. 9285; A. 28,62%; E. 5958
Daniel Bourzat, c.s., RPR, 3.926 (65,89%)
Robert Fénalva, PS, 2.032.

Nervic
L. 3389; A. 18,61%; E. 2684
Raymond Chammel, c.s., RPR, 1.364 (50,81%)
Henry Roy, PS, 1.320.

Uzerche
L. 6166; A. 22,89%; E. 4338
Valentin Larivière, c.s., RPR, 2.502 (57,67%)
Jean-Louis Chastanet, PC, 1.836.

CORSE-DU-SUD (11)

1^{er} TOUR: 3 élus
(1 UDF-PR; 1 CN; 1 div. d.)

En apparence, le conseil général n'a pas subi de changement. Si l'on s'en tient strictement aux résultats, un seul élu sortant n'a pas été réélu. Il s'agit de M. Pierre Forti (div. d.), qui avait reconquis le poste de conseiller au second tour dans le canton de Bastelica. Il a été remplacé par M. Paul Pellegrinetti (div. g.), maire d'Ecce-Suarella.

Cette stabilité électorale pourrait néanmoins se traduire dans les mêmes termes lors de l'élection du président du conseil général. Ainsi les observateurs n'ont pas que des « régimes de comptes » survenant dans le lancée des élections territoriales. Le président du conseil général sortant, M. José Rossi (UDF-PR), qui a été réélu dans une quadrangulaire où ses adversaires réunis l'ont devancé de 428 voix, pourrait en effet être mis en difficulté par une coalition d'élus RPR, divers droite et centre gauche.

NOUVEAU CONSEIL: - 1 PC; 1 PC diss.; 2 PS; 4 MRG; 1 div. g.; 3 UDF-PR; 3 RPR; 2 CN; 5 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 PC diss.; 2 PS; 4 MRG; 3 UDF-PR; 3 RPR; 2 CN; 6 div. d.
(Prés.: M. José Rossi, UDF-PR, d. m. de Grasse-Frignas)

Ajaccio-1
L. 4870; A. 17,10%; E. 3680
Raphaël Baldocchi, c.s., div. d., adj. m., 1.339 (36,38%)
Edouard Cottol, RPR, adj. m., 885;
Jacques Cassanara, PS, 585.

Ajaccio-3
L. 3534; A. 17,24%; E. 2632
Marc Marangelli, c.s., div. d., adj. m., 1.162 (44,14%)
Edouard Cottol, RPR, adj. m., 885;
Jacques Cassanara, PS, 585.

Ajaccio-4
L. 2494; A. 16,72%; E. 1914
José Rossi, c.s., UDF-PR, prés. c.s., 743 (38,81%)
Alain Orsini, MPA, 459; Dominique Giovannangeli, PC, 363; Michel Teramorsi, FN, 349.

Ajaccio-5
L. 3521; A. 15,39%; E. 2757
Paul Borelli, c.s., PC, 1.118 (40,55%)
Jacques Tomasi, UDF, 888; Gilbert Cassanara, MPA, 751.

Bastelica

L. 1900; A. 13,31%; E. 1548
Paul Pellegrinetti, div. g., 816 (52,71%)
François Tédori, div. d., 732.
Pierre Forti, c.s., div. d., m., s'est retiré.

Les Deux-Sevi
L. 2371; A. 18,55%; E. 1826
Nicolas Alfonsi, c.s., MRG, a.d., 1.002 (54,87%)
Charles Zanetti, div. d., 536; Guillaume Leca, div. g., 288.

Olmeto
L. 3054; A. 15,68%; E. 2466
Charles Cesari, c.s., MRG, 1.401 (56,81%)
Jean-Dominique Pianelli, div., 1.065.

Porto-Vecchio
L. 6638; A. 18,84%; E. 5654
Camille de Rocca Serra, c.s., RPR, 2.954 (52,24%)
Denis de Rocca Serra, div. d., 2.700.

HAUTE-CORSE (14)

1^{er} TOUR: 1 élu
(1 MRG)

La nouvelle répartition des trente sièges de l'assemblée départementale donne la majorité arithmétique à la droite, qui y occupe désormais dix-huit sièges contre douze à la gauche. Pour autant, le président sortant, M. François Giacobbi (MRG), pourrait retrouver son fauteuil grâce aux voix de certains élus du RPR et de l'UDF. Ce transfert de suffrages de la droite à la gauche départementale serait accompagné d'un accord RPR-MRG en vue de l'élection du prochain exécutif territorial.

NOUVEAU CONSEIL: - 1 ex-PC; 2 PS; 8 MRG; 1 div. g.; 1 UDF-PR; 1 UDF; 12 RPR; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 ex-PC; 1 PS; 12 MRG; 1 div. g.; 1 UDF-PR; 1 UDF; 10 RPR; 3 div. d.
(Prés.: M. François Giacobbi, MRG, sén.)

Bastia-1
L. 3029; A. 10,26%; E. 2573
Jean Zuccarelli, c.s., MRG, a.d., m., 1.019 (39,60%)
Henri Thiers, div. d., 977; Michel Castellani, CN, 577.

Bastia-3
L. 822; A. 8,27%; E. 707
Jacques Pasquini, RPR, 371 (52,47%)
Jean-Pierre Fusella, PC, 336.
Auguste Poggi, c.s., MRG, n.s.r.p.

Belgodère
L. 3014; A. 14,10%; E. 2416
Paul Patriarche, c.s., RPR, 1.337 (55,33%)
Jean-Claude Robert, c.s., PS, m., 3.171 (52,94%)
Jean-Marie Ponsot, div. d., 2.818.

Campoloro-di-Moriani
L. 3618; A. 17,27%; E. 2850
Jean-Claude Bonaccorsi, c.s., RPR, 1.429 (50,14%)
Jean-Claude Dominici, div. g., 826;
Jean Géronimi, CN, 595.

LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS

FINISTÈRE
(20 + 8)

tion départementale gagne deux sièges, mais perd son siège de Matignon, où M. Yves Sabouret, ancien PDG de la Cinq, est battu de cinq voix par une jeune candidate socialiste, M^{me} Tillon. Avec elle, une seconde femme, M^{me} Nicolas (PC), fait son entrée au conseil général.

NOUVEAU CONSEIL - 9 PC; 20 PS; 1 app. PS; 4 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 5 UDF; 2 RPR; 1 RPR diss.; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT - 9 PC; 22 PS; 4 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 3 UDF; 1 RPR; 7 div. d. et un siège vacant à la suite du décès d'un PS. (Prés.: M. Charles Josselin, PS, d. m. de Pleslin-Trigavou, a.s.c.e.)

Bourbric
1. 3694; A. 17,83%; E. 2953
Yannick Botrel, PS, 1506 (50,99%)
ÉLU.

Robert Jan, div. d., 1447
Louis Bourges, div. d., n.s.r.p.

Châteauneuf
1. 5440; A. 31,08%; E. 1934
Yves Le Coq, c.s., UDF, 1934 (100,00%)
ÉLU.

Cortay
1. 2750; A. 17,38%; E. 2222
Christian Le Rigulier, c.s., div. d., 1105 (49,72%)
ÉLU.
Maurice Le Gallic, div. d., 572; Gilbert Le Roy, PS, 545.

Dinan-Ouest
1. 15982; A. 32,69%; E. 9951
André Grignon, c.s., UDF-CDS, 5099 (51,24%)
ÉLU.
René Regnaud, PS, sén., 4852.

Évran
1. 4503; A. 24,62%; E. 3296
Francis Reynes, RPR diss., 1655 (50,21%)
ÉLU.
Robert Nogués, c.s., PS, 1641.

Jugon-les-Lacs
1. 5351; A. 40,19%; E. 2539
Claudy Lebreton, PS, 2539 (100,00%)
ÉLU.
Fernand Hannon, c.s., PS, m. n.s.r.p.

Langueux
1. 14791; A. 29,90%; E. 9750
Michel Lesage, c.s., PS, m., 5057 (51,86%)
ÉLU.
Rémy Deniel, div. d., c.m., 4693.

Loudéac
1. 11078; A. 24,86%; E. 7957
Pierre Etienne, div. d., c.m., 4383 (55,08%)
ÉLU.
Didier Chouat, c.s., PS, d. m., 3574.

Maël-Carhaix
1. 4493; A. 21,81%; E. 3352
Auguste Le Coët, c.s., PC, m., 1809 (53,96%)
ÉLU.
Pierre Lemoine, div. d., 1543.

Matignon
1. 10242; A. 27,58%; E. 7031
Marie-Hélène Tillon, PS, 3518 (50,03%)
ÉLU.
Yves Sabouret, c.s., UDF, 3513.

Palmpol
1. 15027; A. 31,22%; E. 10000
Jean-Claude Vitel, UDF, 5725 (57,25%)
ÉLU.
Louis Conan, c.s., PS, c.m., 4275.

Perros-Guirec
1. 19604; A. 34,89%; E. 12043
Léon Le Merdy, c.s., UDF, adj., m., 6552 (54,40%)
ÉLU.
Pierick Perrin, PS, 5491.

Plérin
1. 13048; A. 37,42%; E. 7847
Louis Auffray, c.s., UDF, 4348 (55,40%)
ÉLU.
Paule Quémener, PS, 3499.

Pléstin-Grèves
1. 7438; A. 16,10%; E. 5965
André Cresseveur, RPR, 3214 (53,88%)
ÉLU.
Roger Rioual, c.s., PC, m., 2751.

Plouzané
1. 4194; A. 25,15%; E. 3010
Jean-Pierre Le Goux, div. d., 1768 (58,73%)
ÉLU.
Yves Bieuvre, maj. p., 1242.
Pierre de Caudean, c.s., div. d., n.s.r.p.

Plouha
1. 5230; A. 24,85%; E. 3793
Jean Derrien, c.s., PS, m., 2055 (54,17%)
ÉLU.
Jean-Claude Le Guen, UDF-CDS, c.s., 1738.

Rostrenen
1. 7172; A. 18,19%; E. 5380
Pierre Le Goux, div. d., 3108 (55,63%)
ÉLU.
Emile Radenac, c.s., div. d., m., n.s.r.p.

Saint-Brieuc-Ouest
1. 11292; A. 39,35%; E. 6388
Bruno Joneau, c.s., UDF-PR, c.m., 3102 (47,08%)
ÉLU.
Michel Brémont, PS, c.m., 2314; Jacques Mangold, Verts, c.m., 1172.

Saint-Nicolas-du-Pélem
1. 3388; A. 18,89%; E. 2798
Léa Nicolas, PC, 1406 (50,25%)
ÉLU.
Yves Le Rudulier, c.s., div. d., 1392.

CREUSE (13)

1^{er} TOUR: 3 élus
(2 PS; 1 RPR)

Le département confirme son ancrage à gauche, en renforçant même sa majorité socialiste. Alors que certains de ses élus paraissent menacés, le PS reconquiert un siège, celui d'Auzances. Le succès de la gauche doit cependant être atténué si son ancien compte de l'étranger des scores obtiens par certains élus

socialistes : le président du conseil général sortant, M. Michel Moreigne l'emporte de 5 voix seulement à Bellegarde-en-Marche contre son adversaire divers droite, M. Jean-Pierre Chateignier. A Saint-Sulpice-les-Champs, M. Thierry Chaudronnagor, n'est élu qu'avec 26 voix d'avance et M. Bernard Laborde, à Royère-de-Vassivière, ne l'emporte que de 39 suffrages. Ces élections risquent de laisser des traces sur le report à gauche s'est plutôt mal effectué, sauf dans les cantons de Chambon et de Châtellus.

NOUVEAU CONSEIL - 1 ex-PC; 13 PS; 2 div. g.; 1 UDF-PSD; 1 UDF-PR; 4 RPR; 3 app. RPR; 2 div. d.

CONSEIL SORTANT : 1 ex-PC; 12 PS; 1 div. g.; 1 UDF-PSD; 1 UDF-PR; 4 RPR; 3 app. RPR; 4 div. d. (Prés.: M. Michel Moreigne, PS, sén. m. de Luperon).

Abusson
1. 5830; A. 30,58%; E. 3814
Jean Mazetier, c.s., UDF-PR, c.m., 2043 (53,56%)
ÉLU.
Henri Dubreuil, maj. p., 1771.

Bellegarde-en-Marche
1. 5771; A. 24,30%; E. 1869
Michel Moreigne, c.s., PS, prés. c.s., 937 (50,13%)
ÉLU.
Jean-Pierre Chateignier, div. d., sout. UDF, 932.

Bonnat
1. 5145; A. 29,36%; E. 3488
Jean Commergnat, div., 1466 (42,02%)
ÉLU.
René Le Calgac, c.s., div. d., c.m., 1041; Gilles Gaudon, maj. p., 981.

Bourgnon
1. 5342; A. 33,38%; E. 3878
Alain Gouzes, PS, m., 2009 (51,80%)
ÉLU.

Chambon-sur-Voueize
1. 4755; A. 21,52%; E. 2617
Jean Nicolaop, c.s., RPR, 1344 (51,33%)
ÉLU.
Marie-Thérèse Pelletier, maj. p., 1273.

Châtellus-Malvalaix
1. 3718; A. 32,14%; E. 2194
Gérard Gaudin, c.s., div. d., sout. UDF, m., 1352 (56,47%)
ÉLU.
Michel Boissil, PC, 1042.

Genioux-Pigerolles
1. 4429; A. 34,14%; E. 861
Pierre Laurent, c.s., PS, 622 (72,24%)
ÉLU.
François Christin, RPR, 239.

Guéret-Sud-Est
1. 5077; A. 30,07%; E. 3297
Jacques Viennois, c.s., RPR, c.m., 1811 (49,29%)
ÉLU.
Henri Goumy, PS, 1486.

Royère-de-Vassivière
1. 1840; A. 26,90%; E. 1287
Bernard Laborde, PS, 663 (51,51%)
ÉLU.
Roland Peix, RPR, sout. UDF, 624.

Saint-Sulpice-les-Champs
1. 1912; A. 30,50%; E. 1464
Thierry Chaudronnagor, c.s., PS, 745 (50,88%)
ÉLU.
Michel Bonnaud, div. d., 719.

DORDOGNE (26)

1^{er} TOUR: 9 élus
(1 PC; 1 PS; 2 MRG; 1 UDF-rad; 1 RPR; 3 div. d.)

Historique : pour la première fois depuis le début du siècle, le conseil général sera dirigé par une majorité de droite. L'opposition décline désormais vingt-cinq des cinquante sièges de conseillers généraux au lieu de vingt-quatre précédemment. La gauche, qui conservait toutes ses chances à l'issue du premier tour, a été victime de très mauvais reports de voix entre le PC et le PS qui lui ont fait perdre les cantons de Lanouaille, Jumièges-le-Grand et Sarlat. M. Bernard Bioulac, président sortant, a conservé de justesse son siège.

La gauche subit tout particulièrement une déroute dans le Bergeracois. M. Michel Suchod, député PS, est battu à Lalinde, et les deux cantons de Bergeraco passent à droite. Dans cette ville, les électeurs semblent avoir réagi au plan de licenciement actuellement en cours à la fabrique de poudre. A Bergeraco-I, M. Christophe Manet (PS), fils de M. Michel Manet, sénateur (PS) et maire de la ville, dont le nom est associé au plan de licenciement, est battu sévèrement par la candidate UDF, M^{me} Catherine Tressac.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 16 PS; 1 app. PS; 2 RG; 2 UDF-rad; 1 UDF-PR; 1 UDF; 12 RPR; 1 app. RPR; 9 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT : 4 PC; 19 PS; 1 app. PS; 2 MRG; 2 UDF-rad; 1 UDF-PR; 1 UDF; 11 RPR; 1 app. RPR; 8 div. d. (Prés.: M. Bernard Bioulac, PS, d. m. de Saint-Barthélemy-de-Bussière).

Beaumont
1. 2840; A. 19,21%; E. 2138
Paul Testut, c.s., PS, m., 1263 (59,07%)
ÉLU.
Jacques Dutoir, div. d., 875.

Bergerac-1
1. 15089; A. 29,14%; E. 9448
Katherine Traissac, UDF, 6312 (66,84%)
ÉLU.
Christophe Manet, c.s., PS, 3131.

Bergerac-2
1. 10942; A. 26,84%; E. 7357
Daniel Garrigue, RPR, 3792 (51,54%)
ÉLU.
Jean Chagneau, c.s., PS, 3565.

Bussière-Badil
1. 3335; A. 15,78%; E. 2863
Bernard Bioulac, c.s., PS, 1472 (51,41%)
ÉLU.
Frédéric de Saint-Sernin, RPR, 1391.

La Force
1. 7742; A. 26,00%; E. 5330
François Lasternas, c.s., PS, 3042 (57,07%)
ÉLU.
Jean-Paul Chame, div. d., 2288.

Jumièges-le-Grand
1. 4500; A. 15,37%; E. 3654
Jean-Noël Laleu, c.s., RPR, 1957 (53,55%)
ÉLU.
Guy Besse, PC, 1697.

Lalinde
1. 6522; A. 19,51%; E. 4937
Philippe Dureuilh, div. d., 2542 (51,48%)
ÉLU.
Michel Suchod, c.s., PS, d., 2395.

Lanouaille
1. 5110; A. 16,00%; E. 4007
Jane Latasse, c.s., div. d., 2045 (51,03%)
ÉLU.
Jean-Michel Lamassie, div. g., 1962.

Montagnier
1. 3821; A. 14,08%; E. 3193
Michel Debet, PS, 1659 (51,95%)
ÉLU.
Henri Lacour, c.s., div. d., 1534.

Montignac
1. 6642; A. 23,27%; E. 4721
Jean Burg, c.s., PS, 2764 (58,54%)
ÉLU.
Guy Berbeson, RPR, 1957.

Montpon-Ménestéral
1. 8007; A. 24,29%; E. 3614
Jean-Claude Grégoire, div., 3060 (54,50%)
ÉLU.
Pierre Faure, RPR, m., 2554.
Jean Lavita, c.s., RPR, n.s.r.p.

Pérignac-Nord-Est
1. 12399; A. 26,42%; E. 8604
Francis Colbac, PC, 4329 (50,31%)
ÉLU.
Michel Lopez, c.s., RPR, adj. m., 4275.

Pérignac-Ouest
1. 14582; A. 30,72%; E. 9148
Michel Dasseux, c.s., PS, 5355 (58,53%)
ÉLU.
Alain-Pierre Cebanne, UDF-CDS, adj. m., 3793.

Salignac-Eygues
1. 2956; A. 15,56%; E. 3392
Serge Laval, RPR, 1297 (54,22%)
ÉLU.
Gilbert Fournier, c.s., PS, 1095.

Sarlat-la-Canéda
1. 11401; A. 21,83%; E. 8338
Jean-Jacques de Peretti, RPR, m., 4418 (51,74%)
ÉLU.
Louis Delmon, c.s., PC, a.m., 4120.

Savignac-Églises
1. 6427; A. 16,88%; E. 3114
Georges Delbigot, div. d., 2652 (51,85%)
ÉLU.
Ginette Rebère, c.s., PS, 2462.

Sigoul
1. 6200; A. 26,51%; E. 4334
Michel Bourgeois, c.s., app. PS, 2384 (55,13%)
ÉLU.
Jean-Pierre Peyrebrune, div. d., sout. UDF, 1940.

DOUBS (18)

1^{er} TOUR: 8 élus
(2 UDF-PR; 1 UDF; 1 app. UDF; 4 RPR)

La répartition des sièges entre gauche et droite est stable, les changements intervenus se neutralisant. Si le PS conserve le canton de Quingey à M. Jean Vercellotti (app. RPR), il perd celui de Pont-de-Roide au profit du RPR. Le président sortant, M. Georges Gruillot (RPR), réélu au premier tour, devrait donc démissionner de vingt-cinq voix contre dix. Il pourrait même compter sur une vingt-cinquième voix, celle de M. Roland Genin (ex-PS), qui dans le canton de Rougemont, a bénéficié de soutiens à droite comme à gauche, ayant déjà par le passé voté avec la droite.

NOUVEAU CONSEIL - 1 ADS; 8 PS; 1 ex-PS; 1 UDF-rad; 2 UDF-PR; 4 UDF; 2 app. UDF; 13 RPR; 3 div. d.

CONSEIL SORTANT : 1 ADS; 8 PS; 1 ex-PS; 1 UDF-rad; 1 UDF-PR; 4 UDF; 1 app. UDF; 12 RPR; 1 app. RPR; 5 div. d. (Prés.: M. Georges Gruillot, RPR, sén. m. de Vercet-Ville-dieu-la-Camp).

Besançon-Nord-Ouest
1. 7393; A. 42,39%; E. 4092
Constant Verdort, c.s., RPR, 2177 (53,20%)
ÉLU.
Jean Mille, PS, c.m., 1915.

Besançon-Ouest
1. 11599; A. 41,19%; E. 6303
Michel Vialatte, RPR, c.m., 3516 (55,78%)
ÉLU.
Yves-Michel Dahoui, PS, c.m., 2787.
Michel Helvas, c.s., div. d., n.s.r.p.

Étupes
1. 9209; A. 33,76%; E. 5683
Jean Geney, c.s., RPR, m., 3366 (59,22%)
ÉLU.
Jacques Cointet, PS, 2317.

Montbéliard-Est
1. 16213; A. 45,74%; E. 8010
Monique Roussou, RPR, adj. m., 4524 (56,47%)
ÉLU.
Yves Bessero, c.s., 3486.
Gérard Kuster, c.s., RPR, a.d. n.s.r.p.

Montbéliard-Ouest
1. 11932; A. 37,33%; E. 7013
Jacques Vernier, c.s., RPR, 3391 (48,35%)
ÉLU.

Etienne Banet, PS, 2173; Pierre Hélias, Verts, 1449.

Ornans
1. 7356; A. 23,00%; E. 5409
Marc Chapelain, c.s., PS, m., 2772 (51,24%)
ÉLU.
Marcel Bouverot, div. d., sout. UDF, 2637.

Pont-de-Roide
1. 9937; A. 25,44%; E. 7032
Louis Cudrio, RPR, c.m., 3928 (55,85%)
ÉLU.
Michel Tarrainbergue, c.s., PS, m., 3104.

Quingey
1. 5676; A. 22,19%; E. 4208
Jacques Breuil, PS, m., 2273 (54,01%)
ÉLU.
Jean Vercellotti, c.s., app. RPR, c.m., 1935.

Rougemont
1. 2975; A. 18,62%; E. 2292
Roland Genin, c.s., ex-PS, 1163 (50,74%)
ÉLU.
Lionel de Moustier, UDF, 1129.

Romans
1. 5071; A. 26,50%; E. 3365
Jean-François Brahier, div. d., 1778 (52,83%)
ÉLU.
Pierre Grandjacquet, c.s., div. d., 1587.

DRÔME (18)

1^{er} TOUR: 3 élus
(1 PS; 1 UDF-CDS; 1 RPR)

La Drôme, dernier département de gauche de la région Rhône-Alpes, bascule à droite. La gauche, qui disposait pourtant d'une confortable avance (vingt-deux sièges contre quinze), n'en compte plus que seize. Le PS a perdu tous les cantons dont les élus sortants ne se représenteront pas (Tain-l'Hermitage, Nyons, La Motte-Chalancon et Luc-en-Diois), ainsi que celui de Valence-IV. La gauche avait été éliminée du canton de Chabeuil dès le premier tour. Avec huit représentants dont quatre nouveaux élus, le RPR apparaît comme le principal vainqueur. Le PC a perdu le seul canton qu'il détenait, celui de Die, au profit de M^{me} Isabelle Binaud (PS diss.), qui s'était maintenue. M. Jean Mouton, maire (UDF-CDS) de Pierrelatte, devrait succéder à M. Rodolphe Pesce (PS) à la tête du département.

NOUVEAU CONSEIL - 11 PS; 1 ex-PS; 3 div. g.; 1 GE; 3 UDF-rad; 2 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 8 RPR; 5 div. d.

CONSEIL SORTANT : 1 PC; 16 PS; 4 div. g.; 1 GE; 2 UDF-rad; 3 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 4 RPR; 3 div. d. (Prés.: M. Rodolphe Pesce, PS, m. de Valence).

Bourg-de-Péage
1. 16267; A. 41,26%; E. 9098
Henri Durand, c.s., div. d., m., 4784 (52,58%)
ÉLU.
Didier Guillaume, PS, 2723; Bernard Pinet, FN, 1591.

Bourg-les-Valence
1. 14335; A. 40,79%; E. 7950
Gérard Gaud, c.s., PS, sén., 4202 (52,85%)
ÉLU.
Jean-Michel Merle, UDF-PR, 3748.

Chabeuil
1. 11561; A. 38,60%; E. 6107
Maurice Morin, UDF-rad., 3671 (60,11%)
ÉLU.
Jean-Pierre Badois, UDF-CDS, m., 2436.
Cloyis Idelon, c.s., div. g., n. é. élim.

Châtillon-en-Diois
1. 5688; A. 41,32%; E. 493
Gérard Védries, c.s., GE, 430 (77,22%)
ÉLU.
Patrick Brochier, PC, 63.

Die
1. 4131; A. 28,33%; E. 3023
Isabelle Binaud, div. g., 1155 (38,20%)
ÉLU.
Jean-Pierre Rambaud, c.s., PC, m., 946; André Roche, div. g., 636; Félix Figoli, div. d., 286.

Dienlefort
1. 4993; A. 27,51%; E. 3478
Robert Palloud, RPR, 1432 (41,17%)
ÉLU.
Michel Valentin, div. g., 1084.
Claude Busac, PS, 962.
Pierre Raspall, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Grignan
1. 4846; A. 30,21%; E. 3121
Alain Blanc, c.s., UDF-rad., 1797 (57,57%)
ÉLU.
Marc Roustan, PS, 1324.

Luc-en-Diois
1. 1302; A. 26,16%; E. 1026
Charles Monge, div. d., 576 (56,14%)
ÉLU.

Montélimar-1
1. 10430; A. 32,54%; E. 6550
Jean-Jacques Ayaz, c.s., UDF-PR, 3372 (51,48%)
ÉLU.
Alain Fort, PS, d., 3178.

Montélimar-2
1. 13800; A. 30,99%; E. 8925
Thierry Cornillet, c.s., UDF-rad., m., 4056 (45,44%)
ÉLU.
Firmen Chaillet, div. g., 3723; Pierre Sauzet, FN, 1146.

La Motte-Chalancon
1. 955; A. 20,41%; E. 721
Claude Brès, div. d., 288 (39,94%)
ÉLU.
Jean-Marie Bertrand, app. PS, 244.
Emile Picardi, div. d., m., 189.
Gabriel Mouvier, c.s., PS, n.s.r.p.

Nyons
1. 9031; A. 38,82%; E. 5955
Michel Faure, RPR, 5119 (52,37%)
ÉLU.
Gérard Bertrand, PS, 2836.
Jean Monpeyssen, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Tain-l'Hermitage
1. 11976; A. 39,01%; E. 7544
Gilbert Boncheil, RPR, 4022 (50,62%)
ÉLU.
Serge Blache, PS, 3922.
Maurice Allouche, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Valence-2
1. 9994; A. 39,51%; E. 5713
Patrick Labaune, c.s., RPR, c.m., 3528 (61,75%)
ÉLU.
Emile Brunel, PS, adj. m., 2185.

Valence-4
1. 8307; A. 39,47%; E. 4804
Jean-Claude Laurent, RPR, 2239 (46,60%)
ÉLU.
Pierre Favrot, c.s., PS, adj. m., 1931; Robert Méridol, FN, 634.

EURE (22)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 maj. p.; 1 UDF-PR; 2 UDF; 2 RPR)

Tous les candidats arrivés en tête au premier tour l'ont emporté. Quatre sortants ont été battus. Au total, sept cantons changent de titulaire, mais les résultats s'équilibrent à peu près entre la gauche et la droite. Le PS perd deux sièges, à Ecos et Gailion, au profit du RPR, mais en conquiert un à Conches-en-Ouche, où le conseiller RPR ne se représenterait pas, tandis que M. Quignon (UDF-PR) est dominé à Berny-Est par M. Prévost (div. g.). De son côté, le RPR gagne un autre siège, en l'absence du sortant MRG, à Nonancourt, où M. Jean-Louis Debat, député, est élu avec 71 % des suffrages exprimés.

Dans les quatre cantons où il s'est maintenu, le FN a réalisé de faibles scores, alors que M. Maugard, seul représentant des Verts encore en lice, a plus que doublé son résultat du premier tour à Bourgthérout-le-Forêt. La répartition reste pratiquement inchangée au sein du conseil général, avec douze élus pour la gauche et treize et un pour la droite.

NOUVEAU CONSEIL - 3 PC; 1 Maj. p.; 6 PS; 1 MRG; 1 div. g.; 4 UDF-rad; 2 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 2 UDF; 8 RPR; 5 div.

LE SECOND TOUR

DES ÉLECTIONS

L'Isle-en-Dodon

L. 4170; A. 18,68%; F. 3,283
Jean Larrieu, UDF, 1 696 (51,66%)
RELU.

André Baron, c.s., PS, m., 1 587.

Lanta

L. 3 680; A. 17,66%; E. 2 967
Pierre Sicre, c.s., MRG, 1 318
(44,42%)
RELU.

Marc Meogaud, div. g., 1 248; Robert
Nicodème, UDF-PR, 401.

Moutastruc-la-Conseillère

L. 8 645; A. 29,34%; E. 5 698
Jean-Paul Séguéla, c.s., RPR, diss.,
2 961 (51,96%)
RELU.

André Laur, PS, 2 737.

Muret

L. 4 219; A. 31,41%; E. 2 671
Alain Barès, div. d., 1 236 (46,27%)
RELU.

Hélène Mignon, c.s., PS, d., m.,
1 165; Claude Chantreaux, FN, 2 697.

Revel

L. 8 654; A. 18,17%; E. 6 821
Jean-François Lamarque, c.s., PS, d.,
3 504 (51,37%)
RELU.

Jean-Louis Bousin, div. d., 3 317.

Saint-Gaude

L. 1 565; A. 30,81%; E. 10 244
Bernard Batte, RPR, 5 527 (53,95%)
RELU.

Pierre Orat, c.s., PS, d., m., 4 717.

Saint-Mary

L. 2 780; A. 22,19%; E. 3 065
Alexis Marrot, c.s., PS, 1 016
(52,10%)
RELU.

Robert Bernadet, UDF, 989.

Toulouse-1

L. 15 173; A. 35,32%; E. 4 403
Pierre Baudis, c.s., UDF, 4 493
(70,17%)
RELU.

Yvette Benayoun-Nakache, PS, 1 910.

Toulouse-3

L. 19 011; A. 50,03%; E. 3 945
Jean Diebold, c.s., RPR, adj., m.,
5 731 (60,06%)
RELU.

Robert Loidi, PS, d., 3 214.

Toulouse-4

L. 15 026; A. 43,96%; E. 7 128
Jean-Claude Pais, c.s., UDF-CDS,
adj., m., 4 731 (66,37%)
RELU.

Michel Loubet, PS, 2 397.

Toulouse-7

L. 16 800; A. 45,76%; E. 8 544
Robert Huguenard, RPR, adj., m.,
4 404 (51,34%)
RELU.

Gérard Bapt, c.s., PS, d., 4 140.

Toulouse-12

L. 14 779; A. 42,14%; E. 18 600
Françoise de Verrinas, UDF-CDS,
9 982 (53,66%)
RELU.

Nicolas Audigé, c.s., PS, 8 618.

Toulouse-13

L. 33 469; A. 39,37%; E. 22 096
Jean Vauchère, c.s., PS, adj., m., de
Colomiers, 9 608 (43,48%)
RELU.

Patrick Anstiaux, UDF-PR, 8 405;
Didier Houli, écol., 4 083.

Toulouse-14

L. 23 511; A. 36,47%; E. 13 930
Claude Comac, c.s., PS, séo., 7 367
(52,38%)
RELU.

Grégoire Camero, RPR, 6 563.

GERS (16)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 PC; 1 PS; 1 UDF-rad; 1 UDF-PR;
1 UDF; 1 RPR)

Enorme surprise: pour un siège, le
conseil général qui présidait M. Jean-
Pierre Joseph, député socialiste, bascule
à droite. Avant le premier tour, le rap-
port de forces en faveur de la majorité
PS-PC (récentement élargie à France
unie) qui dirigeait le département depuis
1976, était de vingt-deux voix à neuf. Il
est aujourd'hui de seize-vingt en fa-
veur de l'opposition.

Non seulement les candidats de l'op-
position ont emporté dans les sept bal-
lottes favorables mais aussi dans deux
des trois cantons où le rapport des forces
leur était mathématiquement défavora-
ble. Les candidats du PS semblaient avoir
été d'autant plus victimes de la « défen-
tante » nationale que le Gers est frappé
par une crise agricole sans précédent. Ils
ont aussi souffert d'un très mauvais
report des voix communistes. La fédéra-
tion du PC avait clairement demandé à
ses électeurs de ne pas voter en faveur
des deux candidats de France unie, et les
désistements en faveur des trois candi-
dats du PS s'étaient faits du bout des
lèvres. Deux haliottes sur les trois en
faveur du PS se sont ainsi transformées
en défaites: à Valence-sur-Baïse et Mir-

éou, où les sortants, MM. Aubert Gar-
cia, sénateur -202, et André Monestès
(-124), sont loin de retrouver le total des
voix PS-PC du premier tour.

NOUVEAU CONSEIL - 2 PC;
15 PS; 3 UDF-rad; 2 UDF-PR;
3 UDF; 2 RPR; 1 app. RPR; 5 div. d.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 18 PS;
2 UDF-rad; 1 UDF-PR;
3 UDF; 1 RPR; 1 app. RPR; 1 div. d.
(Prés.: M. Jean-Pierre Joseph, PS, d.,
adj. m. de Lectoure)

Auch-Nord-Est
L. 4 824; A. 32,21%; E. 3 070
Alain Dufour, UDF-PR, 1 803
(58,72%)
RELU.

Alain Sorbado, c.s., PS, 1 267.

Auch-Nord-Ouest
L. 6 585; A. 34,71%; E. 3 833
Jacques Brusseau, RPR, c.m., 2 339
(61,02%)
RELU.

Claude Bourdill, c.s., FU, c.m., 1 494.

Cazouan
L. 3 939; A. 27,29%; E. 2 681
Claude Saintrapi, UDF-rad., 1 533
(57,18%)
RELU.

Christiano Bianchi, PS, 1 148.
Guy Lamothe, c.s., PS, n.s.r.p.

Flourance
L. 7 364; A. 20,20%; E. 5 584
Pierre Combedouzon, div. d., 3 154
(56,48%)
RELU.

Claude Gallardo, c.s., FU, m., 2 430.

Jegan
L. 2 486; A. 23,73%; E. 1 735
Henri Soumadiou, c.s., UDF, 1 026
(59,13%)
RELU.

Philippe Monello, PS, m., 709.

Miélan
L. 4 213; A. 30,83%; E. 2 821
Gérard Dabiez, div. d., 1 226
(43,45%)
RELU.

Gérard Fauque, PC, 818; Jean Dours,
c.s., div. d., 777.

Miradoux
L. 1 781; A. 25,99%; E. 1 291
André Cochet, div. d., 720 (55,77%)
RELU.

André Monestès, c.s., PS, m., 571.

Plaisance
L. 3 364; A. 22,11%; E. 2 541
Régis Soubardier, div. d., 1 397
(54,97%)
RELU.

Jean-Louis Quereilhac, c.s., PS, a.m.,
1 144.

Riscle
L. 5 668; A. 25,31%; E. 4 079
Gilles Galabert, c.s., PS, 2 340
(57,36%)
RELU.

Philippe Gayrin, div. d., 1 739.

Valence-sur-Baïse
L. 3 639; A. 23,79%; E. 2 608
Guy Philip, div. d., 1 396 (53,52%)
RELU.

Aubert Garcia, c.s., PS, sén., 1 212.

GIRONDE (31)

1^{er} TOUR: 5 élus
(3 PS; 1 RPR; 1 CNL)

La gauche conserve d'un siège le
département, avec trente-deux sièges
alors qu'elle en détenait trente-trois (sur
soixante-trois) dans l'assemblée sor-
tante. Le PS perd les cantons de Floirac
et de Castelnau-de-Médoc. Ce dernier
canton était détenu par M. Yves Le-
caudry, qui avait rejoint la majorité pré-
sidentielle en cours de mandat. Les socia-
listes prennent en revanche au RPR le
canton de Pessac-I. Malgré une triangu-
laire dans laquelle un candidat des Verts
s'était maintenu, A. Bégès, M. Noël
Mamère, chef de file de Génération Eco-
logie, ne réussit pas à rééditer son opé-
ration des municipales de 1989, au cours
desquelles il l'avait emporté sur le PC. Il
est largement distancé (de 384 voix) par
le conseiller général communiste sortant,
M. Jean-Jacques Paris.

NOUVEAU CONSEIL - 3 PC;
29 PS; 1 UDF-rad; 1 UDF-CDS;
6 UDF-PR; 1 UDF; 16 RPR;
1 app. RPR; 4 CNL; 1 app. CNL

CONSEIL SORTANT: 3 PC; 29 PS;
1 ADD; 1 UDF-rad; 1 UDF-CDS;
6 UDF-PR; 1 UDF; 13 RPR; 2 app.
RPR; 6 CNL (Prés.: M. Philippe
Madrel, PS, sén., m. de Corbon-
Blanc)

Aracahou
L. 10 232; A. 46,19%; E. 5 037
Robert Fleury, c.s., UDF-PR, a.m.,
3 713 (73,71%)
RELU.

Anne-Marie Pouyadou, PS, 1 324.

Andegou
L. 26 698; A. 38,43%; E. 14 862
Robert Cazaleat, c.s., UDF-PR, d.,
9 654 (64,95%)
RELU.

Xavier Dancy, PS, 5 208.

Auros
L. 3 460; A. 17,68%; E. 2 767
Jean-Elian Cazemajou, c.s., CNL,
1 351 (48,82%)
RELU.

Maylis Coudroy de Lille, div. d., 984;
Gérard Bardin, PC, 432.

Bégès
L. 13 884; A. 31,38%; E. 9 978
Jean-Jacques Paris, c.s., PC, 4 681
(52,13%)
RELU.

Moï Mamère, GE, m., 4 297.

Bellin-Béliet
L. 7 504; A. 48,89%; E. 2 911
Alain Péronneau, app. CNL, adj., m.,
2 911 (100,00%)
RELU.

Raymond Brun, c.s., CNL, m., n.s.r.p.

Bordeaux-2
L. 13 999; A. 51,56%; E. 6 081
Chantal Bourragué, RPR, adj., m.,
3 659 (60,15%)
RELU.

Bertrand Planté, PS, 2 424.

Simone Noailles, c.s., app. RPR,
adj., m., n.s.r.p.

Bordeaux-6

L. 12 927; A. 52,50%; E. 5 689
Jean-Claude Barran, c.s., RPR, c.m.,
3 159 (55,52%)
RELU.

Jacques Respaud, PS, c.m., 2 530.

Bordeaux-8

L. 23 869; A. 50,32%; E. 11 081
Jacques Matharan, c.s., RPR, adj., m.,
7 301 (65,88%)
RELU.

Jacques Lahou, PS, 3 780.

Boulogne

L. 8 417; A. 31,73%; E. 5 317
Claude Broy, c.s., PS, 2 829 (53,20%)
RELU.

Jean-Michel Manciet, div. d., 2 483.

Branne

L. 7 977; A. 35,63%; E. 4 976
Jego-Paul Fossat, c.s., PS, 3 409
(68,50%)
RELU.

Alain Vizerie, RPR, 1 567.

Cadillac

L. 8 342; A. 36,98%; E. 4 834
Jacques Tomas, c.s., UDF-PR, m.,
3 144 (65,03%)
RELU.

Régis Durand, PS, 1 690.

Carbon-Blanc

L. 20 387; A. 41,19%; E. 11 099
Philippe Madrelle, c.s., PS, prés. c.s.,
6 680 (60,18%)
RELU.

Philippe Hervé, CNL, 4 419.

Castelnau-de-Médoc

L. 16 379; A. 35,11%; E. 9 287
Michel Lessoutra, RPR, 5 259
(56,62%)
RELU.

Yves Leaudry, c.s., ADD, 4 028.

Cénos

L. 18 954; A. 44,33%; E. 9 658
Pierre Garneaud, PS, d., adj., m.,
5 415 (56,06%)
RELU.

Jean-Pierre Guyomarch, UDF-PR,
c.m., 4 243.

Florac

L. 13 493; A. 45,77%; E. 6 554
Jean-Claude Thomila, RPR, c.m.,
3 310 (50,50%)
RELU.

Jean Darriet, c.s., PS, m., 3 244.

Guitres

L. 8 944; A. 31,63%; E. 5 742
Jean-Claude Bireau, c.s., RPR, 3 225
(56,16%)
RELU.

Alain Marois, PS, 2 517.

Labarde

L. 18 747; A. 44,73%; E. 11 514
Hubert Lagoueyte, c.s., CNL, 5 609
(48,71%)
RELU.

Gilles Pezai, PS, 4 264; Jean-Luc
Ajas, Verts, 1 641.

Libourne

L. 24 546; A. 42,12%; E. 13 965
André Tourlay, c.s., UDF-PR, c.m.,
7 912 (56,55%)
RELU.

Michel Galand, PS, 6 053.

Mérignac-2

L. 20 579; A. 41,73%; E. 11 098
Pierre Favre, c.s., UDF-PR, 6 521
(58,73%)
RELU.

Jean-Michel Tavant, PS, 4 577.

Pauillac

L. 8 156; A. 35,93%; E. 4 981
Louis Séoillon, RPR, m., 2 959
(59,40%)
RELU.

Christian Olier, PS, 2 022.

Pessac-I

L. 16 226; A. 42,12%; E. 9 058
Pierre Auger, PS, adj., m., 4 294
(47,40%)
RELU.

Jean-Claude Dalbos, c.s., RPR, 3 529;
Jean-Pierre Dufour, Verts, 1 235.

Saint-Ciers-sur-Gironde

L. 8 055; A. 20,71%; E. 6 174
Dariole Picotin, c.s., UDF-rad., m.,
3 192 (51,70%)
RELU.

Philippe Plisson, PS, 2 982.

Saint-Laurent-Médoc

L. 5 037; A. 30,49%; E. 3 250
Michel Faure, c.s., RPR, m., 1 970
(60,61%)
RELU.

Jack Costes, PS, 1 280.

Saint-Macaire

L. 6 037; A. 38,24%; E. 4 086
Jean Lafourcade, c.s., PC, 2 293
(56,11%)
RELU.

Pierre Laporte, RPR, 1 793.

Saint-Symphorien

L. 2 547; A. 26,08%; E. 1 672
Gérard Lagors, c.s., PS, m., 989
(59,15%)
RELU.

Laurent de Balignicourt, div. d., 683.

Taloce

L. 19 393; A. 45,55%; E. 9 752
Alain Cazabonne, c.s., UDF-CDS,
adj., m., 5 716 (58,61%)
RELU.

François Joly, PS, 4 036.

HERAULT (21 + 5)

1^{er} TOUR: 2 élus
(2 PS)

L'Hérault se distingue par sa stabilité.
M. Gérard Saumade, président socia-
liste sortant, a été réélu dans le canton
des Martelles avec 63,69 % des suf-
frages, et il pourra compter sur une
majorité similaire à celle dont il dispo-
sait jusqu'à présent. A l'exception de
M. Michel Bacala (PS), battu de 2 voix à
Mauguio par M. Pierre Michéler (RPR),
tous les sortants ont été réélus. Le FN,
présent dans treize cantons, en a fait per-
dre quatre à la droite, au profit du PS, en
se maintenant au second tour: Béziers-
III, Montpellier-V, Montpellier-VII et
Lunel. Ce second tour se caractérise par
une forte érosion de l'électorat de
l'extrême droite au profit de candidats
implantés localement. Le PC conserve
l'unique siège dont il disposait grâce à
M. François Liberti, réélu à Sète.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC;
3 ex-PC; 28 PS; 1 PS diss.; 1 GE;

2 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 7 RPR;
1 div.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 3 ex-PC;
27 PS; 1 PS diss.; 1 GE; 2 UDF-CDS;
6 UDF-PR; 4 RPR; 1 div. (Prés.:
M. Gérard Saumade, PS, d., m. de
Saint-Mathieu-de-Trévières)

Béziers-3
L. 18 188; A. 41,04%; E. 9 829
Jules Faigt, c.s., PS, adj., m., 4 407
(44,83%)
RELU.

Michel Roget, RPR, sout. UDF,
3 619; Jacques Denis, FN, 1 803.

Béziers-4
L. 21 650; A. 40,66%; E. 12 020
Raymond Coudere, c.s., UDF-PR,
c.m., 5 861 (48,76%)
RELU.

Aimé Couquet, PC, adj., m., 4 100;
Yves Untertriner, FN, 2 059.

Castelnau
L. 10 652; A. 34,67%; E. 6 231
Bernard Nayral, c.s., PS, d., m., 3 596
(57,71%)
RELU.

Xavier Gombert, div. d., 2 635.

Castelnau-le-Lez
L. 13 602; A. 39,85%; E. 7 347
Jean-Pierre Grad, c.s., RPR, m.,
5 901 (80,31%)
RELU.

Jean-Louis Pelletier, FN, 1 446.

Castries
L. 21 662; A. 33,43%; E. 13 716
Marcel Gibilly, c.s., UDF-PR, m.,
6 590 (48,04%)
RELU.

Jean-Marcel Castet, PS, 5 307; Fer-
nand Lapscher, FN, 1 819.

Le Caylar
L. 9 274; A. 13,48%; E. 782
Pierre Bouyeroo, c.s., PS, m., 406
(51,91%)
RELU.

Jean-Marie Barasut, div. d., 376.

Clermont-Hérault
L. 11 119; A. 32,89%; E. 6 864
Marcel Vidal, c.s., PS, sén., m., 4 104
(59,79%)
RELU.

Claude Revel, app. RPR, 2 760.

DES ÉLECTIONS CANTONALES

HAUTE-MARNE (16)

1^{er} TOUR: 5 élus
(2 UDF-PR; 1 div. d.)

Le conseil général reste très majoritairement d'opposition, au sein de laquelle dominent les divers droite. Mais le renouvellement des hommes est important puisque, sur les seize cantons au total renouvelables, les électeurs ont désigné neuf nouveaux conseillers. La gauche cependant progresse, disposant de cinq sièges, contre trois dans le conseil sortant. Dans le canton d'Aube, le PS profite des divisions de la droite qui avait maintenu ses trois candidats. Dans celui de Saint-Dizier-Nord, le FN, qui avait obtenu un siège, a été battu par le RPR. Le PC n'était plus représenté au conseil général depuis 1988.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 1 PS; 1 app. PS; 2 div. d.; 4 UDF-PR; 2 UDF-PR diss.; 2 UDF; 8 RPR; 1 RPR diss.; 10 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PS; 2 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 1 UDF; 11 RPR; 11 div. d. (Prés.: M. Pierre Niederberger, UDF-PR)

Ambrières-les-Vallées

L. 1.063; A. 23,51%; E. 1.242
Didier Jannand, app. PS, 500 (40,25%)
Jean-Pierre Michel, RPR, 431
Jean-Louis Aubert, div. d., 308; Maurice Lardinois, UDF, 3
Henri Lodi, div. d., n.s.r.p.

Châteauvillain

L. 3.444; A. 27,58%; E. 2.402
Henri de la Ville-Baugé, div. d., 1.027 (42,75%)
Jean-Claude Guyot, c.s., UDF-CDS, m., 897; Jean Goutorbe, div. d., 478
Channont-Nord

Channont-Nord

L. 9.619; A. 46,52%; E. 4.533
Gérard Gros Lambert, RPR, c.m., 2.860 (63,09%)
Henri Le Roux, PS, c.m., 1.673
Georges Berchet, c.s., UDF-rad., sén., n.s.r.p.

Fay-la-Forêt

L. 4.086; A. 23,86%; E. 2.972
Pierre Moris, c.s., div. d., 1.628 (54,77%)
Gilbert Thomas, div. m., 1.344

Langres

L. 9.619; A. 38,20%; E. 5.373
Jean-Marie Voilemin, div. d., 2.914 (54,23%)
Pierre-Jean Chevalier, PS, 2.459
Jean-François, c.s., RPR, a.d., n.s.r.p.

Montier-en-Der

L. 3.908; A. 23,18%; E. 2.889
Jean-Jacques Bayer, UDF-PR diss., sout. UDF, 1.471 (50,91%)
Roger Miel, c.s., div. d., 1.418

Prunthoy

L. 2.906; A. 26,35%; E. 2.005
Charles Guéné, RPR, 1.200 (59,85%)
Marcel Pernot, c.s., div. d., m., 805

Saint-Dizier-Centre

L. 8.873; A. 49,83%; E. 4.132
Jean-Marie Harat, UDF-PR diss., 1.725 (41,74%)
Alfred Gigoux, c.s., RPR, c.m., 1.447
Valentin Renard, FN, 960

Saint-Dizier-Nord-Est

L. 5.474; A. 44,27%; E. 2.907
Jean-Luc Bouzon, PC, 1.250 (42,13%)
Mario-Jean Noël, UDF-PR, 1.123
Jean-Alain Charpentier, FN, 594
Gérard Leblanc, c.s., RPR, c.m., n.s.r.p.

Saint-Dizier-Ouest

L. 8.027; A. 44,13%; E. 4.074
Jean-François Thiéblémont, UDF-PR, 2.101 (51,37%)
Yves Pintat, div., 1.973
Charles Advenier, c.s., RPR, n.s.r.p.

Vignory

L. 4.583; A. 30,83%; E. 2.934
Jean-Pierre Humbert, c.s., div. d., 1.755 (59,77%)
Jean-François Meylan, RPR diss., 1.181

MAYENNE (17)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 RPR; 3 div. d.)

Le second tour est marqué par trois défaites spectaculaires, dont celle de deux conseillers socialistes sortants adjoints au maire de Laval, M. André Pinçon. Dans le canton de Laval-Sud-Ouest, M. Yves Patoux, dauphin désigné de M. Pinçon, doit abandonner son siège à F. Jacques Baudot (UDF-CDS). De même, à Saint-Nicolas, M. Georges Minzière est battu par M. Jean-Michel Le Duigou (RPR). La troisième défaite surprise s'est produite à Chailand, où le maire, M. Anne-Marie de Branche, a été largement battu par un autre candidat (div. d.), M. Pierre-Marie Jammes (63,6 %). L'UDF gagne deux sièges, alors que le PS est contraint d'abandonner deux des trois sièges qu'il détenait depuis 1985.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PS; 1 UDF-rad.; 5 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 9 RPR; 2 app. RPR; 9 div. d.

CONSEIL SORTANT: 3 PS; 1 UDF-rad.; 5 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 9 RPR; 1 app. RPR; 9 div. d. (Prés.: M. René Bailly, UDF-CDS, sén., n.s.r.p.)

Ambrières-les-Vallées

L. 4.080; A. 25,04%; E. 2.939
Louis Derouault, div. d., 1.585 (53,92%)
Constat Leroy, div. d., 1.354
Victor Jousset, c.s., div. d., m., n.s.r.p.

Chailand

L. 6.650; A. 29,12%; E. 4.475
Pierre-Marie Jammes, div. d., 2.847 (63,62%)
Anne-Marie de Branche, c.s., UDF-PR, m., 1.628

Craon

L. 7.512; A. 32,41%; E. 4.839
Paul Thomas, app. RPR, 2.644 (54,63%)
Paul Chaineau, div. m., 2.195
Guy Jallot, c.s., RPR, n.s.r.p.

Laval-Nord-Est

L. 8.885; A. 39,21%; E. 5.202
Roland Houdiard, c.s., UDF-PR, 2.861 (54,99%)
Bernard Cossette, PS, 1.440; Catherine Foulleau, Verts, 901

Laval-Nord-Ouest

L. 7.129; A. 40,81%; E. 3.877
Paul Lépine, c.s., UDF-rad., 2.398 (61,85%)
Claude Martin, PS, 1.479

Laval-Saint-Nicolas

L. 5.477; A. 45,62%; E. 2.682
Jean-Michel Le Duigou, RPR, 1.461 (54,47%)
Luc Bourzon, div. d., 1.221
Georges Miozière, c.s., PS, adj. m., 1.221

Laval-Sud-Ouest

L. 8.278; A. 34,85%; E. 5.173
François Zochetto, UDF-CDS, 2.525 (48,81%)
Yves Patoux, c.s., PS, adj. m., 2.015
Patrick Granger, Verts, 633

Mayenne-Est

L. 9.533; A. 36,75%; E. 5.608
Michel Scherer, c.s., UDF-PR, 3.527 (62,89%)
Jacques Fauque, div. g., adj. m., 2.081

Mayenne-Ouest

L. 9.240; A. 33,25%; E. 5.841
Claude Leblanc, c.s., PS, m., 3.096 (53,00%)
Bernard Vigouroux, UDF-PR, 2.745

Saint-Alignan-sur-Rosé

L. 6.213; A. 38,20%; E. 1.913
André Baslé, UDF-CDS, 1.913 (100,00%)
Paul Vivien, c.s., div. d., n.s.r.p.

Saint-Berthevin

L. 9.913; A. 35,85%; E. 6.055
Clément Trocherie, c.s., RPR, 3.267 (53,95%)
Michel Sorin, PS, 1.782; André Duval, Verts, 1.006

MEURTHE-ET-MOSELLE (21)

1^{er} TOUR: 4 élus
(1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 UDF)

La majorité départementale UDF-RPR subit un revers avec la perte du canton de Saint-Nicolas-de-Port, au profit du PS. En outre, le triangulaire imposé dans le canton de Nancy a été fatal au candidat de l'UDF, qui perd le siège au profit d'un divers droite, soutenu par le RPR. M. Roland Meunier, qui revendique toutefois haut et fort son « indépendance », officiellement, le RPR n'a plus de représentant à l'assemblée départementale et, avec seulement 10,72 % des voix, il est le grand perdant du second tour. Le sénateur, M. Claude Huriet (UDF), semble devoir sa réélection à une abstention massive (57,5 % des inscrits). De même, le président sortant, M. Jacques Baudot (UDF-CDS), réélu avec 70,43 % des exprimés, n'a pas réussi à éviter une forte abstention (53,55 %) à Nancy-Sud. A gauche, le PS limite les dégâts en regroupant 26,11 % des suffrages à la grande satisfaction de son chef de file, M. Jacques Chérèque. Le PC conserve tous ses bastions de l'ancien pays sidérurgique.

NOUVEAU CONSEIL: 6 PC; 9 PS; 1 app. PS; 2 UDF-rad.; 5 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 8 UDF; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT: 6 PC; 8 PS; 1 app. PS; 2 UDF-rad.; 5 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 8 UDF; 1 RPR; 1 CN; 4 div. d. (Prés.: M. Jacques Baudot, UDF-CDS)

Audun-le-Roman

L. 14.224; A. 39,83%; E. 8.033
Hilbert Devèze, c.s., PC, m., 3.561 (44,32%)
Jean-Marie Suk, RPR, 2.263; Christian Eckert, PS, 2.209

Blamont

L. 4.430; A. 32,79%; E. 2.624
Claude Bours, UDF-PR, 1.781 (67,87%)
André Chevreau, RPR, adj. m., 843
Robert Villemont, c.s., div. d., n.s.r.p.

Colombey-les-Belles

L. 5.120; A. 27,79%; E. 3.483
Michel Dinot, c.s., PS, 2.043 (55,95%)
Jean-Noël Roussel, div. d., m., 1.440

Harond

L. 5.584; A. 36,57%; E. 3.506
Jean Enel, c.s., UDF-CDS, 2.009 (57,30%)
Marie-Evelyn Pierson, PS, 923; Michel Claire, Verts, 574

Herseange

L. 11.584; A. 47,80%; E. 5.579
Bogdan Politanski, c.s., PC, et ADS, 3.426 (61,40%)
Didier Rémer, RPR, 2.153

Homécourt

L. 12.725; A. 39,18%; E. 7.209
Jean-Pierre Minella, c.s., PC, m., 4.133 (57,33%)
Geneviève Janovec, div. d., 3.076

Jarville-la-Malgrange

L. 15.455; A. 47,35%; E. 7.503
Charles Choné, c.s., UDF-CDS, 4.812 (64,13%)
Daniel Cilla, PS, 2.691

Lanville-Nord

L. 9.179; A. 43,41%; E. 4.860
André Morel, c.s., UDF-PR, adj. m., 2.784 (57,28%)
Gérard Legrand, PS, 1.218; Jean-Claude de Sars, FN, 858

Nancy-Nord

L. 12.243; A. 37,50%; E. 4.528
Claude Huriet, c.s., UDF, sén., 2.510 (55,43%)
Bernard Bénigne, div. d., adj. m., 2.018

Nancy-Sud

L. 16.808; A. 53,54%; E. 7.236
Jacques Baudot, c.s., UDF-CDS, prés. g., 5.097 (70,43%)
Jean-Louis Dupont, PS, 2.139

Nomeny

L. 6.169; A. 29,43%; E. 4.179
Roland Meunier, div. d., 1.720 (41,15%)
Jean-Yves Duehesne, UDF, sout. UDF, 1.315; Eugène Bernard, PS, 1.144

Robert Portelaire

L. 12.724; A. 44,24%; E. 6.548
Robert Portelaire, div. d., 3.689 (56,33%)
André Robert, PS, 2.859
Bernard Guy, c.s., CN, n.s.r.p.

Saint-Nicolas-de-Port

L. 19.042; A. 42,36%; E. 10.196
Robert Blaise, PS, 5.152 (50,52%)
Gilles Aubert, c.s., RPR, m., 5.044

Thiaucourt-Ragniville

L. 2.991; A. 32,96%; E. 1.865
Jean-Louis Cossin, UDF, sout. UDF, m., 1.108 (59,41%)
Maurice Chaupet, c.s., div. d., 757

Tomblaine

L. 15.257; A. 43,31%; E. 7.703
Frédéric Jehl, c.s., UDF-PR, 4.246 (55,12%)
Hervé Féron, PS, adj. m., 3.457

Toul-Sud

L. 8.643; A. 45,22%; E. 4.105
Aloys Geoffroy, c.s., UDF-rad., 3.013 (73,39%)
Alain Ordiz, div., 1.092

Villars

L. 11.773; A. 38,76%; E. 6.891
Alain Chérot, c.s., PC, m., 3.021 (43,83%)
François Boudot, UDF-CDS, 2.623; René Tosello, PS, 1.247

MEUSE (15)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 UDF-PR; 3 UDF; 1 RPR; 2 div. d.)

La majorité de droite, au sein de laquelle M. Gérard Longuet, président du PR et candidat de l'opposition à la présidence de la région Lorraine, avait été réélu dès le premier tour dans le canton de Seuil-d'Argonne, sort renforcée dans ce département où quinze sièges sur trente et un étaient soumis à renouvellement. Trois nouvelles personnalités font leur entrée au conseil général. M. Yvon Vannierot, se réclamant de la majorité départementale, est élu à Ancy-le-François avec des voix des écologistes et du FN. M. Bertrand Pascher (UDF) remporte à Bar-le-Duc-Nord un siège jusqu'à présent détenu par le PS. Enfin, le fils du président du conseil général sortant, M. Didier Herment (div. d.) emporte le siège de Vaucouleurs dans un triangulaire qui opposait à un candidat de la majorité présidentielle et à un candidat de la majorité départementale.

M. Daniel Mayer, seul élu communiste du département, retrouve son siège dans le canton de Spicourt, grâce à un report partiel des voix du PS.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 2 PS; 1 div. g.; 1 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 5 UDF; 2 RPR; 1 app. RPR; 9 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 3 PS; 1 div. g.; 1 UDF-CDS; 9 UDF-PR; 4 UDF; 4 RPR; 1 app. RPR; 7 div. d. (Prés.: M. René Herment, UDF, sén.)

Ancy-le-François

L. 7.284; A. 38,95%; E. 4.051
Yvon Vannierot, div. d., m., 2.185 (53,93%)
Fernand Lambert, div. d., 1.866
Jacques Mourer, c.s., RPR, n.s.r.p.

Bar-le-Duc-Nord

L. 8.722; A. 43,59%; E. 4.509
Bertrand Pascher, UDF-PR, 2.474 (59,30%)
Jacques Manière, PS, adj. m., 1.835
Jean Bernard, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Dun-sur-Meuse

L. 2.639; A. 16,36%; E. 2.111
Bernard Courtaux, c.s., div. d., 1.165 (55,18%)
Alain Thomas, UDF-PR, 946

Gondrecourt-le-Château

L. 3.890; A. 30,87%; E. 2.556
André Droicourt, c.s., UDF-PR, m., 1.977 (53,87%)
Daniel Lhuillier, maj. p., 1.179

Spicourt

L. 6.162; A. 29,92%; E. 4.126
Daniel Mayer, c.s., PC, 2.295 (55,62%)
Daniel Petitcolas, UDF-PR, 1.831

Varennes-en-Argonne

L. 1.224; A. 16,80%; E. 982
Yvon Victor, c.s., div. d., 601 (61,20%)
Jean-Marie Lambert, div. m., 381

Vavincourt

L. 2.907; A. 24,38%; E. 2.110
Didier Herment, div. d., 851 (40,33%)
Gilbert Marc, div. d., 812; Jean-Claude Saligot, maj. p., 447
Michel Charvot, c.s., RPR, n.s.r.p.

Verdun-Ouest

L. 7.114; A. 48,03%; E. 3.421
Maurice Delamarque, c.s., UDF-PR, 2.219 (64,86%)
Christian Cantos, maj. p., 1.202

MORBIHAN (21)

1^{er} TOUR: 14 élus
(1 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 1 UDF P et R; 3 RPR; 4 div. d.)

Trois conseillers sortants, dont deux socialistes, sont battus au second tour. A Guémené-sur-Scorff, malgré la présence d'un candidat divers droite, M. Guguier (UDF-PR) emporte le siège détenu par M. Moëc (PS). La surprise vient du canton de Lorient-Nord, où la démobilisation à gauche et un bon report à droite - y compris des suffrages obtenus par le FN au premier tour - ont permis l'élection de M. Le Roux (UDF-PR). Dans le canton de Locminé, M. Lorgeoux (RPR diss.), qui avait obtenu le soutien de son parti au second tour, enlève le siège de M. de Kersabiec (div. d.). Au sein du conseil général, l'opposition détient désormais une écrasante majorité, avec trente-trois sièges sur quarante-deux.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 5 PS; 2 UDF-CDS; 1 UDF-PR et R; 11 UDF-PR; 3 UDF; 9 RPR; 1 RPR diss.; 9 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 7 PS; 2 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 1 UDF-PR et R; 4 UDF; 9 RPR; 9 div. d. (Prés.: M. Raymond Marcel, UDF-PR, a.d., a.m.)

Guémené-sur-Scorff

L. 6.162; A. 21,94%; E. 4.704
Maryannick Guiguen, UDF-PR, 1.859 (39,51%)
Jean Moëc, c.s., PS, m., 1.457; Jean Le Floch, div. d., 1.388

Lanester

L. 15.954; A. 40,93%; E. 8.770
Jean Maurice, c.s., PC, m., 5.321 (60,67%)
Jean-Yves Coll, RPR, 3.449

Locminé

L. 10.118; A. 30,50%; E. 6.521
Gérard Lorgeoux, RPR diss., adj. m., 3.409 (52,27%)
Sylvie de Kersabiec, c.s., div. d., 3.112

Lorient-Nord

L. 14.854; A. 49,55%; E. 4.812
Danielle Le Roux, UDF-PR, c.m., 3.485 (51,15%)
Henri Scanvic, c.s., PS, adj. m., 3.327

Port-Louis

L. 18.105; A. 60,04%; E. 5.014
Alain Kergueris, c.s., UDF-PR, d., 5.014 (100,00%)
REELU

Vannes-Centre

L. 13.904; A. 44,52%; E. 7.210
Yvonne Sauvel, c.s., UDF-PR, adj. m., 4.518 (62,66%)
Jean-Pierre Moussel, Verts, c.m., 2.692

Vannes-Ouest

L. 16.094; A. 39,30%; E. 9.422
Pierre Favre, c.s., UDF-PR, m., 5.563 (59,04%)
Alain Le Fur, PS, c.m., 2.129; André Guillaud, Verts, c.m., 1.730

MOSELLE (26)

1^{er} TOUR: 5 élus
(2 RPR; 3 div. d.)

Le PS a repris le canton de Farnac au RPR, lutté par le millier de voix du FN au premier tour, mais il a perdu ceux de Cattenom, au profit de l'UDF, et surtout celui d'Algrange, conquis par le PC, qui conserve ainsi un élu après avoir été battu à Maizières-lès-Metz, canton qu'il détenait depuis plus d'un demi-siècle. Dans le canton de Metz-1, le succès du sortant, M. Pierre Ferrari, proche de M. Jean-Marie Rausch, confirme la bonne assise de l'Union républicaine lorraine du maire de Metz. Du côté de la majorité départementale, où la succession de M. Julien Schwartz (RPR) pour la présidence est ouverte, le second tour a confirmé la redistribution des cartes. Le RPR, principale composante de la majorité sortante, perd cinq sièges. Sur ses neuf élus renouvelables, quatre seulement conservent leur mandat. Le groupe des divers droite compte désormais le plus grand nombre d'élus.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 6 PS; 1 div. g.; 5 maj. p.; 2 UDF-CDS; 4 UDF-PR; 3 UDF; 12 RPR; 2 app. RPR; 15 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 6 PS; 1 div. g.; 5 maj. p.; 1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 3 UDF; 17 RPR; 2 app. RPR; 12 div.

LE SECOND TOUR

Sarthe

1. 19 393 : A. 36,53 % ; E. 11 752
Aloïse Warhouver, c.s., maj. p., d.
6862 (58,39 %) **REELU.**
Alain Marty, RPR, 4890.

Sarthe-Nord

1. 16 125 : A. 42,22 % ; E. 8 471
Robert Pax, maj. p., d. 4 339 (51,22 %) **REELU.**
Yves Utzschneider, div. d., 4 132.
Georges Faivre, c.s., RPR, n.s.r.p.

Sarthe-Sud

1. 20 300 : A. 51,60 % ; E. 9 395
Remy Botz, c.s., div. d., 5 397 (57,44 %) **REELU.**
Philippe Leick, GE, 3 998.

Sarthe-Ouest

1. 21 066 : A. 43,31 % ; E. 11 052
Jean-Claude Théobald, c.s., div. d., 6 599 (59,70 %) **REELU.**
Jérôme Prache, PS, 2 654 ; Philippe Priou, FN, 1 799.

Sarthe-Est

1. 18 110 : A. 49,62 % ; E. 7 864
Jean-Pierre Heitz, c.s., UDF-PR, m., 6 003 (76,33 %) **REELU.**
Philippe Cottin, FN, 1 861.

NIÈVRE (16 + 11)

1^{er} TOUR: 4 élus

(1 PS; 3 div. d.)

M. Pierre Bédégovoy, rélu assés aient à Nevers-Est, obtient le meilleur score des sept ministres en lice, mais il lui manque tout de même une bonne part des voix communistes de premier tour, alors que son adversaire dépasse le total des voix obtenues par la droite et l'extrême droite. Au total, le PS gagne deux cantons : l'un sur le PC et l'autre sur la droite. Mais il en perd quatre : Tannay au premier tour, Nevers-Sud, Saint-Saulge et La Charité-sur-Loire (à 4 voix près) au second tour. Ces trois revers sont imputables aux mauvais report des voix qui s'étaient portées au premier tour sur des candidats communistes et divers gauches.

Au conseil général, la droite compte quinze élus contre onze pour le PS et trois pour les divers gauches. Pour conserver la présidence du département, les socialistes devront bénéficier du soutien des communistes. La tâche n'est pas aisée puisque le PCF ne siège plus dans la majorité départementale depuis 1988.

NOUVEAU CONSEIL - 3 PC; 11 PS; 3 div. g.; 3 UDF-PR; 3 RPR; 9 div. d.

CONSEIL SORTANT: 4 PC; 13 PS; 1 FU; 2 div. g.; 2 UDF-PR; 9 div. d. et un siège vacant à la suite du décès d'un RPR. (Prés. : M. Bernard Bardin, PS, d. m. de Clancy.)

La Charité-sur-Loire
1. 7 800 : A. 32,06 % ; E. 4 768
Jaonick Lardercet, RPR, 2 386 (50,04 %) **REELU.**
Constantin Rodriguez, PS, 2 382.
Robert Guillaume, c.s., PS, sén., m., n.s.r.p.

Corbigny
1. 4 782 : A. 32,67 % ; E. 2 704
Jean-Paul Magnan, c.s., PS, adj. m., 1 673 (61,87 %) **REELU.**
Jacques Brazy, div. d., 1 031.

Decize
1. 4 761 : A. 30,98 % ; E. 4 471
François Perrot, PS, 2 474 (55,33 %) **REELU.**
Janine Sattinet, c.s., div. d., 1 997.

Donzy
1. 3 275 : A. 33,30 % ; E. 2 046
Claude Dekeyne, c.s., div. g., 1 217 (59,48 %) **REELU.**
Louis Alesina, div. g., 829.

Imphy
1. 6 136 : A. 36,84 % ; E. 3 339
Georges Eymery, PS, m., 2 235 (63,15 %) **REELU.**
Fares Khouri, div. d., 1 304.
Lucien Perrot, c.s., PC, a.m., s'est retiré.

La Machine
1. 5 981 : A. 39,14 % ; E. 3 250
Paulette Lavigne, c.s., PC, m., 2 078 (63,93 %) **REELU.**
Christian Gros, div. g., 1 172.

Monts-sur-Loire
1. 3 955 : A. 31,42 % ; E. 2 516
Patrice Joly, div. g., 1 462 (58,10 %) **REELU.**
Lionel Théault, c.s., FU, m., 1 054.

Nevers-Centre
1. 7 467 : A. 46,81 % ; E. 3 685
André Vincent, UDF-PR, c.m., 2 115 (57,39 %) **REELU.**
Jean Nicot, PS, adj. m., 1 570.
Henri Vimeux, c.s., RPR, c.m., est décédé.

Nevers-Est
1. 6 112 : A. 42,91 % ; E. 3 210
Pierre Bédégovoy, c.s., PS, min. d'Etat, min. de l'économie, m., 1 814 (56,51 %) **REELU.**
Philippe Morel, UDF-CDS, 1 396.

Nevers-Nord
1. 10 187 : A. 42,15 % ; E. 5 410
Jean-Pierre Harris, c.s., PS, adj. m., 2 916 (53,90 %) **REELU.**
Claude Sirin, UDF-PR, c.m., 2 494.

Nevers-Sud
1. 11 932 : A. 41,32 % ; E. 6 315
Daniel Rostein, RPR, c.m., 3 418 (54,12 %) **REELU.**
Michel Girard, c.s., PS, c.m., 2 897.

Saint-Saulge

1. 2 762 : A. 34,14 % ; E. 1 948
Robert de Thoury, RPR, c.m., 1 009 (51,79 %) **REELU.**
Georges Berthier, c.s., PS, 939.

NORD (37 + 4)

1^{er} TOUR: 1 élu

(1 PS)

Ce bastion de la gauche socialiste, qui administrait le département depuis 1937 (dans la foulée du Front populaire, le maire de Roubaix, Jean Lebas, avait enlevé la présidence du conseil général), hâsule à droite. Le reflux du PS dans tout le pays et les péripéties de l'élection du président du conseil régional, prévue pour le lundi 30 mars, expliquent que l'opposition détiennne, désormais, quarante et un sièges sur soixante-dix-neuf à l'assemblée départementale.

Le PS perd trois sièges, le PCF également. Le RPR se taille la part du lion en important sept sièges supplémentaires, ce qui devrait lui permettre d'imposer l'un des siens à la présidence. La surprise est telle que le choix du candidat de la droite pour ce poste n'avait pas été sérieusement envisagé. Il se pourrait que la fonction échoie finalement à un jeune responsable du RPR, M. Jean-René Lecerf, premier adjoint au maire de Marquise-Bareuil et véritable artisan de cette victoire de l'opposition.

Les reports de voix au sein de la gauche n'ont pas été des plus mauvais parout, mais ils ont été catastrophiques dans certains cantons, perdus par le PS ou par le PCF. M. Thémé, député communiste, est battu à Valenciennes-Est, de même que ses camarades de parti à Carrières et à Condé-sur-Escaut. Coté socialiste, M. Grimaldi, sénateur, perd le siège du Cateau-Cambrésis. Quant à M. Derosier, député, président du conseil général sortant, il est réélu à Lille avec une confortable majorité de 65 % face à un candidat du Front national.

NOUVEAU CONSEIL - 12 PC; 15 PS; 1 div. g.; 2 UDF-PR; 6 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 19 RPR; 1 CNI; 10 div. d.

CONSEIL SORTANT: 15 PC; 28 PS; 1 div. g.; 2 UDF-PR; 5 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 12 RPR; 1 app. RPR; 10 div. d. (Prés. : M. Bernard Derosier, PS, dép., m. délégué d'Hellemmes-Lille.)

Arleux
1. 12 558 : A. 34,03 % ; E. 9 264
Emile Beauchamp, c.s., PC, m., 4 853 (52,38 %) **REELU.**
Patrick Masclet, RPR, 4 411.

Armentières
1. 34 407 : A. 32,28 % ; E. 21 598
Gérard Haezebrouck, c.s., PS, m., 11 654 (53,95 %) **REELU.**
René Knockaert, UDF-CDS, 9 944.

Avesnes-sur-Helpe-Nord
1. 6 302 : A. 31,40 % ; E. 3 986
Alain Poyart, c.s., RPR, c.m., 2 433 (61,03 %) **REELU.**
Paul Currelin, UDF-CDS diss., m., 1 553.

Bailloul-Nord-Est
1. 11 722 : A. 29,11 % ; E. 7 791
Michel Grasset, c.s., UDF-PR, 4 837 (62,08 %) **REELU.**
Michel Vandevorde, PS, 2 954.

Bergues
1. 12 306 : A. 22,07 % ; E. 8 761
Roger Driapié, c.s., div. d., m., 4 802 (54,81 %) **REELU.**
Claude Cornelis, PS, 3 959.

Bouchain
1. 18 794 : A. 34,03 % ; E. 11 152
Jean Dhollande, c.s., PC, 6 527 (58,52 %) **REELU.**
Bernard Trioux, UDF-rad., adj. m., 4 625.

Cambrail-Est
1. 16 352 : A. 31,79 % ; E. 10 231
Claude Pringalle, c.s., RPR, 6 375 (62,31 %) **REELU.**
Edouard Tricquet, PC, 3 856.

Cassel
1. 14 453 : A. 31,34 % ; E. 10 436
Jean-Marie Lemaire, div. d., 5 671 (54,34 %) **REELU.**
Gérard Devaux, PS, 4 765.
Georges Cachet, c.s., PC, n.s.r.p.

Le Cateau-Cambrésis
1. 12 886 : A. 21,79 % ; E. 9 515
René Ledieu, RPR, 5 048 (53,05 %) **REELU.**
Roland Grimaldi, c.s., PS, sén., m., 4 467.

Coude-sur-Escaut
1. 29 784 : A. 33,16 % ; E. 18 840
Jacques Schneider, RPR, 8 431 (44,75 %) **REELU.**
Pierre Lemoine, PC, 7 610; Dominique Stalobegny, FN, 2 799.
Lydie Bonnet, c.s., PC, n.s.r.p.

Couderque-Branche
1. 33 614 : A. 35,15 % ; E. 19 983
Emmanuel Dewes, c.s., RPR, 11 495 (57,52 %) **REELU.**
Jean Minux, PS, adj. m., 8 488.

Cysnoing
1. 17 236 : A. 32,63 % ; E. 10 730
Robert Vandelandotte, c.s., div. d., 7 486 (69,76 %) **REELU.**
Josette Sagot, PS, 3 244.

Donai-Nord-Est
1. 21 286 : A. 34,91 % ; E. 13 002
Aldobert Valette, c.s., PC, 7 405 (56,95 %) **REELU.**
Stéphane Coppick, div. d., 5 597.

Donai-Sud

1. 33 640 : A. 36,77 % ; E. 19 439
Pierre Lefebvre, c.s., PC, c.m., 10 401 (53,45 %) **REELU.**
André Parent, UDF-CDS, c.m., 9 058.

Donai-Ouest

1. 22 320 : A. 39,33 % ; E. 12 375
Etienne Maillard, RPR, adj. m., 7 234 (58,43 %) **REELU.**
Jean Lenné, PS, 5 141.

Donai-Est

1. 26 864 : A. 35,30 % ; E. 16 073
Claude Prouvovoy, c.s., CNI, sén., a.m., 9 039 (56,23 %) **REELU.**
Claude Martel, PS, 7 034.

Grande-Synthe

1. 21 606 : A. 38,69 % ; E. 11 517
Jean-Pierre Declercq, c.s., PS, adj. m., 6 962 (60,44 %) **REELU.**
Patrick Loran, FN, 4 555.

Gravelines

1. 17 397 : A. 26,60 % ; E. 12 055
Roger Fauchoit, c.s., div. g., 4 355 (58,12 %) **REELU.**
Daniel Gillio, RPR, 3 984; Yves Dubois, PS, adj. m., 3 716.

Hazebrouck-Nord

1. 15 387 : A. 38,01 % ; E. 10 547
Marie-Fanny Gouray, c.s., RPR, sén., 5 330 (50,53 %) **REELU.**
Jean-Pierre Allouery, PS, c.m., 3 061; Bruno Hennequin, GE, 2 156.

Landreles

1. 8 056 : A. 19,91 % ; E. 6 117
André Ducarne, RPR, 3 490 (57,05 %) **REELU.**
Jean Vebor, PS, 2 627.
Bernard Dassoille, c.s., PS, m., n.s.r.p.

Lannoy

1. 11 645 : A. 31,48 % ; E. 27 308
Marie-Marguerite Massart, c.s., UDF-CDS, 12 807 (46,89 %) **REELU.**
Paul Defontaine, PS, 9 457; Pascal Gannet, FN, 3 044.

Lille-Est

1. 18 499 : A. 44,96 % ; E. 8 860
Bernard Derosier, c.s., PS, prés. c.s., 5 807 (65,54 %) **REELU.**
Valérie Pouilly, FN, 3 053.

Lille-Nord-Est

1. 28 698 : A. 43,76 % ; E. 15 247
Francis Peltier, c.s., UDF-CDS, 6 994 (45,87 %) **REELU.**
Jean-Louis Frémaux, PS, c.m., 5 742; Rémy Casternans, FN, 2 511.

Lille-Sud-Est

1. 30 141 : A. 41,10 % ; E. 16 488
Michel Laignel, c.s., PS, 9 041 (54,83 %) **REELU.**
Nicolas Lebas, UDF-CDS, 7 447.

Lille-Sud-Ouest

1. 20 697 : A. 48,32 % ; E. 10 068
Colette Codaccioni, RPR, 5 792 (52,52 %) **REELU.**
Pierre Bertrand, PS, 4 276.
Bruno Chouviere, c.s., div. d., se représente dans le canton de Lille-Sud-Est, de Roubaix-Est, de Maubeuge-Sud, de Solre-le-Château.

Maubeuge-Sud

1. 24 387 : A. 36,36 % ; E. 14 916
André Boquet, PC, 5 875 (39,38 %) **REELU.**
Pierre-Louis Fresnel, UDF-CDS, c.m., 4 751; Claude Derennes, FN, c.m., 4 290.
Georges Waive, c.s., PC, n.s.r.p.

Pont-à-Marcq

1. 24 827 : A. 27,07 % ; E. 17 483
Thierry Lazard, RPR, 7 958 (45,51 %) **REELU.**
Robert Anselin, c.s., PS, 7 133; Camille Lemaire, Vets, 2 386; Christian Grenier, FN, 4.

Roubaix-Centre

1. 20 219 : A. 40,88 % ; E. 11 508
Michel Chysel, c.s., RPR, adj. m., 5 398 (66,90 %) **REELU.**
Henri Planckaert, PS, c.m., 3 183; Philippe Guérard, FN, c.m., 2 927.

Roubaix-Est

1. 19 249 : A. 40,22 % ; E. 10 492
Bernard Carton, c.s., PS, d., c.m., 6 318 (60,21 %) **REELU.**
Jean-Pierre Gendron, FN, c.m., 4 174.
Bruno Chauviere, div. d., Lille-Sud-Ouest, a été éliminé.

Saint-Amand-les-Eaux

1. 22 261 : A. 32,38 % ; E. 14 121
René Cher, c.s., PC, 8 719 (61,74 %) **REELU.**
Marcel Aubursin, UDF-PR, adj. m., 5 402.

Seduin-Nord

1. 22 274 : A. 38,51 % ; E. 12 612
Robert Defosse, RPR, 7 421 (58,84 %) **REELU.**
Noël Dejonghe, PS, 5 191.

Solemes

1. 12 836 : A. 28,15 % ; E. 8 634
Pierre Cartier, c.s., PS, 5 511 (63,82 %) **REELU.**
Jean-Paul Bourgeois, div. d., 3 123.

Solre-le-Château

1. 7 052 : A. 29,02 % ; E. 4 637
Pierre Herbet, c.s., PS, 2 554 (55,07 %) **REELU.**
Jean Hénaut, UDF-CDS, 2 083.

Tourcoing-Nord

1. 37 462 : A. 30,94 % ; E. 24 814
Henri Desmette, UDF-CDS, 10 508 (42,34 %) **REELU.**
Alexandre Faidherbe, c.s., UDF-PR, 6 538; Jean-Bernard Cornu, FN, 4 960.

Tourcoing-Nord-Est

1. 30 455 : A. 36,72 % ; E. 18 496
Patrick Delnatte, c.s., RPR, c.m., 7 923 (42,83 %) **REELU.**
Christian Baackeroel, FN, c.m., 5 307; Christian Odoux, PS, adj. m., 5 266.

Valenciennes-Est

1. 33 688 : A. 34,15 % ; E. 20 958
Stéphane Leman, RPR, 12 217 (58,29 %) **REELU.**
Fabien Thiémi, c.s., PC, d., 8 741.

Valenciennes-Nord

1. 21 689 : A. 37,47 % ; E. 12 491
Claude Larchanché, c.s., UDF-PR, 6 862 (54,93 %) **REELU.**
Jean-Claude Dulien, PC, c.m., 5 629.

Villeneuve-d'Ascq-Nord

1. 18 106 : A. 44,02 % ; E. 9 409
Gisèle Oliveville, PS, adj. m., 5 226 (55,54 %) **REELU.**
Anne-Sophie Grave, RPR, 4 183.

Wormhout

1. 10 314 : A. 20,09 % ; E. 7 787
Gabriel Deblock, c.s., div. d., 4 803 (61,67 %) **REELU.**
Robert Deldique, PS, m., 2 984.

OISE (20)

1^{er} TOUR: 8 élus

(1 div. g.; 7 RPR)

La majorité de droite progresse grâce au RPR, qui coopte les cantons de Formerie et de Crépy-en-Valois, jusqu'à détenir respectivement par le PS et le PC. Les communistes préservent toutefois leur influence grâce au succès de M. Patrice Carvalho dans le canton de Ribécourt au détriment du PS, qui, au total, perd deux cantons. Seul à Saint-Just-en-Chaussée et dans les deux cantons de Beauvais, les reports de voix à gauche semblent avoir pourtant mieux fonctionné qu'à droite. Mais celle-ci, opposée au FN dans six triangulaires, a bénéficié davantage, dans l'ensemble, des voix écologistes que le PS ou le PC.

L'érosion du FN est nette entre les deux tours. Dans tous les cantons concernés, une part non négligeable de son électorat a voté à l'utile du second tour. Quant aux Verts, ils amélioreront très nettement leurs scores d'un dimanche à l'autre dans les deux cantons où ils se sont maintenus : Ribécourt et Senlis.

NOUVEAU CONSEIL - 3 PC; 10 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-PR; 1 UDF; 17 RPR; 1 app. RPR; 6 div. d.

CONSEIL SORTANT: 3 PC; 12 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 1 UDF-PR; 1 UDF; 15 RPR; 1 app. RPR; 6 div. d. (Prés. : M. Jean-François Mancet, RPR, d.)

Beauvais-Nord-Est
1. 10 065 : A. 34,26 % ; E. 6 282
Michel Gorin, c.s., UDF-rad., 3 103 (49,39 %) **REELU.**
André Vaudré, PS, 2 358; Francis Dufresne, FN, 821.

Beauvais-Nord-Ouest
1. 13 306 : A. 33,59 % ; E. 8 371
Jacques Néhorai, c.s., RPR, 4 176 (49,88 %) **REELU.**
Daniel Morellecq, PS, 3 059; Katherine d'Herbas, FN, 1 136.

Chantilly
1. 12 855 : A. 42,26 % ; E. 12 280
Jacques Rimbart, c.s., RPR, 5 187 (42,23 %) **REELU.**
Patrice Marchand, UDF-PR diss., 5 059; Philippe Evard, FN, 2 034.

Créil-Nogent-sur-Oise
1. 16 377 : A. 34,46 % ; E. 9 492
Claude Brunet, c.s., div. d., m., 4 337 (45,69 %) **REELU.**
Gérard Weyn, PS, 3 388; Claude Favier, FN, 1 767.

Crépy-en-Valois
1. 18 515 : A. 31,07 % ; E. 11 923
Philippe Callets, RPR, 6 672 (59,95 %) **REELU.**
Gilles Mazure, c.s., PC, 5 251.

Formerie
1. 5 599 : A. 18,80 % ; E. 4 387
Gérard Decorde, RPR, 2 270 (51,74 %) **REELU.**
Hervé Joron, c.s., PS, m., 2 117.

Manzy
1. 9 027 : A. 30,99 % ; E. 5 997
Jean Sylia, c.s., PC, m., 2 602 (43,38 %) **REELU.**
Claude Harout, div. d., 2 574; Jean-Jacques Lorr, 821.

Pont-Sainte-Maxence
1. 14 970 : A. 40,71 % ; E. 8 158
Jean-Claude Hrm, c.s., RPR, 5 969 (73,16 %) **REELU.**
Jean-Luc Pingreun, PS, m., 2 189.

Ribécourt-Dreuilcourt
1. 15 722 : A. 32,27 % ; E. 10 347
Patrice Carvalho, PC, 4 255 (41,12 %) **REELU.**
Jean Parverie, RPR, 3 081; Jean-Claude Lefebvre, Vets, 3 011.
Roland Florin, c.s., PS, m., s'est retiré.

Saint-Just-en-Chaussée
1. 10 301 : A. 27,70 % ; E. 6 948
Jean-Pierre Braine, c.s., PS, d., m., 3 964 (57,05 %) **REELU.**
David Lacombe, UDF-PR, 2 984.

Senlis
1. 19 846 : A. 40,34 % ; E. 11 342
Pierre Boquet, c.s., UDF-PR, 6 538 (57,64 %) **REELU.**
Thierry Lortion, Vets, 2 876; Madeleine Delacommune, FN, 1 928.

Songes
1. 4 635 : A. 24,27 % ; E. 3 346
Brigitte Magnier, c.s., div. g., m., 1 901 (56,81 %) **REELU.**
Raymond Laffoley, MRG, 1

DES ÉLECTIONS CANTONALES

Douvin
L. 12.499; A. 29,44%; E. 8.100
Remy Auchedé, PC, 4.244 (52,39%)
Joseph Pasquier, Verts, c.m., 2.032;
Jean-Luc Cattore, RPR, 1.824.
Fauquemont
L. 6.556; A. 12,88%; E. 5.249
Michel Caron, UDF, 3.171 (60,41%)
Joli Duquenois, PS, 2.078.
Henri Gallet, c.s., PS, s.n.s.p.
Hénin-Beaumont
L. 14.553; A. 32,54%; E. 9.172
Jean Urbaniak, div. g., 6.679
(72,81%)
Claude Chopin, PS, adj. m., 2.493.
Houdain
L. 14.901; A. 32,83%; E. 9.185
Marcel Waecheux, ex-PS, d., 5.496
(59,83%)
Daniel Mouton, RPR, 3.689.
Lens-Nord-Est
L. 15.921; A. 31,17%; E. 5.530
Jean-Claude Bois, c.s., PS, adj. m.,
5.530 (100,00%)
Lévin-Sud
L. 18.191; A. 46,27%; E. 6.838
Danielle Darras, c.s., PS, adj. m.,
6.838 (100,00%)
Lillers
L. 15.758; A. 21,32%; E. 11.311
André Flajollet, c.s., RPR, 7.180
(63,47%)
Claude Galmetz, PS, d., m., 4.131.
Montigny-en-Gohelle
L. 14.060; A. 37,38%; E. 7.810
Jean-Marie Pique, PS, m., 4.934
(63,17%)
Louis Thellier, UDF, 2.876.
Emile Delannoy, c.s., PS, n.s.p.
Montreuil
L. 16.354; A. 32,12%; E. 10.695
Bernard Pion, RPR, m., 4.753
(44,44%)
Walter Kahn, div. d., 3.568; Alain
Devynck, PS, 2.374.
Noyelles-sous-Lens
L. 15.346; A. 35,23%; E. 8.979
Ottelo Troni, PC, 5.430 (60,47%)
Maurice Chevalier, RPR, c.m., 3.549.
Le Portel
L. 13.153; A. 39,12%; E. 7.487
Jean Musset, div. m., de Boulogne-
sur-Mer, 4.072 (54,38%)
Paul Barbin, PS, m., 3.415.
Saint-Pol-sur-Ternoise
L. 10.767; A. 22,85%; E. 5.782
Georges Debret, UDF-PR, 4.568
(60,24%)
Maurice Louf, PS, adj. m., 3.014.
Pierre Boyne, c.s., UDF-PR, n.s.p.
Vimy
L. 15.088; A. 24,44%; E. 10.465
Lionel Lancy, UDF-CDS, adj. m.,
5.532 (52,86%)
André Delehedde, c.s., PS, d., c.m.,
4.935.
Vitry-en-Artois
L. 19.733; A. 27,24%; E. 13.542
Marital Stienne, c.s., PC, 7.646
(56,46%)
Alain Delabarre, RPR, 5.896.

PUY-DE-DÔME (30)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 PC; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 4 UDF)
La très nette victoire de la droite, qui gagne ce département traditionnellement géré par la gauche (à l'exception d'une courte période entre 1973 et 1976), parachève le succès de M. Valéry Giscard d'Estaing et la défaite de M. Michel Charasse aux élections régionales. Le PS, qui détenait la majorité absolue au conseil général avec trente-quatre élus sur soixante et un, ne dispose plus que de vingt-quatre sièges.
La droite, qui bénéficie manifestement d'un report des voix écologistes, perd celui de Pionnat, où M. Edmond Vautier, député socialiste, l'emporte sur le candidat divers droite. En revanche, elle en gagne dix, dont celui de Clermont-Ferrand-Nord-Ouest, où se présente M^{me} Michèle André, ancienne secrétaire d'Etat aux droits de la femme du gouvernement de M. Michel Rocard, ainsi que celui de Thiers, où M. Maurice Adevah-Pouf, député PS et maire de Thiers, était candidat, et celui d'Issoire, où M. Jacques Lavédrine, député PS, est également battu. Le futur président de l'assemblée départementale pourrait être M. Georges Chometon (UDF), conseiller de Saint-Germain-l'Herm.

NOUVEAU CONSEIL: 2 PC; 24 PS; 1 div. g.; 1 UDF-rad.; 3 UDF-CDS; 11 UDF-PR; 13 UDF; 5 RPR; 1 div. d.
CONSEIL SORTANT: 2 PC; 33 PS; 1 div. g.; 2 UDF-rad.; 2 UDF-CDS; 8 UDF-PR; 1 UDF-P et R; 5 UDF; 5 RPR. (Prés.: M. Pierre Bouchaudy, PS, m. de Tournes)
Beaumont
L. 12.444; A. 37,52%; E. 7.268
Alain Dumell, UDF, c.s. du canton de Clermont-Ferrand-Sud-Ouest, adj. m., 4.210 (57,92%)
Roger Gardes, PS, 3.058.
Robert Cavaud, c.s., UDF-rad., m., n.s.p.
Billom
L. 6.091; A. 27,01%; E. 4.181
Jean-Louis Pradier, UDF-PR, 2.343 (56,03%)
Jean-Michel Charlat, PS, 1.838.
Yves Guillon, c.s., PS, m., n.s.p.

Bourg-Lastic
L. 3.301; A. 15,87%; E. 2.668
Armand Blanchet, UDF-PR, 1.548 (58,02%)
Paul Pascaigne, c.s., PS, 1.120.
Clermont-Ferrand-Nord-Ouest
L. 9.126; A. 35,30%; E. 5.507
Michel Cornil, UDF, 2.935 (53,29%)
Michèle André, c.s., PS, a.s.e.e., adj. m., 2.572.
Clermont-Ferrand-Ouest
L. 5.629; A. 49,26%; E. 2.696
Michel Perny, c.s., RPR, 1.455 (53,94%)
Jean-Yves Gouttebel, PS, 1.241.
Clermont-Ferrand-Sud-Est
L. 8.305; A. 45,86%; E. 4.201
Jean Maisonneuve, c.s., PS, adj. m., 2.281 (54,29%)
Philippe Cholet, RPR, 1.920.
Clermont-Ferrand-Sud-Ouest
L. 10.044; A. 47,11%; E. 4.972
Claudine Lafaye, UDF-CDS, c.m., 3.320 (66,77%)
Alain Bardot, PS, 1.652.
Alain Durand, c.s., UDF-PR, se représente dans le canton de Beaumont.

Combronde
L. 4.458; A. 20,56%; E. 3.314
Yvan Delaspre, UDF-PR, m., 1.807 (54,52%)
Robert Mansat, c.s., PS, 1.507.
Cournon-d'Avèrgne
L. 12.042; A. 32,61%; E. 7.507
Michel Gardet, UDF, 3.836 (51,09%)
Catherine Guy-Quint, PS, m., 3.671.
Jean Chaleix, c.s., UDF-rad., n.s.p.
Cunhat
L. 1.940; A. 18,96%; E. 1.510
Jacques Motin, div. d., c.m., 805 (53,31%)
Henri Rigal, c.s., PS, 705.
Issoire
L. 14.002; A. 30,99%; E. 8.944
Pierre Pascalon, RPR, m., 4.653 (52,02%)
Jacques Lavédrine, c.s., PS, d., 4.291.
Mansat
L. 7.176; A. 27,04%; E. 4.898
André Neyrat, c.s., PS, 2.702 (55,16%)
François Maeder, div. d., 2.196.
Montaigut
L. 7.239; A. 23,48%; E. 5.294
Michel Duval, UDF, 2.785 (52,60%)
Jean Michel, c.s., PS, 2.509.
Pionnat
L. 2.669; A. 48,92%; E. 2.081
Edmond Vautier, PS, 1.201 (57,1%)
Jean Prevost, div. d., adj. m., 880.
Jacques Paquet, c.s., UDF-rad., m., n.s.p.
Randsan
L. 4.130; A. 23,29%; E. 3.042
Jean-François Chau, c.s., PS, 1.572 (51,67%)
Jean Vialard, UDF-PR, 1.470.
Riom-Est
L. 11.467; A. 34,15%; E. 6.904
Claude Lieberman, c.s., UDF-CDS, m., 3.866 (55,99%)
Jean-Pierre Agier, PS, 3.038.
Saint-Gervais-d'Avèrgne
L. 4.011; A. 23,08%; E. 2.979
Lucien Gauvin, UDF-PR, 1.574 (52,83%)
Michel Girard, PC, 1.405.
Robert Bernard, c.s., PS, n.s.p.
Saint-Rémy-sur-Durolle
L. 7.208; A. 23,48%; E. 5.274
Jean-Jacques Bournel, PS, 2.688 (50,96%)
Joseph Faye, UDF, 2.586.
André Peruffel, c.s., PS, n.s.p.
Saulzanges
L. 4.577; A. 30,30%; E. 2.983
André Brugère, c.s., PS, 1.653 (55,41%)
François Cregut, UDF-PR, 1.330.
Thiers
L. 10.549; A. 25,38%; E. 7.414
Jean-Marc Chartoire, UDF, c.m., 3.915 (52,80%)
Maurice Adevah-Pouf, c.s., PS, d., m., 3.499.
La Tour-d'Avèrgne
L. 3.243; A. 25,59%; E. 2.349
Henri Boyer, UDF, 1.275 (54,27%)
Paul Gay, PS, 1.074.
Paul Veyssière, c.s., RPR, n.s.p.
Veyre-Monton
L. 14.275; A. 32,81%; E. 8.831
Pierre Chabrilat, c.s., UDF-PR, m., 4.888 (55,35%)
Jean-Pierre Decombas, PS, 3.943.
Vio-le-Comte
L. 8.024; A. 25,90%; E. 5.503
Roger Blanc, UDF-PR, 2.858 (51,93%)
Henri Bartrand, PS, 2.645.
Joseph Planeix, c.s., PS, n.s.p.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (26)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 UDF-rad.; 2 RPR; 3 div. d.)
Le second tour a été marqué par les défaites inattendues de bastions socialistes (Jurançon et Tardets) et RPR (Laruns). Sur les vingt sièges qui restaient à pourvoir, douze sont allés à de nouveaux élus, comme si l'électorat avait souhaité une cure de rajeunissement du personnel politique. En gagnant deux sièges à

Lagar et Laruns, le PS maintient finalement ses positions alors que le PC perd l'unique siège qu'il détenait à Bayonne-Nord. Le RPR perd cinq sièges et n'en gagne que deux, laissant ainsi à l'UDF (dix-neuf conseillers, probablement rejoints par plusieurs élus n'ayant pas encore choisi leur groupe) le titre de premier parti du département. Les candidats gaullistes à la présidence du conseil général devraient donc s'effacer devant un CDS, soit M. François Bayrou, député de Pau et secrétaire général de l'UDF, soit M. Didier Borotra, maire de Biarritz.

NOUVEAU CONSEIL: 12 PS; 19 UDF en app.; 17 RPR en app.; 4 div.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 11 PS; 1 app. PS; 4 UDF-rad.; 6 UDF-CDS; 8 UDF; 15 RPR; 1 CN; 4 div. d.; 1 div. (Prés.: M. Henri Grenet, UDF, m. de Bayonne, n.s.p.)

Anglet-Nord
L. 10.970; A. 43,81%; E. 5.509
André Gracianette, c.s., UDF, c.m., 3.330 (60,44%)
Robert Lagarète, PS, 2.179.
Bayonne-Est
L. 6.248; A. 39,99%; E. 3.481
Jean Grenet, UDF, 2.219 (63,74%)
Pierre-Claude Duprat, PS, 1.262.
Henri Grenet, c.s., UDF, prés. c.s., n.s.p.

Bayonne-Nord
L. 10.892; A. 41,01%; E. 5.555
Christian Millet-Barbe, RPR, 3.116 (52,32%)
Jean Abbade, c.s., PC, 2.839.
Bayonne-Ouest
L. 11.812; A. 44,64%; E. 6.056
Jean-Louis Domergue, UDF-PR, sout. UDF, adj. m., 4.083 (67,42%)
Michel Pailles, PS, 1.973.
Francis Gaudet, c.s., UDF, n.s.p.

Biarritz-Ouest
L. 10.130; A. 52,37%; E. 4.415
Arnaud Saury, c.s., RPR, 3.079 (69,73%)
Hugues Légière, PS, 1.336.
Bordeaux
L. 3.579; A. 15,75%; E. 2.954
Jean-Louis Caset, app. PS, 1.694 (57,34%)
Jean-Louis Caldicorony, c.s., RPR, m., 1.260.

Jurançon
L. 13.419; A. 32,40%; E. 8.560
Jean-Pierre Leris, UDF-PR, 4.675 (54,61%)
Louis Juchini, c.s., PS, 3.885.
Labastide-Clairance
L. 4.021; A. 22,90%; E. 3.014
Léopold Durichon, div. d., m., 1.515 (50,26%)
Jean Castings, c.s., RPR, 1.499.

Lagar
L. 10.547; A. 34,58%; E. 6.490
David Habib, PS, 4.205 (64,79%)
Michel Cassasoles, div. d., 2.285.
Félicien Frie, c.s., div. d., n.s.p.

Laruns
L. 1.102; A. 17,60%; E. 2.446
Jean Baylaucq, PS, 1.253 (51,22%)
Henri Eyt, c.s., RPR, adj. m., 1.193.
Lescar
L. 16.100; A. 31,47%; E. 9.903
René Claverie, c.s., UDF-CDS, m., 5.958 (60,16%)
André Mariette, PS, 3.945.

Monein
L. 6.541; A. 23,95%; E. 4.756
Maurice Bahut, c.s., PS, m., 2.520 (52,98%)
Bernard Place, div. d., 2.236.
Navarrenx
L. 4.720; A. 20,42%; E. 3.651
Jacques Pedehontas, div., 1.907 (52,23%)
Joseph Sarat, c.s., div. d., m., 1.647.
Eliane Sbrunera, PS, 97.

Nay-Bordettes-Est
L. 10.783; A. 24,24%; E. 7.478
Pierre Lavigne de Cadet, PS, 3.867 (51,71%)
Jean Mathieu, RPR, 3.611.
Henri Prat, c.s., PS, n.s.p.

Oloron-Sainte-Marie-Est
L. 9.144; A. 27,48%; E. 5.998
Bertrand Lonstolot-Forest, app. RPR, 3.427 (57,13%)
Jean Renuau, PS, 2.571.
Max Fauchay, c.s., UDF-rad., n.s.p.

Pau-Centre
L. 13.394; A. 41,92%; E. 7.201
Jean-Pierre Caye, c.s., RPR, c.m., 4.055 (56,31%)
Josiane Pouyeto, PS, adj. m., 3.146.
Pau-Nord
L. 10.749; A. 38,51%; E. 6.191
René Casseville, c.s., PS, d., adj. m., 3.108 (50,20%)
Gaston Prieu, div. d., sout. UDF, 3.083.

Pau-Ouest
L. 10.598; A. 40,84%; E. 5.720
Jean Gougny, c.s., RPR, c.m., 3.803 (66,48%)
Philippe Joachim, PS, adj. m., 1.917.
Saint-Jean-Pied-de-Port
L. 5.622; A. 23,30%; E. 4.235
Michel Inchausti, c.s., RPR, d., 2.162 (51,05%)
José-Marie Larre, rég., 1.260; François Mailla, PS, 813.

Tardets-Sorholus
L. 3.401; A. 22,42%; E. 2.532
Michel Arhanet, div., 1.285 (50,75%)
Pierre Erbin, c.s., PS, m., 1.247.

HAUTES-PYRÉNÉES (17)

1^{er} TOUR: 7 élus
(1 PS; 3 MRG; 2 UDF; 1 div.)

Président depuis vingt et un ans, M. Hubert Peyou (MRG) n'a été battu dans son canton d'Ossun. Son adversaire, M. Pierre Châ (UDF), a bénéficié de la presque totalité des voix du FN et, avec 55,58 % des suffrages, le devance de 669 voix. M. Peyou pourrait, dans la foulée de cette défaite, avoir quelques difficultés à protéger, en septembre, son siège de sénateur. Autre canton qui a basculé à droite, celui d'Aureilhan, où M. Pierre-Henri Lacaze (PS), président de l'association départementale des maires, n'a été battu par M. Jean-Marie Simonnet (RPR), les voix communistes lui ayant fait défaut. Le MRG n'est plus la composante la plus importante de l'assemblée départementale, passant de onze à huit sièges, dont deux opposés, qui pourraient jouer un rôle déterminant pour l'élection du président.

Au cas où la solidarité de la majorité présidentielle jouerait à fond, l'ex-maire de Lourdes et ex-secrétaire d'Etat au tourisme, M. François Abadie (MRG), pourrait succéder à M. Peyou, mais M. Gérard Tremblay (UDF-PR), conseiller général de Tardets, mise sur d'éventuelles dissensions à gauche. L'ancien chef de cabinet du président de la République, M. Jean Glavany, en revanche, n'a pas été son entrée à l'assemblée départementale: il a nettement devancé le candidat du RPR dans le canton de Maubourget, dont il est le maire.

NOUVEAU CONSEIL: 3 PC; 7 PS; 8 MRG; 1 UDF-rad.; 5 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 3 UDF; 3 RPR; 2 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT: 4 PC; 6 PS; 11 MRG; 1 UDF-rad.; 5 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 2 UDF; 1 RPR; 2 div. d. (Prés.: M. Hubert Peyou, MRG, sén.)

Arros
L. 2.897; A. 22,02%; E. 2.205
Robert Marquis, PS, 1.082 (49,07%)
Benito Buéas, div. g., 647; Maurice Dubarry, div. g., 476.
Joseph Campa, c.s., PS, n.s.p.

Aureilhan
L. 7.012; A. 40,83%; E. 3.672
Jean-Marie Simonnet, RPR, 1.896 (51,63%)
Pierre-Henri Lacaze, c.s., PS, m., 1.776.

Bordères-sur-Féchez
L. 7.636; A. 37,78%; E. 3.958
Francis Tarissan, PS, m., 1.994 (50,37%)
Ernest-Jean Fourcade, UDF, 1.964.
Roger Paul, c.s., PC, s'est retiré.

Maubourget
L. 8.831; A. 24,30%; E. 2.780
Jean Glavany, PS, m., 1.668 (60,00%)
Jean-Claude Tiraby, RPR, 1.112.
Jean Duru, c.s., MRG, n.s.p.

Ossun
L. 8.278; A. 21,31%; E. 5.993
Pierre Châ, UDF, 3.331 (55,58%)
Hubert Peyou, c.s., MRG, prés. c.s., 2.662.

Hubert Peyou, c.s., MRG, prés. c.s., 2.662.

Saint-Laurent-de-Neste
L. 3.812; A. 25,57%; E. 2.604
Josette Darrieu, c.s., PS, 1.581 (60,71%)
Roland Soult, RPR, 1.023.

Saint-Pé-de-Bigorre
L. 1.713; A. 20,37%; E. 1.247
Bruno Lepore, RPR, 809 (64,87%)
Pierre Lemoignan, UDF, 438.
Jean Belloc-Lataple, c.s., UDF-PR, m., n.s.p.

Tarbes-1
L. 6.338; A. 48,10%; E. 3.024
Gérard Tremblay, c.s., UDF-PR, c.m., 1.905 (62,99%)
Jean-Pierre Dubarry, PS, c.m., 1.119.

Tarbes-2
L. 6.864; A. 51,57%; E. 3.073
Georges Danglade, c.s., UDF-CDS, c.m., 1.876 (61,04%)
Chantal Robin-Rodrigo, MRG, c.m., 1.197.

Tarbes-5
L. 5.468; A. 48,55%; E. 2.567
Jean Journé, c.s., UDF-rad., c.m., 1.447 (56,36%)
Jean-Claude Palmade, PS, adj. m., 1.120.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (15)

1^{er} TOUR: 2 élus
(1 RPR; 1 div. d.)

Le département catalan compte cinq nouveaux élus, et parmi eux figure le fils du maire de Perpignan, M. Paul Alduy, sénateur des Pyrénées-Orientales rattaché administrativement au groupe de l'Union centriste. M. Jean-Paul Alduy (UDF) sort en effet vainqueur d'une triangulaire où restaient en piste, dans le premier canton perpignanais, un candidat UDF-dissident, M. Richard Puly, et le candidat du FN, M. Daniel Dayre. Le parti léniniste, qui avait maintenu ses candidats dans huit cantons, n'a eu aucun élu. Si le département reste à la droite et si M. René Marqués (UDF) devait garder la présidence du conseil général, le RPR et l'UDF perdent chacun un siège au profit d'un socialiste et d'un communiste.

NOUVEAU CONSEIL: 2 PC; 1 app. PC; 6 PS; 1 MRG; 1 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 5 UDF; 8 RPR; 2 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 1 app. PC; 5 PS; 1 MRG; 1 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 3 UDF-PR; 4 UDF; 9 RPR; 1 CN; 3 div. d. (Prés.: M. René Marqués, UDF, m. de Saint-Laurent-de-la-Salanque)

Argelès-sur-Mer
L. 14.431; A. 30,17%; E. 9.559
Jacques Bordanell, c.s., MRG, 4.706 (62,25%)
Robert Massines, FN, 2.438; Bernard Farriol, div. d., sout. UDF, 2.415.

Côte-Vermeille
L. 11.089; A. 29,58%; E. 7.151
Jean Rède, c.s., RPR, 3.864 (52,54%)
Michel Moly, PS, 3.489.

Mont-Louis
L. 3.331; A. 35,30%; E. 2.073
Raymond Trilles, PS, 723 (34,87%)
Henri Pubill, UDF, 484; Raymond Guinovart, div. d., 439; Bernard Dechone, div. d., 427.
Antoine Sabat-Bigorre, c.s., div. d., n.s.p.

Perpignan-1
L. 8.388; A. 43,58%; E. 4.464
Jean-Paul Alduy, UDF, 1.797 (60,25%)
Richard Puly, UDF diss., 1.588; Daniel Dayre, FN, 1.079.
Aimé Coder, c.s., RPR, n.s.p.

Perpignan-2
L. 6.392; A. 53,64%; E. 2.694
Bernard Nicolau, UDF-PR, 1.692 (62,80%)
Jacques Davi, FN, 1.002.
Jacques Farran, c.s., UDF-PR, d., n.s.p.

Perpignan-3
L. 10.204; A. 40,03%; E. 5.398
Jean Vila, PC, 3.039 (56,29%)
Jean Beile, FN, 2.359.
Michel Berdugue, c.s., CN, a été éliminé.

Perpignan-7
L. 11.137; A. 44,56%; E. 5.434
Françoise Barate, c.s., RPR, sout. UDF, 3.402 (62,60%)
Roger Chénay, FN, 2.032.

Perpignan-9
L. 9.628; A. 51,09%; E. 4.207
Alain Marti, c.s., RPR, 2.622 (62,32%)
Jean Grissard, FN, 1.585.

Prades
L. 9.783; A. 35,29%; E. 5.815
Jean-Luc Malé, c.s., UDF, 3.533 (60,75%)
Claude Bès, PS, 2.282.

Rivesaltes
L. 12.883; A. 33,24%; E. 7.949
Emile Paris, c.s., RPR, m., 3.756 (47,25%)
Guy Peytavi, PS, 2.982; Claude Breton, FN, 1.211.

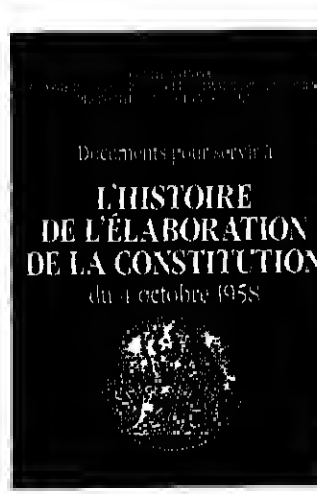
Saint-Laurent-de-la-Salanque
L. 13.431; A. 31,59%; E. 8.194
René Marqués, c.s., UDF, prés. c.s., 6.395 (76,18%)
Philippe Montfrier, FN, 1.999.

Saint-Paul-de-Fenouillet
L. 3.758; A. 41,29%; E. 1.572
Pierre Estève, c.s., PS, d., m., 1.572 (100,00%)
Thaur

Thaur
L. 11.177; A. 31,31%; E. 7.177
René Olive, c.s., PS, m., 3.958 (55,14%)
Albert Passama, div. d., 2.101; Marcel-Henri Volpelière, FN, 1.118.

L'élaboration de la Constitution

par le Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République



- Volume 1**
Des origines de la loi constitutionnelle du 3 juin 1958 à l'avant-projet du 29 juillet 1958, 300 F
- Volume 2**
Le Comité consultatif constitutionnel. De l'avant-projet du 29 juillet 1958 au projet du 21 août 1958, 400 F
- Volume 3**
Du Conseil d'Etat au référendum. 20 août-28 septembre 1958, 400 F
- l'ensemble des 3 volumes : 900 F

29, quai Voltaire
75007 Paris
(1) 40 15 70 00

documentation

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

BAS-RHIN (22)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 FU; 1 UDF-CDS; 3 RPR)

M. Daniel Hoffel (UDF), sénateur, réélu conseiller général à Strasbourg-VII (Meinau), devrait logiquement conserver sa présidence. M. Gilbert Estève (PS) est réélu à Sélestat, ce qui maintient la majorité présidentielle à trois sièges sur un total de quarante-neuf conseillers. Trois sortants ont été battus: M. Jean-Marie Caro, député (UDF-CDS), à Villé; M. François Moser (RPR) à Schirmeck et M. René Dubs (app. UDF) à Obernai. A Wœrth, où le tribunal administratif avait autorisé M. Gilbert Lienh (maj. p.) à rester en lice au second tour à la suite d'un erreur dans le comptage des électeurs inscrits, l'UDF avait le canton au RPR, le député désigné de M. François Grussenmeyer, député (RPR), dans battu de 75 voix. Le FN obtient son meilleur score dans un duel avec l'UDF à Strasbourg-X (Neuhof) et les Verts à Mundolsheim dans un duel avec le RPR. Pour la première fois une femme, M. Fabienne Keller (UDF-CDS), entre à l'assemblée départementale.

NOUVEAU CONSEIL: 2 PS; 1 FU; 18 UDF-CDS; 2 UDF; 1 app. UDF; 18 RPR; 1 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT: 2 PS; 1 FU; 17 UDF-CDS; 1 app. UDF-CDS; 2 UDF; 1 app. UDF; 19 RPR; 1 div. d.; (Prés.: M. Daniel Hoffel, UDF, sén. a.m.)

Geispolsheim
I. 18.899; A. 40,44%; E. 10.002
Marcel Geisel, c.s., RPR, m. 6.314 (57,91%)
Philippe Malin, Verts, 2.665; Marie-Hélène Heitz, FN, 1.923.

Mikrech-Graffenstaden
I. 33.311; A. 45,06%; E. 17.552
Antoine Wach, RPR, adj. m., 8.271 (47,12%)
Fabien Foerster, Verts, 4.515; Georges-Pierre Noll, FN, 3.866.

Marmoutier
I. 7.577; A. 25,35%; E. 3.218
Jacques Felli, c.s., UDF, m., 2.543 (48,73%)
Gérard Brucker, Verts, 1.186; Jean-Claude Weil, PS, 870; Robert Marig, FN, 619.

Mondolsheim
I. 29.398; A. 47,93%; E. 14.113
Remy Schlichter, c.s., RPR, 8.000 (56,68%)
Denis Maurer, Verts, 6.112.

Niederbronn-les-Bains
I. 10.036; A. 33,30%; E. 12.652
Alfred Pfalzgraf, c.s., RPR, m. 6.453 (51,00%)
Charles Zimmer, div. d., 5.711; Denis Blatner, FN, 488.

Obernai
I. 12.015; A. 35,41%; E. 7.910
Hugues Hartley, div. d., m., 3.061 (39,19%)
René Dubs, c.s., app. UDF-CDS, 2.771; Robert Schickel, FN, 1.978.

Saverne
I. 14.930; A. 37,59%; E. 8.940
Emile Blessig, c.s., UDF-CDS, 5.273 (58,98%)
Remy Brandel, RPR, 1.834; René Weiss, FN, 1.833.

Schirmeck
I. 9.590; A. 37,37%; E. 6.709
Alain Ferry, div. d., 3.925 (58,50%)
François Moser, c.s., RPR, m., 2.874.

Sélestat
I. 18.665; A. 33,50%; E. 11.961
Gilbert Estève, c.s., PS, m., 6.919 (57,84%)
Marie-Paule Sigwalt-Debes, UDF-PR, 5.042.

Strasbourg-2
I. 8.606; A. 55,62%; E. 3.703
Gilbert Jost, c.s., UDF-CDS, 1.657 (44,74%)
Jean-Jacques Gsell, PS, adj. m., 1.204; Jacques Fernique, Verts, 842.

Strasbourg-6
I. 16.242; A. 46,43%; E. 8.404
Ernest Rickert, c.s., RPR, 2.649 (43,41%)
Serge Ehler, PS, c.m., 2.554; Walter Krieger, FN, 2.201.

Strasbourg-7
I. 12.180; A. 48,44%; E. 5.981
Daniel Hoffel, c.s., UDF, prés. c.s., 4.161 (69,57%)
Alain Kauf, PS, 1.820.

Strasbourg-8
I. 14.493; A. 36,45%; E. 5.720
Fabienne Griesmar-Keller, UDF-CDS, 3.715 (64,94%)
Jean-Louis Hoerlé, RPR, 2.005.

Strasbourg-10
I. 10.327; A. 47,19%; E. 5.403
Alphonse Beck, c.s., UDF-CDS, 3.278 (60,61%)
Christiane Hochmadel, FN, 2.130.

Truchtersheim
I. 12.795; A. 36,65%; E. 7.413
Jean-Daniel Zeter, UDF-CDS, 4.711 (63,55%)
Eugène Schneider, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Villé
I. 7.191; A. 23,27%; E. 5.261
René Haag, div. d., 3.204 (60,90%)
Jean-Marie Caro, c.s., UDF-CDS, d., 1.057.

HAUT-RHIN (14)

1^{er} TOUR: 6 élus
(2 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 1 RPR; 1 div. d.)

Le seul candidat socialiste renouvelable, M. Vincent Birt, maire d'Ensisheim, cède son siège à l'un de ses conseillers municipaux, M. Michel Habig (RPR). Autre élu, M. André Weber (UDF-CDS) à Huningue, pourtant arrivé largement en tête au premier tour. Son vainqueur, M. Frédéric Striby (div. d.), doit probablement son succès à l'absence politique de M. Weber, conseiller général depuis 1967. A Masevaux, le siège laissé vacant par M. Louis Ulrich (UDF), revient au jeune maire de Niederbruck, M. Jean-Luc Reitzer, ex-Vert soutenu par le PS. Celui-ci doit sa victoire au dynamisme et à l'esprit d'indépendance dont il a su faire preuve face à son concurrent, ostensiblement soutenu par les "éléphants" UDF et RPR du conseil général. Les conseillers socialistes, qui étaient cinq, ne sont plus que quatre.

NOUVEAU CONSEIL: 4 PS; 1 div. d.; 7 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 4 UDF; 4 RPR; 3 CN; 7 div. d.

CONSEIL SORTANT: 5 PS; 8 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 3 UDF; 3 RPR; 3 CN; 6 div. d.; (Prés.: M. Jean-Jacques Weber, UDF-CDS, d. m. de Sausheim)

Andolsheim
I. 14.093; A. 33,31%; E. 8.386
Constatat Georg, div. d., 4.589 (54,72%)
Guy Wachter, Verts, 2.534; René Becker, FN, 1.263.

Jean-Georges Stieb, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Ensisheim
I. 12.389; A. 33,59%; E. 9.777
Michel Habig, RPR, 4.028 (41,19%)
Vincent Birt, c.s., PS, m., 2.742.

Michel Schuster, FN, 1.765; Daniel Martouzzi, Verts, 1.242.

Guebwiller
I. 12.475; A. 39,59%; E. 6.781
Charles Haby, c.s., div. d., m., 4.913 (42,45%)
Jean-Marc Coquelle, ext. d., 1.868.

Habsheim
I. 10.600; A. 43,64%; E. 11.012
Charles Butner, UDF-CDS, 6.748 (61,27%)
Jean-Bernard Forestier, Verts, 4.264.

Pierre Lucas, c.s., div. d., n.s.r.p.

Huningue
I. 29.872; A. 48,66%; E. 14.283
Frédéric Striby, div. d., 7.484 (52,37%)
André Weber, c.s., UDF-CDS, 6.804.

Masevaux
I. 7.777; A. 30,10%; E. 4.928
Jean-Luc Reitzer, div. d., 3.647 (73,85%)
Roger Gaugler, UDF, 1.291.

Louis Ulrich, c.s., UDF, n.s.r.p.

Munster
I. 11.478; A. 38,06%; E. 6.690
Antoine Boithiot, div. d., 4.215 (63,00%)
Marc Georges, div. d., 2.475.

Jean-Georges Hom, c.s., div. d., c.m., n.s.r.p.

Wintzenheim
I. 12.784; A. 38,18%; E. 7.336
Pierre Knittel, c.s., RPR, m., 4.457 (60,75%)
Christophe Hartmann, Verts, 2.879.

RHÔNE (26)

1^{er} TOUR: 6 élus
(1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 app. UDF; 2 RPR)

Le Rhône manifeste, une fois de plus, une grande stabilité: tous les sortants ont été réélus, sauf le RPR Jean-Claude Cret, largement battu à Vaulx-en-Velin par le maire de cette commune de banlieue, M. Maurice Charrier, représentant peu orthodoxe du PC. La victoire de ce dernier est d'autant plus remarquable que, dans ce canton, comme dans tous ceux de la périphérie de Lyon - Meyzieu, Saint-Priest, Saint-Fons - le FN a une bonne mobilisation de l'électorat de gauche a permis au PS de conserver le canton de Saint-Priest, de loin le plus menacé. A Rillieux-la-Pape, M. Marcel André, conseiller sortant (UDF), avait passé un accord avec le FN entre les deux tours, ne fait pas le plein des voix, ce qui laisse supposer qu'une partie de son électorat n'a pas accepté cette alliance.

NOUVEAU CONSEIL: 3 PC; 12 PS; 12 PS; 1 UDF-PR; 8 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 3 UDF; 6 app. UDF; 11 RPR; 1 CNL

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 12 PS; 1 UDF-PR; 9 UDF-CDS; 6 UDF-PR; 3 UDF; 6 app. UDF; 10 RPR; 1 CNL; 1 div. d.; (Prés.: M. Michel Mercier, UDF-CDS, m. de Thizy)

Anse
I. 13.362; A. 36,59%; E. 7.876
Jean-Paul Gasquet, RPR, 3.751 (47,62%)
Jean-Pierre Pignault, UDF, 2.741; Jean-Pierre Barbier, FN, 1.384.

Georges Perrier, c.s., div. d., n.s.r.p.

Le Bois-d'Oingt

1. 8.891; A. 37,50%; E. 5.014

Claude Rouet, c.s., app. UDF, m. d'Oingt, 3.938 (78,54%)
Jean-Pierre Rivière, FN, 1.076.

Givors
I. 21.171; A. 37,90%; E. 12.412
Jean-Claude Babu, c.s., RPR, c.m., 5.922 (47,71%)
Martial Passi, PC, adj. m., 4.514; Claude Lafaurie, FN, 1.976.

Igny
I. 13.725; A. 37,91%; E. 8.097
Jean-Luc Da Passano, c.s., UDF-PR, adj. m., 4.261 (52,62%)
Jacques Gourgnon, PC, 2.454; Jean-Paul Veyrand, FN, 1.382.

Lyon-2
I. 38.310; A. 30,41%; E. 1.735
Roger Fenech, c.s., UDF-CDS, c.m., 1.298 (74,81%)
Anne Richard, FN, 437.

Lyon-4
I. 19.298; A. 46,14%; E. 10.035
Jean-Paul Bonnet, c.s., RPR, adj. m., 4.531 (45,15%)
Bernadette Isazo-Sibille, c.s., UDF-CDS, d. c.m., 7.147 (53,72%)

Lyon-6
I. 25.104; A. 44,74%; E. 13.304
Bernadette Isazo-Sibille, c.s., UDF-CDS, d. c.m., 7.147 (53,72%)

Lyon-7
I. 14.378; A. 48,89%; E. 7.244
André Bourgogne, RPR, c.m., 5.670 (78,27%)
Jacqueline Barral, FN, 1.574.

Lyon-8
I. 15.344; A. 51,10%; E. 6.963
Yves Bruyas, c.s., UDF, c.m., 5.460 (78,41%)
René Morel, FN, 1.503.

Lyon-9
I. 14.982; A. 30,60%; E. 6.909
Simone André, c.s., UDF-PR, c.m., 5.016 (72,60%)
Alain Breuil, FN, 1.893.

Lyon-12
I. 21.735; A. 48,60%; E. 11.211
Robert Batailly, c.s., UDF-rad., c.m., 7.928 (70,71%)
Maurice Depierre, FN, 3.283.

Meyzieu
I. 28.108; A. 39,77%; E. 16.030
Jean-Marc Barthez, c.s., RPR, 5.963 (57,19%)
André Boutevillain, PS, 5.106; Guillaume Queyran, FN, 4.961.

Onllins
I. 15.615; A. 40,68%; E. 8.480
Gilles Lavache, c.s., UDF-CDS, adj. m., 4.863 (57,37%)
Jean-Michel Rouget, div. d., sout. PS, 3.615.

Rillieux-la-Pape
I. 20.007; A. 44,59%; E. 10.120
Marcel André, c.s., UDF, m., 5.388 (52,24%)
Michel Brousset, PS, 4.729; Denis de Bouteiller, FN, c.m., 3.

Saint-Fons
I. 17.998; A. 38,87%; E. 10.246
Jacqueline Vottero, PS, adj. m., 4.061 (52,62%)
Albert Robles, FN, 3.136; Pierre Voegel, UDF, 3.049.

Frank Sérusclat, c.s., PS, sén. m., n.s.r.p.

Saint-Priest
I. 22.446; A. 38,16%; E. 13.248
Bruno Polga, c.s., PS, m., 4.995 (57,70%)
Eliane Benteo, FN, c.m., 4.541; René Morand, RPR, 3.712.

Vaulx-en-Velin
I. 16.554; A. 45,63%; E. 8.752
Maurice Charrier, PC, m., 4.303 (49,16%)
Thierry Derocles, FN, c.m., 3.006; Jean-Claude Cret, c.s., RPR, c.m., 1.443.

Villeurbanne-Centre
I. 20.208; A. 41,95%; E. 11.244
Raymond Terracher, PS, adj. m., 4.847 (43,10%)
Marc Frayssier, RPR, 4.216; Marie-Anne Carrière, RPR, 2.181.

Villeurbanne-Nord
I. 19.795; A. 43,97%; E. 10.567
Bernard Rivatta, c.s., PS, 4.638 (43,89%)
Michel Servy, UDF-rad., c.m., 3.405; Daniel Falcoz, FN, c.m., 2.524.

Villeurbanne-Sud
I. 19.097; A. 43,39%; E. 10.363
Nathalie Gautier, c.s., PS, adj. m., 4.518 (43,59%)
Christian Montagu, UDF-CDS, 3.250; Pierre Vial, FN, c.m., 2.595.

HAUTE-SAÔNE (16)

1^{er} TOUR: 5 élus
(1 PS; 1 UDF-PR; 2 RPR; 1 div. d.)

La majorité départementale de M. Christian Bergelin, député RPR, deux conseillers d'Etat, se trouve confortée: l'écart droite-gauche passe de deux à six sièges. C'est la conquête des deux cantons de Luxeuil et Lure-Nord, naguère tenus par le MRG, qui permet à la droite de se consolider. Si deux conseillers UDF-PR sortants ont été battus par des divers droite soutenus par le FN, les élus de la majorité départementale paraissent tous avoir bénéficié de bons reports de voix légitimes. Ces

reports sont, en revanche, loin d'avoir été systématiques de la part des écologistes et des communistes en direction des socialistes. Pourtant, ces derniers ont joué le jeu à Champagny, permettant au PCF de sauver son seul siège.

NOUVEAU CONSEIL: 1 PC; 9 PS; 1 app. PS; 2 MRG; 2 UDF-rad.; 4 UDF-PR; 6 RPR; 7 div. d.

CONSEIL SORTANT: 1 PC; 9 PS; 1 app. PS; 4 MRG; 1 UDF-rad.; 5 UDF-PR; 2 UDF; 1 UDF diss.; 4 RPR; 4 div. d.; (Prés.: M. Christian Bergelin, RPR, d. c.m. de Gray, a.s.r.p.)

Champagny
I. 8.252; A. 28,07%; E. 5.539
Hubert Guerrio, c.s., PC, 2.199 (39,34%)
Gérard Polve, div. d., m., 1.217; Roland Thiery, RPR, 1.263.

Combeaufontaine
I. 2.631; A. 25,54%; E. 1.777
Henri Mariotte, div. d., 1.160 (65,27%)
Bernard Charon, PS, 617.

Louis Menetrey, c.s., UDF-PR, s'est retiré.

Dampierre-sur-Saloue
I. 4.266; A. 28,28%; E. 2.833
Charles Gauthier, div. d., sout. UDF, 1.599 (55,38%)
Michel Maudclair, UDF-PR diss., 1.264.

Frans-Saint-Mamès
I. 3.773; A. 22,79%; E. 2.422
Patrick Onani, RPR, 1.369 (56,52%)
Jean-Pierre Chausse, GE, 1.053.

Robert Magnin, c.s., div. d., n.s.r.p.

Héricourt-Est
I. 6.238; A. 36,50%; E. 3.595
Jean-Michel Villamé, c.s., PS, adj. m., 2.255 (62,72%)
Claude Borge, RPR, c.m., 1.340.

Héricourt-Ouest
I. 6.480; A. 33,65%; E. 3.746
Jean-Pierre Michel, PS, d. m., 2.197 (58,64%)
Louis Moschetti, UDF-PR, 1.549.

André Girard, c.s., PS, après. c.g. a.m., n.s.r.p.

Jonsey
I. 5.003; A. 29,46%; E. 3.283
Georges Lasne, c.s., UDF-PR, m., 1.828 (55,68%)
Odile Vigneron, PS, 1.455.

Lure-Nord
I. 6.036; A. 28,68%; E. 4.031
Gilles Roy, UDF-rad., m., 1.832 (45,44%)
Roger Boffy, RPR, 1.687; Claude Thibault, FN, 512.

Jean Hertz, c.s., MRG, a.m., n.s.r.p.

Luxeuil-les-Bains
I. 5.749; A. 36,49%; E. 3.285
Bernard Hagemann, div. d., m., 1.902 (57,89%)
Michel Gabillot, PS, c.m., 1.383.

Jean Sarré, c.s., MRG, n.s.r.p.

Montbozon
I. 4.024; A. 23,63%; E. 2.938
André Chevrier, div. d., 1.352 (46,01%)
Dois Vagnet, PS, 924; Georges Lyautey, c.s., UDF diss., 682.

Vesoul-Ouest
I. 10.527; A. 30,40%; E. 6.835
Alain Joyandet, RPR, c.m., 4.155 (60,79%)
Claude Charpentier, PS, adj. m., 2.690.

Pierre Chantelat, c.s., UDF-PR, prés. c.s., n.s.r.p.

SAÔNE-ET-LOIRE (28)

1^{er} TOUR: 13 élus
(2 PS; 1 MRG; 3 UDF-PR; 2 RPR; 4 div. d.; 1 div.)

Les conseillers sortants, candidats dans la plupart des quinze cantons en ballottage, l'emportent grâce à de bons reports de voix, sauf à Epizay, où M. Patrick Delomante (UDF-CDS), le bénéficiaire des suffrages de M. Paul Gauthier (sans étiquette), et où le canton passe donc à gauche. Dans les autres cantons où les conseillers sortants ne se représentaient pas - Autun-Nord, Beaune-en-Bresse, Cluny et Digoin -, deux gardent la même couleur politique (Autun à gauche, Cluny à droite) et deux basculent (Beaune-en-Bresse à droite et Digoin à gauche). En revanche, Chalon-Nord, tenu par le PS, passe aux mains de M. Serge Sène (RPR), adjoint au maire de Chalon-sur-Saône, M. Dominique Perben.

A La Clayette, où deux candidats obtiennent le même nombre de voix, M. Jean Collaudin, conseiller sortant (div. d.), l'emporte au bénéfice de l'âge sur sa rivale, M. Simone Feuillet (div. d., également). Le conseil général de Saône-et-Loire reste à droite et est sort pas profondément modifié de ces élections. La gauche perd deux sièges, alors qu'à droite le RPR en gagne trois.

NOUVEAU CONSEIL: 2 PC; 17 PS; 3 MRG; 2 div. d.; 15 UDF; 8 RPR; 11 div. d.; 1 div.

CONSEIL SORTANT: 2 PC; 17 PS; 3 MRG; 1 div. d.; 1 UDF-CDS; 13 UDF-PR; 5 RPR; 1 CNL; 13 div. d.; 1 div. (Prés.: M. René Bémont, UDF-PR, d. m. de Varennes-Saint-Sauveur)

Autun-Nord
I. 8.289; A. 35,28%; E. 5.036
Didier Mariot, div. d., 2.680 (53,21%)
Jean-Paul Anciaux, RPR, adj. m., 2.356.

André Billardon, c.s., PS, d. après. c.g., n.s.r.p.

Beaune-en-Bresse
I. 5.432; A. 53,33%; E. 2.438
Philippe Routhier, div. d., 1.266 (51,92%)
Paul Colas, maj. p., 1.172.

Robert Petit, c.s., PS, n.s.r.p.

Chalon-sur-Saône-Nord
I. 12.608; A. 47,43%; E. 6.038
Serge Sène, RPR, c.m., 3.411 (56,49%)
Maurice Mathis, c.s., PS, c.m., 2.627.

Chalon-sur-Saône-Sud
I. 15.129; A. 39,47%; E. 8.530
Roger Leborne, c.s., PS, 4.271 (50,07%)
Roger Balan, div. d., 4.259.

La Clayette
I. 6.302; A. 32,27%; E. 4.122
Jean Collaudin, c.s., div. d., 2.061 (50,00%)
Simone Feuillet, div. d., 2.061.

Cluny
I. 6.433; A. 29,75%; E. 4.282
Robert Rolland, UDF-PR, m., 2.314 (54,04%)
Hervé Bretagnolle, PS, 1.968.

Charles Pleinval, c.s., div. d., n.s.r.p.

Digoin
I. 8.179; A. 32,37%; E. 5.079
Gérard Bossu, PS, m., 2.875 (56,60%)
Georges Mercier, div. d., sout. FN, 2.204.

Michel Lacroix, c.s., div. d., n.s.r.p.

Epizay
I. 3.808; A. 20,29%; E. 2.879
Jean-François Nicolas, PS, 1.739 (60,40%)
Patrick Defontaine, c.s., UDF-CDS, m., 1.140.

Givry
I. 8.036; A. 38,78%; E. 4.366
Maurice Juillet, c.s., UDF-PR, 2.400 (54,97%)
Christian Wagner, div. d., 1.966.

La Guiche
I. 2.567; A. 25,71%; E. 1.854
Armand Aubagne, c.s., div. d., m., 938 (50,59%)
Daniel Decerle, maj. p., 916.

Lugny
I. 5.627; A. 40,37%; E. 3.134
René Boudier, c.s., div. d., 1.915 (61,10%)
Gilbert Morand, maj. p., 1.219.

Mâcon-Sud
I. 9.061; A. 43,35%; E. 4.790
Roger Comuier, c.s., RPR, adj. m., 3.059 (63,86%)
René Ducaroux, PS, adj. m., 1.731.

Marcigny
I. 5.006; A. 31,06%; E. 3.352
Jacques Rebillard, c.s., MRG, 1.940 (57,87%)
André Perrier, div. d., m., 1.412.

Montceau-les-Mines-Nord
I. 14.130; A. 49,14%; E. 6.717
Michel Thomas, RPR, m., 4.040 (60,14%)
Marlene Agazinski, PS, 2.677.

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS CANTONALES

3 RPR; 2 app. RPR; 1 div. d. et un siège vacant à la suite de la démission d'un UDF-CDS. (Prés.: M. Bernard Pellarin, UDF, sén. m. de Cruilles.)

Abondance
L. 3373; A. 21,43%; E. 2543
André Crepy, RPR diss., 1279 (50,29%)
François Blanc, c.s., UDF-PR, 1264.

Alby-sur-Chèran
L. 5484; A. 39,04%; E. 3194
Fernand Peilloud, c.s., div. g., 1651 (51,69%)
Jean-Denis Roche, UDF-PR, 1543.

Annecy-Centre
L. 8554; A. 57,82%; E. 3288
Jean-Louis Corajoud, c.s., UDF-CDS, adj. m., 2379 (72,35%)
Marie-Sylviane Doquier, PS, 909.

Annecy-le-Vieux
L. 21779; A. 46,74%; E. 10346
Bernard Accoyer, RPR diss., m., 6340 (61,27%)
Jean Brocard, c.s., UDF-PR, d. a.m., 4006.

Annecy-Nord-Ouest
L. 21881; A. 52,09%; E. 9437
Alain Veyret, c.s., UDF-CDS, 5525 (52,54%)
Vincent Baudouin, Verts, 3912.

Douvrine
L. 10980; A. 42,05%; E. 5470
François Mugnier, c.s., UDF-PR, 3647 (66,67%)
Marcel Hauteville, div. d. m., 1823.

Faverge
L. 7446; A. 32,40%; E. 4669
Pierre Lusserand, RPR, c.m., 2468 (52,85%)
Jacques Dales, PS, 2201.
André Sautillon, c.s., div. g., n.s.r.p.

Frangy
L. 3855; A. 33,64%; E. 2452
Roger Vignot, c.s., app. UDF, 1542 (62,88%)
Henri Couet, UDF-CDS, sout. UDF, 910.

Saint-Gervais-les-Bains
L. 9866; A. 42,26%; E. 5079
Robert Fournier, c.s., div. d., sout. UDF, 2738 (53,90%)
Jean-Marc Pélissier, div. d., 2341.

Saint-Jeoire
L. 5487; A. 35,04%; E. 3358
Jean-Marc Chavanne, c.s., RPR, m., 2238 (66,64%)
François Cheneval-Pallud, div. d., 1120.

Saint-Julien-en-Genevois
L. 14587; A. 46,91%; E. 7418
Gaston Maurel, c.s., div. g., 4369 (58,89%)
Marc Favre, RPR, 3049.

Samone
L. 2972; A. 32,06%; E. 1921
Adelin Malgrand, c.s., UDF-rad., m., 1139 (59,29%)
Claude Castor, div. g., 782.

Thonon-les-Bains
L. 29043; A. 45,03%; E. 15359
Paul Neuzax, UDF-rad. diss., m., 6330 (41,14%)
Jacques Maylander, Verts, 4576;
Yves Sautier, c.s., UDF-CDS, adj. m., 4463.

SEINE-MARITIME (34)

1^{er} TOUR: 9 élus
(1 UDF-rad; 1 UDF-CDS; 5 UDF-PR; 1 UDF; 1 RPR)

Les délégués de M. Paul Dhaille, maire et conseiller général de Lillebonne, et de M. Jean-Claude Bateau, sortant dans le canton de Pavilly, tous deux députés socialistes, seront directement rééligibles dans la circonscription de M. Laurent Fabius. Si M. Dhaille a été battu dans un duel gauche-droite traditionnel, en revanche M. Bateau a été élu par l'un de ses anciens canaux, M. Michel Bontot, maire de Barentin, en tant que PS depuis quelques semaines et soutenu par Génération Ecologie. La gauche est victime d'une querelle identique à Pavilly: conseiller M. Michel Poinchev, sortant, sortant, est battu par M. Jean-François Mayer, ancien membre du cabinet de M. Frédéric Brodin, ministre de la jeunesse et des sports, et qui a récemment rompu avec le PS. La gauche pourra se consoler d'une victoire à Fontaine-le-Dun, où le PS reprend au RPR un canton rural perdu en 1985.

NOUVEAU CONSEIL - 9 PC; 2 MRG; 3 UDF-PR; 6 UDF-PR; 5 UDF-CDS; 10 UDF-PR; 6 UDF; 12 RPR; 4 div. d.

CONSEIL SORTANT: 9 PC; 12 PS; 2 MRG; 3 UDF-PR; 6 UDF-PR; 5 UDF-CDS; 10 UDF-PR; 6 UDF; 12 RPR; 4 div. d. (Prés.: M. Jean Lecanuet, UDF-CDS, sén. m. de Rouen, a.m.)

Annule
L. 5193; A. 25,32%; E. 3767
Marcel Faurquez, c.s., div. d., 1416 (37,58%)
Pierre-Marie Duhemel, UDF-PR, 1274; Bernard Munin, PS, 1077.

Blangy-sur-Bresle
L. 7998; A. 24,94%; E. 5714
Pierre Loin, c.s., RPR, 3112 (54,46%)
Claude Vialaret, PS, m., 2602.

Darnétal
L. 16726; A. 39,38%; E. 9452
Geneviève Préterre, c.s., UDF-CDS, 5862 (62,01%)
Bernard Jeanne, PS, 3590.

Dieppe-Est
L. 13418; A. 36,49%; E. 7905
Daniel Lefèvre, c.s., RPR, 5162 (65,30%)
Christian Cuvilliez, PC, m., 2743.

Duclos
L. 16736; A. 33,57%; E. 10280
Bernard Léger, PS, 5759 (56,02%)
Francis Edde, RPR, 4521.

Fauville-en-Caux
L. 5465; A. 22,12%; E. 3947
Jean-François Mayer, PS diss., 2227 (56,42%)
Michel Poinchev, c.s., MRG, m., 1716; Marcel Thery, RPR, 4.

Fécamp
L. 19970; A. 35,11%; E. 12136
Jean-Pierre Deneuvre, c.s., div. d., a.m., 6655 (54,83%)
Jean-Claude Michel, PS, adj. m., 5451; François Glenisson, div. d., 30.

Fontaine-le-Dun
L. 3555; A. 18,93%; E. 2691
Marie-Bernard Ducroix, PS, 1414 (52,54%)
Jean-François Roulland, c.s., RPR, 1277.

Gonfreville-l'Orcher
L. 13538; A. 36,77%; E. 7929
Gérard Eude, c.s., PC, 4744 (59,83%)
Annie Guillemin, c.s., RPR, c.s. du Havre-2, fusionné avec Le Havre-1, non renouvelable, 3185.

Grand-Couronne
L. 18471; A. 50,89%; E. 5273
Marc Massion, c.s., PS, 5273 (100,00%)

Le Havre-3
L. 16178; A. 45,64%; E. 7937
Gérard Heuzé, c.s., PC, adj. m., 4101 (51,66%)
Michel Seguin, RPR, 3836.

Le Havre-4
L. 10040; A. 46,48%; E. 4971
Antoine Rufenacht, c.s., RPR, d. a.s.c., 3362 (67,63%)
Nicole Le Foll, PS, adj. m., 1609.

Le Havre-9
L. 14613; A. 46,77%; E. 7313
Michel Barrier, c.s., PC, adj. m., 3270 (44,71%)
Agathe Cahier, UDF, 2731; Philippe Baudet, FN, 1312.

Lillebonne
L. 18636; A. 38,18%; E. 10821
Philippe Leroux, RPR, 5642 (52,13%)
Paul Dhaille, c.s., PS, d. m., 5179.

Londinières
L. 3817; A. 19,72%; E. 2974
Michel Fouquet, div. g., 1513 (50,87%)
Jean-Pierre Dancourt, c.s., div. d., sout. FN et UDF, 1461.

Maromme
L. 15936; A. 39,91%; E. 8863
Colette Privat, c.s., PC, m., 5110 (57,65%)
Daniel Laboure, RPR, 3753.

Mont-Saint-Alban
L. 20361; A. 45,84%; E. 304
Gérard Simon, c.s., RPR, 6567 (63,73%)
Patricia Dumalange, PS, 3737.

Neufchâteau-en-Bray
L. 3011; A. 26,83%; E. 5362
Dany Miald, div. d., 3034 (51,75%)
Jean Watire, UDF-PR, 2828.

Pavilly
L. 19806; A. 31,89%; E. 12214
Michel Bontot, PS diss., 6166 (50,48%)
Jean-Claude Bateau, c.s., PS, d., 6048.

Rosier-4
L. 5942; A. 40,92%; E. 3290
Serge Benoist, c.s., UDF-PR, adj. m., 2216 (67,35%)
Philippe Belloum, PS, 1074.

Rosier-5
L. 8293; A. 42,32%; E. 4611
Raymonde Bestaux, c.s., UDF-PR, adj. m., 2240 (46,57%)
Philippe Lesclap, PS, 1585; Guillaume de Tardé, FN, 786.

Rosier-6
L. 10504; A. 44,71%; E. 5478
Michel Guez, c.s., UDF-PR, adj. m., 2564 (46,80%)
Robert Foubert, PS, 1701; Patrick Dupin, Verts, 1213.

Rosier-7
L. 7890; A. 40,54%; E. 4504
Jeanine Bonvin, c.s., UDF-CDS, adj. m., 2303 (51,13%)
Michel Bérégovoy, PS, d., 1436; Jean-Pierre Girard, Verts, 763.

Saint-Etienne-de-Rouvray
L. 14486; A. 42,71%; E. 7541
Pierre Tréhet, c.s., PC, 4963 (65,81%)
Eric Lemaire, UDF-PR, 2578.

Sotteville-le-Rouen-Ouest
L. 13502; A. 37,89%; E. 7563
Serge Cramois, UDF, 4194 (55,45%)
Luc Pape, PS, adj. m., 3369.

Sotteville-le-Rouen-Est
L. 13502; A. 37,89%; E. 7563
Serge Cramois, UDF, 4194 (55,45%)
Luc Pape, PS, adj. m., 3369.

Blangy-sur-Bresle
L. 7998; A. 24,94%; E. 5714
Pierre Loin, c.s., RPR, 3112 (54,46%)
Claude Vialaret, PS, m., 2602.

Darnétal
L. 16726; A. 39,38%; E. 9452
Geneviève Préterre, c.s., UDF-CDS, 5862 (62,01%)
Bernard Jeanne, PS, 3590.

Dieppe-Est
L. 13418; A. 36,49%; E. 7905
Daniel Lefèvre, c.s., RPR, 5162 (65,30%)
Christian Cuvilliez, PC, m., 2743.

Duclos
L. 16736; A. 33,57%; E. 10280
Bernard Léger, PS, 5759 (56,02%)
Francis Edde, RPR, 4521.

Fauville-en-Caux
L. 5465; A. 22,12%; E. 3947
Jean-François Mayer, PS diss., 2227 (56,42%)
Michel Poinchev, c.s., MRG, m., 1716; Marcel Thery, RPR, 4.

Fécamp
L. 19970; A. 35,11%; E. 12136
Jean-Pierre Deneuvre, c.s., div. d., a.m., 6655 (54,83%)
Jean-Claude Michel, PS, adj. m., 5451; François Glenisson, div. d., 30.

Fontaine-le-Dun
L. 3555; A. 18,93%; E. 2691
Marie-Bernard Ducroix, PS, 1414 (52,54%)
Jean-François Roulland, c.s., RPR, 1277.

Gonfreville-l'Orcher
L. 13538; A. 36,77%; E. 7929
Gérard Eude, c.s., PC, 4744 (59,83%)
Annie Guillemin, c.s., RPR, c.s. du Havre-2, fusionné avec Le Havre-1, non renouvelable, 3185.

Grand-Couronne
L. 18471; A. 50,89%; E. 5273
Marc Massion, c.s., PS, 5273 (100,00%)

Le Havre-3
L. 16178; A. 45,64%; E. 7937
Gérard Heuzé, c.s., PC, adj. m., 4101 (51,66%)
Michel Seguin, RPR, 3836.

Le Havre-4
L. 10040; A. 46,48%; E. 4971
Antoine Rufenacht, c.s., RPR, d. a.s.c., 3362 (67,63%)
Nicole Le Foll, PS, adj. m., 1609.

DEUX-SÈVRES (16)

1^{er} TOUR: 10 élus
(1 PS; 1 div. g.; 2 UDF; 1 RPR; 5 div. d.)

Un élu Vert, M. Jean Bando, entre par la grande porte au conseil général, en battant à Préez un candidat du département, M. Claude Rondeau (UDF-CDS), président du comité économique et social du Poitou-Charentes. Mais cette élection ne réduit que d'un siège la majorité départementale sortante de M. André Dulait (UDF), qui disposait précédemment de vingt-deux sièges sur trente-trois. Les socialistes comptent toujours sept élus: la victoire, à La Mothe-Saint-Héray, de M. Sébastien Royal, député PS, qui réussit ainsi son implantation locale, contre le candidat sortant (div. d.), M. Pierre Thomas, a compensé la perte, pour le PS, du canton de Sauré-Vauvau au profit d'un élu divers gauche dès le premier tour.

NOUVEAU CONSEIL - 6 PS; 1 div. g.; 1 UDF; 2 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 5 UDF; 2 RPR; 12 div. d.

CONSEIL SORTANT: 7 PS; 2 UDF-rad.; 4 UDF-PR; 1 UDF-PR; 6 UDF; 1 RPR; 12 div. d. (Prés.: M. André Dulait, UDF, m. de Migné).

Champdeniers-Saint-Denis
L. 3975; A. 19,52%; E. 3075
Jeanne-Marie Bizard, c.s., UDF-PR, 1675 (54,47%)
Alain Champet, div. d., 1400.

La Mothe-Saint-Héray
L. 4109; A. 23,87%; E. 3009
Ségolène Royal, PS, d., 1536 (51,04%)
Pierre Thomas, c.s., div. d., 1473.

Niort-Est
L. 13095; A. 43,45%; E. 6885
Geneviève Perrin-Gaillard, PS, c.m., 3575 (51,92%)
Alain Garcia, RPR, 3310.

Niort-Ouest
L. 17238; A. 45,51%; E. 8582
Janine Lucas, c.s., UDF-rad., m., 971 (57,92%)
Claude-Odile Millard, PS, c.m., 3611.

Préez
L. 8254; A. 31,79%; E. 5370
Jean Bando, Verts, 2532 (50,87%)
Claude Rondeau, c.s., UDF-CDS, m., 2638.

Saint-Maixent-Vieille-Vieille
L. 5671; A. 35,39%; E. 3502
Léopold Moreau, UDF-PR, m., 2359 (67,36%)
Jean-Claude Drossard, PS, 1143; Yvon Quintard, c.s., UDF, n.s.r.p.

SOMME (23)
1^{er} TOUR: 7 élus
(3 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 1 UDF; 1 RPR; 1 div. d.)

La majorité du président sortant M. Fernand Demilly (UDF-PR) reste inchangée, avec treize élus contre quatorze à la gauche. Le PS gagne pourtant un siège. Si M. Jacques Fleury, député (PS), perd le canton de Roye, les socialistes enlèvent les cantons de Roisel et de Villers-Bocage. A Roisel, le candidat communiste M. Pierre Drulin, conseiller sortant, s'est retiré après être arrivé en troisième position au premier tour. A Villers-Bocage, le candidat socialiste a profité d'une quadrangulaire dans laquelle il était opposé à un candidat du FN et deux candidats de droite, dont l'un soutenu par l'UDF et le RPR. Les communistes perdent en revanche un siège: s'ils l'emportent dans le canton de Friville-Escarbotin, ils sont battus à Aulic et à Roisel.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 1 app. PC; 9 PS; 8 UDF-PR; 3 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 1 app. UDF; 9 RPR; 8 div. d.

CONSEIL SORTANT: 5 PC; 1 app. PC; 8 PS; 8 UDF-PR; 5 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 1 UDF; 9 RPR; 7 div. d. (Prés.: M. Fernand Demilly, UDF-PR).

Abbeville-Nord
L. 11778; A. 33,34%; E. 7341
André Leduc, c.s., UDF-PR, 4013 (54,66%)
Gilbert Mathon, PS, adj. m., 3328.

Amiens-4-Est
L. 15224; A. 38,53%; E. 8631
Liliane Brunet, c.s., PC, 4708 (54,53%)
Jean-Paul Pies, RPR, c.m., 3925.

Amiens-5-Sud-Est
L. 15049; A. 44,24%; E. 7792
Jean-Claude Broutin, c.s., UDF-CDS, 4402 (56,49%)
Jean-Jacques Bertrand, Verts, 3390.

Amiens-7-Sud-Ouest
L. 11734; A. 46,62%; E. 5272
Gérard Moulard, c.s., div. d., 3849 (73,00%)
Raymond Brasseur, FN, 1423.

Amiens-8
L. 8503; A. 24,45%; E. 5921
Antoine de Waziers, app. UDF, 3134 (52,93%)
Michel Soumillion, PC, 2787; Michel Couillet, c.s., PC, m., n.s.r.p.

Comté
L. 6067; A. 29,78%; E. 3703
Jacques Dacheux, div. d., 2475 (66,80%)
André Ocica, c.s., div. d., m., 1230.

Cortice
L. 13869; A. 29,16%; E. 8870
Alain Gest, c.s., UDF-PR, 5795 (65,33%)
Gérard Houville, div. d., 3075.

Doullens
L. 9593; A. 27,33%; E. 6456
Christian Vismineck, div. d., 4324 (66,97%)
Guy de Saint-Amour, MRG, c.m., 2132.

Friville-Escarbotin
L. 9349; A. 19,86%; E. 7035
Guy Roussel, PC, m., 3977 (56,53%)
Christian Cahon, c.s., UDF-PR, 3058.

Gamaches
L. 9182; A. 18,60%; E. 7071
Michel Bonduelle, c.s., div. d., 3816 (53,96%)
Jacques Pecqueur, PC, m., 3255.

Molliens-Dreuil
L. 7211; A. 25,64%; E. 4984
Jean Dhalluin, c.s., RPR, 2911 (58,40%)
Jean-Luc Lefebvre, PS, 2073.

Montdidier
L. 8427; A. 35,01%; E. 5067
Gérard Flamand, c.s., RPR, 3599 (71,02%)
Jean Marie, PS, 1468.

Moyenneville
L. 6787; A. 20,28%; E. 5115
Roger Castel, c.s., UDF-CDS, 2036 (39,80%)
Marius Fustier, div. d., 1875; Jean-Maurice Dewez, div. d., 1204.

Roisel
L. 5785; A. 20,01%; E. 4465
Michel Boulogne, PS, m., 1983 (44,41%)
René Basquin, UDF, 1973; Dominique Drancourt, FN, 509.

Roye
L. 8908; A. 20,65%; E. 6784
Georges Lozier, div. d., 3504 (51,65%)
Jacques Fleury, c.s., PS, d. m., 3280.

Villers-Bocage
L. 8423; A. 23,98%; E. 6157
Christian Manable, PS, 2263 (36,75%)
Claude Deflesselle, div. d., 1873; Jean-François Claisse, div. d., 1352; Yves Dupille, FN, 669.

Yver
L. 8423; A. 23,98%; E. 6157
Yves Dupille, FN, 669

Yver
L. 8423; A. 23,98%; E. 6157
Yves Dupille, FN, 669

Yver
L. 8423; A. 23,98%; E. 6157
Yves Dupille, FN, 669

CORREZE (19)

1^{er} TOUR: 10 élus
(1 PS; 1 div. g.; 2 UDF; 1 RPR; 5 div. d.)

Un élu Vert, M. Jean Bando, entre par la grande porte au conseil général, en battant à Préez un candidat du département, M. Claude Rondeau (UDF-CDS), président du comité économique et social du Poitou-Charentes. Mais cette élection ne réduit que d'un siège la majorité départementale sortante de M. André Dulait (UDF), qui disposait précédemment de vingt-deux sièges sur trente-trois. Les socialistes comptent toujours sept élus: la victoire, à La Mothe-Saint-Héray, de M. Sébastien Royal, député PS, qui réussit ainsi son implantation locale, contre le candidat sortant (div. d.), M. Pierre Thomas, a compensé la perte, pour le PS, du canton de Sauré-Vauvau au profit d'un élu divers gauche dès le premier tour.

NOUVEAU CONSEIL - 6 PS; 1 div. g.; 1 UDF; 2 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 5 UDF; 2 RPR; 12 div. d.

CONSEIL SORTANT: 7 PS; 2 UDF-rad.; 4 UDF-PR; 1 UDF-PR; 6 UDF; 1 RPR; 12 div. d. (Prés.: M. André Dulait, UDF, m. de Migné).

Champdeniers-Saint-Denis
L. 3975; A. 19,52%; E. 3075
Jeanne-Marie Bizard, c.s., UDF-PR, 1675 (54,47%)
Alain Champet, div. d., 1400.

La Mothe-Saint-Héray
L. 4109; A. 23,87%; E. 3009
Ségolène Royal, PS, d., 1536 (51,04%)
Pierre Thomas, c.s., div. d., 1473.

Niort-Est
L. 13095; A. 43,45%; E. 6885
Geneviève Perrin-Gaillard, PS, c.m., 3575 (51,92%)
Alain Garcia, RPR, 3310.

Niort-Ouest
L. 17238; A. 45,51%; E. 8582
Janine Lucas, c.s., UDF-rad., m., 971 (57,92%)
Claude-Odile Millard, PS, c.m., 3611.

Préez
L. 8254; A. 31,79%; E. 5370
Jean Bando, Verts, 2532 (50,87%)
Claude Rondeau, c.s., UDF-CDS, m., 2638.

Saint-Maixent-Vieille-Vieille
L. 5671; A. 35,39%; E. 3502
Léopold Moreau, UDF-PR, m., 2359 (67,36%)
Jean-Claude Drossard, PS, 1143; Yvon Quintard, c.s., UDF, n.s.r.p.

SOMME (23)
1^{er} TOUR: 7 élus
(3 UDF-PR; 1 UDF-CDS; 1 UDF; 1 RPR; 1 div. d.)

La majorité du président sortant M. Fernand Demilly (UDF-PR) reste inchang

LE SECOND TOUR

Brignoles

1. 13.367; A. 33,10%; E. 8.425
Jacques Cestor, c.s., UDF-PR, m.
3.606 (42,80%)
Claude Gilardo, PC, 3.108; Monique
Lestier, FN, 1.708; Yves Pelletier,
div. d., 3.

Cailas

1. 4.318; A. 38,99%; E. 2.750
Pierre-Yves Collobat, PS, m., 1.632
(59,34%)
Jean-Louis Hermet, RPR, 1.118.
André Delpeu, c.s., PS, n.s.r.p.

Féjus

1. 27.815; A. 41,52%; E. 14.541
Gilbert Lecat, UDF-PR, 9.344
(64,25%)
Sylvain Ferrus, FN, 5.197.
Michel Hamade, c.s., div. d., se représente dans le canton du Muy.

Hyères

1. 31.462; A. 39,57%; E. 18.157
Joseph Garcia, c.s., UDF-PR, 9.647
(53,13%)
Gaston Biantennin, maj. p., 4.418;
Jean-Claude Gérardin, FN, 4.092.

Lorgues

1. 9.460; A. 41,52%; E. 6.572
Pierre Perrin, div. d., 3.124 (47,53%)
Barthélemy Mariani, PS, 2.596; Emile
Elhar, FN, 852.
Edouard Soldani, c.s., PS, après c.g.,
a.s.n., a.m., n.s.r.p.

Le Luc

1. 10.527; A. 24,33%; E. 7.562
Narbert La Raza, RPR, 3.750
(49,59%)
Jean-Louis Dieux, c.s., PS, 3.697;
Robert Lalanne, FN, 115.

Le Muy

1. 14.470; A. 34,51%; E. 9.232
Michel Hamade, c.s., div. d., c.s. de
Fréjus, 3.609 (39,09%)
Emile de Vernet de Joux, FN, 2.150;
Ateo Bralia, PC, 1.950; Jean-Paul
Martin, c.s., 1.523.
André Cabasse, c.s., PS, n.s.r.p.

Ollioules

1. 26.775; A. 41,29%; E. 14.262
Ferdinand Bernard, c.s., UDF-PR,
9.829 (68,91%)
Bernard Lefèvre, FN, 4.433.

Rians

1. 6.197; A. 25,77%; E. 4.281
Maurice Janetti, c.s., PS, 2.774
(64,79%)
Paul Courial, UDF-PR, 1.507.

Saint-Maximin-la-Sainte-Baume
1. 13.417; A. 32,61%; E. 8.509
Emile Olivier, c.s., div. d., m., 3.962
(46,56%)
Pierre Coulobat, PS, 2.799; Gilles
Pérez, FN, 1.748.

Saint-Raphaël

1. 20.868; A. 37,38%; E. 12.610
René-Georges Laurin, RPR, sén. m.,
6.506 (51,59%)
Pierre Barisain-Monrose, FN, 3.655;
Charles Laugier, PS, 2.449.
Michel Gaillard, c.s., RPR, n.s.r.p.

Saint-Tropez

1. 14.227; A. 32,78%; E. 9.201
Jean-Michel Couve, RPR, d., 4.143
(45,02%)
Alain Spada, div. d., m., 3.923; Jean-
Louis Bouguereau, FN, 1.135.
Louis Faucher, c.s., UDF, n.s.r.p.

La Seyne-sur-Mer

1. 25.400; A. 39,00%; E. 14.908
Maurice Penl, c.s., PC, 6.485
(43,50%)
Charles Saglia, UDF-PR, m., 6.217;
Claude Lecoq, FN, 2.206.

Six-Fours-les-Plages

1. 21.790; A. 35,30%; E. 13.415
Jean-Claude Babize, div. d., c.m.,
6.719 (50,08%)
Philippe Estève, c.s., UDF-PR, m.,
4.314; Pierre Lard, FN, 2.382.

Tavernes

1. 27.155; A. 29,04%; E. 18.555
Louis Fèvre, c.s., div. d., adj. m.,
10.668 (57,57%)
Marc Meissel, PS, 514; Alain Del
Socorro, FN, 273.

Toulon-2

1. 15.258; A. 44,78%; E. 7.616
Emile Granier, c.s., UDF-PR, c.m.,
4.666 (61,26%)
Jean-Claude Lunardelli, FN, 2.950.

Toulon-5

1. 6.409; A. 43,26%; E. 3.085
Marcel Massi, c.s., UDF-CDS,
adj. m., 1.850 (59,96%)
Jean-Marie Le Chevallier, FN, c.m.,
1.235.

Toulon-9

1. 9.188; A. 46,33%; E. 4.507
Paul Drisni, c.s., UDF-PR, adj. m.,
2.935 (65,12%)
Elisabeth Delattre, FN, 1.572.

La Valette-du-Var

1. 38.203; A. 38,37%; E. 22.576
Jacques Roux, c.s., RPR, m., 10.063
(44,57%)
Yvon Robert, PC, 6.921; Yvon Rossi-
gnol-Gicquel, FN, 5.592.

VAUCLUSE (12)

1^{er} TOUR: 0 élu
La gauche a perdu la majorité confortable (quatorze sièges contre dix) qu'elle possédait. La droite a su négocier la succession de M. Jean-Pierre Roux, conseiller sortant battu dès le premier tour, et garder le siège d'Avignon-Est. En revanche, la gauche a laissé échapper

deux sièges à Beaumes-de-Venise et à Avignon-Sud. Dans le premier cas, elle le doit à sa division. La majorité de M. Camille Fare (PC), sortant devancé de 12 voix par M. Léo Bayle (PS) au premier tour, a permis à M. Christian Gonet de l'emporter. Pour les mêmes raisons, celui-ci avait déjà ravi sa mairie au PC en 1989. L'autre surprise vient d'Avignon-Sud, où des reports insuffisants à gauche et le maintien du candidat de Génération Ecologie ont permis la victoire de M. René Dubois (UDF-PR), de 19 voix seulement, sur le sortant socialiste, M. Henri Cupon, adjoint au maire d'Avignon.

Gauche et droite sont à égalité de sièges: le doyen d'âge du nouveau conseil est M. Régis Derouin (div. d.), quatre-vingt-un ans, maire du Pontet, élu du canton d'Avignon-Nord, qui devance M. Jean Garcia (PS), soixante-dix-sept ans, qui siège depuis trente-trois ans.

NOUVEAU CONSEIL - 1 PC; 10 PS; 1 Maj. p.; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 8 RPR; 2 div. d.
CONSEIL SORTANT - 2 PC; 11 PS; 1 div. d.; 1 UDF-rad.; 6 RPR; 3 div. d. (Prés.: M. Jean Garcia, PS.)

Apt
1. 14.045; A. 29,24%; E. 9.523
Pierre Boyer, c.s., PS, m., 4.477
(47,01%)
René Doucende, RPR, 3.322;
Maurice Lamy, FN, 1.724.

Avignon-Est
1. 19.740; A. 35,45%; E. 11.957
Henri Agn, RPR, 4819 (40,30%)
Gérard Zhir, PS, adj. m., 4.086; Jacques Bompard, FN, 3.052.
Jean-Pierre Roux, c.s., div. d., a.m., a été éliminé.

Avignon-Sud
1. 13.313; A. 37,77%; E. 8.499
René Dubois, UDF, c.m., 2.589
(30,46%)
Henri Cupon, c.s., PS, adj. m., 2.570; Thibault de la Tocnaye, FN, c.m., 2.214; Joël Peyre, GE, 1.126.

Beaumes-de-Venise
1. 3.389; A. 13,92%; E. 2.809
Christian Gonet, UDF-PR, m., 1.131
(40,26%)
Léo Bayle, PS, 963; Camille Fare, c.s., PC, 715.

Bédarrides
1. 21.420; A. 32,61%; E. 13.604
Alain Milton, c.s., RPR, 7.128
(52,39%)
Charles Valenti, PC, 3.472; Fernand Teboul, FN, 3.004.

Bonneux
1. 3.161; A. 29,57%; E. 2.043
André Borel, c.s., PS, d., 1.117
(54,67%)
Jean-Pierre Porte, div. d., 926.

Cadenet
1. 10.210; A. 29,04%; E. 6.945
Henri Barthélemy, c.s., PS, 3.465
(49,89%)
Bernard Deve, RPR, m., 2.735;
Marie-Anne Ballardras, FN, 745.

Carpentras-Nord
1. 14.938; A. 37,51%; E. 10.001
Jacques Romen, c.s., UDF-rad.,
adj. m., 4.780 (47,79%)
Michel Bayet, PS, 2.777; Guy Macary,
FN, 2.444.

L'Isle-sur-la-Sorgue
1. 21.911; A. 32,66%; E. 14.012
Jean Garcia, c.s., PS, prés. c.g., 6.948
(49,58%)
Gérmain Giraud, div. d., 4.300;
Simone Rémoud, FN, 2.764.

Malacorne
1. 3.175; A. 15,18%; E. 2.554
Xavier Bernard, c.s., PS, 1.313
(51,40%)
Jacques Gahinet, div. d., 1.241.

Mornas
1. 5.643; A. 19,70%; E. 4.298
Michel Maurin, c.s., div. g., m., 2.504
(55,25%)
Helen Adam, div. d., 1.794.

Orange-Est
1. 16.034; A. 33,34%; E. 9.993
Jacques Bérard, c.s., RPR, sén. 4.558
(45,61%)
Marie-Claude Bompard, FN, 2.801;
Alain Labé, PS, m., 2.634.

Orange-Ouest
1. 10.094; A. 33,41%; E. 6.248
Edith Cresson, c.s., PS, prem. min.,
m., 3.211 (51,39%)
Philippe Rabit, RPR, 3.037.

Châtelleraut-Sud
1. 10.572; A. 39,90%; E. 5.944
Ghislain Delarocche, UDF, 3.135
(52,74%)
Robert Sauvin, c.s., PC, 2.809.

Civray
1. 7.014; A. 28,04%; E. 4.784
Jean-Marie Gallin, div. d., 2.466
(51,54%)
Raoul Cartraud, c.s., PS, m., 2.318.

Couhé
1. 5.596; A. 25,98%; E. 3.953
André Senecheau, div. d., 2.178
(55,09%)
Guy Robert, c.s., UDF-CDS, sén.,
1.775.

Lusignea
1. 7.979; A. 34,59%; E. 4.943
Lionel Hugues, c.s., UDF-PR, m.,
2.920 (59,07%)
Jean-Raymond Rochais, div. g., 2.023.

Mirebeau
1. 4.795; A. 25,38%; E. 3.389
Denis Brunet, div. d., sout. UDF.
Bernard Rousseau, c.s., 1.525.

Moncoustour
1. 4.133; A. 28,28%; E. 2.791
Marthe Ducroz, div. d., 1.790
(63,77%)
Gildas Lucas, PS, adj. m., 1.011.
Louise Lesage, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Neuvillette-de-Poitou
1. 9.425; A. 31,09%; E. 6.025
Serge Chambrat, c.s., PS, 3.152
(52,31%)
Michel Bouchet, div. d., 2.873.

Saint-Julien-l'Ars
1. 7.618; A. 35,29%; E. 4.659
Gonzague Blandin de Chalais, c.s.,
div. d., 2.848 (61,12%)
Michel Barlet, PS, 1.811.

La Trimoille
1. 3.148; A. 20,74%; E. 2.436
Hervé Vallet, app. PS, 1.308 (53,69%)
Jean-Pierre Gilbert, c.s., UDF-PR, m.,
1.128.

Les Herbiers
1. 16.183; A. 32,94%; E. 10.411
Marcel Albert, RPR, 6.046 (58,07%)
Jean-Yves Esian, app. PS, 2.330;
Madeleine Lelièvre, div. d., 2.035.
Louis Cousseau, c.s., RPR, n.s.r.p.

L'Herménault
1. 6.310; A. 26,56%; E. 4.427
Joël Saliot, c.s., UDF-PR, 2.626
(59,31%)
Jean-Paul Vivier, div. g., 1.801.

L'Île-d'Yeu
1. 3.871; A. 32,98%; E. 2.512
Jean-Claude Bernard, div. d., 1.342
(53,42%)
Henri Turbé, c.s., UDF, 1.170.

Mailleferais
1. 7.883; A. 35,57%; E. 4.759
Christiane Anger, c.s., RPR, 2.762
(58,03%)
Sylvie Laurent, PS, 1.997.

La Roche-sur-Yon-Nord
1. 19.335; A. 40,41%; E. 10.826
Philippe Darniche, UDF, 6.315
(58,33%)
Gilles Bourmand, PS, adj. m., 4.511.
Jean-Luc Préd, c.s., UDF, d., n.s.r.p.

Les Sables-d'Olonne
1. 29.601; A. 43,29%; E. 15.491
Louis Guedon, UDF, m., 10.162
(65,59%)
Alain Berthault, PS, 3.329.
Pierre Manger, c.s., RPR, d., n.s.r.p.

Sainte-Hermine
1. 4.056; A. 26,42%; E. 4.227
Jean-Pierre de Lambilly, c.s.,
UDF-PR, 2.111 (64,13%)
Norbert Barban, PS, m., 1.516.

VIENNE (19)
1^{er} TOUR: 9 élus
(1 div. g.; 3 UDF-CDS; 1 RPR;
4 div. d.)

Le premier ministre, M. Edith Cresson, retrouve son siège à Châtelleraut-Ouest, mais avec 174 voix d'avance seulement, sur plus de 6 000 suffrages exprimés. M. Cresson dépasse néanmoins le total des voix socialistes et communistes du premier tour. Le scrutin a fait des victimes à droite comme à gauche: M. Guy Robert, sénateur centriste, est battu dans le canton de Couhé, et dans celui de La Trimoille le vice-président sortant, M. Jean-Pierre Gilbert (UDF-PR), est évincé par Hervé Vallet (app. PS). Le maire de Civray, M. Raoul Cartraud (PS), ancien député et ancien président du conseil régional, perd son mandat au profit de M. Jean-Marie Gallin (div. d.), ex-Châtelleraut-Sud. M. Robert Sauvin (PC), autre conseiller sortant, est éliminé par le candidat UDF. Réélu au premier tour, le président sortant de l'assemblée départementale, M. René Manory (UDF), confie toutefois sa majorité, avec vingt-sept sièges sur trente-neuf.

NOUVEAU CONSEIL - 4 PC; 5 PS; 1 app. PS; 1 div. g.; 6 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 1 UDF; 5 RPR; 14 div. d.
CONSEIL SORTANT - 5 PC; 7 PS; 1 div. g.; 8 UDF-CDS; 2 UDF-PR; 5 RPR; 10 div. d. (Prés.: M. René Manory, UDF-CDS, sén. m. de Lons.)

Châtelleraut-Ouest
1. 10.094; A. 33,41%; E. 6.248
Edith Cresson, c.s., PS, prem. min.,
m., 3.211 (51,39%)
Philippe Rabit, RPR, 3.037.

Châtelleraut-Sud
1. 10.572; A. 39,90%; E. 5.944
Ghislain Delarocche, UDF, 3.135
(52,74%)
Robert Sauvin, c.s., PC, 2.809.

Civray
1. 7.014; A. 28,04%; E. 4.784
Jean-Marie Gallin, div. d., 2.466
(51,54%)
Raoul Cartraud, c.s., PS, m., 2.318.

Couhé
1. 5.596; A. 25,98%; E. 3.953
André Senecheau, div. d., 2.178
(55,09%)
Guy Robert, c.s., UDF-CDS, sén.,
1.775.

Lusignea
1. 7.979; A. 34,59%; E. 4.943
Lionel Hugues, c.s., UDF-PR, m.,
2.920 (59,07%)
Jean-Raymond Rochais, div. g., 2.023.

Mirebeau
1. 4.795; A. 25,38%; E. 3.389
Denis Brunet, div. d., sout. UDF.
Bernard Rousseau, c.s., 1.525.

Moncoustour
1. 4.133; A. 28,28%; E. 2.791
Marthe Ducroz, div. d., 1.790
(63,77%)
Gildas Lucas, PS, adj. m., 1.011.
Louise Lesage, c.s., UDF-CDS, n.s.r.p.

Neuvillette-de-Poitou
1. 9.425; A. 31,09%; E. 6.025
Serge Chambrat, c.s., PS, 3.152
(52,31%)
Michel Bouchet, div. d., 2.873.

Saint-Julien-l'Ars
1. 7.618; A. 35,29%; E. 4.659
Gonzague Blandin de Chalais, c.s.,
div. d., 2.848 (61,12%)
Michel Barlet, PS, 1.811.

La Trimoille
1. 3.148; A. 20,74%; E. 2.436
Hervé Vallet, app. PS, 1.308 (53,69%)
Jean-Pierre Gilbert, c.s., UDF-PR, m.,
1.128.

HAUTE-VIENNE (21)

1^{er} TOUR: 1 élu
(1 app. PS.)

La Haute-Vienne reste fidèle à son image de bastion de la gauche. Le RPR avait évalué à cinq le nombre de cantons gagnables: le solde d'est que d'un siège pour la droite. Elle enlève deux cantons au PS à Limoges, mais doit lui en concéder un à Bellac. Les reports à gauche ont fonctionné correctement, malgré la rébellion de plusieurs sections communistes, qui avaient refusé de répertuer les directives fédérales d'appel à voter pour les socialistes. Les quatre conseillers sortants du PC, qui se représentaient sous le sigle ADS (Alternative, démocratie, socialisme), ont été massivement réélus par un électoral apparemment sans état d'âme.

NOUVEAU CONSEIL - 11 ADS; 22 PS; 2 app. PS; 1 UDF-rad.; 1 UDF-CDS; 3 RPR; 2 div. d.

CONSEIL SORTANT - 11 ADS; 23 PS; 2 app. PS; 1 UDF-CDS; 1 UDF-PR; 2 RPR; 2 div. d. (Prés.: M. Jean-Claude Peyronnet, PS, d.)

Aixe-sur-Vienne
1. 12.225; A. 29,90%; E. 7.687
René Denis, c.s., PS, 4.213 (54,80%)
Michel Planchat, RPR, 3.474.

Ambazac
1. 10.312; A. 35,37%; E. 5.686
André Gagnard, c.s., PS, m., 3.195
(56,19%)
André Barry, RPR, 2.491.

Bellac
1. 6.005; A. 22,61%; E. 4.402
Colette Gadioux, PS, 2.466 (56,01%)
Bernard Chevalier, div. d., sout. UDF, 1.936.
Guy Boussey, c.s., div. d., se représente dans le canton de Limoges-Emalleurs.

Châteauponsac
1. 7.734; A. 29,95%; E. 2.413
Gérard Lamardelle, PS, 1.427
(59,13%)
Jean-Marie Sénac, RPR, 986.
Marcel Moeu, c.s., PS, d., m., n.s.r.p.

Eymoutiers
1. 5.879; A. 34,32%; E. 3.280
André Leycure, c.s., ADS, 2.222
(67,74%)
Jacques Jonard, RPR, 1.058.

Limoges-Carnot
1. 4.949; A. 37,46%; E. 2.818
Gérard Janicot, RPR, 1.460 (51,80%)
Jacques Chevassus, c.s., PS, 1.358.

Limoges-Couzeix
1. 6.521; A. 28,44%; E. 4.271
Jean-Marc Gabout, UDF-rad., 2.331
(54,57%)
Jean Parreau, c.s., PS, m., 1.940.

Limoges-Emalleurs
1. 9.126; A. 40,01%; E. 5.056
Pierre Baillet d'Estivaux, c.s., RPR, c.m., 3.269 (64,65%)
Jacqueline Chevalier, PS, 1.787.

Limoges-Ile
1. 8.620; A. 34,28%; E. 5.374
Marcel Faucher, PS, 2.553 (47,50%)
Jean-Marie Mas, RPR, 1.875; Marcel Bayle, Vets, 946.
Robert Lacomme, c.s., PS, sén. m. d'Isle, n.s.r.p.

Limoges-la-Bastide
1. 6.326; A. 37,82%; E. 3.610
Guy Caisinier, c.s., PS, 1.766
(48,91%)
Jacques Cassagnole, RPR, 820;
Josette Réjou, Vets, c.m., 534;
Antoine Drabona, FN, 490.

Limoges-le-Palais
1. 8.712; A. 36,32%; E. 4.958
Jean-Claude Crueveilhier, c.s., PS, m. du Palais, 2.976 (60,02%)
Dominique Renaudie, RPR, 1.982.

Limoges-Panazol
1. 13.521; A. 29,28%; E. 8.759
Bernard Delage, PS, m. de Panazol, 5.545 (63,30%)
Robert Jacquemont, RPR, 3.214.
Robert Lecomte, c.s., PS, adj. m., n.s.r.p.

Limoges-Puy-las-Rodas
1. 6.414; A. 33,42%; E. 3.963
Jean-Paul Bonnet, c.s., PS, 2.019
(59,94%)
Marie-Odile Chartier, UDF-PR, c.m., 1.944.

Limoges-Vignol
1. 5.735; A. 35,52%; E. 3.425
Georges Fréreau, c.s., PS, m., 1.407
(41,08%)
Philippe Pauliat-Defaye, UDF-PR, c.m., 1.302; Vincent Brousse, Vets, 716.

Magnac-Laval
1. 5.489; A. 28,85%; E. 3.567
René Rebrière, c.s., PS, m., 2.116
(59,32%)
Patrice Piquet, RPR, 1.451.

Saint-Julien-Est
1. 8.159; A. 33,70%; E. 5.040
Roland Mazoin, c.s., ADS, m., p.d., 3.127 (62,04%)
Danièle Depland, RPR, 1.913.

Saint-Laurent-sur-Gorre
1. 3.490; A. 20,25%; E. 2.573
Alain Blond, div. d., sout. UDF, 1.631
(64,16%)
André Roulaud, div. g., 922.
Charles Descubes, c.s., UDF-PR, n.s.r.p.

Saint-Léonard-de-Noblat
1. 7.964; A. 29,95%; E. 4.783
Jean-Paul Bardonn, PS, 2.816 (58,87%)
Jean-Claude Vialard, RPR, 1.967.
Raymond Couderc, c.s., PS, n.s.r.p.

Saint-Sulpice-les-Fénelles

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS TERRITORIALES EN CORSE

Le statut Joxe en quête de majorité

AJACCIO

de notre correspondant

Lever de rideau du nouveau statut de l'île, dit statut Joxe, cette élection à l'assemblée de Corse a finalement bouleversé le paysage politique mais n'a pas permis que soit dégagée une majorité nette. La droite, qui détenait trente et un des soixante et un sièges dans l'assemblée sortante, en conserve bien vingt-sept, mais le combat singulier que M. José Rossi, député (UDF-PR), a livré à M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR), président sortant, laisse d'ores et déjà des traces. Il pourrait en moins exclure tout accord entre l'un et l'autre à l'assemblée, comme d'ailleurs ou conseil général de la Corse-du-Sud, dont M. Rossi est le président sortant.

M. Rossi avait, en effet, prioritairement dirigé ses

flèches contre celui qui passe, avec le sénateur radical de gauche, M. François Giacobbi, pour la figure emblématique du « clan ». Distant de M. Henri Antonia, RPR dissident, et M. Félix Luciani, socialiste dissident, dont la liste n'aurait pas le 22 mars franchi le seuil de 5 %. Mais cette alliance surprenante a provoqué un phénomène de vote utile en faveur de M. de Rocca-Serra, qui est passé de 18,81 % à 24,14 %, distançant M. Rossi (15,87 % contre 12,42 % au premier tour) de plus de 10 000 voix. Celui-ci n'a pas bénéficié des reports qu'il escomptait, perdant même des voix au profit de son adversaire privilégié.

La mobilisation ayant été plus forte au second tour — l'abstention a baissé de 17,1 % à 15,7 % — le jeu des transferts a permis à toutes les listes de gagner des voix, sauf à la triple alliance (MM. Rossi, Antonia, Ceccaldi) et au Front national, auquel ses 3,60 % n'ont

pas permis de participer à l'attribution des sièges, alors que tous les espoirs paraissaient permis à M. Jean-Baptiste Biaggi, qui avait obtenu 5,10 % au premier tour.

La gauche déçue sort très diminuée du scrutin. Les radicaux et divers gauches ne disposent plus que de cinq sièges contre douze dans l'assemblée sortante, les socialistes (six sortants) n'y sont plus représentés que par deux maires exclus qui doivent leur élection à M. Rossi. Seul le Parti communiste, qui ne s'était pas séparé de son dissident, M. Dominique Buccini, maire de Sartène, peut se prévaloir d'un demi-succès puisqu'il retrouve quatre sièges sur six. Les nationalistes, de leur côté, amplifient leurs résultats du premier tour, en bénéficiant des suffrages d'un certain nombre d'électeurs socialistes. M. Edmond Simeoni confirme sa deuxième position, et avec le Mouvement pour l'autodétermination (MPA) de M. Alain Orsoni,

représente désormais le quart de l'électorat insulaire, soit 15 % de plus que dans la précédente assemblée. Dès la proclamation des résultats, M. Simeoni revendiquait d'ailleurs la responsabilité de « former le gouvernement régional ».

La nouvelle assemblée se réunira, ce jeudi 2 avril, pour élire son président et son bureau, puis son conseil exécutif de sept membres. M. Jean-Paul de Rocca-Serra réussira-t-il à former une nouvelle majorité avec ses seize sièges, les cinq de Nicolas Alfonsi, les trois de Paul Natali, et les deux de Philippe Ceccaldi (la majorité absolue est de vingt-six sièges) ou bien ces deux derniers préféreront-ils une solution consensuelle qui intégrerait les nationalistes et les amis de M. Rossi ? Le statut Joxe est en quête de majorité.

PAUL SILVANI

Nat.: Edmond Simeoni (UPC), a.c.r.

MPA: Alain Orsoni, c.r.

PC: Michel Stefani, c.r., liste éliminée

après le 1^{er} tour.

PC diss.: Dominique Buccini, c.r., c.g.

m. de Sartène.

PS: Laurent Croce, c.r., liste éliminée

après le 1^{er} tour.

GE: Félix Luciani, c.g., m. d'Afa, liste

fusionnée pour le 2^e tour avec la liste

UDF-div. d.

MIRG: Nicolas Alfonsi, c.r., m. de

Piana, a.d.

UDF-div. d.: José Rossi (UDF-PR),

prés. c.g., d. m. de Porticchio, liste

fusionnée avec les listes GE et div. d. (1)

et conduite au 2^e tour par M. Antonia.

RPR-div. d.: Jean-Paul de Rocca-Serra

(RPR), prés. c.r., d. m. de Porto-Vecchio.

FN: Jean-Baptiste Biaggi, c.r., a.d.

a.m. de Cagnano.

Div. d. (1): Henri Antonia (RPR diss.),

c.r., m. de Codi-Chiavari, liste fusionnée

pour le 2^e tour avec la liste UDF-div. d.

Div. d. (2): Philippe Ceccaldi (div. d.),

c.r.

Div. d. (3): Paul Natali (RPR diss.), c.r.,

c.g.

FN: Jean-Baptiste Biaggi, c.r., a.d.

a.m. de Cagnano.

—

L. 157 805: A. 15,7 %; E. 129 803

plus

RPR-div. d. 31 344 (24,14) 16

Nat. 21 872 (16,83) 9

UDF-div. d. 20 605 (15,87) 8

MIRG 13 418 (10,33) 5

PC 11 374 (8,68) 4

MPA 10 560 (7,98) 4

Div. d. (3) 9 386 (7,13) 3

Div. d. (2) 6 957 (5,35) 2

FN 4 687 (3,61) 2

Rappel premier tour

22 mars

L. 157 906: A. 17,18 %; E. 127 588

RPR-div. d. 25 998 (18,81)

Nat. 17 429 (12,66)

UDF-div. d. 15 858 (11,61)

MIRG 11 750 (8,44)

PC diss. 9 466 (6,94)

Div. d. (3) 8 183 (5,94)

PC diss. 6 934 (5,02)

Div. d. (2) 6 661 (4,82)

FN 6 508 (4,73)

GE 6 354 (4,58)

PS 5 700 (4,17)

Div. d. (1) 4 616 (3,33)

PC 4 131 (3,02)

AJACCIO

L. 24 280: A. 16,93 %; E. 20 172

RPR-div. d. 4 479 (22,20)

Nat. 3 240 (16,06)

MIRG 3 112 (15,42)

Div. d. (3) 3 009 (14,93)

(MPA) 2 560 (12,69)

UDF-div. d. 2 560 (12,69)

Div. d. (2) 2 560 (12,69)

FN 1 135 (5,62)

PC 1 815 (8,99)

BASTIA

L. 15 501: A. 20,17 %; E. 12 421

RPR-div. d. 1 943 (15,64)

Nat. 2 692 (21,67)

MIRG 2 019 (16,25)

Div. d. (3) 1 622 (13,05)

MPA 851 (6,83)

UDF-div. d. 780 (6,27)

Div. d. (2) 589 (4,74)

FN 578 (4,65)

PC 1 383 (11,13)

Difficile voie médiane

par Frédéric Bobin

« La Corse est un bateau ivre qui a perdu son cap ». Cette formule-là, M. José Rossi n'a cessé de la marteler durant sa campagne. Au lendemain de ce second tour, le diagnostic est plus fondé que jamais. La Corse est en panne de majorité, livrée aux coalitions d'un jour et aux humeurs sans lendemain. Une telle instabilité y est plus lourde de dangers que partout ailleurs.

Malmené sur le « continent », le gouvernement vient de subir un sérieux revers sur l'île de Beauté. La voie médiane qu'il appelait de ses vœux, à mi-chemin entre les tenants du statu quo et les nationalistes ultra, a toutes les difficultés du monde à se dessiner, comme en témoigne la cruelle déconvenue infligée au porte-drapeau de ce camp de la réforme, M. Rossi. Son score décevante — 16 % — ne fait que souligner le double faillite qui n'a cessé de le handicaper depuis le début de

sa carrière : l'image d'un professionnel de la politique friand de combinaisons et, surtout, une implantation localisée à la seule Corse-du-Sud.

Cette contre-performance, du coup, doit conduire à jeter un regard nuancé sur la réalité du « clanisme » en Corse, dont on annonce le démantèlement. L'analyse est probablement vérifiée pour le clan de la Haute-Corse, estampillé MRG, qui vient d'essuyer un double échec aux élections territoriales et cantonales. Elle l'est moins pour le chef du clan de Corse-du-Sud, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, dont la liste devance les réformateurs de M. Rossi. Bien que moins intransigeant dans ses réquisitoires anti-gouvernementaux que M. Giacobbi, le président sortant (MRG) du conseil général de Haute-Corse, M. de Rocca-Serra a su capter les inquiétudes de cette frange de l'électorat pour qui le statut Joxe

ne peut aboutir qu'à introduire le ver dans le fruit.

La ver, pour ces adeptes de la « Corse française », c'est le nationalisme. Statut Joxe ou pas, ce courant connaît une progression spectaculaire. Déjà fort de 21 % au premier tour, il a recueilli 25 % des suffrages au second. Si ses rivalités intestines interdisent d'en parler comme une force homogène, nul ne peut aujourd'hui contester le pouvoir de séduction qu'il exerce sur la jeunesse de l'île.

Pris en tenaille entre le conservatisme de M. de Rocca-Serra et la percée nationaliste, le statut Joxe apparaît donc a priori victime d'une logique de bipolarisation. Mais la montée des extrêmes n'a rien d'inéluctable. Ce nouveau laboratoire institutionnel peut également imposer une mécanique des compromis, même s'il semble échapper à ses promoteurs.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1991

Guerre dans le Golfe. Guerre civile en Yougoslavie. Putsch manqué et désintégration de l'Union soviétique... Stagnation dans les grands pays industriels, licenciements... Multiples secousses. Les ondes de choc ont gagné le monde entier en 1991, et 1992 s'ouvre sur autant d'incertitudes. A la place de l'ancienne URSS, la nouvelle Communauté des Etats indépendants va-t-elle trouver un équilibre ?

L'économie mondiale va-t-elle sortir de la crise ?

Le Bilan économique et social — véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde — rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques marquants dans leur contexte économique et social.

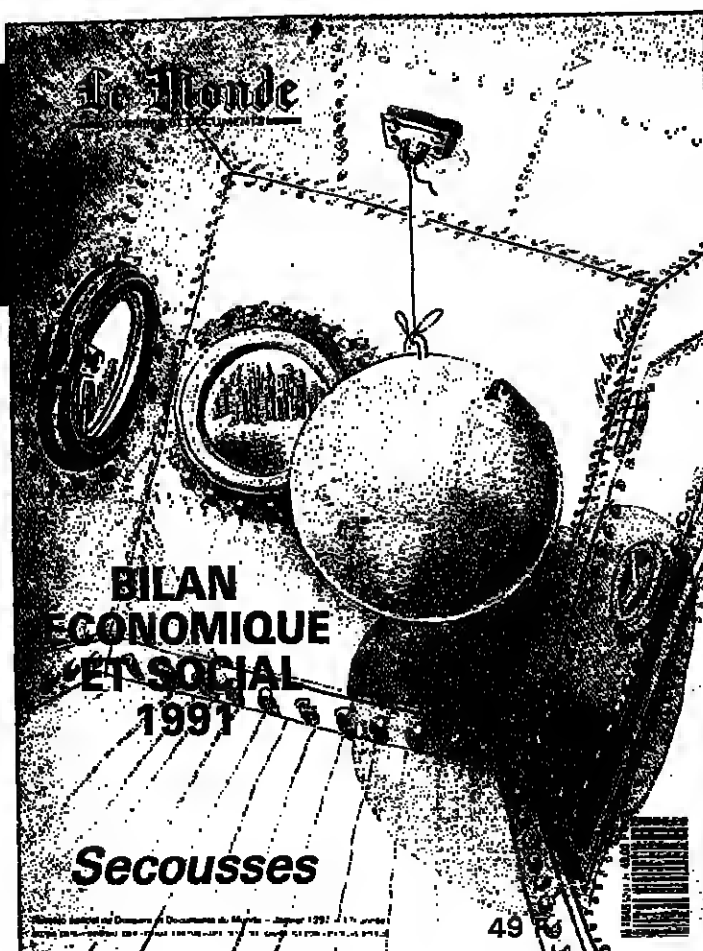
Au sommaire

- L'ÉTAT DE LA FRANCE
- 150 PAYS A LA LOUPE :

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

- L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
- DEUX DOSSIERS SPÉCIAUX :

- 20 ans d'économie mondiale (1970-1990).
- L'Europe de l'Est.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 49 F

BON DE COMMANDE : BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1991

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL [] [] [] [] LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement)

Nombre d'ex. _____ x 55 F (port inclus) = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER

Nombre d'ex. _____ x 60 F (port inclus) = _____ F

Bulletin à découper et à envoyer à
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguère
75501 PARIS Cedex 15 France

1/2 LM

Trois dirigeants de l'ETA militent

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

Les trois dirigeants de l'ETA militent en Espagne. Ils ont été arrêtés par la police espagnole. Les dirigeants de l'ETA sont des militants basques. Ils ont été arrêtés par la police espagnole.

هنا من الفصل

Trois dirigeants de l'organisation séparatiste interpellés au Pays basque français

L'ETA militaire est décapitée

Trois Espagnols appartenant au comité exécutif de l'organisation séparatiste basque ETA militaire ont été interpellés, dimanche 29 mars en fin de journée à Bidart (Pyrénées-Atlantiques), par les policiers de l'antenne bayonnaise du SRPJ de Bordeaux, du RAID et de la sixième division «antiterroriste» de la direction centrale de la police judiciaire. Chef présumé de l'ETA militaire, Francisco Mugica Garmendia figure parmi les onze personnes placées en garde à vue à la suite de ce coup de filet organisé sur commission rogatoire de M^{re} Laurence Le Vert, magistrat instructeur à Paris.

«Le hasard, c'est le dieu des policiers», commentait, dimanche soir, un commissaire spécialisé dans la lutte antiterroriste, quelques heures après le coup de filet qui venait de décapiter la structure dirigeante d'ETA militaire. Sur un «tuyau» de leurs homologues espagnols, les policiers français avaient pris en filature, la veille, un responsable de l'organisation séparatiste. Pris en chasse à la frontière, l'homme les avait conduits vers une coquette villa des Pyrénées-Atlantiques, plantée au bout d'un chemin discret de la commune de Bidart. Quand ils donnèrent l'assaut, dimanche à 18 h 45, les policiers interrompirent une réunion au sommet de l'ETA : la chance aidant, ils ramenaient dans leurs files le plus recherché des terroristes basques, Francisco Mugica Garmendia.

Quasiment légendaire à force d'échapper à la police, cet Espagnol de trente-huit ans est présenté, de part et d'autre des Pyrénées, comme le numéro un de l'organisation militaire. Surnommé «Artapalo» ou «Paco», c'est lui qui aurait coordonné les attentats des commandos d'ETA au cours des dernières années. Il avait, selon les polices française et espagnole, la haute main sur les équipes formées, armées et hébergées de ce côté-ci de la Bidassoa. Héritier de la ligne dure, opposé aux négociations avec Madrid, «Paco» fixait les objectifs militaires à atteindre en Espagne : les commandos y séjourneraient quelques semaines – le temps d'une sanglante «campagne» d'attentats – avant de regagner le sol français. Ainsi du Français Henri Parot, interpellé le 2 avril 1990 à Séville, qui a reconnu être l'auteur d'une vingtaine d'attentats en Espagne (trente-neuf morts) depuis 1978.

Une douzaine de mandats d'arrêt internationaux

Cette fois, la France n'aura pas servi de refuge – le «sanctuaire» si souvent dénoncé par Madrid et la presse espagnole – aux terroristes basques. Outre «Paco», son garde du corps et son chauffeur, qui séjourneraient en Espagne il y a peu, le piège s'est refermé sur deux autres responsables de l'ETA : José Maria Arregui-Erostabarbe, alias «Fitti», quarante-six ans, responsable de la formation des commandos et des artificiers, et José Luis Alvarez Santacristina, dit «Txelis», trente-sept ans, un universitaire présenté comme l'animateur de la branche «politique» (chacun d'eux était également accompagné de son garde du corps et de son chauffeur). Tous étaient armés, mais aucun coup de feu n'a été tiré. Les propriétaires de la villa – un couple de Basques – ont aussi été arrêtés par les policiers.

Les onze personnes interpellées

□ M. Robert Pandraud rend hommage aux forces de l'ordre. Ancien ministre délégué à la sécurité du gouvernement Chirac, M. Pandraud a rendu hommage, dimanche 29 mars, à toutes les forces de police et de gendarmerie qui ont contribué à l'arrestation du chef présumé d'ETA militaire. Dans un communiqué, il a salué cet «exemple de coopération des services de sécurité français et espagnols à laquelle il a beaucoup contribué», non sans rappeler «sa position permanente : la France ne doit devenir le sanctuaire d'aucun terrorisme étranger».

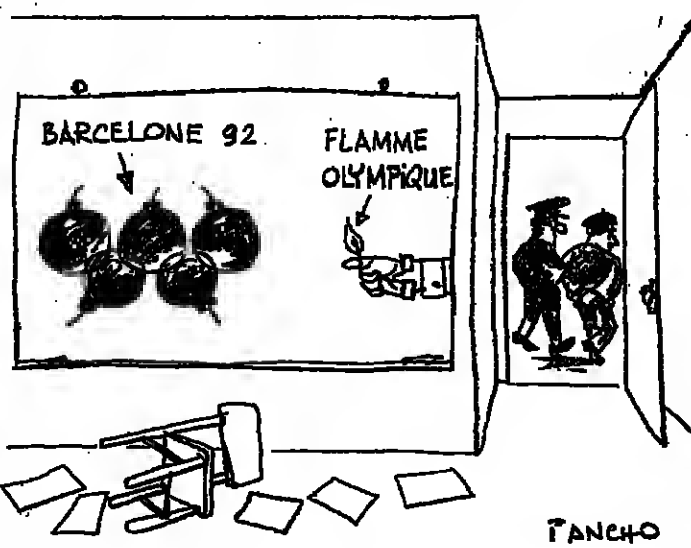
ont été placées en garde à vue dans divers services de police judiciaire de la côte basque, notamment dans les locaux de la police judiciaire de Bayonne. En application de la législation antiterroriste, elles pourront être interrogées jusqu'à jeudi soir (deux fois quarante-huit heures) avant d'être transférées à Paris et présentées à M^{re} Laurence Le Vert, juge d'instruction.

En se fondant sur les faits constatés à Bidart, celle-ci pourra les inculper d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, détention d'armes prohibées et usage de faux documents administratifs.

«Paco» et «Fitti» pourront en outre se voir notifier les mandats d'arrêt délivrés par un autre juge «antiterroriste», M. Roger Le Loire, à la suite de leur présence dans une «plaque» d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques), en décembre 1989, d'où ils avaient réussi à échapper aux policiers. Ce n'est qu'après l'extinction des poursuites pour des faits commis sur le sol français que les trois responsables de l'ETA pourraient être extradés vers l'Espagne. «Paco» est, en effet, l'objet d'une douzaine de mandats d'arrêt internationaux qui ont été lancés par la justice espagnole (neuf sont exécutoires après avoir reçu le «feu vert» de la chancellerie). Mais ces extraditions restent une source de contentieux entre Paris et Madrid.

Stôt connue la réussite policière de Bidart, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a annoncé la «bonne nouvelle de ce coup porté à l'ETA, peu-être fatal», à son homologue, M. José-Luis Corcuera. Avant les Jeux olympiques de Barcelone et l'Exposition universelle de Séville, la nouvelle ne pouvait, en Espagne, qu'être accueillie avec satisfaction.

ÉRICH INCYAN



TANCHO

Paco, Fitti et Txelis

BAYONNE

de notre correspondant

«Démon au visage d'ange», «homme au regard glacial», «criminel méfiant, se méfiant de tout et de tout le monde» : ces dernières années, la presse avait peint une image d'autant plus surprenante de Francisco Mugica Garmendia, dit «Paco», qu'il ne doit sans doute pas se trouver une douzaine de journaux en France et en Espagne à l'avoir rencontré.

Interpellé avec lui, José Luis Alvarez Santacristina, «Txelis», n'est pas un militant militaire, mais plutôt un «politique». Un homme de pouvoir, d'appareil. Intellectuel diplômé de philosophie, longtemps professeur de langue-basque à Bayonne, «Txelis» est un dialecticien de qualité. De formation marxiste, il est de ceux qui font un temps

le choix de l'URSS et du bloc de l'Est pour appuyer la combat menée par l'ETA. Sportif accompli, parlant la langue française à la perfection, il aurait joué un rôle important dans les relations internationales du mouvement basque. On lui prêtait aussi la détermination de la ligne politique de l'ETA.

José Maria Arregui-Erostabarbe, «Fittipaldi», alma à travailler la balle, duquel il tire, dit-on, des sculptures dignes de considération. Il doit son nom de guerre (emprunté à l'ancien pilote brésilien de formule 1) à ses qualités de conduite rapide qui en diverses occasions lui permirent de se tirer de mauvaises situations. On assure qu'il était le responsable de la logistique ETA.

PATRICK BUSQUETO

Satisfaction prudente à Madrid

MADRID

de notre correspondant

M. Luis Roldán, directeur général de la garde civile, a sablé le champagne, dimanche soir 29 mars à Bayonne, avec les policiers français pour célébrer le plus important revers infligé au mouvement séparatiste ETA au cours des dernières années. Le responsable de cette force, équivalent de la gendarmerie en France, qui a payé un lourd tribut dans la lutte contre le terrorisme basque, reste néanmoins réaliste. Il ne pense pas qu'il s'agit de «la fin de l'ETA» mais que «c'est une étape très importante, le début pour aboutir à la pacification».

M. Roldán n'a pas exclu que ces arrestations puissent provoquer un regain d'attentats en Espagne. La décapitation de l'organisation indépendantiste est cependant accueillie avec soulagement puisqu'elle réduit sa force de frappe à vingt jours de l'ouverture de l'Exposition universelle de Séville, le 20 avril, et à moins de quatre mois de celle des Jeux olympiques de Barcelone.

«Coup magistral»

L'ETA avait en effet décidé d'augmenter la pression terroriste depuis le début de l'année (dix-huit morts en trois mois) pour obliger le gouvernement à négocier et, à tout le moins, le contraindre à demander une trêve à l'occasion de ces événements importants qui sont l'une des dernières chances du groupuscule armé d'amorcer des négociations. Le pouvoir socialiste s'y est toujours refusé et le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a redit, la semaine dernière, dans son discours sur l'état de la nation, qu'il n'était pas question de «céder au chantage».

Néanmoins, les responsables socialistes regardaient d'un œil indulgent les négociations qui s'étaient ouvertes entre le principal parti basque, le PNV (Parti national basque) et le coalition Herri Batasuna considérée comme l'aile politique de l'ETA. Ces pourparlers n'avaient, bien sûr, aucun caractère officiel, mais on espérait secrètement qu'ils pourraient permettre

de négocier une paix civile pendant les manifestations de Séville et de Barcelone.

Le coup de filet opéré à Bidart, près de la frontière, est, selon les autorités espagnoles, la preuve que «Artapalo» – considéré comme le numéro un – et ses amis préparaient une vague d'attentats puisqu'ils s'étaient tous rassemblés depuis quelque temps déjà, et ils se préparaient, dit-on, à donner des ordres. Le fait que tous n'ont été appréhendés en territoire français accrédite une nouvelle fois la thèse traditionnelle selon laquelle le Pays basque français reste le refuge des terroristes, même si cela est moins vrai que par le passé. Il s'agissait là d'une source de friction entre Paris et Madrid en dépit des bonnes relations entre les deux gouvernements. La presse madrilène n'avait de cesse de critiquer le laxisme des policiers d'outre-Pyrénées qui laissent courir les terroristes.

Comme l'a souligné M. Roldán, «désormais, les images qui existaient entre nos deux pays vont pouvoir se dissiper». Toute la presse et les partis politiques saluent «le coup magistral» des policiers français qui sont parvenus à mettre la main, notamment, sur l'un des hommes les plus insaisissables de l'ETA, Francisco Mugica Garmendia, dit «Artapalo» ou «Paco» ou «Pakito», dont on ne connaît qu'une seule photo flappée du tampon «Baskadi Ta Askatasuna» (ETA). Ce «super-clandestin» dont le premier fait d'armes est l'attentat qui a causé la mort du premier ministre du général Franco, Carrero Blanco, alors qu'il n'avait que dix-neuf ans, avait demandé l'asile politique en France en 1975.

Il y a passé plus de vingt ans, allant d'une cabane à une autre. Accusé de nombreux attentats, dont celui de Sangosse qui a fait onze victimes, il aurait ordonné l'assassinat de son ami, Maria Dolores Gonzalez Cazarin, dite «Yoyes», abattue en présence de son fils, parce qu'elle avait préféré la réinsertion et l'abandon de la lutte armée.

MICHEL BOLE-RICHARD

MOLDAVIE : après avoir instauré l'état d'urgence

Les autorités menacent d'intervenir militairement contre les russophones

Après avoir instauré l'état d'urgence, samedi 28 mars, les autorités de la Moldavie roumainophone ont lancé, dimanche 29 mars, un ultimatum aux séparatistes russophones de l'est de leur République. Les forces russophones ont deux jours pour déposer les armes, sinon des «mesures militaires» seront prises. A Tiraspol, les autorités russophones ont instauré un couvre-feu et dénoncé des concentrations de troupes moldaves.

Les autorités moldaves semblent s'être résolues à l'épreuve de force avec les séparatistes russophones pour au moins trois raisons : le temps joue contre elles, le droit international, si ce n'est la justice, est de leur côté et elles disposent aujourd'hui de forces armées. Chaque jour, Kichinev perd un peu plus le contrôle de la partie est de la Moldavie, peuplée majoritairement de russophones et économiquement viable. La communauté internationale, en reconnaissant la Moldavie, sans réserve sur ses frontières, a implicitement admis sa souveraineté sur ce territoire.

Faut-il prendre les menaces d'intervention militaire de Kichinev au sérieux ? Ce n'est pas la première fois

que les autorités moldaves lancent un ultimatum aux séparatistes russophones qui ont formé à Tiraspol, sur la rive gauche du Dniestr, leur propre «République» et regroupé de puissantes forces armées.

Cette fois-ci pourtant, le premier ministre moldave, M. Valeriu Moravitski, a clairement parlé de «mesures militaires» et le décret sur l'état d'urgence du président moldave, M. Mircea Snegur, demande aux forces moldaves «de liquider et de démanteler les forces illégales» du Dniestr. Dans son allocution télévisée, samedi, le président moldave a aussi demandé à la population de se tenir prête à répondre à un appel à la mobilisation. A Tiraspol, l'in de céder, le «président» Igor Smirnov a instauré le couvre-feu dans le Dniestr.

Une intervention massive des forces moldaves dans la «République du Dniestr» est particulièrement dangereuse. D'abord parce que sur la rive gauche du fleuve vit, outre une

majorité de «russophones» (ukrainiens et russes), une forte minorité moldave (près de 40 % de la population) prise au piège. Ensuite parce que les forces russophones n'hésiteront pas à dynamiter, comme elle l'ont déjà fait, les ponts sur le Dniestr, pour obliger les combattants à emprunter le territoire ukrainien. Après un décret du président Kravtchouk, l'Ukraine a envoyé, selon l'ITSS, 6 000 hommes et près de 145 blindés à sa frontière avec la Moldavie. Enfin, les officiers de la 14^e armée, ex-soviétique, principalement stationnée dans le Dniestr (et qui forment avec leurs familles l'essentiel de la population de Tiraspol), ont menacé à plusieurs reprises d'intervenir directement dans le conflit – après avoir aidé en sous main à créer une véritable armée russophone équipée d'armes antitank, de blindés et même d'une trentaine de missiles sol-air.

Heureusement, dans la Roumanie voisine, la pression pour une inter-

vention aux côtés «frères moldaves» ne monte que très lentement. Le président Ion Iliescu, a qualifié, dimanche soir, de «désinformation», les «allégations à des implications militaires» de Bucarest en Moldavie, qui fut une partie de la Roumanie avant son annexion par l'URSS en 1940 en vertu du pacte Ribbentrop-Molotov. Le président roumain a aussi déclaré que la Roumanie, la Russie, l'Ukraine et la Moldavie entament cette semaine des conversations pour résoudre la crise.

L'humiliation territoriale est particulièrement complexe et explosive. A Kichinev, qui ne veut leur accorder qu'une «zone économique libre», les russophones réclament un statut politique «fédératif», et notamment le droit de pouvoir quitter la Moldavie au cas où celle-ci serait réunifiée avec la Roumanie. La demande des russophones a été appuyée, le 20 mars dernier, par le Parlement de la Russie, qui se pose en Moldavie en protectrice des droits des «minorités»

(russes). De son côté, la Moldavie d'entend pas céder la zone du Dniestr, un ex-territoire ukrainien, qui la «soudait» à l'Union, et où les Soviétiques ont concentré 80 % de sources d'énergie de la République et une bonne partie de son industrie. D'autant plus que la Moldavie, «enrichie» après son annexion du «vetus» du Dniestr, a été, dans le même temps, amputée au profit de l'Ukraine, au sud, du Bugeac (accès à la mer Noire) et, au nord, de la Bucovine.

Alors qu'à Bucarest, M. Petre Roman a laissé entendre qu'un échange de territoire serait «la clé du problème», le président de la commission des affaires étrangères du Parlement ukrainien, M. Dimitri Pavlytchko, a réitéré la position officielle de Kiev et de Kichinev : «l'inviolabilité des frontières est une position de principe».

J.-B. N.

ROUMANIE : la convention du Front de salut national

M. Roman l'a emporté largement sur les partisans de M. Iliescu

Lors de la convention du Front de salut national (FSN), qui s'est achevée dimanche 29 mars à Bucarest, l'ex-premier ministre M. Petre Roman l'a nettement emporté sur les partisans du président Iliescu. M. Roman a été réélu à une forte majorité à la tête du parti au pouvoir et a réussi à reporter la désignation du candidat du Front à la prochaine élection présidentielle, évitant ainsi la scission.

Avant même la clôture de trois jours de convention nationale, les partisans de M. Iliescu ont, dans une atmosphère survoltée, quitté la salle dimanche soir, dénonçant «l'humiliation» infligée au président roumain, et signant leur défaite. Dès le premier jour de la convention, les «conservateurs» proches de M. Iliescu ont tenté d'éliminer M. Roman, en conflit ouvert avec le président depuis que celui-ci l'a

forcé à abandonner son poste de premier ministre en septembre dernier. Dès vendredi, un des leaders du Groupe pour l'unité (pro-Iliescu) est monté à la tribune pour proposer une modification de l'ordre du jour : la question d'une nouvelle candidature de M. Iliescu devait être examinée d'entrée de jeu et non à la fin de la convention comme le prévoyait l'habile emploi du temps élaboré par les proches de M. Roman, qui tiennent les commandes du parti.

Cette première manœuvre pour imposer M. Iliescu aux dépens de son ex-premier ministre va échouer, comme les suivantes. Au second jour de la convention, M. Roman prend l'avantage. Sa motion, «Le futur aujourd'hui», qui prône l'économie de marché, est présentée par ses ex-ministres les plus jeunes, décidés, et les plus compétents du FSN. Le Groupe pour l'unité défend, lui, un ralentissement des réformes pour «réduire les souffrances provoquées par la doctrine du libéralisme éco-

nomique», mais, en difficulté, finit par proposer une «synthèse». «Les motions ne sont pas compatibles», répond sèchement M. Roman. A l'annonce du résultat du vote des motions, les partisans de M. Roman hurlent : «Le communisme est tombé!». Sur 1 268 voix, la motion de M. Roman, qui est donc réélu, en a remporté 802, soit 62 %.

Les «conservateurs» espèrent obtenir au moins une représentation proportionnelle au collège directeur du parti. Ils essuient un nouvel échec : les motions perdantes n'auront qu'un siège.

Reste alors la plus délicate des questions : la désignation du candidat du parti à la prochaine élection présidentielle. Faisant valoir que la date de l'élection n'est pas encore fixée, que M. Iliescu n'a pas fait acte de candidature, M. Roman déclare que la question n'est pas «opportune». Alors que les partisans du président scandent «Iliescu ! Iliescu !», l'ex-premier ministre passe au vote de nouveaux statuts.

Le candidat du FSN à la présidentielle, qui sera désigné par une «convention extraordinaire», devra déclarer qu'il soutient la nouvelle plate-forme du FSN. C'est-à-dire la motion Roman. «Je ne vous permets pas d'humilier le président», crie alors l'un des partisans de M. Iliescu. Ceux-ci quittent la salle ; la messe est dite. Il ne restera plus à M. Roman qu'à expliquer lors de la conférence de presse finale qu'il souhaite des élections législatives et présidentielles «dans les délais les plus brefs, en juin ou plus tard». Et bien que le FSN ait perdu la moitié de son électoral aux élections locales de février dernier, passant de 66 % à 33 % des suffrages, M. Roman ne pouvait «pas encore dire» s'il serait candidat à la présidence.

Au palais de Cotroceni, le président Iliescu, élu en juin 1990 avec plus de 85 % des voix, est resté silencieux. Il devait réfléchir, plus que jamais, à une éventuelle candidature en «indépendant».

J.-B. N.

EUROPE

Nouvelles négociations intercommunautaires

La tension reste très vive en Bosnie-Herzégovine

En dépit des incidents qui se sont produits en Croatie, notamment en Slavonie, et malgré la situation extrêmement tendue dans le République voisine de Bosnie-Herzégovine, le commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a confirmé la poursuite du déploiement des « casques bleus », samedi 28 mars. Les représentants des trois communautés de Bosnie-Herzégovine devaient reprendre leurs négociations, lundi, à Bruxelles.

Alors que les représentants des trois communautés (musulmane, croate et serbe) de Bosnie-Herzégovine devaient se réunir, lundi 30 et mardi 31 mars, à Bruxelles dans le cadre de la conférence européenne sur l'ex-Yugoslavie, la tension restait extrêmement vive dans cette République, en dépit de l'accord de cessez-le-feu intervenu, samedi 29 mars, après quatre jours de sanglants affrontements à Slavonki-Brod.

Ces combats ont fait au moins trente morts et l'alerte générale n'a pas été levée dans cette ville du nord de la Bosnie, à la frontière avec la Croatie. Malgré la trêve, des centaines de personnes ont fui

la ville dimanche pour tenter de gagner la Croatie.

L'accord de cessez-le-feu conclu entre les milices et auquel ont présidé une délégation de la présidence de Bosnie-Herzégovine et des observateurs de la Communauté européenne, prévoit la création d'une zone-tampon. Celle-ci divise pratiquement Slavonki-Brod en deux parties, l'une contrôlée par les milices du Parti démocratique serbe (PDS), l'autre par celles du Parti d'action démocratique (PAD, musulman) et la Communauté démocratique croate (HDC). Cette zone n'est accessible qu'aux civils non armés et aux forces de police de Bosnie-Herzégovine, mais les parties adverses ont déployé leurs forces de part et d'autre.

« Aggression ouverte » de la Croatie

Dimanche, le calme régnait en Herzégovine, province sud, selon l'agence croate Hina, qui signale toutefois de « nombreux » mouvements de convois fédéraux sur les routes et des survols d'avions de l'armée fédérale au-dessus de Neum (côte adriatique).

Dans un communiqué signé par le ministre fédéral de la Défense, le général serbe Blagoje Adzic, l'ar-

mée a accusé, samedi, les forces régulières de Croatie d'« aggression ouverte » contre la Bosnie-Herzégovine et « la population serbe » de cette République. Le leader du PDS, Radovan Karadzic, a déclaré le même jour à la radio officielle de Belgrade qu'il s'attendait que l'armée « prenne la défense de ceux qui sont agressés ».

Cette menace pèse donc sur la réunion qui devait s'ouvrir à Bruxelles lundi, tandis que le différend opposant les trois communautés reste entier. Un accord entre leurs représentants semblait avoir été acquis lors de la dernière réunion, à Sarajevo, mais il a été récusé par les partis musulman et croate, qui ont déclaré irrésistible la division administrative en cantons « ethniques » qu'il prévoyait. — (AFP)

Concertation sur la Macédoine. Le ministre grec des Affaires étrangères, M. Antonis Samaras, doit rencontrer mercredi 1^{er} avril, à Bruxelles, son homologue portugais, président en exercice du conseil des ministres de la Communauté, M. de Deus Pinheiro, pour s'entretenir notamment de la question de l'indépendance de la Macédoine. — (AFP)

ALLEMAGNE

M. Lech Walesa en visite officielle

Le président polonais, M. Lech Walesa est arrivé, dimanche soir 29 mars, en Allemagne, où il doit faire une visite officielle de quatre jours. Il sera notamment reçu par son homologue, M. Richard von Weizsäcker, et le chancelier Helmut Kohl.

Les entretiens porteront essentiellement sur le contenu concret d'un traité de coopération germano-polonaise, récemment signé par les deux États. La Pologne espère intensifier sa coopération avec l'Allemagne, et le président Walesa veut tenter d'inciter les investisseurs allemands de s'intéresser à la Pologne ajoutée-t-oo de même source.

M. Walesa effectuera ensuite une tournée en Allemagne, avec des étapes à Berlin, Munich, Berlin et dans le Land de Brandebourg, avant de rentrer à Varsovie jeudi 2 avril. — (AFP)

ALBANIE : Le Parti démocratique consolide sa victoire. Le Parti démocratique albanais, qui avait déjà obtenu la majorité absolue au premier tour des élections législatives du 22 mars, a consolidé sa victoire au deuxième tour, dimanche 29 mars. Il a en effet remporté au moins six des onze sièges en ballottage avec 65 % des voix. A l'issue du premier tour, le Parti démocratique avait remporté soixante-dix-neuf des cent sièges à pourvoir, mettant fin à plus de quarante-cinq ans de règne des communistes. — (AFP)

IRLANDE DU NORD : attentats meurtriers. L'IRA a revendiqué, samedi 28 mars, l'attentat de Newry, au cours duquel, la veille, une femme policière avait été tuée et un autre policier grièvement blessé. Par ailleurs, le groupe paramilitaire loyaliste des volontaires (UVF) a affirmé être l'auteur de l'assassinat d'un catholique dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 mars, à Portadown. — (AFP, Reuters)

ITALIE : manifestation pour l'autodétermination du Sud-Tyrol. — Près de 1 700 Schützen (francs-tireurs) ont manifesté, dimanche 29 mars, à Merano dans le Haut-Adige, dans le Sud-Tyrol (Italie), pour demander l'autodétermination de leur région. — (AFP)

TCHÉCOSLOVAQUIE : M. Alexandre Dubcek élu président des sociaux-démocrates slovaques. L'ancien dirigeant communiste et ex-leader du « printemps de Prague », M. Alexandre Dubcek, a été élu, samedi 28 mars à Bratislava, président du Parti social-démocrate slovaque, a annoncé l'agence officielle CSTK. M. Dubcek, président du Parlement tchécoslovaque, avait quitté en juillet dernier le Mouvement public contre la violence, l'équivalent slovaque du Forum civique tchèque. — (Reuters)

M. Stoltenberg ministre allemand de la Défense est invité à démissionner

Le principal parti d'opposition en Allemagne, le SPD, a réclamé la démission de M. Gerhard Stoltenberg, ministre de la Défense. Les sociaux-démocrates ont ainsi repris durant le week-end les sévères critiques déjà émises, la semaine dernière, au sujet de la livraison par l'Allemagne, en 1991, d'une quinzaine de chars à la Turquie, en dépit d'une décision du Bundestag d'arrêter de telles fournitures (Le Monde daté 29-30 mars).

Sous couvert de l'anonymat, un député du parti chrétien-démocrate du chancelier Kohl a déclaré que cette affaire « a maintenant mis fin à la carrière politique du ministre ». D'autre part, pour protester contre la répression exercée par Ankara contre les Kurdes, le ministre allemand du travail, M. Norbert Blum, a fait savoir, dimanche, qu'il annulerait une visite officielle prévue en Turquie au mois de mai. — (AFP)

AMÉRIQUES

JAMAÏQUE

M. Patterson devient premier ministre

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant
Succession sans surprise en Jamaïque, où le Parti national populaire (PNP, social-démocrate) a choisi M. Percival Patterson pour remplacer le premier ministre, M. Michael Manley, qui a démissionné à la mi-mars pour raison de santé (Le Monde du 25 mars).

Agé de cinquante-six ans, M. Patterson est le plus proche collaborateur de M. Manley depuis 1976, date à laquelle il avait été nommé vice-premier ministre également chargé du portefeuille des affaires étrangères.

Cet avocat noir, qui a étudié à Londres, a bénéficié du soutien de la machine du parti qu'il contrôle depuis plus de vingt ans.

A l'issue de dix jours d'intense

campagne, M^{re} Portia Simpson, le ministre du travail qui s'était également portée candidate, a reconnu sa défaite et appelé le parti à serrer les rangs derrière le nouveau premier ministre. Face à M. Patterson, chef de file de l'aile droite du PNP, M^{re} Simpson a insisté sur la nécessité « d'humaniser la politique d'ajustement » mise en œuvre par M. Manley après son retour au pouvoir en 1989.

En décembre dernier, M. Patterson, qui a de nombreux amis dans les milieux d'affaires, avait dû démissionner de son poste de vice-premier ministre à la suite d'une controverse ministérielle sur la fiscalité. Il a été réélu à la suite d'une controverse ministérielle sur la fiscalité. Il a été réélu à la suite d'une controverse ministérielle sur la fiscalité.

Le plus bas. Quelques semaines plus tard, de sanglants affrontements entre gangs rivaux ont fait douze morts à Kingston, peu avant l'ouverture d'une conférence régionale sur le développement du tourisme.

La violence des bandes de trafiquants de drogue liés aux partis politiques est l'un des principaux problèmes que devra affronter M. Patterson si la Jamaïque veut rester l'une des grandes destinations touristiques de la Caraïbe. L'autre grand défi est économique : la conversion de M. Manley à l'économie de marché, saluée par le président George Bush qui l'a reçu à dîner il y a quelques jours à la Maison Blanche, n'a pas empêché l'inflation et le chômage de battre des records.

JEAN-MICHEL CAROIT

GUATEMALA

Les « cobayes de la paix » du triangle d'Ixil

Melgré la lenteur des négociations de paix entre le gouver-

nement du président Jorge Serrano et le guérilla, la vie reprend peu à peu dans les villages des hauts plateaux du Guatemala que les populations indiennes avaient fuis massivement pour se réfugier au Mexique ou dans la jungle en contrebas. Les Nations unies et plusieurs organisations humanitaires ont entrepris un vaste programme pour la « reconstitution du tissu social » dans ces zones particulièrement touchées par quinze terribles années de guerre civile.

NEBAJ

de notre envoyé spécial

Les temps ont changé dans les montagnes du Quiché : la population ne s'enfuit plus, terrorisée, à l'approche des hélicoptères qui, jusqu'à tout récemment, étaient un symbole de répression. Désormais, la frappe des appareils ennemis a disparu. Les missions internationales qui viennent lancer des projets de développement ou en évaluer l'avancement.

Les enfants, pieds nus malgré la fraîcheur du matin à près de 2 000 mètres d'altitude, les femmes, arborant les couleurs traditionnelles de leur communauté — longue jupe rouge, blouse brodée et grande tunique multicolore dans la chevelure, — et les soldats armés de leur fusil automatique se pressent autour de quatre hélicoptères affrétés par les Nations unies, qui viennent de se poser à l'entrée du village de Nebaj. Tous se dirigent ensuite au cortège, qui se dirige vers la grande salle des fêtes, où les représentants des

communautés indiennes attendent leurs hôtes.

Les discours seront brefs. En quelques mots, les représentants de la population expliquent ce qu'ils attendent de la communauté internationale. « Nous avons besoin de votre appui pour mener à bien notre développement, sans tomber dans le dénuement », souligne M. Jacinto de Paz, le président de la toute nouvelle maison de la culture, qui offre des services sociaux à la communauté et un lieu pour exposer les produits de l'artisanat local. « Nous avons commencé à nous reprendre en main en travaillant de nouveau les terres que nous avons dû abandonner à cause de la guerre, ajoutait-il. Nous avons besoin d'outils pour faire les routes et de matériaux pour construire les écoles. »

Un prêtre dans les affaires

Il s'exprime d'abord en ixil, sûr de lui et fier de sa culture mais aussi parce que la plupart de ses interlocuteurs ne comprennent pas l'espagnol. Il traduit ensuite pour la tribune, où ont pris place les invités venus de la capitale, à 250 km de là, pour écouter leurs doléances : la vice-ministre du développement, les fonctionnaires des Nations unies, le nonce apostolique et l'ambassadeur d'Italie, car le programme de développement et de reconstruction (PRODERE) est entièrement financé par ce pays (2,5 millions de dollars).

Le « triangle d'Ixil » est devenu un véritable laboratoire de l'aide internationale et de son application millénaire d'origine maya. Les habitants d'origine maya de la paix, après avoir été la chair à canon des deux parties en conflit. Deux organisations françaises sont sur place : Vétérinaires sans

frontières et Enfants réfugiés du monde qui a reçu, le mois dernier, le « premier prix des droits de l'homme » décerné par le gouvernement français pour son programme d'amélioration de la santé physique et mentale d'enfants déplacés victimes de la violence au Guatemala.

A quelques kilomètres de Nebaj, bombardée par la force aérienne en 1984 pour déloger la guérilla, les trente-cinq familles du hameau de Kambalam reconstruisent leurs maisons, détruites par les combats. Un peu plus loin, une soixantaine d'hommes creusent, à la pelle et à la pioche, une piste qui descendra vers un petit village isolé dans la sierra des Cuchumatanes où les évangélistes — leur prosélytisme s'est accru depuis l'arrivée au pouvoir d'un des leurs, le président Jorge Serrano — ont déjà installé une antenne de radio pour leurs émissions en ixil. Dans les deux cas, PRODERE fournit les outils à certains matériaux.

A l'est de Nebaj, le village de Chejil bénéficie, lui aussi, de la main grâce au dynamisme d'un prêtre italien, le Père Rosolino Bianchetti. Avec le financement de PRODERE, il a fait construire une usine pour traiter la café organique — sans engrais — des 1 200 petits producteurs locaux. « Toute la production, dit-il, est vendue à l'avance à deux torrefacteurs hollandais à un prix de solidarité, nettement plus élevé que le cours international, actuellement très déprimé (près de 120 dollars les cent livres contre 65 dollars). C'est la première fois que des petits paysans réussissent à exporter leur production sans passer par des intermédiaires. »

BERTRAND DE LA GRANGE

ÉTATS-UNIS : selon un rapport universitaire

Les adolescents indiens forment « le groupe le plus malheureux » du pays

Les 400 000 adolescents indiens forment « le groupe le plus malheureux parmi les jeunes Américains », affirme un rapport établi par l'université du Minnesota, qui a mené l'étude la plus complète sur le sujet pendant deux ans et auprès de 14 000 jeunes issus de cinquante tribus et répartis sur quinze États. « Les jeunes indiens des États-Unis vivent dans une familiarité et une intimité avec la mort et la perte de proches comparables à peu d'autres jeunes dans notre société », estime l'étude publiée récemment par l'Association médicale américaine.

CUBA : la mise en route de l'unique centrale nucléaire retardée. — La mise en route du premier réacteur de l'unique centrale nucléaire du pays à Juragué, à 300 kilomètres à l'est de La Havane, prévue pour mai 1993, sera reportée, a indiqué l'un des responsables cubains du projet, l'ingénieur Pedro Abigantus, sans donner de nouvelle date précise. Des négociations sont en cours avec le Russie pour adapter l'accord sur la construction de la centrale aux nouvelles conditions régissant dans l'ex-URSS, a indiqué cette semaine M. Abigantus à un groupe de journalistes qu'il recevait sur le site. — (AFP)

Le suicide et les accidents de la circulation constituent 75 % du nombre de décès parmi les adolescents indiens, calcule l'étude. « Le suicide est la deuxième cause de mortalité (...), 21 % des filles et 12 % des garçons ont déclaré avoir tenté de se suicider. La moitié d'entre eux ont fait plusieurs tentatives de suicide », rapporte l'étude.

La moitié seulement des jeunes ayant participé vivent avec les deux parents, 20 % connaissent des difficultés de santé, et « l'obésité est un sérieux problème », note l'enquête. Interrogés sur leur santé,

la moitié d'entre eux déclarent avoir subi un examen médical ou une visite préventive au cours des deux dernières années, et un sur cinq est alcoolique lorsqu'il achève sa scolarité.

Ces jeunes considèrent souvent leurs familles comme une source de soucis : « 36 % d'entre eux s'inquiètent pour la survie économique de leur famille, un sur cinq craint les mauvais traitements et beaucoup se préoccupent de la consommation de drogue de leurs parents », révèle enfin ce rapport. — (AFP)

M. Clinton reconnaît avoir fumé de la marijuana dans sa jeunesse

Bill Clinton, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle, a reconnu dimanche 29 mars avoir fumé de la marijuana lorsqu'il était étudiant à l'université d'Oxford, en Grande-Bretagne. « Lorsque j'étais en Angleterre, j'ai essayé la marijuana une fois ou deux, mais je n'ai pas aimé cela », a déclaré le gouverneur de l'Arkansas, interrogé par la chaîne CBS au cours d'un débat télé-

visé avec son rival Jerry Brown, à New-York, où doivent se tenir des primaires le 7 avril.

C'est la première fois que le favori pour l'investiture démocrate reconnaît avoir fait cette expérience. Déjà interrogé sur ce point par le passé, il s'était contenté de répondre qu'il n'avait jamais enfreint une loi américaine. M. Clinton est âgé de quarante-cinq ans. — (AFP)

PROCH

ISRAËL : le roi

David Lévy en fonctions de

Le roi David Lévy a été officiellement investi de ses fonctions de chef de l'État israélien, samedi 28 mars, à Jérusalem. Le roi a été élu par le parlement israélien, le Knesset, le 27 mars. Il a succédé au roi Herta et Paul Amirani. Le roi David Lévy a été élu par le parlement israélien, le Knesset, le 27 mars. Il a succédé au roi Herta et Paul Amirani.

Le roi David Lévy a été élu par le parlement israélien, le Knesset, le 27 mars. Il a succédé au roi Herta et Paul Amirani. Le roi David Lévy a été élu par le parlement israélien, le Knesset, le 27 mars. Il a succédé au roi Herta et Paul Amirani.

Le roi David Lévy a été élu par le parlement israélien, le Knesset, le 27 mars. Il a succédé au roi Herta et Paul Amirani. Le roi David Lévy a été élu par le parlement israélien, le Knesset, le 27 mars. Il a succédé au roi Herta et Paul Amirani.

Les indiens ont gelé les av

Les indiens ont gelé les avions américains à l'aéroport de Toluca, au Mexique, samedi 28 mars. Les indiens ont gelé les avions américains à l'aéroport de Toluca, au Mexique, samedi 28 mars.

Les indiens ont gelé les avions américains à l'aéroport de Toluca, au Mexique, samedi 28 mars. Les indiens ont gelé les avions américains à l'aéroport de Toluca, au Mexique, samedi 28 mars.

AFR

Le gouvernement des assemblées local

Le gouvernement des assemblées locales a été élu, samedi 28 mars, à Toluca, au Mexique. Le gouvernement des assemblées locales a été élu, samedi 28 mars, à Toluca, au Mexique.

Le gouvernement des assemblées locales a été élu, samedi 28 mars, à Toluca, au Mexique. Le gouvernement des assemblées locales a été élu, samedi 28 mars, à Toluca, au Mexique.

AFR

Le gouvernement des assemblées local

Le gouvernement des assemblées locales a été élu, samedi 28 mars, à Toluca, au Mexique. Le gouvernement des assemblées locales a été élu, samedi 28 mars, à Toluca, au Mexique.

BAC 92

Stages de révision pour baccalauréats A, B, C, D et concours de Première.

Concours des écoles de commerce «bac-0». Stage intensif en Février

prépasup

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

23, rue Carnot 75116 Paris - Tél: (1) 45.03.01.66

مكتبة الشامل

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : en conflit ouvert avec M. Shamir

M. David Lévy menace de démissionner de ses fonctions de ministre des affaires étrangères

Ministre des affaires étrangères depuis juin 1990, M. David Lévy, en conflit ouvert avec le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir, à qui il dispute la direction du parti Likoud au pouvoir, a annoncé dimanche soir 29 mars qu'il allait abandonner ses fonctions. La démission du chef de la diplomatie, qui pourrait être suivie de son départ du parti - qui ruinerait les espoirs du Likoud de remporter les élections générales du 23 juin, - ne sera cependant effective que dans plus d'une semaine. Les tractations internes au Likoud ont déjà commencé...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. David Lévy est un émotif. C'est avec une grande émotion, les larmes aux yeux et des tremolos dans la voix que celui qui fut souvent le « numéro deux » du Likoud mais jamais le « dauphin » de quiconque a annoncé dimanche soir, lors d'une réunion de ses partisans, qu'il avait « décidé de démissionner » de son poste. La décision, qui ouvrait sans doute une grave crise gouvernementale si elle est maintenue et effectivement présentée au premier ministre lors de la réunion du cabinet dimanche prochain, a été prise, a dit l'intéressé, « pour le bien du parti, pour sauvegarder l'avenir et pour le bien de l'Etat ».

Rarement modeste mais souvent enflammé, M. Lévy a fait un discours démissionnaire de plus d'une heure au cours duquel il a retracé les grandes étapes de sa carrière et dénoncé la « mise à l'écart » et le « mépris » dont lui et ses amis, d'origine sépharade, seraient victimes au sein d'un parti dominé par

les juifs ashkénazes, c'est-à-dire de souche européenne.

En partie retranché à la radio et abondamment commenté par la presse lundi matin, le discours, qui n'a pas encore formellement brisé tous les ponts entre le parti et M. Lévy, a néanmoins jeté les bases d'une certaine iniquité. C'est que, même s'il a pris soin de préciser qu'il ne songeait pas, pour l'instant, à abandonner son cher parti, « ce Likoud qui est la chair de ma chair et à qui j'ai sacrifié toute ma jeunesse », M. Lévy, brochant sur le thème « retenir-moi-ou-le-fais-un-malheur », en a cependant laissé habilement peser la menace.

Lundi matin, dans son entourage, on confirmait la réalité de cette menace et l'on niait avec la dernière énergie que toute cette affaire ne soit qu'un stratagème monté par le ministre pour faire pression sur M. Shamir et le contraindre, en tant que chef du Likoud, à accroître le poids de M. Lévy et de ses amis dans les instances du parti. Considéré comme le champion et l'espoir des masses sépharades défavorisées dont il est originaire et qu'il a toujours particulièrement « soignées », M. Lévy sait que son départ priverait indubitablement le Likoud d'une bonne partie des voix de ces juifs orientaux, lesquelles avaient justement permis l'accession inaugurale de la droite au pouvoir en 1977. « Nous leur avons donné la victoire », a-t-il écrit, « et ils se sont montrés petits et mesquins ».

M. Shamir, qui est personnellement visé par cette philippique, s'est laconiquement contenté, dimanche soir, de faire savoir qu'il « étudiait la situation ». La « petitesse » et la « pingrerie » auxquelles le chef de la diplomatie a fait allusion visent, plus précisément, l'allocation des places sur la liste officielle des candidats à la députation pour les élec-

tions du 23 juin prochain. Largement contrôlé par M. Shamir et les siens, le comité central du Likoud a attribué, au début du mois, moins d'une demi-douzaine de sièges éligibles aux partisans de M. Lévy, lequel avait été préalablement rétrogradé, de la seconde place qui était la sienne dans les instances du parti, derrière M. Moshé Arens, ministre de la défense et dauphin quasi désigné de M. Shamir.

« Capacité de nuisance »

Pour parvenir à ce résultat, les fidèles du premier ministre n'avaient pas hésité, dit-on dans le camp Lévy, à s'allier avec M. Ariel Sharon, ministre du logement et challenger déclaré du chef du gouvernement. Né il y a cinquante-cinq ans au Maroc dans une famille pauvre et nombreuse, autodidacte, ancien sergent et très bon joueur de l'échec, M. Sharon est le mentor politique fut longtemps Moshé Arens, dont il emprunte souvent le ton et l'emphase, estime qu'il contrôle environ le tiers des voix du Likoud.

C'est ainsi qu'il n'exige que lui reviennent, à lui et à ses amis, 32 % exactement des positions éligibles sur la liste électorale. M. Shamir, et avec lui bon nombre d'observateurs politiques, jugent que c'est là beaucoup trop, et la presse ne manque pas, lundi, de souligner dans tous ses éditoriaux, qu'il est peu probable que M. Lévy obtienne jamais satisfaction sur ce point.

« La principale force du ministre », commentait un spécialiste, « réside dans sa capacité de nuisance. Il peut faire perdre au Likoud les cinq ou six sièges qui le maintiennent au pouvoir, et c'est déjà beaucoup ». Accusant le chef du gouvernement d'avoir « une politique sociale défectueuse », ce qui revient à pincer la corde ethnique du jeu politique

israélien puisque ce sont les sépharades qui constituent le gros des défavorisés de la société juive, M. Lévy n'a pas fait d'allusion précise à la possibilité qui lui serait offerte de créer un parti purement ethnique. Mais son entourage, oublieux sans doute des échecs essuyés par tous les précédents de ce type, ne s'est pas gêné pour évoquer dimanche soir cette hypothèse.

« Likoudnik » depuis toujours, et parfois allié des « faucons » les plus durs du parti, le ministre des affaires étrangères s'est toujours comporté, dans les moments décisifs de l'histoire d'Israël, comme un « colombe relative dans un parti de faucons intégraux ». Partisan convaincu du processus de paix engagé avec les Arabes, M. David Lévy, n'a pas manqué, dimanche soir, d'attaquer le chef du gouvernement sur ce point et de l'accuser notamment de « ne rien comprendre à la politique des Etats-Unis ». Celui qui reste pour l'instant le chef nominal de la diplomatie israélienne s'est souvent plaint par le passé d'être tenu à l'écart des grandes décisions, y compris celles de politique étrangère.

PATRICE CLAUDE

Washington propose la reprise des négociations de paix le 27 avril. - Sous couvert de l'anonymat, un membre de l'administration américaine a déclaré, dimanche 29 mars, que le secrétaire d'Etat James Baker avait proposé aux délégations israélienne et arabe de tenir une nouvelle série de négociations bilatérales à Washington le 27 avril. Des invitations ont été envoyées, la semaine dernière, à Israël, la Jordanie, la Syrie, au Liban et aux Palestiniens des territoires occupés. - (AFP)

ARABIE SAOUDITE

« La démocratie à l'occidentale ne convient pas... »

Le roi Fahd a estimé qu'une « démocratie à l'occidentale » ne saurait être adoptée par l'Arabie saoudite. « Le système démocratique prévalant dans la région », a-t-il déclaré, « ne convient pas à notre pays ». Le roi a ajouté que le souverain saoudien, dans une déclaration publiée samedi 28 mars par la quotidienneté koweïtite El-Siyasah, Da'a élections devaient avoir lieu au Koweït en octobre prochain.

« Notre pays a une spécificité que nous devons réaliser, et le système des élections libres ne lui convient pas. En ayant la garde des lieux saints, l'Arabie saoudite représente le monde musulman (J.). Nous avons notre foi islamique, où le système électoral n'a pas droit de cité », a précisé le roi. - (AFP)

SERGE MARTI

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le gouvernement dissout une partie des assemblées locales dominées par le FIS

Le gouvernement a décidé, dimanche 29 mars, de dissoudre une partie des assemblées communales et départementales élues, où le Front islamique du salut (FIS) est majoritaire. Sur les 1 541 municipalités que compte le pays, 397 sont visées par ces mesures de dissolution ; 850 sont dominées par le FIS ; 14 des 48 assemblées départementales sont affectées (32 sont dominées par le FIS).

Selon le gouvernement, le fonctionnement de ces assemblées est gravement perturbé par « le comportement délictueux de leurs membres, qui visent à mettre en échec l'action des pouvoirs publics ». Les assemblées dissoutes seront remplacées, précise-t-on, par des « délégations exécutives ayant les mêmes prérogatives et fonctionnant sur les mêmes procédures ».

Par ailleurs, selon le quotidien Algérie-Républicain, un soldat et un sous-officier de la garde républi-

caine ont été tués, samedi matin, à Alger, par un groupe de militants islamistes. Les assaillants ont réussi à s'échapper, après s'être emparés des armes de leurs victimes, précise le quotidien. Il s'agit du deuxième attentat contre les forces de l'ordre en quarante-huit heures dans l'agglomération algérienne.

Dans un communiqué diffusé dans la nuit de samedi à dimanche, le FIS a implicitement justifié, sans le revendiquer, ce type d'attentats criminels. « Le FIS a tenu la main du dialogue (...) mais le pouvoir a répondu par la violence officielle », explique-t-il. « C'est ce qui a conduit des enfants du peuple, sans recevoir d'ordre de quiconque, à recourir à des moyens autres que le dialogue pour faire triompher leur religion et rendre au peuple le droit de choisir librement ses gouvernants », ajoute ce texte. - (AFP, Reuters)

ASIE

AFGHANISTAN

Le Pakistan fournira une aide alimentaire à Kaboul

Dans un retournement de sa politique antérieure, le gouvernement pakistanais a accepté de prêter son concours à une opération de secours des Nations unies à destination de Kaboul, où la situation alimentaire est très critique après des semaines de quasi-blocage de la route du Nord, en provenance de l'ex-URSS, indique l'AFP.

Pour accélérer les opérations, alors que certains quartiers de la capitale afghane sont menacés par la famine, l'ONU envisage de prélever 30 000 tonnes de blé sur les stocks disposés au Pakistan en vue d'aider les quelque trois millions de personnes qui s'y sont réfugiées en provenance du pays voisin. A la condition que ces stocks soient reconstitués par les donateurs, Islamabad a donné son accord à cette formule.

Depuis quatorze ans, le Pakistan accordait tout son appui aux groupes de moudjahidins islamistes en rébellion contre Kaboul. Début février, ce pays s'était cependant explicitement rallié à un règlement politique, appuyant le plan de paix de l'ONU. Mais il semblait impensable qu'il fût un geste paraissant soutenir le président Najibullah.

De son côté, l'Iran s'est mis, depuis deux semaines, à attaquer vivement le régime de Kaboul, qu'il

soutenait implicitement depuis plusieurs mois, notamment par des envois de vivres et de médicaments dans les montagnes du centre peulées de Hazaras chiites, mais aussi à Kaboul. Le 13 mars, le président Rafsanjani a comparé M. Najibullah à l'écritain Salman Rushdie, auteur des Versets sataniques, condamné à mort en 1990 par une fatwa de l'imam Khomeini. Peu auparavant, le président afghan avait écrit à M. George Bush pour lui proposer son aide, en vue de lutter contre le fondamentalisme musulman et le trafic de drogue. Washington n'a jamais officiellement répondu.

Ces évolutions politiques des deux principaux voisins de l'Afghanistan semblent dues aux événements survenus depuis quelques semaines dans le nord du pays. Là, des rapprochements ont été notés entre des milices pro-gouvernementales formées de représentants de minorités ethniques (Ouzbeks, turkophones) ou ethnico-religieuses (israélites, chiites) et des moudjahidins tadjiks. Le 18 mars, Mazar-i-Sharif, deuxième ville du pays, avait été prise en main par une telle convergence de forces. Cette évolution inquiète vivement les Pakistanais, qui dirigent de longue date l'Afghanistan, et sont également nombreux au Pakistan.

J.-P. C.

Cambodge : le grand retour

Suite de la première page

Chaque famille (4-5 personnes en moyenne) y recevra les moyens de subsister de douze à dix-huit mois (nourriture, matériel de construction, vivres, médicaments) avant d'être installée sur deux hectares de terres arables. Des centres de transit ont été également aménagés, où sont en voie de l'être, près de Phnom-Penh et à Pursat, Sanké, Siem Reap et O'Taki. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a déjà constitué 9 000 mètres cubes de réserves de vivres sur les 74 000 mètres cubes nécessaires.

Ces derniers mois, des milliers de ruraux de l'Ouest cambodgien avaient franchi en sens inverse la frontière thaïlandaise pour rejoindre les camps de réfugiés, afin de bénéficier du programme de rapatriement du HCR. Cet afflux de gens très pauvres explique pourquoi les camps abritent plus de 370 000 Khmers - dont 90 % ont demandé à être rapatriés sous les auspices du HCR (1).

On estime à 20 000 le nombre de ceux qui ont été discrètement rapatriés, depuis la signature de l'accord de paix à Paris le 23 octobre, par les Khmers rouges, dans les forêts sous leur contrôle. Mais ces derniers ont refusé de laisser le rapatriement par le HCR de la grande majorité des quelque 75 000 réfugiés encore regroupés dans les camps qu'ils administrent en Thaïlande. A Site K, l'un de ces camps, ils ont été contraints, ce mois-ci, de libérer deux administrateurs civils qu'ils avaient « convoqués » quelques jours plus tôt dans leur zone au Cambodge.

Le HCR espère pouvoir rapatrier 25 000 réfugiés en avril et, par la suite, de 8 500 à 10 000 personnes par semaine. Les Thaïlandais estiment, pour leur part, qu'il sera difficile de rapatrier plus de 200 000 Cambodgiens cette année, notam-

ment en raison des pluies qui, de mai à novembre, inondent de nombreuses routes. En revanche, ils pensent que le rythme des retours pourrait atteindre de 40 000 à 50 000 personnes par mois au début de l'été prochain, ce qui permettrait de boucler l'opération avant la tenue d'élections générales, au printemps de 1993. Mais comme il s'agit de réintégrer une véritable réinstallation des populations, le pari est risqué.

Des combats inquiétants

La plupart des réfugiés sont originaires de l'Ouest cambodgien et, dans cette partie du pays, le HCR a identifié, par satellite, environ 240 000 hectares de terres « potentiellement » arables et disponibles. Il s'agit maintenant d'en circonscrire 150 000 hectares accessibles et non truffés de mines. Autre problème : assurer la sécurité des rapatriés qui, une fois installés dans leurs villages, seront la proie facile de bandes armées, souvent des débris de l'armée ou des Khmers rouges. Enfin, les anciens pensionnaires des camps de Thaïlande vont faire face à de pénibles ajustements : moins de vivres, moins d'eau potable, une exposition plus grande aux maladies, notamment à la dysenterie et au paludisme.

En outre, quelque 150 000 « personnes déplacées » - les réfugiés de l'intérieur, dont 20 000 à la suite des combats de Kompong-Thom - n'ont pas encore regagné leurs villages. La raison des derniers combats dans le Cambodge central est inquiétante. En achevant des renforts, les Khmers rouges ont récemment consolidé leurs communications avec leur enclave dans la province septentrionale de Preah-Vihear. Ils ont ensuite demandé l'intervention de l'ONU pour gérer la situation. Phnom-Penh ne l'entend pas ainsi et a annoncé son intention de reprendre le contrôle de la route reliant Preah-Vihear et Kompong-Thom.

Le chef des « casques bleus », le général australien Sanderson, a indiqué que le 27 mars qu'il n'envoyait pas les soldats de l'ONU sur place tant que les deux camps ne s'entendraient pas sur un cessez-le-feu et le repli de leurs troupes sur les positions qu'elles tenaient auparavant. Le retour dans les « killing fields » - ces « champs de la mort » où plus d'un million de Khmers ont péri sous le joug des Khmers rouges de 1975 à 1978 - s'annonce périlleux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Le coût de l'opération s'élèvera à 123 millions de dollars.

■ JAPON : victoire des conservateurs lors d'élections partielles. - Les électeurs du département de Gumma ont voté, dimanche 29 mars, lors de partielles, en faveur des deux candidats du Parti libéral-démocrate (PLD, conservateur). Ils ont ainsi renversé le verdict récemment exprimé par ceux du département de Miyagi, qui avaient infligé une défaite au PLD (Le Monde du 9 mars) pour le renouvellement d'un sénateur. Le parti socialiste a perdu un siège. La défaite du PS est attribuée à la récente implication d'un de ses élus dans un des scandales qui défrayent la chronique au Japon. (Corresp.)

NEW-YORK

de notre correspondant

Le département américain du Trésor a gelé les avoirs et les comptes bancaires détenus aux Etats-Unis par quarante-six entreprises qui, selon l'administration, sont contrôlées par le gouvernement libyen, avec lequel Washington a rompu ses relations diplomatiques depuis 1986. D'après le Los Angeles Times, aucune entreprise incriminée n'a son siège sur le sol américain, mais cette mesure a

(Publicité)

ECONOMIE DU MONDE ARABE ET MUSULMAN 1992
Territoires occupés : une analyse et une carte inédite pour les 21 pays du 4e édition.
Algérie : l'analyse, le FIS et la démocratie.
Le Japon au Moyen-Orient : un contrepoint aux Etats-Unis.
Etude : le droit d'ingérence écologique.
240 pages, 80 illustrations statistiques.
Vente en librairie.
EDITIONS EMAM - 68, rue du Colonel Fabien - B.P. 84 - 94292 CACHAN Cedex
Tél : (1) 46 63 20 67

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE : Diplôme de l'enseignement supérieur : Doctorat : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistrats, Maîtres

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chailot, 75116 Paris

Tél : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : APAC HONG KONG

IUA SAN FRANCISCO

SOCIÉTÉ

Une innovation en médecine légale

Les victimes de la catastrophe du mont Sainte-Odile ont été identifiées grâce aux empreintes génétiques

Deux mois après l'accident de l'Airbus d'Air Inter au mont Sainte-Odile, des médecins légistes strasbourgeois viennent, pour la première fois au monde, grâce à la technique des empreintes génétiques, de réussir l'identification des cadavres marqués des quatre-vingt-sept victimes.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

La catastrophe de l'Airbus A-320 de la compagnie Air Inter qui s'est écrasée le 20 janvier sur le mont Sainte-Odile, près de la commune de Barr en Alsace, va s'inscrire dans les annales de la médecine légale. C'est en effet la première fois que l'on est parvenu grâce à la nouvelle technique dite des empreintes génétiques à identifier les cadavres, le plus souvent morcelés et carbonisés, des quatre-vingt-sept victimes. Une première qui a pu être réalisée grâce à la participation de nombreux membres des familles des victimes qui ont accepté de subir un prélèvement sanguin afin que l'équipe de médecins et de biologistes dirigée par le professeur Patrice Mangin (institut de médecine légale, université Louis-Pasteur, Strasbourg) puisse, après avoir procédé à l'identification, remettre à chaque famille les restes de ses proches.

Une première aussi qui, après les travaux de médecine légale menés lors de la guerre du Golfe (1), ouvre de nouvelles perspectives dans l'usage de cette technique qu'un des projets de loi sur la bioéthique prévoit d'encadrer de manière stricte (le Monde du 2 mars).

Rien dans le droit français n'impose a priori, après une catastrophe, l'identification des victimes. Le code civil prévoit dans de telles circonstances que le tribunal le plus proche prononce un jugement de décès collectif. Pour autant, diverses raisons peuvent justifier qu'on cherche à identifier chaque cadavre : l'investigation sur les causes du drame, avec dans le cas d'une catastrophe aérienne au ferroviaire, la nécessité de réaliser des examens toxicologiques sur les pilotes ou les conducteurs, la confirmation du décès pour des personnes ayant souscrit des assurances. Il s'agit aussi, évidemment, de raisons humanitaires. « Pouvait-on disposer de la dépouille mortelle de son parent », souligne le professeur Etienne-Charles Frogé, vice-prési-

dent de la Société française de médecine légale et de toxicologie, permet à la famille d'accomplir plus sereinement sa conduite de deuil devant un corps identifié, ce qui, après une catastrophe collective et compte tenu de l'agressivité qu'elle provoque, joue un rôle social d'apaisement. »

Questionnaire aux familles

Dans le cas de cette catastrophe, il aurait été a priori hasardeux de se baser sur la liste des passagers établie par Air Inter, aucun contrôle d'identité n'étant réalisé pour les vols intérieurs. On devait ainsi apprendre que l'un des passagers du vol Lyon-Strasbourg voyageait sous une fausse identité pour bénéficier d'une carte de réduction de la compagnie. Paradoxalement, les premières difficultés rencontrées par les médecins légistes ne furent pas d'ordre technique mais administratif et politique. Le saucis judiciaire était en effet de faire enlever au plus vite les cadavres des victimes du site de la catastrophe, et de les rendre rapidement à leurs familles présentes sur les lieux.

« En réalité, les autorités avaient complètement évacué le problème médico-légal, confie le professeur Mangin. Or l'expérience acquise par nos confrères étrangers est sur ce point sans équivoque. Il faut impérativement que le ramassage des corps soit fait de la manière la plus méthodique, même si les autorités veulent, en urgence, faire place nette. » Après balisage et partage du site en cinq zones par la gendarmerie, les corps, souvent morcelés, décapités ou carbonisés furent situés par rapport à l'avion, puis transférés sous des tentes dans la cour fermée de la mairie de Barr. Un questionnaire rédigé par les légistes fut ensuite distribué aux familles au terme d'une cérémonie religieuse organisée sur place, en présence d'un prêtre, d'un pasteur et d'un rabbin.

« Il s'agissait pour nous, avant de débiter le travail d'identification, d'avoir le maximum de renseignements », expliquent les médecins. Nous demandâmes ainsi une série de précisions concernant l'habillement des victimes, leurs bijoux, les interventions chirurgicales qu'elles avaient subies ainsi que la présence de prothèses dentaires, oculaires ou auditives. Le poids, la couleur des cheveux et des yeux, l'existence de signes distinctifs comme des tatouages, des grains de beauté,

etc. En moins de quarante-huit heures, nous disposâmes de 75 % des réponses, puis de la totalité dans la semaine. » Ainsi les premières identifications médico-légales ne devaient-elles débiter que le 23 janvier, soit plus de quarante-huit heures après la catastrophe.

Sous la direction du professeur Mangin, une équipe d'une dizaine de spécialistes fut constituée, qui travailla pendant plus d'une semaine (2). Il s'agissait alors de mettre en œuvre les investigations traditionnelles sur les fragments organiques : autopsies, radiographies et, le cas échéant, relevés dentaires. Les chirurgiens dentistes prirent alors contact avec chacun de leurs confrères français ou étrangers qui avaient été amenés à prodiguer des soins aux victimes. Les légistes bénéficiaient parallèlement du soutien logistique de l'institut d'investigations criminelles de la gendarmerie.

Les spécialistes de cet institut confirmèrent dans plusieurs cas les empreintes digitales (qui étaient relevées systématiquement) à partir d'objets utilisés quotidiennement (verres à dents par exemple) par certains des victimes à leur domicile. Des investigations génétiques (par amplification de l'ADN) étaient également réalisées sur l'ensemble des pièces anatomiques de manière à pouvoir reconstituer les cadavres.

Des prélèvements de sang

Au total, en dix jours, soixante-huit des quatre-vingt-sept victimes avaient pu être identifiées. Le professeur Mangin proposa alors à M. François Guichard, juge d'instruction, d'avoir recours, de manière systématique, à la technique des empreintes génétiques (3). Le magistrat de Colmar ayant accepté, les médecins strasbourgeois demandèrent à plusieurs des proches des victimes (parents, enfants, ou frères et sœurs) un prélèvement de sang. Il s'agissait ici de réaliser une identification à partir de la comparaison des empreintes génétiques — qui sont, par partie, transmises sur un mode héréditaire — obtenus sur les victimes (par prélèvement de moustaches, ou celles de leurs ascendants, descendants ou membres de la fratrie (méthode de la filiation inversée).

Grâce à ce procédé, seize cadavres ont été formellement identifiés et rendus à leurs familles, un doute subsistait encore pour les corps très carbonisés de trois personnes.

Ces investigations ont notamment permis de réaliser les examens toxicologiques (alcoolémie, traces de médicaments pouvant altérer la vigilance) sur le corps des deux pilotes, examens qui ont donné des résultats négatifs.

« Ce sera ainsi la première catastrophe collective pour laquelle on aura procédé à l'identification des victimes par la méthode des empreintes génétiques, note le professeur Mangin. Le taux de succès est sans comparaison avec celui obtenu lors de catastrophes similaires. A partir d'un tel travail, on peut, dès aujourd'hui, envisager le stockage d'un échantillon d'ADN pour toutes les personnes exposées, comme le personnel des compagnies aériennes ou les militaires. Il serait alors possible, par comparaison, d'aller beaucoup plus vite dans le processus d'identification. Les autorités américaines envisagent, pour leur part, de faire procéder à une telle identification pour les deux millions de militaires d'active, ainsi que pour tous les détenus considérés, outre-Atlantique, comme des récidivistes potentiels. »

A Air Inter, tout en se félicitant des résultats obtenus par les légistes strasbourgeois, on souligne que, contrairement à certaines rumeurs, il n'est pas prévu d'imposer cette procédure au personnel navigant de la compagnie. On indique, toutefois, que des fiches d'identification comportant notamment des panoramiques dentaires et des empreintes digitales pourraient être réalisées auprès de l'ensemble de ce personnel.

JEAN-YVES NAU

(1) Les médecins légistes américains ont, lors de la guerre du Golfe, procédé à quelques identifications génétiques sur des cadavres difficilement reconnaissables de soldats morts par noyade.

(2) L'équipe était composée de six médecins légistes (les docteurs Patrice Mangin, Bertrand Ludes, Robert Julien, Michel Diebold, Francis Lévy, Antoine Traquil, de quatre experts en chirurgie dentaire (les professeurs Hag, Kaess, Hütte et Evenon), et d'une biologiste (Hélène Phiringer). Le coût des seules investigations génétiques se situe à 1,5 million de francs environ.

(3) La technique des empreintes génétiques se fonde sur l'analyse de certains fragments d'ADN des chromosomes hautement spécifiques d'un individu donné. Elle peut, dans certains cas, permettre à partir d'un simple échantillon biologique (sang, cheveux, sperme) de confondre des suspects lors d'enquêtes criminelles. Elle offre par ailleurs un puissant outil dans les investigations génétiques de l'attribution de paternité, en permettant de déterminer le père biologique d'un enfant.

L'opération « Charivari »

Les professionnels de la route manifestent contre le permis à points

Plusieurs syndicats ont appelé les professionnels de la route à manifester, lundi 30 mars, contre les modalités d'application du permis à points.

Retardé de six mois par cause de non-informatisation des fichiers dans les préfectures, la mise en place, le 1^{er} juillet, du nouveau permis à points suscite des réactions de plus en plus vives de la part des associations et des syndicats de professionnels de la route. Ceux-ci étaient appelés par le syndicat FO à participer, lundi 30 mars, à une opération « Charivari », qui devait consister à respecter avec zèle les réglementations.

Les syndicats CGT et CGC ont demandé à leurs adhérents de signer des pétitions et de participer à des opérations « escargot ». La Fédération nationale des artisans du taxi s'est jointe aussi au mouvement. Le quartier de la Défense, à Paris, où se trouvent les ministères de l'équipement et des transports, devait être le point de convergence des différents cortèges routiers de protestation.

Les organisations syndicales tentent ainsi, avant la publication du décret qui mettra en place la réglementation, d'obtenir du gouvernement une application sélective de ce nouveau mode de sanction des infractions au code de la route. A partir du 1^{er} juillet, chaque conducteur disposera d'un capital de six points. Trois points pourront être retranchés en cas de conduite en état d'ébriété, de délit de fuite, d'homicide ou de blessure grave à l'autrui. Un grave excès de vitesse, une blessure involontaire, le non-respect de certaines règles pouvant

mettre en danger la sécurité des personnes seront passibles d'un retrait de deux points. Les petites infractions coûteront un point.

Les professionnels de la route estiment qu'ils risquent, plus que les autres utilisateurs, d'être sanctionnés. Et, comme la perte des six points entraînera l'annulation du permis de conduire avec l'interdiction de le repasser avant six mois, ils dénoncent un système qui les empêchera d'exercer leur profession. La loi du 10 juillet 1989 a cependant prévu deux moyens de reconstruire le capital de départ : trois ans sans infraction et la présentation à un stage de recyclage. Mais la possibilité offerte, dans le système actuel, à certains professionnels de continuer à conduire malgré une suspension du permis de conduire d'existera plus à partir du 1^{er} juillet prochain.

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, a déclaré, en recevant les représentants de ces organisations professionnelles et M. Marc Blandel, secrétaire général de FO, qu'il n'était pas question pour les pouvoirs publics de créer deux catégories d'usagers pour l'application du permis à points. Il a cependant annoncé la publication d'un nouveau décret qui permettrait de mettre en cause la responsabilité du conducteur d'ordres, quand celui-ci aura imposé à un conducteur des conditions de travail incompatibles avec le respect de la réglementation. Dans ce cas, certaines infractions n'entraîneraient plus automatiquement un retrait des points.

C. de C.

Une mauvaise cause

par Alain Foujoux

On comprend que les artisans, les chauffeurs routiers et tous ceux qui vivent du volant redoutent de perdre leur gagne-pain avec l'instauration du permis de conduire à points : ils rouleront plus et ont donc plus d'occasions de commettre des fautes de conduite, qui pourraient faire fondre le capital de six points du nouveau permis. On comprend malais, en revanche, que des responsables syndicaux comme M. Marc Blandel, secrétaire général de Force ouvrière, épousent cette mauvaise cause et les incite à résister à cette mesure de sécurité routière.

Car que demandent, au fond, ces professionnels de la route ? De pouvoir émettre, sans effet pour leur permis de conduire, des

infractions au code de la route. Si l'on veut bien songer aux drames que peuvent provoquer des excès de vitesse et des refus de priorité cette attitude n'apparaît pas convenable. Les camions font plus de dégâts que les autres véhicules parce qu'ils sont plus lourds et qu'ils roulent plus : impliqués dans 6,2 % des accidents, ils participent à 15 % des accidents mortels ou 1 500 personnes périssent chaque année.

On ne comprendrait pas que les pouvoirs publics acceptent la passe-droit demandé par quelques-uns. Les professionnels doivent être d'autant plus irréprochables que le trafic poids lourds doit croître de 70 % en moins de dix ans.

Réunies pour la première fois à Budapest

Les Eglises protestantes de l'Est et de l'Ouest de l'Europe veulent renforcer leur identité

Venues de vingt-sept pays, quatre-vingt Eglises protestantes de l'Ouest et de l'Est de l'Europe ont pour la première fois réuni leurs représentants à Budapest (Hongrie), du mercredi 25 au dimanche 29 mars. Les deux cents délégués ont adopté un message exprimant leur souhait d'un renforcement de l'identité protestante et de la dimension sociale de la construction européenne.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Rien ne fait plus honte à un protestant que de parler ou d'entendre parler d'Europe protestante. La raison n'est pas d'abord que l'analogie avec l'« Europe vaticane » d'hier leur répugne, ou que le projet d'« Europe chrétienne » annoncé, à temps et à contretemps, par Jean-Paul II leur fasse peur. C'est bien au cœur de l'Europe qu'est né le protestantisme, provoquant au consolidant des fractures qui allaient en entraînant bien d'autres jusqu'au vingtième siècle. Mais dressé contre le catholicisme romain, grandi à l'ombre de structures nationales et étatiques, trop ramifié et indépendant pour supporter d'être centralisé, le protestantisme a longtemps entretenu un « déficit d'universalité », pour reprendre le mot de Paolo Rico, professeur de théologie protestante à Rome.

Que, malgré la diversité des dénominations, il y ait une famille

protestante en Europe, c'est l'évidence. Elle est même très majoritaire dans les pays scandinaves où le luthéranisme est religion d'Etat, puissante et influente en Allemagne, minoritaire dans les pays de l'Est au pays latins. Mais après le synode des évêques européens catholiques, l'hiver dernier à Rome, et après le récent « sommet » des évêques orthodoxes à Istanbul.

Des réticences

Surtout préparée par des franciscains, comme Lukas Vischer, directeur du centre œcuménique des Eglises suisses, ou André Birmele, professeur de théologie à l'université de Strasbourg, convoquée par une poignée d'évêques et de théologiens (1) à la suite d'appels des Eglises protestantes de l'Est, cette assemblée a dû vaincre les réticences des organisations traditionnelles, prometteuse de ne pas accaparer tout le terrain, de ne pas créer de nouvelle structure et même de se répéter.

Malgré ces précautions, des Eglises comme celles de Scandinavie et des fédérations d'Eglises comme la Fédération luthérienne ou le KKK n'étaient pas venues à Budapest que des observateurs. Bien des témoins du protestantisme, y compris de France, ne s'étaient pas dérangés. Toutefois, pas moins de vingt-sept pays et de quatre-vingt Eglises étaient représentés, des réformés italiens au grec aux baptistes russes ou ukrainiens. Même si les discussions furent dominées par les Eglises anglicanes et la langue allemande et si le message final ne brilla pas par son audace, les absents n'ont pas tardé.

Certains craignaient que cette assemblée ne croule sous le poids du rappel des persécutions ou des compromissions passées en régime communiste. C'est l'inverse qui s'est produit. A la différence du synode des évêques catholiques à Rome, qui a fait mémoire des épreuves subies par les croyants, le passé fut presque absent de Budapest, sauf dans quelques travaux de groupe et un paragraphe du message final. Manque de courage ? On invoquait ici le manque de recul historique, là le poids des situations personnelles et le risque de règlements de comptes. Le décalage n'a pas eu lieu. Or, une clarification reste à faire dans certaines Eglises, en Allemagne ou en Hongrie, sur la responsabilité de quelques évêques, comme Mgr Bela Harmaty, président de l'Eglise luthérienne hongroise, qui, ou su de tous, ont bénéficié de faveurs du régime communiste.

Le deuxième risque de cette assemblée réunie en dehors des ins-

tances œcuméniques traditionnelles de Genève (et même un peu contre elles) était de créer un « front protestant » contre les catholiques, après le « front orthodoxe » consolidé à Istanbul à la mi-mars (le Monde du 17 mars). Les catholiques se sont enroulés. Si les minorités protestantes des pays de l'Est, et pas seulement de Pologne, se sont amèrement plaintes d'une certaine « rétrogradation » de leur pays, la réunion de Budapest, où le Vatican et les orthodoxes avaient délégué des représentants, ne fut pas un mauvais coup porté à l'œcuménisme.

Pas de front anticatholique

Le mot de « cléricatisation » visant les catholiques a été retiré du projet de message final. Mais l'idée progresse que, au moment où se reconstruit l'unité européenne, l'unité chrétienne doit être repensée sur de tout autres bases. « Cette assemblée a voulu être un signal, dit Lukas Vischer, pour que soit reprise la communication avec les catholiques, mais à un autre niveau et en posant d'autres questions : quelle doit être en Europe la place des minorités chrétiennes ? De quelle Europe chrétienne voulons-nous ? Comment parler du christianisme en Europe à plusieurs voix ? »

Si aucun front ne fut ouvert à Budapest, on peut regretter que les protestants ne se soient pas davantage posés en médiateurs dans le conflit catholiques-orthodoxes à propos des « uniates », de la guerre serbo-croate ou des missions dans l'ex-Union soviétique.

L'assemblée de Budapest risquait-elle alors de cristalliser des prises de position confessionnelles ? Tous les participants se sont défendus de vouloir travailler, dans un esprit chauvin, à une sorte d'idéologie protestante. Ils ont toutefois émis des souhaits pour faire valoir davantage l'héritage de la Réforme et renforcer l'identité protestante en Europe, par une coopération plus soutenue sur la base des accords théologiques de Leuenberg (2) et d'une ouverture à des Eglises de l'Est qui ont quarante ans de retard en matière œcuménique au pastoral, comme en Hongrie par exemple où les luthériens et les réformés ne se fréquentent pas.

Le principal snobait exprimé à Budapest a donc été de favoriser l'œcuménisme entre réformés et luthériens et de renforcer les liens entre les différentes dénominations. Le chemin reste toutefois long à parcourir, comme le témoigne le débat qui a opposé les gros bataillons des Eglises « historiques », luthériennes et réformées, d'Allemagne, aux maigres troupes italiennes, prêtes à renforcer leurs rangs, sur les liens avec les « protestants modernes », baptistes ou pentecôtistes.

Il restait à faire entendre une « voix protestante » sur l'Europe elle-même, réclamée depuis que l'Eglise catholique, par l'intermédiaire de Jean-Paul II en Pologne, à Prague, à Strasbourg ou à Saint-Jacques de Compostelle, a fait depuis longtemps connaître la sienne. En moins d'une semaine de travaux, il était vain d'attendre beaucoup sur cette question. Des

axes ont toutefois été avérés, témoignant d'une volonté de maintenir une image de marque protestante, combinant le double héritage de la Réforme et des Lumières : un encouragement à la construction communautaire ; une volonté farouche de « sécularisation », garantissant le pluralisme et la tolérance, contre le « sécularisme » (concept plus réducteur) ou le « cléricisme » ; une défense stricte des minorités, dont l'évêque Tőkés, évêque des Hongrois de Roumanie, est venu à Budapest se faire l'avocat ; une solidarité, enfin, avec les plus pauvres, les étrangers et les opprimés, dans la nouvelle Europe libérale guettée par un cortège d'injustices.

Les protestants souhaitent ne pas laisser en chemin l'idée de « charte sociale européenne » évoquée à Maastricht et l'entendre à taute l'Europe, tant il est vrai, comme dit Keith Jenkins, qu'il serait imprudent de confier cette charte aux seuls mains des hommes politiques et des économistes. »

HENRI TINCO

(1) Parmi les principaux animateurs de cette assemblée de Budapest, on trouve les évêques Kruse, de Berlin ; Colla, de Cluj en Roumanie ; Székely, de Varsovie ; Rusterholz, de Bâle, etc.

(2) La Concordie de Leuenberg, signée en Suisse en 1972, reconnaît l'accueil réciproque entre réformés et luthériens à la Sainte-Cène, ainsi que la reconnaissance mutuelle des ministères (un pasteur luthérien et vice-versa). Signé par soixante-dix Eglises, cet accord théologique pourrait être étendu aux méthodistes, aux anglicans, voire aux baptistes, mais bien des divergences subsistent.

هنا من العمل

professionnels de la route
estent contre le permis à point

Une mauvaise cause

renforcer leur identité

C'est maintenant ou jamais

Aujourd'hui, les ports français vont plus loin. Ils veulent mettre ensemble leurs hommes, leur expérience professionnelle et leurs équipements au service des entreprises les plus exigeantes : transmissions de données, technologie informatique de pointe, base logistique complète et appropriée. Désormais, les ports français ont tous les potentiels pour conquérir de nouvelles parts de marché en Europe.

**Les Ports
Français**

SOCIÉTÉ

Selon le rapport de la Commission des droits de l'homme

L'antiracisme est inadapté face à une « xénophobie de masse »

Le rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, publié lundi 30 mars, dresse un tableau inquiétant de la progression des sentiments xénophobes et racistes en France en 1991. Le document, qui a été remis au premier ministre le 21 mars, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, souligne les ambiguïtés et l'inadaptation de l'antiracisme face à une « xénophobie de masse » au contenu complexe et renouvelé. La commission met en garde contre les amalgames entre racisme et frustration sociale. Le rapport propose de refonder l'antiracisme sur la « conception française de l'intégration » reposant sur l'égalité des droits des individus.

Le baromètre du racisme et de la xénophobie est en hausse. Les multiples auditions, enquêtes et rapports analysés par la Commission des droits de l'homme en fournissent des témoignages convergents. Réunis dans un épais rapport (1), ils constituent à la fois une photographie et un instrument de mobilisation, en dépit d'une forme décousue et peu synthétique.

Certes, si l'on s'en tient aux statistiques policières ou judiciaires, le

mal n'a pas spectaculairement progressé en 1991. Le ministère de l'Intérieur recense 51 « actions » à caractère raciste (attentats, incendies, agressions sur les personnes), chiffre équivalent à ceux des années passées. Mais les menaces contre les Maghrébins (inscriptions, tracts, injures) ont augmenté de 25 % en un an, tandis que la violence antisémite a connu une flambée isolée pendant la guerre du Golfe.

Les statistiques témoignent d'une certaine mobilisation des administrations dans la répression des délits racistes. En 1991, première année de mise en œuvre de la loi Gayssot contre le racisme et les « révisionsnistes », les tribunaux se sont montrés plus sévères, n'hésitant pas à

infliger de fortes amendes, voire des peines de prison ferme. Pourtant, la commission est bien loin de crier victoire. Ces chiffres ne reflètent nécessairement qu'une faible partie de l'iceberg du racisme décrit dans les témoignages qui truffent le rapport et dans le sondage qui y est annexé (lire l'encadré ci-dessous).

La vaste enquête de terrain menée de Roubaix à Montfermeil sous la direction du sociologue Michel Wieviorka (2), dont les conclusions sont résumées dans le rapport, en fait foi. Elle décrit l'enracinement et la moquette d'un racisme qui se nourrit à la fois de problèmes sociaux cristallisés sur les immigrés et d'un « sentiment de crise de l'ordre, des institutions et de

l'identité nationale ». C'est précisément l'analyse de cette double origine qui conduit la commission à reprendre à son compte la critique de l'antiracisme actuel et le débat sur la reconstruction d'une stratégie efficace, qui traversent militants et intellectuels depuis plus d'un an.

La hantise du métissage

Car le racisme, tel un virus, a subi des mutations qui peuvent expliquer sa virulence actuelle. Son langage s'est adapté à la législation, en recourant au style implicite et allusif (les « jeux de mots » de M. Le Pen). Son fondement lui-même a changé. Le racisme tradi-

tionnel qui s'appuyait sur la thèse de l'infériorité des races s'est heurté à la réfutation de la biologie. Il s'est donc mué depuis quelques années en une théorie fondée sur la culture et la nationalité, comme l'explique le philosophe Pierre-André Taguieff dans les pages les plus brillantes du rapport. Le « droit à la différence », slogan préféré des antiracistes dans les années 70 et 80, a été totalement retourné par l'extrême droite, et mis au service de la thèse de l'« inassimilabilité » de l'étranger, de la hantise du métissage et de la perte d'identité. C'est désormais au nom de ce « droit à la différence » que le Front national milite contre le « racisme anti-Français », pour le renvoi des étrangers et pour « la

France aux Français ». Ce « néo-racisme » laisse désarmé l'« antiracisme progressiste de lamentation, d'indignation et de dénonciation stérile » que brocarde sans nuances M. Taguieff. SOS-Racisme a pris conscience des limites de ses grands rassemblements musico-médiatiques. Quant aux organisations traditionnelles (MRAP, LICRA), elles s'épuisent dans des procès qui servent de tribune aux racistes et donnent de l'antiracisme une image répressive.

Ce constat de relative impuissance amène la commission à proposer un changement profond « d'état d'esprit et de méthodes ». Aux localisations morales, doit se substituer une « offensive juridique » reposant sur la prévention et l'éducation. Prônant un antiracisme rigoureux, axé sur la lutte contre toutes les exclusions, le rapport propose de réaffirmer « l'identité française à fondement civique et contractuel ». Une manière de retourner l'arme de l'adversaire à la manière laïque et républicaine.

PHILIPPE BERNARD

(1) 1991, La hantise du racisme et de la xénophobie. La documentation française, 362 pages, 150 F. La Commission nationale consultative des droits de l'homme, présidée par M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, réunit 71 représentants des associations de défense des droits de l'homme, des syndicats, des cultes et des administrations.

(2) La France raciste. Le Seuil, 1992, 130 F.

La « compréhension » à l'égard des discours d'exclusion progresse

L'exacerbation de la banalisation du racisme et de la xénophobie sont confirmées par le sondage effectué pour la troisième fois par la Commission des droits de l'homme (1). 41 % des personnes interrogées se déclarent « éphémères » ou « un peu » racistes (42 % un an plus tôt), tandis que 32 % considèrent le racisme comme une menace importante.

L'aggravation concerne surtout l'« empathie » à l'égard des Maghrébins (49 % contre 42 % en octobre 1990) et les beurs (40 % d'opinion négatives), ainsi que les motivations du racisme. Pour 70 % des Français interrogés, « il y a trop d'Arabes en France » (chiffre en régression), et 60 % pensent que les travailleurs immigrés représentent une charge

pour l'économie (27 % sont de l'avis contraire). Les Français ne semblent guère plus accueillants à l'égard des immigrés de l'Est, qu'ils sont 62 % à refuser (contre 26 %), et à l'égard des réfugiés. Parallèlement, la « compréhension » à l'égard des discours d'exclusion progresse, puisque 55 % des personnes interrogées déclarent comprendre qu'on puisse voter pour M. Le Pen

(45 % en 1990). Tout cela n'empêche pas une majorité de Français (52 %) de se déclarer favorables à une « lutte rigoureuse contre le racisme » et encore 48 % d'entre eux d'admettre que les médias aggravent les problèmes... en parlant trop de l'immigration.

(1) Sondage CSA réalisé sur 990 personnes du 21 au 25 novembre 1991.

ATTENTION!!!

AVIS IMPORTANT AUX PERSONNES PORTEUSES DE PROTHÈSE VALVULAIRE CONVERGENT-CONCAVE BJORK-SHILEY (A L'EXCLUSION DES MONOSTRUT) ET A LEUR CONJOINT

Cet avis concerne les personnes porteuses de prothèse valvulaire Convergent-Concave Bjork-Shiley (Voire « C-C ») ainsi que leur conjoint et a pour but de les informer de leurs droits légaux.

Nous avons rencontré un problème avec un petit nombre de ces valves convergent-concaves.

Si vous, ou votre conjoint, avez un autre modèle de valve Bjork-Shiley, tel que la valve Monostrut ou tout autre valve d'un autre fabricant, le présent avis ne vous concerne pas.

Le présent avis de nature judiciaire a pour objet de vous notifier une action judiciaire aux Etats-Unis d'Amérique qui concerne également les personnes hors des Etats-Unis d'Amérique. Si vous êtes porteur d'une valve C-C Bjork Shiley, vous êtes en droit de recevoir un paiement et d'autres avantages.

Le présent avis ne contient pas d'informations d'ordre médical. Si vous avez des questions d'ordre médical au sujet de votre valve, vous devez consulter votre médecin ou l'établissement dans lequel votre valve a été implantée.

L'ACTION JUDICIAIRE

Une action judiciaire à Cincinnati, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, a été engagée au nom de toutes les personnes dans le monde entier porteuses de valve C-C Bjork-Shiley. Cette action judiciaire est appelée Bowling et autres contre Shiley Incorporated et Pfizer Inc., Dossier n° C-1-256. Cette action est pendante devant le Juge S. Arthur Spiegel du Tribunal Fédéral de District des Etats-Unis à Cincinnati, Ohio. Le présent avis vous fournit quelques brèves informations sur cette action judiciaire.

COMMENT PUIS-JE SAVOIR SI J'AI UNE VALVE C-C

Si une valve cardiaque vous a été implantée avant 1979 ou après 1986, vous n'êtes probablement pas porteur d'une valve C-C.

Vous pouvez savoir si vous êtes porteur d'une valve C-C en examinant votre carte d'implantation si vous l'avez reçue après votre intervention chirurgicale. Si vous êtes porteur d'une valve Bjork-Shiley et que le numéro de série de votre valve contient la lettre « C », vous êtes porteur d'une valve C-C. Si le numéro de série ne contient pas la lettre « C », vous n'êtes pas porteur d'une valve C-C. Votre médecin peut également être en mesure de vous aider à trouver si vous êtes porteur d'une valve C-C.

UNE FOIS DE PLUS, SI VOUS N'ÊTES PAS PORTEUR D'UNE VALVE C-C, LE PRÉSENT AVIS NE VOUS CONCERNE PAS. SI VOUS ÊTES PORTEUR D'UNE VALVE C-C, VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT LE PRÉSENT AVIS.

QUE PREVOIT LA TRANSACTION?

La transaction actuellement examinée par le Tribunal de l'Ohio prévoit:

- un paiement pour vous ou votre conjoint qui peut être utilisé pour tout usage, y compris la consultation d'un médecin ou d'un autre professionnel de la santé;
- des recherches médicales complémentaires qui peuvent avoir des résultats bénéfiques pour vous;
- la possibilité d'une transaction rapide et garantie en cas de rupture d'arceau de valve. Dans ce cas, si vous n'acceptez pas le montant garanti, vous avez la possibilité d'obtenir une compensation par arbitrage ou par une procédure judiciaire.

Veillez remplir le « Formulaire d'Informations » afin d'obtenir plus de détails sur la transaction.

L'AUDIENCE

Une audience sur la transaction se tiendra devant le Juge Spiegel le 5 juin 1992, à 10 heures, Salle 842 du Palais de Justice des Etats-Unis, 100 East Fifth Street, Cincinnati, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, afin de déterminer si la transaction est juste. Vous, ou votre conjoint, pouvez y assister.

QUE DOIS-JE FAIRE MAINTENANT?

Si vous avez des raisons de penser que vous, ou votre conjoint êtes porteur d'une valve C-C, vous devriez obtenir plus d'informations en complétant et en renvoyant le « Formulaire d'Informations » ci-dessous dans les plus brefs délais.

En retournant le « Formulaire d'Informations », vous ne vous engagez pas, mais cela vous permettra d'obtenir les informations dont vous avez besoin pour protéger vos droits. De la même façon, ce Formulaire permettra au Tribunal d'avoir vos nom et adresse afin que vous puissiez recevoir le paiement et les autres avantages de la transaction, si vous décidez de ne pas vous exclure de l'action judiciaire.

Vous pouvez ressentir le besoin d'obtenir des conseils juridiques complémentaires. Dans ce cas, vous pouvez les obtenir gratuitement en l'indiquant à l'endroit approprié du « Formulaire d'Informations ».

Vous pouvez également refuser la transaction ou vous exclure de la procédure judiciaire. Ces termes, et leurs conséquences pour vous, sont expliqués dans le document que vous recevrez après avoir retourné le « Formulaire d'Informations ». Cependant, vous n'aurez pas la possibilité de refuser ou de vous exclure à moins de le faire par écrit à Daniel J. Lyons, Jr., Deputy Clerk, United States Post Office and Courthouse, 100 East Fifth Street, Cincinnati, Ohio 45202, Etats-Unis d'Amérique, au plus tard le 1er juin 1992.

Si vous ne vous excluez pas, vous serez lié par la transaction et vous n'aurez plus la possibilité d'engager une action judiciaire concernant la valve C-C que vous, ou votre conjoint, portez, sauf aux fins d'obtenir l'exécution de la transaction ou la valve aurait un défaut de fonctionnement.

IMPORTANT

Afin de protéger vos droits, vous devriez obtenir plus d'informations.

FORMULAIRE D'INFORMATIONS

Nom du porteur de valve C-C: _____

Adresse: _____

Nom du conjoint: _____

Adresse si différente: _____

Expédiez à: Stanley M Chesley Esq.
Waite, Schneider, Bayless & Chesley Co., L.P.A.
1513 Central Trust Tower
Cincinnati, Ohio, 45202 USA
FAX (513) 621-0262

M. Chesley est un avocat nommé par le Tribunal pour représenter les personnes porteuses de valve C-C ou leur conjoint dans le monde entier. Je souhaiterais être contacté par un avocat basé en Europe désigné par M. Chesley qui communiquera avec moi dans la langue suivante (n'indiquez qu'une seule langue):

_____ Néerlandais _____ Anglais _____ Français _____ Allemand
_____ Grec _____ Italien _____ Portugais _____ Espagnol

Veillez obtenir une preuve que votre conjoint ou vous-même êtes porteur d'une valve cardiaque C-C Bjork-Shiley. Vous serez tenu de fournir cette information plus tard à l'appui de votre réclamation.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 40-65-25-99
Téléc: 206.808F

ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-80-30-10
Téléc: 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1914

Capital social:
620 000 F

Principaux associés de la société:
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé
du « Monde »
12, r. M. Gaudou
94832 IVRY CEDEX
1990

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dapuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avié
75002 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 46-62-72-72
Téléc: MONDIPUB 634 128 F
YU800: 46-62-98-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 38-15 - Taper LEMONDE
ou 38-15 - Taper LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-80-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 19P

Durée choisie: 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Localité: _____ Code postal: _____

Pays: _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

POUR TOUTE INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ VOUS CONSEILLE,
SOIT DE CONTACTER VOTRE CARDIOLOGUE, SOIT DE
COMPOSER LE NUMÉRO D'APPEL GRATUIT SUIVANT:

05.15.05.16

(TOUS LES JOURS DE 9 HEURES À 22 HEURES)

هنا من الشرح

SOCIÉTÉ

Sur la Terrasse
de Saint-Germain-en-Laye

Promeneurs- manifestants contre l'A 14

Traditionnelle promenade du dimanche, la célèbre Terrasse proche du château de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) était noire de monde, le dimanche 29 mars après-midi. M. Promeneurs, manifestants, des milliers de personnes avaient répondu au rendez-vous-prétextation contre l'autoroute A 14, fixé par les élus locaux et les associations de défense dans le dessein d'adresser une pétition au président de la République.

« A 14, tracé inadapté, tunnel sous le Seine », « Tranchées couvertes » : ces quelques slogans scandés par un micro ont précédé l'appel « Promeneurs » de M. Michel Péricard, député (RPR) des Yvelines et maire de Saint-Germain, l'encadré d'une tribune dressée sur la Terrasse. Au-dessous s'ouvrait le chantier de cette autoroute, en grande partie enterrée, qui reliera, en 1994, le quartier de la Défense et Orgeval. Michel Péricard a rappelé les propos du président de la République sur le débouché de l'A 14 en contrebasse de la promenade dessinée par Mansart. « Cela me choque, cela me blesse », avait avoué François Mitterrand. Il doit aujourd'hui mettre en accord ses paroles et ses actes, a-t-il clamé en adressant « cette nouvelle supplique » (d'ailleurs mise en paroles par un élu local sur la complainte du Déserteur de Boris Vian) au président de la République.

La sensibilité écologiste des Yvelines

M. François Mitterrand était venu une première fois au secours de Saint-Germain, en mai 1990. Débarqué d'un hélicoptère présidentiel, il avait décidé, contre l'avis de son administration, le suppression de l'échangeur initial prévu à la lisière de la forêt.

Les recours judiciaires contre les travaux — y compris devant le Conseil d'Etat — épuisés sans succès, seule une nouvelle intervention présidentielle pourrait trancher en faveur d'un franchissement souterrain de la Seine, au lieu du viaduc de 600 mètres de long et 13 mètres de haut prévu par la Société des autoroutes Paris-Normandie (SAPN), concessionnaire de cette liaison qui serait la première autoroute urbaine à péage.

Mais si le président de la République intervenait de nouveau, il mettrait le doigt dans un engrenage sans fin, tant cet axe de 19 kilomètres suscite de contestations.

Ainsi M. Michel Péricard annonce-t-il un autre cheval de bataille, le barrage de péage à Montesson. « Nous irons le caresser si elle n'est pas reculée de plusieurs centaines de mètres », a-t-il prévenu ; « reculée et enterrée », surchérchait un élu de Montesson.

En fait, partout où son tracé doit courir à l'air libre, l'A 14 est rejetée par la population et par des élus. Elle figure, aujourd'hui, comme un symbole, parmi d'autres, de la formidable sensibilité écologiste qui vient de bouleverser la paysage politique des Yvelines, où six candidats Génération Ecologie ont été élus au conseil régional.

PASCALE SAUVAGE

» Bourses de l'aventure. — La Fondation Elf et la Guilde européenne du raid offrent, cette année encore, des bourses destinées à aider financièrement des projets d'exploration et d'analyse de la situation de la population défavorisée du tiers-monde dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'éducation ou de l'environnement. Les dossiers doivent être envoyés avant le 15 avril.

» Bourses de la Fondation Elf pour l'aventure utile. Guilde européenne du raid, 11, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : 43-26-97-52.

SPORTS

COUPE DE L'AMERICA : les demi-finales du trophée Louis-Vuitton

Toutes voiles dehors

Les demi-finales de la coupe Louis-Vuitton qui désignera le challenger pour la Coupe de l'America, ont mal débuté, dimanche 29 mars, pour les Français. Après avoir mené la régate de bout en bout, il-Moro-di-Venezia, supérieur au près, a finalement battu Ville-de-Paris de 1 min 24 s. Dans l'autre duel, New-Zealand s'est imposé de 1 min 43 s face à Nippon. Dans la deuxième des neuf régates qu'il doit disputer pour les demi-finales, Ville-de-Paris devrait rencontrer New-Zealand mardi.

SAN-DIEGO

de notre envoyé spécial
Amputé French-Kiss d'une bonne partie de son tableau arrière avant d'affronter New-Zealand en demi-finale de la coupe Louis-Vuitton 1987 à Fremantle (Australie), c'était le coup de bluff tenté par Marc Pajot, qui dirigeait alors son premier défi, et par Philippe Briand, l'architecte, pour reconstruire le moral de l'équipage français et tenter de faire douter leurs adversaires avant des régates qui semblaient perdues d'avance. Le subterfuge avait échoué, et les marins des antipodes l'avaient emporté par quatre victoires à zéro.

Rien de tel ne s'est passé à San-Diego où seul un œil très averti aurait pu deviner d'imperceptibles modifications sur les quatre « class America » appelés à se rencontrer en demi-finales. Illusions trompeuses. Comme ses trois adversaires, Ville-de-Paris est entré en chantier dès la fin du troisième tour éliminatoire pour d'importants travaux confiés à l'équipe technique de Jacques Prinet.

Le changement le moins visible mais non le moins important a été celui du bulbe de quille, un lest de 15 à 18 tonnes suspendu au bout d'un voile en carbone de 4 mètres. Ces appendices qui assurent la stabilité du bateau et limitent sa dérive au près (contre le vent) représentent quelque 30 % de la tonnage et donc du frein du voilier. Tout gain hydrodynamique sur le profil de ces appendices se traduit en dixièmes ou en centièmes de nœud et donc en secondes sur le bord de régate.

Les aménagements apportés au Ville-de-Paris ne se sont pas limités au châtis (coque et appendices), mais ont aussi porté sur le moteur (mât et voiles). Là encore, les modifications sont peu visibles. Comme le précédent, le nouveau mât en carbone fabriqué à Brest au chantier ACX est, en effet, à la hauteur

maximale (32,50 mètres) et au poids minimum (840 kg) fixés par la jauge des « class America ». L'utilisation d'une fibre de carbone américaine différente a toutefois permis d'obtenir un mât plus profilé et, surtout, plus rigide pour permettre de mieux exploiter encore la grand-voile.

L'adoption pour les « class America » de grand-voiles latées, assez proches de celles utilisées sur les multicoques, confère à priori un avantage initial aux multicoques français. De fait, l'observation du rond-de-chute (partie supérieure) de la grand-voile de Ville-de-Paris montre qu'il est plus arrondi que ceux des autres bateaux. Cette particularité ne serait pas étrangère à la supériorité souvent manifestée par le voilier français aux allures portantes.

Ronds-de-chute en ellipse

« Notre expérience des multicoques nous a permis de pousser un peu plus loin l'exploitation des ronds-de-chute », confirme Alain Leroux, responsable avec Laurent Delage de la voilerie du défi français. Les études aérodynamiques nous ont montré que le rendement maximal s'obtient avec un rond-de-chute en forme d'ellipse. Surtout sur le plan d'eau de San-Diego où le vent, instable, est très différent au ras de l'eau ou à trente-cinq mètres au sommet du mât.

Comme le nouveau parcours de la Coupe de l'America privilégie désormais les allures portantes, cela nous a amené à soigner tout particulièrement les hautes voiles.

Sans oublier pour autant les autres. Au terme de sa campagne californienne, Ville-de-Paris aura obtenu quelque cent cinquante voiles.

Cette profusion peut s'expliquer par leur courte durée de vie à leur ren-

dement maximum : quarante heures pour une grand-voile, quinze à vingt heures pour un spinnaker et une dizaine d'heures pour un génois. Elle se justifie surtout par les recherches et les améliorations incessantes dont elles font l'objet.

Depuis le début des années 80, tous les défis de la Coupe de l'America ne se contentent plus d'acheter leurs voiles. Des filières nationales ou des cellules ont été mises en place par chacun d'eux pour concevoir les voiles les mieux adaptées aux caractéristiques du bateau, les assembler sur place et les recouper sans cesse en fonction des enseignements des relevés informatiques ou des régulateurs à bord. Les voiliers restent le plus souvent alimentés une partie de la nuit pour préparer les voiles du lendemain.

Grâce aux budgets colossaux dont disposent certains défis pour leurs recherches, les campagnes pour la Coupe de l'America ont été à l'origine d'importantes innovations techniques. Ainsi les winches, les mâts en aluminium, les voiles en Dacron et en Mylar, les quilles à ailettes ont fait leur première apparition dans cette épreuve. « Les voiliers ne peuvent habituellement pas faire d'essais en soufflerie comme nous avons pu en effectuer en 1990 et 1991 à Saint-Cyr-l'Ecluse afin de définir les meilleurs plans de voilure ou encore de bénéficier des tests de matériaux mis au point par le Centre national d'études spatiales (CNES) », explique Alain Leroux. A ce titre, la Coupe de l'America est un formidable banc d'essais pour la voile.

Au budget voiles du défi français qui avoisine les 10 millions de francs, il convient d'ajouter une somme équivalente pour l'apport technologique du CNES qui expé-

rience tous les matériaux du marché, apporte son expérience acquise dans les techniques spatiales et les voiles collées ou encore propose de nouveaux tissus comme l'Ariane 2, un polyéthylène une fois et demi plus léger et deux fois plus résistant que le Kevlar, utilisé pour les voiles de port de Ville-de-Paris.

Parce qu'elles constituent la partie la plus visible d'un « class America », les voiles peuvent aussi être utilisées comme arme psychologique par certains défis. Remuant avec la palette jaune et or du Kevlar, il-Moro-di-Venezia a arboré pour la première fois à San-Diego des voiles grises ou argentées à base de fibres de carbone. « C'est la plus importante découverte depuis le remplacement du Dacron par le Kevlar dix ans plus tôt », a aussitôt affirmé Paul Cayard, le skipper du défi italien. Si le poids du carbone est théoriquement deux fois inférieur à celui du Kevlar 49, le CNES fait remarquer qu'il est aussi plus cassant et que le pliage des voiles risque de se révéler destructif.

Guerre psychologique et commerciale

Pour ne pas être en reste, l'America 3, l'un des deux candidats américains à la défense du trophée, a annoncé la mise au point d'un tissu composite de fibres de carbone et de molécules polymériques haute densité à cristallin liquide, qui rendrait le tissu italien préhistorique d'ici dix mois. Sur la seule grand-voile, le gain devrait se chiffrer à « 20 secondes sur un parcours ». Ce matériau, baptisé « Cuben fiber », serait, selon le CNES, « comparable du point de vue de l'élasticité chimique à un Kevlar », et son degré cristallin ne serait pas supérieur à celui de certaines voiles de Ville-de-Paris.

Les deux nouveaux produits ont aussitôt été brevetés par la Mooredison, commanditaire du bateau italien, et par America 3 pour une future exploitation commerciale. Si la conquête du plus vieux trophée sportif du monde reste une priorité pour les défis encore en course à San-Diego, cette conquête ne va pas sans arrière-pensées commerciales. « Le budget du défi français (180 millions de francs) peut paraître colossal, mais il représente à peine plus de 5 % du marché national de la plaisance (3 milliards de francs) et peut lui apporter beaucoup plus », note Philippe Briand. Les industries nautiques des pays concernés ne peuvent, en effet, rêver aujourd'hui de plus belle vitrine que la Coupe de l'America.

GÉRARD ALBOUY

Un « espion » français surpris par les Japonais

Un plongeur sous-marin français a été surpris, dimanche 29 mars, par les Japonais au moment où Nippon quittait sa base pour aller disputer sa demi-finale contre New Zealand. Yvon Kergreis était employé comme consultant par le défi français. Dans un communiqué publié quelques heures après cet incident, les responsables de la Ville-de-Paris ont expliqué que M. Kergreis leur avait dit que c'était à la suite d'un pari

avec d'autres membres du défi français qu'il avait plongé dans les eaux « interdites » de la base japonaise. « En raison de nos refus d'accepter un tel type d'activité, poursuit la communauté, M. Kergreis, qui a présenté ses excuses, a été relevé de ses fonctions et va retourner en France. » Selon les mêmes responsables, les Japonais, qui n'ont pas porté plainte, ont fait savoir qu'ils considéraient l'incident comme clos.

TENNIS : la France éliminée par la Suisse en Coupe Davis

Retour sur terre

En battant Thierry Champion (3-6, 6-4, 7-6 [3-6], 7-5), Jakob Hlasek a qualifié, dimanche 29 mars à Nîmes, la Suisse pour les demi-finales de la Coupe Davis, au détriment de la France. Menés 2 à 0 à l'issue de la première journée (le Monde daté 29-30 mars), les Français, tenants du titre, ont gagné le double, Guy Forget et Henri Leconte s'imposant face à la paire Hlasek-Rosset (4-6, 4-6, 6-2, 7-6 [7-5], 6-4). Dans le cinquième match, Arnaud Boetsch a battu Marc Rosset 6-4, 6-4. Pour la première fois de son histoire, la Confédération helvétique accède aux demi-finales, où elle rencontrera le Brésil ou l'Italie.

NIMES

de notre envoyée spéciale

« Je ne me souviens plus des points que j'ai perdus. » Thierry Champion a beau chercher, il y a un trou noir dans sa mémoire. Banni, le souvenir de ses six balles de set gâchées dans la troisième manche. Oubliées, toutes les vaines occasions de revenir dans la partie au cours du quatrième et dernier set de son match contre Jakob Hlasek. Thierry Champion se sent perdu, malheureux, comme si la défaite de l'équipe de France ce quart de finale de la Coupe Davis pesait sur ses seules épaules. Minus 2-1 samedi soir, les Français devaient, pour se qualifier dimanche, gagner les deux dernières rencontres de l'épreuve. La tâche était presque impossible. Elle fut impossible. La Suisse a acquis sa place en demi-finales et la

France se pourra défendre « sous » saladier d'argent, décroché en décembre 1991 à Lyon face aux Etats-Unis.

Dans l'euphorie de la victoire lyonnaise, on avait sans doute oublié que l'équipe de France se résumait presque à deux joueurs, Guy Forget et Henri Leconte. Yannick Noah espérait que la relève serait prête en cas de blessure de ses deux gars. Il n'en fut rien : ses gagnants ne sont pas encore des gagnants.

Samedi, les deux éternels non remués se firent dans la pluie. Jouant les invités vedettes dans un double haletant, ils ont cruellement répété l'âge d'or d'il y a trois mois seulement : Henri qui enrage, Forget qui roule des yeux ; Henri qui gueule, Forget tendu ; Henri génial, la foule houleuse et généreuse. Suspense, victoire, embrassades.

« Faire d'empoigne »

On s'était couché plein d'espoirs, anticipé pourtant un doute. Les deux convalescents auraient-ils pu jouer en simples et auraient-ils gagné ? Les principaux intéressés étaient la question avec malice. L'essentiel était d'avoir redonné de l'espoir et des ailes aux « jeunes » pour leurs dernières rencontres. Dimanche, no révait de miracle. Les 11 flammes allumées par Forget et Leconte a été soufflée, en un peu plus de quatre heures, par la résistance ténue de Hlasek. Tout était fini.

L'aventure est donc terminée cette année pour les Français. Fin de partie, aussi, pour le public. Quatre mois après le sacre, il avait pris de l'assurance et mis son cœur à auter les jours. A Nîmes, nombreux étaient les spectateurs venus avec l'attirail du petit supporter : nac trompette ou uoe

corne de brume, un drapeau ou une banderole, du maquillage et, pourquoi pas, une perruque aux couleurs nationales ou des cloches de vache pour les Suisses.

« En quelques années, le public de la Coupe Davis est devenu de plus en plus démonstratif », dit le Belge Michel Willem, juge-arbitre de la rencontre. Ici, ce n'est pas un tournoi. On soutient un pays, pas un joueur isolé. La présence de supporters suisses est un symbole de cette évolution. Attention cependant à ce que les encouragements ne dégénèrent pas en foire d'empoigne. Mais de l'ambiance, oui, lorsque les supporters ont du cœur et, donc, du respect pour les deux joueurs.

Le juge-arbitre belge gomme ses derniers instants de répit. Dans quelques minutes, il lui faudra entrer dans l'arène, une quatrième fois. Assis dans les tribunes, derrière l'arbitre de chaise, il l'aidera à contenir cris et quolibets on à

accorder un seul tour de piste à la « enla » pour permettre à Champion et Hlasek de s'affronter dans un semblant de paix. Il va redouter les points litigieux. Michel Willem est doco intervenu, dimanche, non pour mater la foule, mais pour préserver une ambiance de fête et de suspense quand certains ne soutenaient plus une équipe, mais combattaient des adversaires. Même Guy Forget l'a aidé, parfois, à apaiser la houle.

La Fédération internationale de tennis est, semble-t-il, sensible à la montée du « bruit » sur les courts. Un joueur, soutenu par des fans un peu trop démonstratifs, ou qui provoque l'indiscipline ou la colère de l'assistance, peut être averti, puis pénalisé d'un point. Ces nouvelles dispositions ont été appliquées à Nîmes. Dimanche, vaincus et vainqueurs remerciaient pourtant chaleureusement le public des arènes. « Je veux les mêmes supporters pour les demi-finales ! », s'écriait Jakob Hlasek.

Match-test pour les jeunes coqs de l'équipe de France, la rencontre France-Suisse, comme les autres quarts de finale de la Coupe Davis, a offert aussi un champ d'observation pour l'avenir du service. Inquiète de l'importance que prend la mise en jeu dans une rencontre, à l'avantage des coéquipiers et des grands parons, la Fédération internationale de tennis s'interroge sur d'éventuelles modifications de règlement. Service unique, réduction de la pression de la balle, diminution du carré de service, les experts entament à peine des débats qui seront longs et peut-être vains. D'ici là, Champion et Boetsch ont tout le temps de travailler leur service. Et Yannick Noah de trouver la relève.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats

ATHLÉTISME

Triplé français au marathon de Paris

Le Français Luis Soares (Marignane) a remporté, dimanche 29 mars, le Marathon de Paris en réalisant la meilleure performance française sur la distance (2 h 10 min 3 s). Cette performance, qui améliore de 43 secondes le record établi en 1985 par Jacky Bonberger, lui vaut le titre de champion de France et sa sélection pour les Jeux olympiques de Barcelone. Deuxième à 1 min 7 s, Pascal Zilliox (Nancy), a lui aussi gagné sa sélection, au détriment de Jean-Baptiste Proude (Les-Bois-Monsieur) arrivé troisième en 2 h 12 min 23 s (record personnel).

BASKET-BALL

Championnat de France
(Finale de finale, matches aller)
*Moulins P. Rouen... 94-80
*Antibes C. Chalon-sur-Saône... 78-73
*CRO Lyon B. Levallois... 88-77
*Villeneuve B. Mulhouse... 87-80

CYCLISME

Critérium International
Deux semaines après sa victoire dans Paris-Nice, le Français Jean-François Bernard a remporté le Critérium International, dimanche 29 mars en Avignon. Troisième de la course de côte disputée dans la matinée, il s'est assuré sa victoire en prenant la deuxième place du contre-la-montre (12,5 km) à 28/100 de seconde de Francis Moreau, champion du monde de poursuite. Au classement général, Jean-François Bernard a devancé la Néerlandaise Ger-Jan Thunnissen de 20 secondes et l'Italien Giorgio Furlan de 25 secondes.

FOOTBALL

Championnat de France
Première division
(Trans-Trans journée)
Monaco B. Lens... 1-0
*Auxerre B. Montpellier... 1-0
*Sochaux B. Toulon... 2-0
*Metz B. Nantes... 0-0
*Paris SG B. Nîmes... 1-0
*Clermont B. Lille... 3-3
*Marseille B. La Havre... 2-0
*Toulouse B. Lyon... 1-0
*Nantes B. Nancy... 0-0
*Saint-Etienne B. Cannes... 2-0
Classement : 1. Marseille, 49 pts ; 2. Monaco, 47 ; 3. Paris-SG, 43 ; 4. Auxerre, 39 ; 5. Montpellier et Caen, 37 ; 6. La Havre, 36 ; 7. Nantes, 34 ; 8. Saint-Etienne et Lens, 33 ; 9. Lille, 32 ; 10. Metz et Toulouse, 31 ; 11. Toulon, 30 ; 12. Nancy, 28 ; 13. Sochaux, 27 ; 14. Nîmes, 26 ; 15. Cannes et Rennes, 25 ; 16. Nancy, 21.

Deuxième division
(Trans-Trans journée)
GROUPE A
*Guingamp B. Valenciennes... 2-1
*Red Star B. Amiens... 0-0
*Lohans-Caenn B. Tours... 1-1
*La Roche-sur-Yon B. Sochaux... 1-0
*Le Mans B. Angers... 0-0
*Bordeaux B. Angers... 1-1
*Laval B. Dunkerque... 3-1
*Brest B. Orléans... 1-0 (par forfait)
*Rennes B. Orléans... 1-0 (par forfait)
*Rennes B. Orléans... 1-0 (par forfait)
Classement : 1. Angers, 39 pts ; 2. Valenciennes, 38 ; 3. Laval, 34 ; 4. Rennes, Le Mans et Guingamp, 33.

GROUPE B
*Strasbourg B. Perpignan... 2-1
*Nîmes B. Ajaccio... 2-0
*Amiens B. Alès... 1-1
*Grenoble B. Saint-Quentin... 1-0
*Bordeaux B. Rodez... 0-0
*Châteauroux B. Guingamp... 0-0
*Nîmes B. Saint-Quentin... 0-0
*Laval B. Metz... 2-0
*Mulhouse B. Besançon... 1-0
Classement : 1. Bordeaux, 47 pts ; 2. Strasbourg, 46 ; 3. Istres, 43 ; 4. Besançon, 37 ; 5. Ajaccio, 36.

GROUPE C
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
*L'Alsacien B. Oyonnax... 2-1
Classement : 1. Bordeaux, 47 pts ; 2. Strasbourg, 46 ; 3. Istres, 43 ; 4. Besançon, 37 ; 5. Ajaccio, 36.

MOTOCYCLISME
Grand Prix du Japon
L'Australien Michael Doohan (Honda) s'est imposé, dimanche 29 mars, dans le Grand Prix du Japon de vitesse, première épreuve du championnat du monde des 500 cc. Il a devancé, sur une piste détrempée, les Américains Doug Chandler (Suzuki) et Kevin Schwantz (Suzuki). La course a été marquée par de nombreuses chutes, dont celle de l'Australien Wayne Gardner, champion du monde en 1987, qui s'est fracturé la jambe droite. En 250 cc, la victoire est revenue à l'Italien Luca Cadella (Honda), qui a précédé les Japonais Tadayuki Okada (Honda) et Nobuharu Aoki (Honda).

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux
pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Distique

désordre

le réel

Le Groupe BNP en 1991, redressement confirmé :

- résultat d'exploitation courant : +19,6 %
- résultat net, part du Groupe : +81,7 %

Réuni le 25 mars 1992, sous la présidence de M. René THOMAS, le conseil d'administration de la BNP a pris connaissance des résultats consolidés provisoires de l'exercice 1991. Les comptes définitifs seront arrêtés le 23 avril 1992.

L'année 1991 a été caractérisée par trois éléments : une conjoncture incertaine qui a entraîné un ralentissement de la demande de crédit et une détérioration des risques sur la clientèle ; une érosion des dépôts à vue ; des taux d'intérêt élevés qui ont pesé sur la marge d'intermédiation.

Compte-tenu de ces éléments et des résultats de l'exercice 1990, la BNP s'était fixée trois objectifs prioritaires : maîtriser l'évolution des frais de gestion, enrayer la dégradation des marges et accroître le produit des commissions. Ces objectifs ont été atteints et ont contribué au redressement du résultat d'exploitation courant.

Le résultat net — part du groupe — est de 2,9 milliards de francs, en progression de 81,7 %.

Cette amélioration a été obtenue malgré un nouvel accroissement des provisions. D'une part les dotations relatives aux risques de clientèle, en France comme à l'étranger, ont été doublées. D'autre part, la BNP a constitué une importante provision pour ses créances sur l'ex-U.R.S.S. Au total, les provisions pour risques-pays couvrent, en fin 1991, plus de 57 % des encours portés sur plus de 70 pays, l'ex-U.R.S.S. comprise.

Dans ces conditions, les résultats consolidés provisoires du groupe BNP s'établissent comme suit (en milliards de francs).

	1991	1990	Variation 91/90	
			En Milliards	En %
Produit bancaire courant	35,9	35,2	+2,7	+ 7,7
Frais de gestion	26,1	26,1	+1,0	+ 3,6
Résultat courant	9,0	9,0	+1,8	+19,6
Résultat d'exploitation	10,8	9,7	+1,1	+12,1
Provisions	7,1	7,1	+1,0	+13,9
Résultat net d'ensemble	2,1	2,1	+1,3	+58,6
Résultat net, part du groupe	2,9	1,6	+1,3	+81,7

Les commentaires qu'appellent ces données provisoires sont les suivants :

■ Pour le groupe BNP, le résultat d'exploitation courant consolidé s'élève à 10,8 milliards de francs, en hausse de 1,8 milliard, soit de l'ordre de 20 %. Cette évolution résulte d'une hausse de 7,7 % environ des produits courants et de 3,6 % des frais de gestion.

Les opérations d'exploitation non récurrentes, en particulier celles qui portent sur la cession de titres de placement, ont dégagé en 1991 un résultat inférieur de 0,6 milliard à celui de 1990. Dans ces conditions, le résultat d'exploitation consolidé a augmenté de 1,1 milliard, soit de 12 % environ.

■ En France, le résultat courant de la BNP a été de l'ordre de 6 milliards, en hausse de 1,1 milliard, soit

plus de 22 %. Les frais de gestion ont été accrus de 1,4 % seulement, soit moins de la moitié du rythme de l'inflation ; cette hausse provient des frais de personnel, les autres frais de gestion étant stables. Pour leur part, les produits de l'exploitation courante augmentent de 6 % environ, notamment par suite d'une hausse de 15 % du produit des commissions.

Compte-tenu d'une diminution de 0,4 milliard du résultat des opérations non récurrentes — principalement sur titres de placement et sur les avoirs en devises — le résultat d'exploitation de la BNP en France augmente de 0,7 milliard soit de 13 %.

Au plan de l'activité, dans un contexte conjoncturel peu porteur, les crédits à la clientèle, soit 395 milliards ont encore progressé de 8,5 % : les crédits aux entreprises ont augmenté de 9,3 % — et les seuls crédits d'équipement de 14 % — tandis que les crédits aux particuliers progressent de 7,3 %.

Les ressources provenant de la clientèle, soit 326 milliards de francs, ont été accrues de 7,4 % : la diminution des dépôts à vue de 3,6 milliards a eu pour effet de ramener à 34 % leur part dans les ressources de la clientèle ; les ressources réglementées et les P.E.P. ont augmenté de 4,2 milliards et constituent environ 30 % de l'ensemble.

L'ensemble des dépôts et des fonds gérés (OPCYM, assurance-vie) s'est élevé à 541 milliards de francs, en hausse de 7,5 %.

■ Les filiales de la BNP en France ont dégagé un résultat d'exploitation de 1,6 milliard de francs, dont 1,3 milliard en hausse de 17 % pour les filiales d'exploitation.

■ A l'étranger, le réseau international de la BNP a dégagé un résultat d'exploitation de 3,2 milliards de francs, en hausse de 19,3 %. La hausse du résultat courant est de 17,5 % : les produits de l'exploitation courante ont augmenté de 13,5 %, tandis que les frais de gestion progressent de 11,6 %. Les résultats de la zone AMÉRIQUES ont augmenté de 6 %, ceux de l'EUROPE de 16 %, ceux de l'AFRIQUE-MOYEN ORIENT de 18 % et ceux de l'ASIE-OCEANIE de 48 %.

Au total, sans retrouver les niveaux de 1989, les résultats consolidés ont été sensiblement améliorés. Ils témoignent de la capacité du groupe à faire face à un environnement économique caractérisé par l'aggravation des risques et à un environnement bancaire en mutation accélérée.

BNP

TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER

perles

CULTURE

MUSIQUES

Joe Cocker, le savoir-survivre

Ancienne star déchue, nouveau notable du rock, l'ex-employé du gaz de Sheffield chante toujours

JOE COCKER
à Bercy

« Je me suis dit que j'aurais encore quelques années de rock en moi ». Le front déformé, la bedaine discrète mais indéniable, les manières avinées, tout semble contredire cette affirmation. Mais c'est Joe Cocker qui parle. Chanteur de rock depuis le milieu des années 60. Un homme qui a fait Woodstock et a traversé des déserts dont nul autre que lui n'aurait pu ressortir.

Après s'être fait la remarque déjà citée, Joe Cocker a rejoint les rangs des protégés de Roger Davies, le manager - entre autres - de Tina Turner. Il passe beaucoup de temps sur la route, mais les choses ont bien changé depuis les années 60. Dans une suite d'un palace de Munich, étape d'une tournée qui s'achèvera à Paris, l'ex-employé du gaz de Sheffield mesure le chemin parcouru : « Dans les années 60, nous descendions dans des hôtels lamentables, personne ne portait d'anglais. Aujourd'hui tout est organisé, plus question d'attendre jusqu'à quatre heures du matin pour savoir qui va monter sur scène en premier. »

Juste après Woodstock, Joe Cocker fut le personnage central de l'épopée Mad Dogs and Englishmen, tournée communautaire qui promena une tribu hippie à travers les États-Unis sous l'objectif de la caméra de D. A. Pennebaker. La dissolution des Mad Dogs marqua le début d'un déclin qui devait durer une décennie. En 1982, *Up Where We Belong*, chanson mièvre tirée de la bande originale d'*Officer and a Gentleman*, ramena Cocker en haut des hit-parades d'où il n'est plus jamais redescendu. Sortant régulièrement des albums honorables mais jamais enthousiasmants, il ne s'est pourtant jamais tout à fait aliéné le public rock tout en attirant une fraction consi-

quente (surtout pour ses comptables) du public pseudo-rock, celui qui ne jure que par Dire Straits.

Joe Cocker est émouvant lorsqu'il parle du blues, de sa rencontre avec la musique de Ray Charles, qui devait définir une fois pour toute sa manière de chanter, de la pénurie de bonnes chansons.

Il raconte aussi comment il a retrouvé au bout de dix ans de séparation Chris Stainton, un ami qui a commencé en jouant du piano avec lui à Sheffield et l'a accompagné de Woodstock à Mad Dogs.

Strict nécessaire

C'est Chris Stainton qui lance note pour note, avec la même joie funky, l'intro de *Cry Me a River*, le titre qui ouvre le concert. Ce que Joe Cocker n'a pas raconté, c'est le reste : l'emballage de rock synthétique qui voile les souvenirs. Le groupe sans couleur, compétent, se limite au strict nécessaire : un sax appuyé par des synthétiseurs en manière de section de cuivres, une rythmique lourde sans débâche, ment, trise. La moitié du groupe (dont John Miles aux guitares et aux claviers, qui se fit remarquer en son temps avec le tube *Music Was My Love*) travaille pour Tina Turner quand Joe Cocker se repose dans son ranch de Santa-Barbara.

Restait la démonstration permanente d'une voix extraordinaire, quelques éclats de nostalgie : *Cry Me a River*, *Feelin' Alright*, le classique hippie de Dave Masoo. Au début de *Unleash my Heart*, Cocker chante accompagné du seul piano de Chris Stainton, comme il aurait dû le faire tout au long de la soirée. Mais alors, le stade couvert n'aurait pas été plein.

THOMAS SOTINEL

► Le 31 mars, à 20 h 30, au POPB, 75012 Paris. En première partie, Tony Joe White.

THÉÂTRE

Les baladins dans la tourmente

Le face à face des comédiens et des villageois, en pleine occupation allemande

LE THÉÂTRE AMBULANT
CHOPALOVITCH
au Théâtre de la Ville

Sur le plateau en chantier, une accordéoniste et une violoniste jouent des airs tsiganes. Des gens montent une estrade. Dans les années 40, en pleine occupation allemande, une troupe de théâtre ambulants parcourent les villages serbes : le Théâtre ambulants Chopalovitch - pièce de Lioubomir Simovitch.

adaptation française de Borka Legras et Anne Renoue. Au répertoire, les Brigands de Schiller. Ils ne sont que quatre, deux comédiens (Olivier Perrier, Frédéric Gase) deux comédiennes (Laurence Février, Sylviane Simoet) mais peu importe. On fait avec ce qu'on a, on joue où on peut, quand on peut, où et quand le permet la Kommandantur, relayée par quelques collabos. De toute façon, les villageois n'apprécient pas le lyrisme épique de Schiller, eux qui vivent dans la vraie

terreur. De plus, un Allemand est abattu, des jeunes gens sont arrêtés, pris en otage.

Quelle est la nécessité du théâtre, et sa place, pendant les périodes de violence, face à des gens qui tentent de faire l'Histoire, tout au moins laissent, trop peut-être. Fondamentalement, l'intérêt de la pièce, et du spectacle que Jean-Paul Wenzel en a tiré ailleurs. Pas tout à fait dans la représentation, pourtant hors de tout pittoresque facile, du théâtre ambulants. D'ailleurs, bizarrement, ce sujet passe mieux et de façon plus sensible au cinéma.

déjà, mais savent en tirer parti. D'abord on les rejette parce qu'ils sont « les autres ». Parce qu'ils apportent la fantaisie, et qu'elle paraît indécemment au regard de la dureté des temps. Ils se font nuler dans la langue, mais en ont vu d'autres, dans leur espace qui et la scène, et au-delà. Le jeu leur a appris à survivre, à vivre. Ils sont vulnérables, souvent ridicules, parfois stupides. Ils sont indestructibles. Vraiment différents et en même temps révélateurs d'une force commune qui existe en chacun. Quand ils s'en vont, en surface rien n'a changé. Pourtant, il y a eu une lumière dans la tête des gens, et elle ne s'éteindra pas. Pas pour tout.

J'aime cette humanité contrastée, maladroite, claudicante, qui porte en elle comme deux réves ennemis dans le même giron, le monde et sa représentation, chacun revendiquant pour lui seul le droit de la vérité», écrit Jean-Paul Wenzel. C'est vrai, il les aime tous, de coup tous nous émeuvent. Il ne prend pas parti pour l'un ou l'autre, mais donne au spectacle une diction nette, précise : la mise en valeur de l'humanité des groupes et des individus. Du coup, les acteurs sont magnifiques.

COLETTE GOIARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 heures. Jusqu'au 17 avril. Tél. : 42-74-22-77.

Emergences II

Du 31 mars au 5 avril, le Théâtre national de Bretagne organise la seconde édition d'*Emergences*. « Un contrepoint aux grosses machines qui exige une structure importante », dit Emmanuel de Véricourt, directeur du TNB, et organisateur du festival avec Catherine Dan. L'an dernier, il avait réuni des compagnies plus ou moins nouvelles, dont certaines - le Balletum - reviennent. Vient également le Lézard dramatique avec une comédie *Encore*, le Boomerang (*La Nuit juste avant les forêts*, de Koltès), Xavier Durringer (*Une envie de tuer sur le bout de la langue*, Varda-man (*Mademoiselle Rose*, de Lorca), la Ribalta, une compagnie italienne. Enfin, l'école du TNB, dirigée par Christian Colin présente un travail sur les Atrides, les Temps fabuleux du commencement.

Cette école, Emmanuel de Véricourt l'a longtemps souhaitée. L'occasion lui a été fournie de réaliser son vieux rêve lorsque la municipalité lui a demandé de prendre en charge le conservatoire municipal. Il a répondu en présentant son projet : une école professionnelle, complètement impliquée dans les activités de la maison. Christian Colin est venu la diriger. Les élèves suivent également le travail des metteurs en scène

qui travaillent à Rennes : Matthias Langhoff, Anatoly Vassiliev, Benno Besson... Ca se passe de cette façon à la fameuse école du TNB et les résultats sont plutôt bons.

En 1993, Emmanuel de Véricourt va chercher du côté des pays de l'Est ce que font les gens de théâtre depuis qu'ils se sont plus enfermés. Cette année, le programme se base sur les auteurs, avec plusieurs lectures-spectacles de textes évidemment inédits. « Le but, c'est d'arriver un jour à ce que six mille personnes viennent ensemble prendre les mêmes risques que nous. »

C. G.

► Théâtre National de Bretagne, 1, rue Saint-Helier, Rennes. Tél. : 99-31-55-33.

Quotidien désastreux

Mais on s'attache au spectacle à travers les personnages, tous y compris les « méchants », en particulier ce couple mal assorti qui essaie de supporter son quotidien désastreux. Lui - Gérard Morel - veut et attendrissant - en faisant traîner le temps, elle - Monique Brun - magiquement forte - dans une suractivité furieuse, qui l'enlève, devient pesante comme une boule d'angoisse quand elle apprend que son fils est arrêté. Les gens du village sont perdus, mais pas résignés.

A leur situation enfermée ils cherchent une solution, une porte de sortie que d'une certaine façon leur apporte le théâtre. Ou plutôt les comédiens, qui vivent décalés de la réalité, qui sont prisonniers de ce

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

L'HEURE ESPAGNOLE

• JORDI SAVALL, Montserrat Caballé, Paco Ibanez, la Gran Fiesta, l'Exposition universelle : à Barcelone, à Madrid, à Séville, le monde entier vit à l'heure espagnole. Un dossier exceptionnel de 23 pages.

• LA VILLETTE. Du Conservatoire à la Cité de la musique, un grand projet prend forme.

• DALLAPICCOLA. Le Châtelet reprend son opéra *le Prisonnier* : une brûlante actualité.

• ROMAN POLANSKI. Le sulfureux cinéaste monte *les Contes d'Hoffmann* à la Bastille.

• FRANS BRÜGGEN. Il fête les dix ans de son Orchestre du XVIII^e siècle.

• FRANCE-MUSIQUE. Une semaine à l'écoute de la nouvelle grille : impressions.

• MUSICORA. Retrouvez le Monde de la Musique du 8 au 12 avril au Grand Palais.

• SABATA. Mythique et méconnu, le grand chef italien aurait cent ans.

• FRANÇOIS LE ROUX. Le Pelléas de Claudio Abbado : portrait d'un baryton français.

• HI-FI. Au banc d'essai : 10 lecteurs de compact discs autour de 2 000 F.

• DISQUES. 200 enregistrements chroniqués : la sélection du Monde de la Musique.

...Le Monde de la Musique
chez votre marchand de journaux

THÉÂTRE 71
MALAKOFF
12 rue du métro Malakoff
Plateau de Vanves
26 mars - 18 avril
Pierre Ascard
PA
PA
Serge Valleri
Folle en 5 actes
46 55 43 45

EN BREF

□ Mort du peintre Bruno Cassinari. - L'artiste italien est décédé à Milan à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il avait signé après la dernière guerre le manifeste « *Olire Guernica* » qui appelait au « réalisme pictural », mais sans restriction de langage, à l'exemple de l'œuvre de Picasso dont il se sentait proche. Il exécute alors des portraits sans visages d'où sont exclues toutes anecdotes, prêtées au support de la forme.

□ Festival de Maubeuge. - Pour sa sixième édition, le « Maubeuge International Théâtre » organisé par le Manège, premier centre culturel interfrontalier d'Europe, présente du 31 mars au 3 avril onze créations, et dix-sept compagnies de huit nationalités diffé-

rentes - France, Belgique, Québec, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Espagne, Allemagne. Le programme est complété par un colloque sur « les frontières exotiques ». Les résultats du concours de manuscrits européens, qui a réuni une cinquantaine de textes, seront proclamés le samedi 4 avril.

► Renseignements : Tél. : 27-65-65-40.

□ Un prophète pour Cluny. - Le Musée de Cluny vient d'acquérir une tête de prophète venant d'un portail de l'abbatiale de Saint-Denis. De cet ensemble sculpté - vingt et une statues-colonnes - détruit et dispersé à la Révolution, on ne connaissait que cinq têtes (deux en France, trois aux États-Unis).

SOPHIA

le financement sage

HAUSSE DU DIVIDENDE
CHANGEMENT DE PRESIDENT

• Le Conseil d'Administration réuni le 26 mars a arrêté les comptes clos au 31 décembre 1991. Les loyers et redevances de crédit-bail du groupe se sont élevés à 1947 MF et la bénéfice net à 364,3 MF dont 347,4 MF pour Sophia, maison mère, y compris 24,7 MF de plus-values nettes à long terme. Il sera proposé à l'AGO convoquée pour le 27 mai une distribution de 274,8 MF soit 38,21 F par action qui, assortie d'un avoir fiscal de 79 centimes, constituera un revenu de 39 F (+ 4 % sur le revenu précédent), le report à nouveau se trouvant porté à 55,8 MF et les réserves dotées de 42 MF supplémentaires.

• Monsieur Bernard Fraigneau a demandé au Conseil à être déchargé de son mandat de Président Directeur Général. Le Conseil l'a vivement regretté et a rendu hommage au rôle décisif qu'il a joué depuis la fondation de Sophia (anciennement Laffitte-Bail) début 1972 pour la porter au premier rang des sociétés cotées de crédit-bail immobilier et avoir jeté les bases de sa diversification future hors du statut original de Sicomi. Monsieur Fraigneau a été nommé Président d'honneur ; il continuera à siéger au Conseil en tant qu'administrateur.

Monsieur Jean-Claude Wagner, désigné en 1991 représentant permanent des Assurances Générales de France au Conseil de Sophia, a été coopté pour lui succéder.

AGF
Groupe des
Assurances
Général de France

SOPHIA : 18, rue de la Ville l'Evêque
Paris 75008 - Tél. : 47.42.52.53.

هكذا من الشغل

BILLET

Alternative

Les politologues n'ont pas fini d'analyser l'ampleur et les causes de la débâcle socialiste aux élections régionales et, plus encore, au second tour des élections cantonales du dimanche 29 mars. Mais les milieux financiers nationaux et internationaux s'interrogent surtout, avec une certaine inquiétude, sur les conclusions que le président de la République va en tirer. Alors que M. Laurent Fabius, premier secrétaire d'un PS en déliquescence, réclame dès la 29 mars un plus grand effort de « justice sociale » dans la politique du gouvernement, les marges de manœuvre apparaissent très limitées alors que la France est plus que jamais engagée dans la voie de l'union économique et monétaire européenne.

Théoriquement, M. François Mitterrand pour garder le gouvernement et changer de politique économique ou encore changer le gouvernement tout en faisant le même politique. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de calculs à hauts risques. La première hypothèse aboutirait à la nomination d'un nouveau ministre de l'économie, en remplacement de M. Pierre Bérégovoy, réélu à Nevers, l'homme du franc fort et de la « désinflation compétitive ». La démission de M. François Mitterrand pour garder le gouvernement et changer de politique économique ou encore changer le gouvernement tout en faisant le même politique. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de calculs à hauts risques. La première hypothèse aboutirait à la nomination d'un nouveau ministre de l'économie, en remplacement de M. Pierre Bérégovoy, réélu à Nevers, l'homme du franc fort et de la « désinflation compétitive ».

La démission de M. François Mitterrand pour garder le gouvernement et changer de politique économique ou encore changer le gouvernement tout en faisant le même politique. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit de calculs à hauts risques. La première hypothèse aboutirait à la nomination d'un nouveau ministre de l'économie, en remplacement de M. Pierre Bérégovoy, réélu à Nevers, l'homme du franc fort et de la « désinflation compétitive ».

MICHEL NOBLECOURT

Alors que le groupe va changer de PDG

Volkswagen va supprimer près de 12 500 emplois en cinq ans

Numéro un européen, le constructeur automobile allemand Volkswagen va supprimer 12 500 emplois en cinq ans en Allemagne. Le président du groupe, M. Carl Hahn, laissera la place à M. Ferdinand Piech, jusqu'ici responsable de la filiale Audi.

Un article du magazine allemand *Der Spiegel* avait le premier vendu la mèche. Faisant état d'un important déficit d'exploitation (770 millions de deutschemarks, soit 2,7 milliards de francs) que la célèbre firme de Wolfsburg n'a jamais confirmé, l'hebdomadaire laissait entrevoir de sérieuses difficultés pour le premier constructeur automobile européen. Piqué au vif, le porte-parole de la société avait fait savoir que celle-ci n'entendait pas remettre en cause son expansion et ses conquêtes de parts de marché. Engagé dans un vaste déploiement dans l'est de l'Europe, Volkswagen, avait-il réaffirmé, prévoyait toujours d'investir 82 milliards de deutschemarks (276 milliards de francs) en quatre ans (le *Monde* du 18 mars). Un effort indispensable, sans doute, pour que le constructeur allemand résiste à l'offensive japonaise et conserve son quatrième rang mondial.

On sait aujourd'hui quel sera le prix à payer. Samedi 28 mars, Volkswagen a annoncé un vaste programme de suppressions d'em-

ploi. L'entreprise, qui emploie 126 000 salariés en Allemagne (et 260 000 au total dans le monde) supprimera 2 500 emplois par an en moyenne pendant cinq ans dans ses six usines d'entre-Rhin. Ce plan est susceptible d'être constamment réajusté pour « coller » à la situation économique; il vient s'ajouter à celui, annoncé le 17 mars, par la filiale américaine du groupe, qui prévoit de réduire d'un quart ses effectifs, 300 emplois sur 1 200 (le *Monde* du 19 mars).

L'ampleur des investissements

L'annonce de ces suppressions d'emplois est d'autant plus frappante que les ventes du constructeur se portent plutôt bien. L'an dernier, les ventes consolidées des quatre marques du groupe (VW, Audi, Seat et Skoda) se sont élevées à 763 milliards de deutschemarks (259,4 milliards de francs), en hausse de 12,1 %. Celles de la maison-mère, Volkswagen AG, ont atteint 47,3 milliards de deutschemarks (+ 15,1 %). En nombre de véhicules, les performances de 1991 sont plus modestes. Avec 3,5 millions d'automobiles, les ventes n'ont augmenté que de 2,5 %.

Les résultats du groupe sont, eux, plus contrastés. Le bénéfice net consolidé a franchi en 1991 la barre de 1,1 milliard de deutschemarks (contre 1,086 milliard en

1986). Celui de la maison mère a en revanche reculé de plus de 30 % (467 millions de deutschemarks contre 670 millions en 1990). Un recul que le porte-parole du constructeur a justifié par l'ampleur des investissements consentis pour le lancement des nouveaux modèles ainsi que par les lourdes charges liées à l'ex-Allemagne de l'Est. Le directeur proposera un dividende inchangé de 11 deutschemarks par action de 50 DM et de 12 DM par action préférentielle (sans droit de vote).

Les soucis de Volkswagen apparaissent encore relativement modestes si on les compare à ceux de General Motors ou même de Renault. Le numéro un mondial annonçait en décembre 1991 un déficit record de 4,45 milliards de dollars (25 milliards de francs) et la suppression de 74 000 emplois en quatre ans (le *Monde* du 20 décembre 1991). Dans ce cadre, il vient d'annoncer 1 400 suppressions d'emplois en Belgique. Et Renault, bien qu'ayant remué avec les bénéfices, prévoit encore de réduire ses effectifs de 3 746 postes cette année (en huit ans, le nombre de ses salariés aura chuté de 97 000 à 60 000). Mais l'annonce de Volkswagen confirme, si besoin en était, l'impérieuse nécessité pour tous les constructeurs automobiles occidentaux de renforcer leur productivité. Plus que jamais, leur survie semble à ce prix.

PIERRE-ANGEL GAY

Avec un résultat en recul de 417 millions de deutschemarks

Continental est déficitaire en 1991

Le groupe allemand Continental, numéro 4 mondial du pneumatique, a enregistré en 1991 des pertes de 417 millions de deutschemarks (1,4 milliard de francs). Le chiffre d'affaires a progressé de 9,7 % en passant à 9,4 milliards de deutschemarks (environ 32 milliards de francs). Les pertes ont pu être couvertes par des réserves, a précisé un porte-parole de la firme.

Pour l'année en cours, Continental s'attend à des ventes de 10 milliards de deutschemarks et à un résultat positif. Les pertes enregistrées en 1991 proviennent notamment des coûts sociaux entraînés par la fermeture d'une usine de General Tires, la filiale américaine de Continental à Barrie (Ontario). Pour l'exercice 1992, Continental avait enregistré une chute de 59 % de son bénéfice net consolidé, tombé à 93,4 millions de deutschemarks.

Le patron d'Audi à la présidence

M. Ferdinand Piech, cinquante-quatre ans, président du directoire du constructeur automobile Audi, va prendre la succession de M. Carl Hahn, président du groupe Volkswagen, à annoncé samedi 28 mars M. Klaus Liesen, président du conseil de surveillance de la firme, mettant ainsi fin à un long suspense. Cette proposition du président du conseil a été acceptée par le président de l'organisme de surveillance, qui a aussi décidé que la Française Daniel Goudevort, actuellement président de la marque Volkswagen, occupe les fonctions de vice-président du groupe. Ces décisions seront soumises à l'approbation de l'assemblée du conseil de surveillance le 10 avril et entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Ingénieur mécanicien de talent, M. Piech dirige Audi, une filiale du groupe Volkswagen, depuis début 1988. Ca petit-fils de Fer-

dinand Porsche, la fondateur de la célèbre marque de voitures de sport, a commencé sa carrière dans les usines de son grand-père à Stuttgart, où il a dirigé le service technique. En 1972, il quitta Porsche pour rejoindre Audi-NSU, où il est nommé au directoire en 1975, responsable des questions techniques. Sous sa présidence, le taux de rentabilité d'Audi est passé de 1,8 % à 6,5 %, grâce à des plans de rationalisation du travail. Le bénéfice net est ainsi passé de 120 millions de deutschemarks pour des ventes de 11,4 milliards de DM en 1987, à 284 millions de DM, pour 12,1 milliards de DM de ventes en 1990 (1 DM = 0,66 dollar). En 1991, les ventes ont été chiffrées à 14 milliards de DM et le bénéfice, dont le montant n'a pas encore été publié, s'est encore amélioré.

Sans compromettre le vaste projet hydroélectrique de Grande-Baleine

L'Etat de New-York annule un important contrat de fourniture d'électricité par Hydro-Québec

Le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo, a annoncé le 27 mars à Albany, capitale de cet Etat, l'annulation, pour des raisons économiques, du contrat d'une durée de vingt ans signé en 1989 avec Hydro-Québec et prévoyant d'approvisionner New-York dès 1995 en énergie hydro-électrique en provenance de Grande-Baleine, à un millier de kilomètres de Montréal, au Québec.

NEW-YORK

de notre correspondant

Selon M. Richard Flynn, le président de la New York Power Authority, l'organisme local ayant signé ce contrat (dont le coût avait été initialement évalué à 17 milliards de dollars canadiens, soit environ 14 milliards de dollars américains), la demande en énergie de l'Etat a récemment baissé, tant en raison de la récession sur la côte est des Etats-Unis que des mesures d'économie qui commencent à produire leur effet. De plus, a-t-il ajouté, d'autres sources d'énergie, telles que le gaz naturel - dont les prix ont fortement baissé - et, dans une moindre mesure, le pétrole, permettent maintenant de s'approvisionner à moindre prix. M. Flynn a toutefois admis que les

négociations menées de longue date avec Hydro-Québec avaient été rompues après que l'organisme canadien eut refusé une diminution de prix de 30 % sur ce contrat.

Un rude coup

D'après un rapport établi à la demande de la New York Power Authority, la consommation d'électricité de l'Etat ne devrait pas croître à un rythme supérieur à 0,6 % par an d'ici à l'an 2007, contre une prévision initiale de 1,1 % en 1989 lorsque le contrat avait été signé. Les autorités ont en outre conclu que cette prévision, allée aux économies futures susceptibles d'être réalisées, justifiait la rupture de contrat, laquelle pouvait intervenir à tout instant et sans pénalité avant le 30 novembre 1992.

Cette date finale de ratification avait été repoussée d'un an à la demande des autorités new-yorkaises et avec l'accord de leurs homologues québécois en raison du retard constaté dans l'avancement des travaux de Grande-Baleine. M. Cuomo et Flynn se sont gardés d'envisager une éventuelle renégociation dans le futur. Mais à Montréal, au siège d'Hydro-Québec, on ne désespère pas de voir la New York Power Authority reprendre la discussion quand la crise économique américaine se sera estompée et qu'il faudra aussi fermer, plutôt que de les modifier,

plusieurs centrales thermiques de l'Etat jugées non conformes avec le Clean Air Act, la nouvelle législation fédérale antipollution.

Cette décision des autorités new-yorkaises ne remet pas en cause le contrat de « diversité » (échange de fourniture électrique en hiver et en été entre le Québec et New-York). Elle est un rude coup porté au projet de Grande-Baleine, qui consiste à construire trois centrales dans le cadre du vaste programme de développement hydro-électrique du Grand Nord canadien lancé en 1975 à partir de la première étape de la baie James. La première tranche de 2 068 mégawatts de l'actuel projet de Grande-Baleine doit démarrer en 1995, suivie par deux autres tranches, à intervalle de trois et cinq ans respectivement et d'une puissance d'environ 500 mégawatts chacune.

Le projet de Grande-Baleine, qui doit permettre de créer des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects, se heurte à la double opposition des écologistes et des Indiens Cris vivant dans la région, qui refusent l'inondation d'un millier de kilomètres carrés de terres vierges que nécessiterait ce projet, destiné à approvisionner non seulement le Québec mais aussi les régions voisines des Etats-Unis.

S. M.

Contestation de la « thérapie de choc » en Russie

M. Eltsine annonce le report de la hausse des prix de l'énergie

La libération des prix de l'énergie en Russie, prévue pour avril, sera finalement reportée d'au moins deux mois, a annoncé le président Boris Eltsine vendredi 27 mars.

Lors du lancement de la « thérapie de choc » de l'économie russe, le 2 janvier, les prix du pétrole et des autres produits énergétiques avaient fortement augmenté, comme l'ensemble des prix de détail dans la fédération de Russie. Le ministre de l'économie, M. Egor Gaidar, avait cependant jugé préférable d'imposer un plafond sur les prix énergétiques, comme sur ceux de biens de première nécessité, pain ou médicaments. La libération complète, nécessaire pour assurer la mise à niveau des prix du pétrole russe avec ceux du marché mondial et pour parachever la transformation de la structure des prix de l'ancienne économie sovié-

tique, ne devait intervenir qu'au moins deux mois, a-t-il dit en avril.

Dès sa mise en œuvre, la brutale libération des prix entreprise par l'équipe de M. Gaidar s'est heurtée à de multiples critiques, de nombreux économistes accusant le gouvernement de vouloir réduire le déficit budgétaire, stabiliser la monnaie, ou contrepenser des réformes structurelles. Samedi 28 mars, un groupe d'experts russes dénonçait dans le journal *Moskovski komsomolski* la possible libération des prix d'énergie, affirmant qu'une telle mesure aggraverait encore l'hyperinflation et ruinerait l'industrie sidérurgique, qui s'approvisionne en charbon auprès des bassins du Donbass et du Kouzbass et écoule difficilement sa production.

INDICATEURS

RUSSE
• Prix : + 1 % par jour. - Le rythme de la hausse des prix est de 1 % par jour en Russie, a annoncé le 27 mars le ministre russe de l'économie, M. Egor Gaidar. Au cours d'une conférence de presse, le ministre a expliqué qu'après la libération des prix le 2 janvier dernier, les prix avaient augmenté plus vite que la masse monétaire dans le pays. Il s'est ensuivi une pénurie de roubles.

ÉTATS-UNIS
• Dépenses de consommation : + 1 % en février. - Les dépenses de consommation aux Etats-Unis ont augmenté de 1 % en février, tandis que les revenus des ménages faisaient dans le même temps un bond de 1,1 %. Il s'agit de la deuxième hausse mensuelle consécutive et de la plus forte depuis janvier 1989, période au cours de laquelle cette catégorie de dépenses, qui représente deux tiers de l'activité économique américaine, avait progressé de 1,3 %. La redémarrage des dépenses de consommation pendant les deux premiers mois de l'année intervient après trois mois de stagnation.

En raison de provisions pour risques immobiliers

La banque Worms annonce une perte de 179 millions de francs pour 1991

Après sept années consécutives de résultat positif, la banque Worms, filiale à 100 % de l'UAP (Union des assurances de Paris), annonce pour 1991 une perte consolidée de 179 millions de francs contre un bénéfice de 192 millions en 1990. Ce résultat négatif est la conséquence directe d'une forte augmentation des provisions à 629 millions de francs contre 404 millions en 1990. La moitié de ces provisions, 310 millions de francs, a été affectée pour couvrir des risques immobiliers. Avec environ 6,5 milliards de francs d'engagements dans l'immobilier et « certains dossiers de promoteurs et de marchands de biens à risques », explique M. Jean-Michel Bloch-Laine, président de la banque nationalisée, « nous n'avions pas le choix et devions

assainir notre bilan ». Au-delà de ces risques spécifiques, l'exercice 1991 aura été médiocre pour l'établissement spécialisé dans le crédit aux entreprises et la gestion de patrimoine. Dans une conjoncture délicate, le résultat brut d'exploitation est resté quasiment inchangé, à 490 millions de francs contre 482 millions de francs en 1990. L'année en cours sera encore difficile et l'objectif pour 1992 de la banque est de pouvoir s'autofinancer totalement, et, plus encore, de permettre à son actionnaire unique de céder une partie de son capital pour récupérer des investissements de l'ordre de 700 millions de francs. L'actif net de la banque Worms est aujourd'hui évalué à 2 milliards de francs.

E. L.

COMMUNICATION

Un sondage CLEMI - « Phosphore » auprès des 15-20 ans

Les lycéens s'intéressent surtout à la presse quotidienne et à la radio

A l'occasion de la troisième Semaine de la presse à l'école, organisée par les ministères de la communication et de l'éducation nationale du lundi 30 mars au 4 avril, le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI) et le mensuel *Phosphore* ont publié, mercredi 25 mars, un sondage sur « Les 15-20 ans et la presse ». Réalisé du 30 janvier au 3 février auprès d'un échantillon représentatif de 802 lycéens par l'institut CSA, ce sondage bouscule certaines idées reçues (1).

96 % des lycéens estiment qu'il est important de se tenir informé de l'actualité, pour satisfaire sa curiosité personnelle (63 %), pour s'insérer dans la vie sociale (48 %) et pour réussir professionnellement (35 %), enfin pour pouvoir voter « en connaissance de cause » (26 %). 45 % des lycéens lisent au moins un quotidien une fois par semaine (contre 40 % des adultes). Près de la moitié d'entre eux lisent surtout un quotidien régional, mais 26 % lisent de temps en temps un quotidien national (7 % tous les jours), contre 22 % des adultes.

S'ils s'intéressent davantage à la presse quotidienne que leurs parents, les lycéens sont aussi des auditeurs de la radio : 41 % d'entre eux écoutent les bulletins d'information tous les jours. Ce qui ne les empêche pas de plébisciter d'abord NRJ, Skyrock et Fun-Radio - essentiellement musicales - devant Europe 1 ou les autres grandes sta-

tions offrant plus d'information. Parmi les chaînes de télévision, c'est Canal Plus qui emporte leurs suffrages.

En matière de crédibilité des médias, les lycéens se distinguent des adultes en accordant la palme à la télévision plutôt qu'à la radio. Mais ils se rejoignent dans leur jugement sur les journalistes. Plus de 65 % des lycéens les estiment « compétents » et « sérieux » mais presque 60 % ne les jugent ni indépendants ni honnêtes. Le premier vecteur de l'information dans la vie lycéenne demeure les 59 % d'enseignants qui utilisent d'abord la télévision (57 %), la presse écrite (37 %) et la radio (6 %) dans leurs cours, surtout en histoire-géographie, en français et en économie. Signe des temps : 68 % des professeurs conseillent à leurs élèves de regarder la télévision, tandis qu'ils sont 63 % à les inciter à lire la presse...

(1) *Phosphore*, n° 135, avril 1992.

Le groupe de presse Springer supprimera plus de 10 % de ses emplois. - Le groupe de presse allemand Axel Springer Verlag AG, qui publie notamment *Bild Zeitung* et *Die Welt*, a annoncé le 27 mars à Berlin son intention de supprimer 1 400 de ses 12 620 employés d'ici à 1993, ce qui, selon un audit, réduirait ses frais généraux de 16 %.

masse

nde

Le Monde

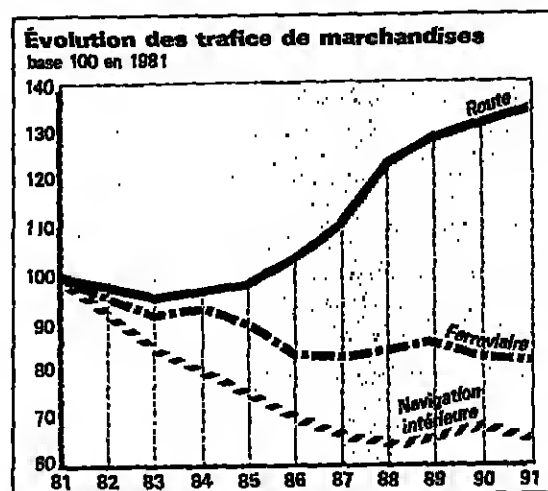
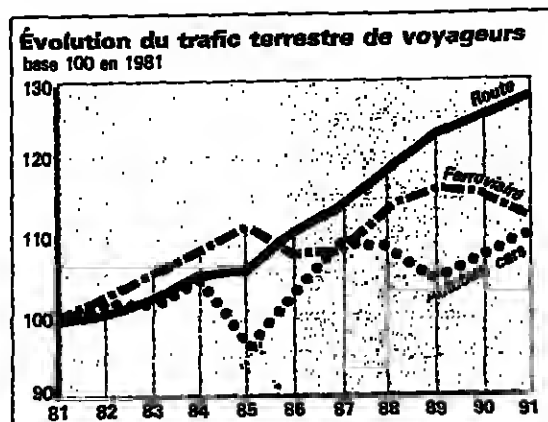
Le Monde

BONNEMENT

ÉCONOMIE

Transports :
la route se taille
la part du lion

Les deux graphiques ci-contre montrent que la décennie écoulée a été marquée par le triomphe de la route aussi bien pour le transport « terrestre » des voyageurs que pour l'acheminement des marchandises. La décadence du chemin de fer et de la voie d'eau est patente en l'absence de fret. Malgré l'entrée en lice de la ligne Atlantique, le TGV n'a marqué le pas l'an dernier et n'est pas parvenu à compenser la décroissance du réseau classique. Les chiffres de l'Observatoire économique et statistique des transports (OEST) font apparaître, par ailleurs, que le succès de l'automobile diesel s'accompagne d'un allongement de 400 kilomètres de la distance annuelle moyenne parcourue par véhicule.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE PRINTEMPS

GROUPE PRINTEMPS

Le Directoire de AU PRINTEMPS S.A., sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques DELORT, a arrêté les résultats consolidés du Groupe et les comptes de la Société-Mère au 31 décembre 1991. Ils ont été présentés au Conseil de Surveillance le 25 mars 1992.

L'exercice qui vient de s'écouler, marqué par le ralentissement de la consommation et les conséquences de la guerre du Golfe qui a particulièrement frappé les grands magasins parisiens, a illustré le bien-fondé de la stratégie de multidistribution suivie par le Groupe.

GROUPE CONSOLIDÉ (en MF)

	1991	1990
Chiffre d'affaires	31 280	29 388
Résultat courant avant impôt	846	687
Résultat exceptionnel (net)	1 842	41
Participation des salariés et impôt sur les sociétés	(700)	(316)
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence	115	122
Dotations amortissements écarts d'acquisition	(33)	(31)
Résultat net	2 070	503
Dont part du Groupe	1 857	317

RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT

Il s'agit d'un résultat de 23 % malgré un repli très sensible (128 MF) des résultats de la Branche Magasins, essentiellement imputable à la mauvaise activité de l'Imprimerie Haussmann (qui ne représente plus que 8 % du chiffre d'affaires du Groupe).

Mais ce repli a été plus que compensé par une amélioration de 97 MF des résultats de la Branche V.P.C. (+18 %) et une progression du résultat de la Maison-Mère et de ses sociétés annexes de 190 MF après élimination des dividendes internes. Cette progression est attribuable, en partie, à la mise en œuvre de produits financiers supplémentaires résultant de la cession de VINIPRIX/EUROMARCHE en milieu d'année. Le solde provient de l'amélioration du résultat d'exploitation et de gestion de la Branche-Mère.

RÉSULTAT DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Ce poste enregistre notamment les résultats de la Branche Finance qui s'élevait à 142 MF contre 118 MF en 1990 (+20 %).

Il a, d'autre part, été affecté par les résultats d'EMPIRE STORES pour les quatre premiers mois de l'année, avant la prise de contrôle à 100 % de la société, soit -23 MF contre +1 MF en 1990.

RÉSULTAT NET

Après amortissement des écarts d'acquisition, le résultat net de l'ensemble du Groupe s'élève à 2 070 MF contre 503 MF en 1990.

Le tableau ci-dessous présente le retraitement de ce résultat net après élimination des principales composantes des résultats exceptionnels des exercices 1990 et 1991 :

	1991	1990
Résultat net	2 070	503
Élimination des plus-values de cession nettes d'impôt et charges annexes	(1 662)	(51)
Autres éléments non récurrents y compris changement de méthode sur prise en charge des indemnités de fin de carrière	97	0
Résultat net retraité pour comparaison	505	452

AU PRINTEMPS S.A.

La Société-Mère enregistre un bénéfice de 1 749 MF (après 363 MF d'impôt sur les sociétés) contre 219 MF en 1990 (après 42 MF de boni d'intégration fiscale). Le résultat exceptionnel s'élève à 1 899 MF contre 77 MF en 1990.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire prévue le 18 juin 1992 un dividende de 17,00 F, par action (assort d'un avoir fiscal de 8,50 F) contre 15 F en 1991.

PERSPECTIVES

Le budget du Groupe pour 1992 n'a pas été construit sur une hypothèse de reprise significative de la consommation dans le courant de l'année.

Cependant le retour à un niveau d'activité normal des Grands Magasins, et la progression prévisible de la Branche V.P.C., notamment dans le domaine international, permettent d'anticiper une amélioration sensible des résultats courants du groupe à périmètre comparable en 1992.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE

Le Directoire avait souligné dans son communiqué de mars 1991 la reconstitution, deux ans après la prise de contrôle de LA REDOUTE, de la capacité du Groupe à assurer de futurs développements par croissance externe. Dans ses commentaires sur les comptes au 30.06.1991, il notait qu'à la suite de la vente de VINIPRIX/EUROMARCHE, la structure financière du Groupe était devenue excédentaire.

Au 31.12.1991, les chiffres clés en sont les suivants :

Fonds propres avant distribution	6 625
Emprunts à +1 an	1 570
Solde de trésorerie global	2 668

Le Groupe se trouve donc aujourd'hui à même de poursuivre sa stratégie de multidistribution par des opérations majeures de croissance externe qui n'affecteront pas sa capacité bénéficiaire.

CARNET DU Monde

Décès

M. et M^{me} Constant Guhanec, M^{me} Françoise Guhanec, Robert Venables Q.C., ont l'immense tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Yves GUIHANEC, ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et de l'université d'Oxford,

survenu à Londres, le 24 mars 1992, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7.

Les Agets, 53170 Le Buret, 33, rue Fontaine, 75009 Paris, 44, rue de Verneuil, 75007 Paris. (Le Monde du 27 mars.)

M. et M^{me} Dealberto-Ricard, Laetitia et Clara, M. et M^{me} Georges Ricard, André et David, ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline RICARD, née Duval,

survenu le 24 mars 1992.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille remercie tous ceux qui partagent sa peine.

Remerciements

— Alain MANANT

a choisi de nous quitter le 21 mars 1992.

Jeanine, son épouse, Coralie, Manbieu et Emmanuel, ses enfants, remercient tous ceux qui leur ont témoigné de l'affection en ces circonstances.

Avis de messe

— Une messe sera dite le vendredi 3 avril 1992, en l'église Saint-Honoré d'Eylau (nouvelle église), à 18 h 30, pour

M. François CAIL,

avocat honoraire au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, ancien président de l'Ordre,

décédé le 8 février.

Le docteur

Bernardine LECOINTRE, psychiatre des hôpitaux,

nous a quittés le 14 février 1992, dans sa quarante-septième année.

Dans leur grande douleur et leur espérance,

M^{me} Louis Lecoindre, sa mère,

M^{me} Roland Lecoindre, sa sœur,

vous invitent à une messe à sa mémoire, le samedi 4 avril à 10 h 30, à Sainte-Isabelle de Neuilly, 1 bis, place de Bagatelle.

Les personnes qui ne pourraient être présentes pour participer à la cérémonie qui sera faite à l'instigation d'Amnésie, International et de l'Association Raoul-Follereau contre la leprose,

31, avenue de la Belle-Gabrielle, 92150 Nanterre-sous-Montmorency, 6, rue Lamartine, 92160 Bréval-sous-Montmorency.

Anniversaires

— Le 29 mars 1952,

Jean Paul CHRISTOPHE

mettait fin à ses jours.

Ceux qui l'ont connu et aimé le soulignent.

Communications diverses

— Société des études remaniées : mardi 7 avril 1992, à 17 h 15, salle du Collège de France, conférence de M. Michel Drouin, chargé de recherches au CNRS, sur : « André Sarrès et Ernest Renan ».

Soutenances de thèses

— M. Simon Claude Mimouni présentera le mercredi 15 avril 1992, à 14 heures, salle Marcel-Maus de la section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études (Sorbonne, escalier E, 1^{er} étage à gauche, 45, rue des Ecoles, Paris-5), une thèse de doctorat intitulée : « Genèse et évolution des traditions anciennes sur le sort final de Marie (la Dormition et l'Assomption) ». Cette soutenance est publique.

Mort du comédien
Maurice Theynac

Le comédien Maurice Theynac est mort le samedi 28 mars. Il était âgé de soixante-seize ans.

C'est la guerre qui poussa Maurice Theynac sur les planches. Né Maurice Garros en 1915, il fut chauffeur du président de la République Albert Lebrun jusqu'en juin 1940. L'avènement du régime de Vichy le condamna au chômage technique. Il prit un pseudonyme et commença une carrière d'imitateur dans un cabaret parisien. A la Libération, il débute au théâtre dans le *Cocu magnifique* et connaît un gros succès dans *Patate*, de Marcel Achard, où il joue aux côtés de Pierre Dux. Il enchaînera ensuite les rôles dans des œuvres de Pinter, Tchekhov, Claudel et Sacha Guitry, dont il devient l'ami et, par la suite, l'exécuteur testamentaire.

Parallèlement, il tourne dans une centaine de films sous la direction de Sacha Guitry (*Le Diable boiteux*), d'Orson Welles, d'Abel Gance ou de Costa Gavras. Il est également apparu dans des feuilletons télévisés comme *Les Dames de la côte* de Nina Companeez.

EN BREF

□ Ecoles d'Infirmières. — Les épreuves d'admission aux écoles d'infirmières de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris auront lieu le 12 mai pour les épreuves écrites et entre le 1^{er} et le 4 juin pour l'épreuve orale. Les inscriptions pour le concours s'effectuent jusqu'au 17 avril inclus. Pour le retrait des dossiers, s'adresser au 2, rue Saint-Martin, 75004 Paris (tél. : 40-27-44-32 ou 40-27-40-32).

□ Assistantat d'affaires. — Les centres de formation de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, CPSS et Trudelo, organisent le samedi 11 avril de 10 heures à 17 heures une journée sur les carrières de l'assistantat d'affaires. Pour tous renseignements, s'adresser au 39, avenue de Trudaine, 75009 Paris, ou téléphoner au 42-80-23-23.

□ Exposition. — A l'occasion du cinquantième anniversaire de la découverte de l'Amérique, les Archives nationales présenteront une exposition consacrée aux îles françaises d'Amérique. Celle-ci se tiendra du 9 avril au 5 juillet à l'Hôtel de Rohan, de 12 heures à 18 heures, sauf le lundi. Des documents originaux, des objets et des tableaux seront présentés pour la première fois, ainsi que des cartes et des plans.

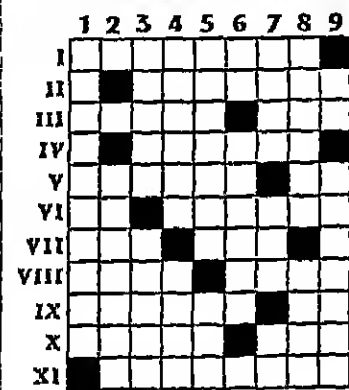
□ Numismatique. — Le 11^e Salon international de la numismatique se tiendra à l'Espace Champs-Élysées de Paris les 8, 9 et 10 mai. Le thème choisi cette année traitera du vrai et du faux : à cette occasion, des démonstrations pour déceler les monnaies vraies ou fausses seront présentées au public.

□ Fiducie. — Le VII^e Forum de l'Association pour favoriser le fonctionnement de l'institution consulaire (AFFIC) se tiendra le jeudi 23 avril de 8 h 30 à 17 heures à la Maison de la chimie. Les débats porteront sur le droit des affaires, la fiducie et la société par actions simplifiée.

► Inscriptions : AFFIC, 1, quai de la Corse, 75004 Paris ; tél. : 43-29-21-24.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5747



HORIZONTALEMENT

I. La cigale et la fourmi. — II. Peut vent rouler quand on marche. — III. Ça ne nous fait pas une belle jembé ! Contraste avec ses éléments. — IV. Nous reste en travers de la gorge. — V. Auteur d'un double meurtre. Interjection. — VI. Couvre la distance. Occasionner des longueurs. — VII. Nulle part ailleurs. Sujet de réflexion. — VIII. Fait des bulles. Cité côtière. — IX. Tire sur la corde. Partie d'une vis. — X. Crée un ensemble. Irrigue les Carpates. — XI. Écartée du combat.

VERTICALEMENT

1. Travailler sans échafaudage. — 2. Inviter à venir. — 3. Garniture

d'assiette. Avec elle, c'est le grand amour. — 4. Prend la moitié. Un représentant de la famille des ombellifères. — 5. A boire ou bien à manger. Éloigné du noir. — 6. Pronom. Recherche certains effets. — 7. Fait sortir du lot. Son avènement est un événement. Cache des âtres. — 8. D'un lieu inhabité. Qui ne se colle pas facilement. — 9. Réfléchi. Touchés par le fièvre.

Solution du problème n° 5746

Horizontalement

I. Tordeuse. Devoir. — II. Hep ! Etroupe. — III. Nouvelles. Isis. — IV. Numéro. Italie. — V. Es. Ilon. Mères. — VI. AT. Nanisme. Co. — VII. Ben. Rue. — VIII. ME. Sonorité. — IX. Pâte. Louis. Volt. — X. Avit. MN. Notable. — XI. Lesage. Pelade. — XII. Inimisé. Opérés. — XIII. Stéatopygie. Ego. — XIV. Serge. Ordres. En. — XV. Ys. Esché. lies.

Verticalement

1. Tonneau. Palissy. — 2. Oust ! Mévantes. — 3. Rhum. Bénélier. — 4. Déveine. Etamage. — 5. Eperians. Gites. — 6. Lom. Ômété. — 7. Sol. Oignon. Ipoh. — 8. Etains ! Ou. Peyré. — 9. Oer. Marine. Gd. — 10. Dô. Ame. Isolairs. — 11. Epile. Ut. Tapée. — 12. Visite. Evadé. Si. — 13. Olier. Obéré. — 14. Is. Ecueil. Egée. — 15. Ré. Osée. Tesson.

GUY BROUTY

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Gully, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Fernandez,
Philippe Herrmann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAU-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 49-60-30-10

LOTTO SAMEDI 28 MARS 1992

6	9	11	25	29	37	5
---	---	----	----	----	----	---

6/49 : 1 550 770 F
5/49 : 39 855 F
4/49 : 3 635 F
3/49 : 100 F
2/49 : 12 F

20335

6	10	21	23	36	47	45
---	----	----	----	----	----	----

6/49 : 36 658 805 F
5/49 : 123 950 F
4/49 : 6 225 F
3/49 : 147 F
2/49 : 16 F

LOTTO SPÉCIAL N° 15

RÉSULTATS OFFICIELS

6/49	1 550 770 F
5/49	39 855 F
4/49	3 635 F
3/49	100 F
2/49	12 F

20335

6/49	36 658 805 F
5/49	123 950 F
4/49	6 225 F
3/49	147 F
2/49	16 F

مكتبة الشمل

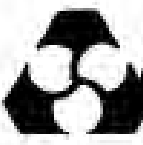
UN MOT NOUS ENGAGE A VOUS PRÊTER D'ABORD DE L'ATTENTION ET ENSUITE DE L'ARGENT.

Au même titre que l'épargne, le crédit est un formidable moyen de réaliser vos projets et d'accroître votre liberté. Or, quelle plus belle vocation pour une banque mutuelle que d'accroître la liberté de ses clients en leur donnant les moyens de concrétiser leurs rêves? Bien sûr, en contrepartie, le crédit vous engage, parfois sur plusieurs années. Mal calculé, il peut compromettre votre autonomie.

C'est pourquoi, au Crédit Mutuel, quand vous nous demandez un prêt, nous prêtons d'abord attention à vos projets. Pour être sûrs de vous conseiller le crédit le mieux adapté à vos besoins et de garantir votre tranquillité.

Parce qu'un crédit ne se décide pas à la légère, il ne se conseille pas à la légère. Question de confiance et de responsabilité mutuelles.

Au Crédit Mutuel,
à cause d'un mot, nous décidons ensemble de votre crédit.
A cause d'un mot,
vous pouvez nous en demander plus.

Crédit  Mutuel

la banque à qui parler

Le Monde International

Contrôleur de gestion industrielle Filiale germanique

ARJO WIGGINS - 1er Groupe Papeter de la CEE - CA : 25 milliards de francs - recherche pour sa Division papiers spéciaux, febriquant et commercialisant une grande diversité de produits à forte valeur ajoutée (papiers techniques et industriels, papiers infalsifiables fiduciaires et billets de banque, papiers d'art) et réalisant un CA supérieur à 4 milliards de francs, un **Contrôleur de Gestion Senior**.

Après une année de formation dans une usine française, il assurera le Contrôle de Gestion d'un ensemble industriel nouvellement acquis et situé en Bade-Wurtemberg (Allemagne). Son objectif prioritaire sera de doter cette filiale d'un système de contrôle de gestion fiable et performant, respectant les méthodes et procédures du Groupe.

Ce poste requérant rigueur et sens critique, qualités de contact et persuasion, s'adresse à un **DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITAIRE** de très bon niveau, de 30 ans minimum, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie (3 à 5 ans) dans le Contrôle de Gestion Industriel. Il implique un parfait bilinguisme Français-Allemand et une bonne connaissance de la culture germanique.

Les dossiers de candidature sous référence 4032 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par DEVELOPPEMENT 2, rue Dufrenoy, 75116 PARIS.

Arjo Wiggins
specialty papers - papiers spéciaux

LE MARCHÉ FINANCIER FRANCO-ALLEMAND

Nous sommes un puissant groupe bancaire allemand. Venez nous rejoindre à Francfort.

JEUNE CAMBISTE

De préférence diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis les automatismes et les bons réflexes propres à la profession. Votre connaissance des marchés et votre sens des négociations vous permettent de saisir toutes les opportunités et de dominer la fonction.

Aujourd'hui, vous aspirez à un horizon plus large et souhaitez entreprendre une démarche à la fois hardie et prometteuse pour l'avenir.

Nous vous proposons un environnement international au sein d'une équipe efficace et expérimentée de change et de trésorerie.

Bien évidemment, vous avez un bon

niveau d'anglais et parlez peut-être français et allemand. Votre sens critique, votre imagination et vos ambitions vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre établissement.

Votre rémunération sera attrayante et liée à vos performances.

De plus, vous bénéficierez de tous les avantages sociaux offerts aux collaborateurs de notre groupe.

Adressez votre carte à notre Conseil en précisant la référence C/M/30.03. Il prendra contact avec vous en toute confidentialité.

Conseil en management franco-allemand
Die deutsch-französische Personalberatung

PARIS	STRASSBOURG	FRANKFURT
39, avenue des Champs-Élysées F 75008 PARIS Tél. : (01) 42 89 87 44 Fax : (01) 42 89 87 44	International Airport Strassbourg "Le Petit Caill" - Allée de l'Europe F 67040 STRASBOURG Tél. : (03) 88 68 66 33 Fax : (03) 88 68 66 18	Frankfurt Airport Center P.O. Box 750423 D 6000 FRANKFURT AM MAIN 75 Tél. : 0-130 81 31 50 Fax : 069 69 79 71 10

MOOG
D F



**fachhochschule
ulm**

The Fachhochschule Ulm is a major institution of degree-level engineering education in southern Germany. Currently in a process of expansion, the Fachhochschule Ulm wishes to appoint a:

Lector for French with English

to begin on 1st October 1992.

The successful candidate should have French as his/her native tongue and possess an academic degree, preferably in English. Duties will involve teaching French at various levels, contributing to the teaching of English at intermediate level, and helping the Fachhochschule to strengthen its contacts with university and industrial partners in France. Previous teaching experience and a working knowledge of German would be an asset.

The position is limited to four years. Salary will be according to the German Bundesangestelltentarif (BAT).

The Fachhochschule is trying to raise the proportion of women on its teaching staff and therefore positively encourages qualified women to apply. Physically disabled persons who demonstrate the same qualification and suitability for the post as other applicants will be given preference.

Candidates for the position should apply in English with a full curriculum vitae and enclose photocopies of educational certificates. Applications should be sent within one month to:

Rector der Fachhochschule Ulm
(Ref: Lector F/E)
Pittwitzerstrasse 10
Postfach 38 60
W-7900 Ulm
Allemagne

EUROCONTROL

L'Organisation Européenne pour la Sécurité de la Navigation Aérienne
recherche pour le CFMU à Bruxelles (Belgique) (m/f)

ADJOINT AU CHEF DE PROJET (ref. AT/049)

Fonctions: au sein du CFMU, l'organisme central de gestion des courants de trafic aérien, le candidat retenu assistera le chef de projet pour la planification, la coordination et le suivi d'exécution de l'ensemble du projet CFMU relatif à la mise en place des installations techniques nécessaires. Les travaux sont menés en étroite collaboration avec les administrations nationales des Etats participant au projet et des associations internationales d'exploitants d'aéronefs. Il s'agit d'un poste de haut niveau dans le cadre d'un projet international réalisé par une équipe comprenant actuellement 80 personnes.

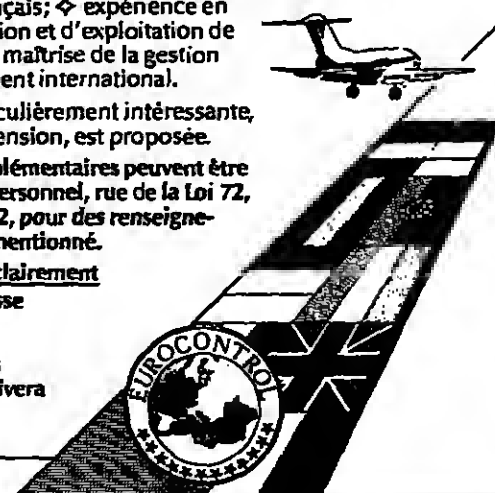
Qualifications: Ingénieur ou de formation universitaire dans un domaine scientifique, technique ou mathématique; ou disposant d'une expérience professionnelle équivalente; connaissance de l'anglais et/ou du français; expérience en matière de définition, de conception, d'acquisition et d'exploitation de systèmes de calcul informatiques complexes; maîtrise de la gestion de projets à grande échelle dans un environnement international.

Une rémunération de niveau international particulièrement intéressante, doublée d'un régime de sécurité sociale et de pension, est proposée.

Les actes de candidature et des informations complémentaires peuvent être obtenus auprès d'EUROCONTROL, Division du Personnel, rue de la Loi 72, B-1040 BRUXELLES. Télécopieur n° 32-2-729.39.72, pour des renseignements seulement, en citant le n° de référence susmentionné.

Les actes de candidature complétés, et indiquant clairement le numéro de référence, devront parvenir à l'adresse ci-dessus au plus tard le 30 avril 1992.

Ce délai sera strictement appliqué et les candidats doivent s'assurer que leur acte de candidature arrivera à destination en temps utile.



UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND

The United Nations Children's Fund, with Headquarters in New York and offices throughout the world, seeks qualified candidates for the following position:

DEPUTY DIRECTOR GREETING CARD OPERATION - NEW YORK

Major responsibilities include assisting the Director, Greeting Card Operation in achieving corporate goals and mandate through planning, budgeting and monitoring of its worldwide operations. To direct the New York Area Office responsible for the operations in four regions, i.e. North America, Latin America and the Caribbean, Asia and South Pacific, and ensure profitability in each region.

Minimum Qualifications: Advanced university degree in Business Administration with training in Marketing and Business Management Systems. At least thirteen years of experience in consumer product marketing, promotion, sales development, fundraising and human resource development; of which at least five years at a senior management level in international organizations/environment, including developing countries. Must have outstanding interpersonal skills and proven ability in handling external/public relations at a senior level. Managerial experience in a commercial enterprise, preferably with manufacturing facilities in the field of greeting card and other products an asset. Fluency in English and French required with excellent analytical writing skills. Working knowledge of other UN languages desirable.

UNICEF, as part of the United Nations common system, offers competitive international salaries, benefits and allowances. Please send detailed resume, in English, quoting reference number VN-92-034 to: Recruitment and Staff Development Section, UNICEF, 3 UN Plaza (H-5F), New York, N.Y. 10017, USA.

Qualified women are encouraged to apply. Applications for this position must be received by (10 days from date of publication). Acknowledgement will be sent only to shortlisted candidates.

UNICEF is a smoke-free environment

du service : la volonté et le goût

**Directeurs
patriés**

Capacités de maîtriser les aspects opérationnels, commerciaux, financiers et humains de Sociétés établies à l'étranger. Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande École de Gestion ou d'une Grande École Hôtelière Internationale, vous avez une excellente pratique professionnelle de la langue anglaise. Vous avez une expérience minimum de 3 ans en tant que Directeur ou Directeur Adjoint d'une filiale à l'étranger ou d'un Centre de Profit en métropole, acquise de préférence dans le secteur de la Restauration ou dans celui des Services. Doté d'une forte personnalité, vous possédez des qualités telles que le dynamisme, l'esprit d'équipe et la combativité. Vous avez le goût des relations humaines et l'esprit pionnier.

Vous savez négocier des contrats dans un environnement parfois difficile et vous savez les concrétiser, soucieux de la qualité du service tout autant que de la rentabilité. Vous avez la volonté et le goût de réussir ? Nous attendons votre dossier de candidature sous réf. C287, au GROUPE SHRM, Direction du Personnel, 565 avenue du Prado, 13008 Marseille.

Nous sommes un Groupe

leader dans le domaine

des Services d'Hôtellerie

de Restauration et de

Management. Nous

recherchons dans le cadre

du développement de nos

activités internationales

des futurs directeurs.

GROUPE SHRM

La volonté au cœur du service

هكذا من العمل

Le Monde International

MISSION POUR DE LOINTAINS HORIZONS

European Southern Observatory (ESO) est une organisation intergouvernementale chargée de recherches astronomiques dans l'hémisphère sud. Les huit États membres de l'ESO sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse. Principal centre de recherches astronomiques, l'ESO occupe une place de choix au sein de la communauté scientifique mondiale. Ses recherches sont utiles à un grand nombre de sciences ainsi qu'à l'industrie.

INGENIEUR/INGENIEUR-TECHNICIEN (LOGICIELS)

Responsabilités : le Département Electronique est responsable de l'étude et de la réalisation de logiciels de contrôle destinés au Very Large Telescope (VLT) dans une série de projets complexes destinés aux télescopes et instruments. Le VLT comprend 4 télescopes de 8,2 m chacun et représente un investissement de 400 MDM. Construit par l'industrie européenne et installé au Chili, l'ESO confiera la conception générale, l'ingénierie et la construction de quelques parties essentielles : elle superviserait également l'ensemble du programme. Dans ce contexte, les candidats effectuent des missions de longue durée à l'Observatoire de l'ESO au Chili.

INGENIEUR-TECHNICIEN (LOGICIELS)

Responsabilités : ces informaticiens professionnels mettront à profit leurs connaissances en matière de gestion des bases de données, réseaux et interfaces utilisateurs et des changements technologiques. Ils assureront également la compatibilité en temps réel des Archives principales de l'Observatoire de l'ESO au Chili. Profil : le candidat possède un diplôme universitaire ou un diplôme d'ingénieur-informaticien ou équivalent en informatique. Il bénéficie également d'une expérience en l'un des domaines suivants : C, C++, Pascal, Fortran, C et Unix et la connaissance de VMS constitue un atout. La maîtrise des principes de micrologie de développement est un atout. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable et la connaissance de français est un atout. Les candidats reçoivent un salaire mensuel de base, des primes et des avantages sociaux.

TECHNICIEN ELECTRONIQUE/INGENIEUR TECHNIQUE

Responsabilités : ces ingénieurs participent de manière active à la mise au point de l'instrumentation astronomique pour le groupe Electronique de l'ESO. Ils sont chargés de la conception, de l'assemblage et de la réalisation des pièces majeures de grands systèmes complexes et prennent en charge le parc de matériel de l'Observatoire. Le candidat possède un diplôme technique supérieur (par exemple, BTS/DUT) ou un diplôme d'ingénieur technique en électronique. Il bénéficie de plusieurs années d'expérience dans les techniques digitales et analogiques, acquises en travaillant sur de grands équipements électroniques. La connaissance des systèmes à base de microprocesseurs (matériel et logiciel), des systèmes d'acquisition, ainsi que des interfaces CAMAC et VME constitue un atout. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable et la connaissance de français est un atout. Les candidats reçoivent un salaire mensuel de base, des primes et des avantages sociaux.

TECHNICIEN D'EXPLOITATION (Equipement de commande à distance)

Responsabilités : en qualité de Technicien d'exploitation, le candidat assurera la mise au point de l'équipement de commande à distance du Groupe Electronique et assurera la maintenance de l'équipement et de la réalisation des pièces majeures de grands systèmes complexes et prendra en charge le parc de matériel de l'Observatoire. Le candidat possède un diplôme technique supérieur (par exemple, BTS/DUT) ou un diplôme d'ingénieur technique en électronique. Il bénéficie de plusieurs années d'expérience dans les techniques digitales et analogiques, acquises en travaillant sur de grands équipements électroniques. La connaissance des systèmes à base de microprocesseurs (matériel et logiciel), des systèmes d'acquisition, ainsi que des interfaces CAMAC et VME constitue un atout. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable et la connaissance de français est un atout. Les candidats reçoivent un salaire mensuel de base, des primes et des avantages sociaux.

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours les postes de

- professeur assistant en électronique au Département d'électricité, en particulier dans le domaine des circuits et systèmes électroniques pour les télécommunications
- professeur assistant en électronique de puissance au Département d'électricité en particulier dans le domaine des convertisseurs statiques
- professeur assistant en informatique technique systèmes de communication au Département d'informatique dans les domaines suivants :
 - Spécification de systèmes temps réel
 - Systèmes de communication temps réel
 - Réseaux industriels
- professeur assistant en géométrie différentielle au Département de mathématiques dans le domaine de la géométrie riemannienne
- professeur assistant en « modules microtechniques » au Département de microtechnique dans le domaine des microsystèmes (conception, intégration, techniques de fabrication et d'assemblage).

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Délai d'inscription : 31 mai 1992.

Entrée en fonctions : Automne 1992 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier souhaité au :

Secrétariat général
de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne
CE Ecublens - 1015 LAUSANNE, SUISSE

NATIONS UNIES PROGRAMME DE FORMATION DE TRADUCTEURS DE LANGUE FRANÇAISE

L'ONU organise un programme de formation de traducteurs officiels de langue française, qui aura lieu au Caire du 10 octobre 1992 à avril 1993. Ce programme a pour but de préparer des candidats au concours officiel de recrutement de traducteurs-interprètes de langues officielles de l'ONU. Les candidats doivent être citoyens d'un pays membre de l'ONU et avoir au moins 21 ans au 10 octobre 1992. Les candidats doivent également avoir une maîtrise de la langue française et avoir obtenu un diplôme ou un certificat équivalent délivré par une université ou un établissement supérieur où le français est la langue d'enseignement.

- avoir le français comme langue principale ;
- avoir une parfaite maîtrise du français et une excellente compréhension de l'anglais ainsi que de l'arabe, du chinois, de l'espagnol ou du russe ;
- être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat équivalent délivré par une université ou un établissement supérieur où le français est la langue d'enseignement.

Les candidats résidant en Afrique doivent se procurer le formulaire de demande d'admission à l'examen en s'adressant au Centre d'information des Nations unies ou au bureau du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) le plus proche, ou à l'adresse suivante :

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (CEA)
Section du personnel, Division de l'administration
(Programme de formation de traducteurs)
P.O. Box 3001 - Addis-Abeba (Éthiopie)

Le formulaire dûment rempli devra être retourné le 1^{er} MAI 1992 ou plus tard à l'adresse où il aura été obtenu.

Les candidats résidant en Europe doivent se procurer le formulaire de demande d'admission à l'examen en s'adressant à l'adresse indiquée ci-dessus et le retourner à la même adresse, dûment rempli, le 1^{er} MAI 1992 ou plus tard :

SECTION DE RECRUTEMENT DU SECRÉTARIAT
(Programme de formation de traducteurs pour le CEA)
Bureau 286 - Office des Nations unies à Genève
CH-1211 GENEVE (Suisse)

Le Monde des Carrières Européennes en Entreprises

CEI CONSULTANTS Ltd

DIRECTOR BRUSSELS
SENIOR CONSULTANT BRUSSELS

CEI is an independent consultancy providing services in local economic development, evaluation and the management of change. Founded in the UK in 1981 CEI now has offices in Brussels, Edinburgh, Liverpool and London. CEI is currently seeking to recruit a Director for its Brussels office. The successful applicant will be responsible for the management, development and promotion of the office. CEI is also inviting applications for the post of Senior Consultant in Brussels, however the process of recruitment will be postponed until the Directors post has been filled. The Senior Consultants post will suit someone who wishes to gain further consultancy management experience in an open and supportive organisation. Applicants should have a previous track record in consultancy, preferably in the fields in which CEI specialises. Individuals should be fluent in English and French, other languages would be an advantage.

For further information please phone or write to:

CEI Consultants Ltd, Trident House, 31/33 Dale Street, Liverpool, L2 2HF.

Telephone No: +44 51 236 6360

Closing date for applications is April 17th 1992.

We welcome applications from suitably qualified and experienced people regardless of gender, ethnic origin, age or disability.

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

7 ^e arrdt	14 ^e arrdt	20 ^e arrdt	appartements achats
R. DE L'UNIVERSITÉ Imm. 18 ^e , 100 m ² , 5 ^e ét., sans ascens., 47-04-45-00	26, R. HENRI-RENAULT 2 P., studio à rénover A PARTIR DE 450 000 F Vente mardi 15 h 30 à 16 h 30	PÈRE-LACHAISE Maison, 4 ét., 400 m ² , 10 ^e ét., + 2 chbres, loges, Sol., Park, 45-03-03-18	Rech. URGENT 100 à 120 m ² PAYS PRÈS 5 ^e , 6 ^e , 7 ^e , 14 ^e , 15 ^e , 16 ^e , 17 ^e , 18 ^e , 19 ^e , 20 ^e , 21 ^e , Paiement comp. 45-73-48-07.
PRÈS INVALES Dern. belle rénovation. Très beau 4 P., 105 m ² , Prox. métro, 45-04-30-15	IMM. PIERRE DE T. Acquiesc. 2 P., 67 m ² , Surfaces aménagées. A PARTIR 19 000 F/m ² Vente mercredi et jeudi de 13 h 30 à 15 h 30 A. R. POREN-DE-MARÇAY	M. JOURDAIN 2 PCEs, culs., 10 conf., 1 ^{er} ét., Px 350 000 F. Tél. : 45-04-55-55	locations non meublées demandes
11^e arrdt PARMENTIER , Immeuble révisé, 2 PCEs Cds. Tous conf., Chauffage, cent. BQUEL. 590 000 F. CREDIT. 45-70-04-64	ALÉSIA GD 2 P. 4 ^e ét., Clair, Pierre de T. BON STANDING, 85 000 F. A SAGER. 45-35-52-52	82 Hauts-de-Seine NEUILLY NEUF - LUXE 1 appart. 3/4 P., 1 studio, rénov. possible, 47-47-45-55	Paris EMBASSY SERVICE recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLES (1) 45-62-30-00
12^e arrdt M. GARE LYON , Imm. révisé, 2 P., 67 m ² , double liv., s/jard. Sans vieilles, 45 ans. 895 000 F., 45-04-35-35	15^e arrdt PRIX INTÉRESSANT M. DUPLEX, Studio et chb. bon plan, 3 ^e ét., Vue dégagée dans imm. sans. Bon stand. A VOIR. 45-55-52-52	NEUILLY - CHATEAU Pierre de t. 5 ^e ét., balc., gde liv., + chbre, plan mod. Tél. : 47-47-45-55	MASTER GROUP recherche appart. vides ou meublés du studio au 7 P. POUR CADRES, DRAGAGES DE SOCIÉTÉS ET BANQUES 47, rue Vaneau, Paris-7 Tél. 45-22-56-70
13^e arrdt EXCEPTIONNEL AV. SÉUR-ROSALE 5 P., duplex, 7/8 étages. Double exposition, Cuisine, s. à manger aménagées. Livraison JUN 1992.	16^e arrdt MICHEL-ANGE Pierre de t. Coquet studio, culs., 60 m ² , 11 ^e ét., asc. 410 000 F., 45-04-35-35	BOULOGNE Maison M. Sémont 4 PCEs 102 m ² Superbe 45 m ² , 3 chbres. Livraison immédiate. Prix : 2 370 000 F.	locations meublées demandes
BREGUET Commerce/Location. CPM Paris/Mary 48-75-55-00	19^e arrdt PARC DES BUTTES-CHALMONT Petite vend 2 PCEs, coin cuisine, vue, loges. Imm. stand. Gd. asc. Chb. cent. 535 000 F., 45-70-04-64	BREGUET 47-58-07-17	Paris RÉSIDENT CITY URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importantes groupes anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLES DURÉE 1 à 2 ANS. LOYERS GARANTIS. Tél. : (1) 45-27-12-19

VIE DES ENTREPRISES

Une société prise des boursiers

Pernod-Ricard améliore ses bénéfices réels de 8,3 %

Après cinq années de croissance externe soutenue, Pernod-Ricard s'est consacré au développement des filiales du groupe et à la mise en œuvre des synergies entre les filiales. M. Patrick Ricard, en présentant les résultats de 1991, le chiffre d'affaires a progressé de 3,5 % à 15,2 milliards de francs, tandis que le résultat net a chuté de 12,2 %, passant de 1 120 millions de francs à 983 millions de francs. Toutefois, l'année 1990 avait été « exceptionnelle » en raison de la plus-value dégagée par la cession du champagne Besserat de Bellefon. En ne tenant pas compte de cette cession, le résultat net a progressé de 8,3 % (983 millions contre 908 millions) et le bénéfice net par action de 10,2 millions de francs (98,8 millions de francs). Le chiffre d'affaires de cette activité s'est élevé à 15,6 mil-

M. Ricard a rappelé que le groupe a pâti de la guerre du Golfe, de la récession dans plusieurs pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Australie) et de conditions météorologiques défavorables au printemps en Europe. La firme a néanmoins poursuivi son internationalisation, réalisant à présent 49 % de son chiffre d'affaires à l'étranger contre 47 % l'an dernier. La part du « sans alcool » dans le chiffre d'affaires a repris sa croissance, représentant 38 % de l'activité globale (contre 36 % en 1990), la part des vins et spiritueux étant de 62 %.

Sur l'ensemble des filiales du groupe, deux ont enregistré des pertes : les jus de fruits JFA-Pampry et la Société des vins de France (SVF) pour 20 millions de francs. La seule SVF a perdu 15 millions de francs, victime de la baisse de la consommation de vin en France, qui a chuté de 8 %. Des

mesures de restructuration devraient être envisagées sur le site de Genèveville.

Sur le plan boursier, le titre Pernod-Ricard continue de réaliser une performance supérieure à celle de l'indice CAC 40. Depuis le début de l'année, l'action a ainsi gagné 26,6 % dans un marché qui s'est apprécié de 10 %. Cette hausse s'explique en partie par l'intérêt des investisseurs pour le secteur des boissons revêtu par l'affaire Perrier, une société que le groupe avait en son temps convoitée. L'action a aussi été dopée par des rumeurs passagères d'entrée d'un groupe étranger dans le capital (le Monde du 1^{er} février). L'entreprise « est bien contrôlée », a tenu à préciser M. Ricard, puisque le conseil d'administration détient plus de 50 % des droits de vote. « Nous dormons tranquilles », a-t-il ajouté.

D. G.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RACHAT

Arjo Wiggins Appleton (AWA) rachète les activités papeteries de Banzl. — Le groupe papeterier franco-britannique Arjo Wiggins Appleton (AWA) a conclu un accord pour l'achat de l'activité papier médicale et hospitalière du groupe britannique Banzl. Le montant global de la transaction est de 10,2 millions de livres (98,8 millions de francs). Le chiffre d'affaires de cette activité s'est élevé à 15,6 mil-

lions de livres en 1991. Son acquisition doit encore être autorisée par l'office britannique de la concurrence.

PLAINT

Une trentaine de firmes électroniques japonaises poursuivent aux Etats-Unis. — Plus de trente firmes japonaises, dont les plus grands noms de l'électronique (Sony, Matsushita, NEC, Canon, Toshiba...), ont été assignées en justice aux Etats-Unis par la société améri-

caine Lorat Fairchild pour violation de brevets sur des semi-conducteurs. La plainte porte sur les puces CD (Charge Coupled Devices) utilisées dans les téléphones et les Caméscopes. La firme américaine, filiale de Lorat Corp., juge que les sociétés japonaises ont commis une contrefaçon de ses brevets sur ces équipements qu'elle utilise, elle, à des fins militaires. Selon la presse nipponne, les firmes sud-coréennes Samsung et Goldstar et les américaines Kokos Color et Shaffer TV sont aussi poursuivies par Lorat Fairchild pour les mêmes raisons.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

SIÈGE SOCIAL A PARIS 8 - 22, RUE PASQUIER

RÉSULTATS 1991

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 25 mars 1992 sous la présidence de Monsieur Charles FROISSART.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1991 qui sont marqués par :
— un résultat brut d'exploitation en progression de 31 %, à 163 millions (+18,5 %, soit 158 millions au niveau consolidé) ;
— un produit net bancaire de 340 millions, soit + 4,2 % (336 millions, soit + 2 % au niveau consolidé) ;
— une importante dotation aux provisions d'exploitation et hors exploitation qui atteint en brut 171 millions, et en net, après prise de provisions antérieures constituées, 115 millions. Au niveau consolidé, la dotation brute est de 175 millions (soit 91 millions après reprises).

Ces dotations couvrent les risques de certaines défaillances individuelles, mais aussi l'augmentation du risque structurel des affaires immobilières dans le contexte actuel.

Le Conseil a pu noter l'effort de compression des dépenses de personnel et des autres frais généraux (respectivement en baisse de 7 % et de 17 %).

Le résultat net s'inscrit, après la constitution des provisions évoquées ci-dessus, à 8,9 millions de francs (contre 24,4 en 1990). Au niveau consolidé le résultat net ressort à 16,7 millions (contre 60,5 en 1990, exercice qui avait bénéficié d'une plus-value exceptionnelle de 40 millions sur une affaire hôtelière).

Le Conseil proposera que le résultat soit affecté aux réserves en totalité.

La BIMP ayant assuré largement la couverture de ses risques, dotée de fonds propres importants, bénéficiant d'un ratio de solvabilité supérieur à 130 %, s'appuyant sur des clientèles fidèles, et disposant de moyens techniques et humains confirmés, a tous les atouts pour poursuivre son développement et perfectionner une qualité de service reconnue par ses clients : particuliers, associations, entreprises et institutionnels.



Au cours de sa réunion du 20 mars 1992, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice 1991, qui seront soumis à l'Assemblée Générale des actionnaires le 19 juin prochain.

Le Chiffre d'Affaires de la Société Mère s'élève à 1 132,1 millions de francs et le bénéfice net à 80,2 millions de francs.

Les comptes consolidés se présentent ainsi en millions de francs.

	1991	1990	%
Chiffre d'affaires.....	1 551,9	1 283,8	+ 20,9
Bénéfice net.....	47,5	46,6	+ 2
Capacité d'autofinancement....	161,4	142,6	+ 13,2

La vente par GUINTOLI de sa participation dans LAGACE, motivée par la très forte baisse de conjoncture au Canada, est à l'origine du niveau élevé du résultat de la Société Mère, mais, après retraitements de consolidation, n'a pratiquement aucune influence sur le résultat consolidé.

Le niveau satisfaisant du carnet de commandes actuel permet au Conseil de proposer à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende net de 20 francs par action (contre 14,40 F au titre de 1990), auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 10 francs.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 30 mars ↑

Indécis

Au lendemain des élections cantonales, le marché était indécis et les échanges peu fournis. Le début de journée était marqué par un retard de trois quarts d'heure dans l'ouverture du marché en raison d'un incident technique. A l'ouverture, l'indice CAC 40 perdait 0,67 %.

En fin de matinée il redevenait positif et progressait de + 0,29 % vers 14 heures, à 1829,04 points. Les intervenants étaient peu actifs, attendant un remaniement ministériel et découvrant les multiples rumeurs. Pour eux, le principal est que M. Pierre Godefruy reste dans le futur gouvernement.

Sur le marché, la reprise des cotations de Parler entraînait une vive hausse de ce titre qui avait rejoint son prix d'OPA à 1 700 francs. Parmi les autres progressions figuraient le SFPM, Bail Equipement, Cenis et Esao. Du côté des baisses figuraient la Schette, dont le cours baissait en raison du poids de La Cinq. Eurochem, contraint de négocier avec les constructeurs du tunnel sous la Manche, ou encore Plaste Omnium.

Le président du groupe GMF et de la FNAC, M. Jean-Louis Périat, a annoncé que son groupe s'était désormais « totalement désengagé » de TF1 et que la vente des actions avait occasionné une plus-value de 140 millions de francs. La GMF détenait 8 % du capital de cette chaîne de télévision.

De son côté, le groupe Rémy Cointreau (vins et spiritueux) proposait les 20,84 % de son capital détenus en autocontrôle au prix de 200 francs l'action, et le prix d'exercice des bons d'acquisition sera également de 200 francs, a indiqué la Société des Bourses françaises dans un avis.

LES INDICES HERDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1981

	20-3-92	27-3-92
Indice général	186,2	186,2
Indice CAC 40	186,2	186,2
Indice DAX	186,2	186,2
Indice Euronext	186,2	186,2
Indice Nikkei	186,2	186,2
Indice Hang Seng	186,2	186,2
Indice ASX	186,2	186,2
Indice BSE	186,2	186,2
Indice BOVESPA	186,2	186,2
Indice ISEQ	186,2	186,2
Indice KRX	186,2	186,2
Indice LSE	186,2	186,2
Indice NYSE	186,2	186,2
Indice S&P 500	186,2	186,2
Indice TSE	186,2	186,2
Indice WSE	186,2	186,2
Indice ZSE	186,2	186,2

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général de base 100 : 31 décembre 1981

	20-3-92	27-3-92
Indice général	186,2	186,2
Indice CAC 40	186,2	186,2
Indice DAX	186,2	186,2
Indice Euronext	186,2	186,2
Indice Nikkei	186,2	186,2
Indice Hang Seng	186,2	186,2
Indice ASX	186,2	186,2
Indice BSE	186,2	186,2
Indice BOVESPA	186,2	186,2
Indice ISEQ	186,2	186,2
Indice KRX	186,2	186,2
Indice LSE	186,2	186,2
Indice NYSE	186,2	186,2
Indice S&P 500	186,2	186,2
Indice TSE	186,2	186,2
Indice WSE	186,2	186,2
Indice ZSE	186,2	186,2

Base 100 : 31 décembre 1981

	20-3-92	27-3-92
Indice général	186,2	186,2
Indice CAC 40	186,2	186,2
Indice DAX	186,2	186,2
Indice Euronext	186,2	186,2
Indice Nikkei	186,2	186,2
Indice Hang Seng	186,2	186,2
Indice ASX	186,2	186,2
Indice BSE	186,2	186,2
Indice BOVESPA	186,2	186,2
Indice ISEQ	186,2	186,2
Indice KRX	186,2	186,2
Indice LSE	186,2	186,2
Indice NYSE	186,2	186,2
Indice S&P 500	186,2	186,2
Indice TSE	186,2	186,2
Indice WSE	186,2	186,2
Indice ZSE	186,2	186,2

Base 100 : 31 décembre 1981

	20-3-92	27-3-92
Indice général	186,2	186,2
Indice CAC 40	186,2	186,2
Indice DAX	186,2	186,2
Indice Euronext	186,2	186,2
Indice Nikkei	186,2	186,2
Indice Hang Seng	186,2	186,2
Indice ASX	186,2	186,2
Indice BSE	186,2	186,2
Indice BOVESPA	186,2	186,2
Indice ISEQ	186,2	186,2
Indice KRX	186,2	186,2
Indice LSE	186,2	186,2
Indice NYSE	186,2	186,2
Indice S&P 500	186,2	186,2
Indice TSE	186,2	186,2
Indice WSE	186,2	186,2
Indice ZSE	186,2	186,2

Base 100 : 31 décembre 1981

	20-3-92	27-3-92
Indice général	186,2	186,2
Indice CAC 40	186,2	186,2
Indice DAX	186,2	186,2
Indice Euronext	186,2	186,2
Indice Nikkei	186,2	186,2
Indice Hang Seng	186,2	186,2
Indice ASX	186,2	186,2
Indice BSE	186,2	186,2
Indice BOVESPA	186,2	186,2
Indice ISEQ	186,2	186,2
Indice KRX	186,2	186,2
Indice LSE	186,2	186,2
Indice NYSE	186,2	186,2
Indice S&P 500	186,2	186,2
Indice TSE	186,2	186,2
Indice WSE	186,2	186,2
Indice ZSE	186,2	186,2

Base 100 : 31 décembre 1981

	20-3-92	27-3-92
Indice général	186,2	186,2
Indice CAC 40	186,2	186,2
Indice DAX	186,2	186,2
Indice Euronext	186,2	186,2
Indice Nikkei	186,2	186,2
Indice Hang Seng	186,2	186,2
Indice ASX	186,2	186,2
Indice BSE	186,2	186,2
Indice BOVESPA	186,2	186,2
Indice ISEQ	186,2	186,2
Indice KRX	186,2	186,2
Indice LSE	186,2	186,2
Indice NYSE	186,2	186,2
Indice S&P 500	186,2	186,2
Indice TSE	186,2	186,2
Indice WSE	186,2	186,2
Indice ZSE	186,2	186,2

Base 100 : 31 décembre 1981

	20-3-92	27-3-92
Indice général	186,2	186,2
Indice CAC 40	186,2	186,2
Indice DAX	186,2	186,2
Indice Euronext	186,2	186,2
Indice Nikkei	186,2	186,2
Indice Hang Seng	186,2	186,2
Indice ASX	186,2	186,2
Indice BSE	186,2	186,2
Indice BOVESPA	186,2	186,2
Indice ISEQ	186,2	186,2
Indice KRX	186,2	186,2
Indice LSE	186,2	186,2
Indice NYSE	186,2	186,2
Indice S&P 500	186,2	186,2
Indice TSE	186,2	186,2
Indice WSE	186,2	186,2
Indice ZSE	186,2	186,2

Base 100 : 31 décembre 1981

	20-3-92	27-3-92
Indice général	186,2	186,2
Indice CAC 40	186,2	186,2
Indice DAX	186,2	186,2
Indice Euronext	186,2	186,2
Indice Nikkei	186,2	186,2
Indice Hang Seng	186,2	186,2
Indice ASX	186,2	186,2
Indice BSE	186,2	186,2
Indice BOVESPA	186,2	186,2
Indice ISEQ	186,2	186,2
Indice KRX	186,2	186,2
Indice LSE	186,2	186,2
Indice NYSE	186,2	186,2
Indice S&P 500	186,2	186,2
Indice TSE	186,2	186,2
Indice WSE	186,2	186,2
Indice ZSE	186,2	186,2

Base 100 : 31 décembre 1981

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4220	4222	Immob. Hérault	1220	1220
Amis. Assoc.	275	283	Immob. Cotentin	150	150
B.A.C.	76 50	76 50	I.P.B.M.	64	64
Banque Paribas	780	780	Locamot.	82 50	84 20
Banque Lyonn.	415	408	Nat. Comm.	165	162
Banque de France	225	225	Nat. Ind.	165 50	165 50
C.A.J. de F. (C.A.J.)	858	860	Publ. Filippin	400	404 20
Calsonic	335	335	Reun. Alp. Ind. & C.	327	327
Carif	825	850	Saint. Invest. Ind.	50	50
C.E.P.	175	175	Sarcelle	220	220
C.F.P.	270	272	Sopra	534	534
C.I.L.M.	1080	1074	TFI	400 20	403 20
Codanor	280	280	Thermador H. & L.	260	260
Condomina	1060	1069	Unicop	347 10	347 10
Credac	220	220	Val. & C.	100	99 50
Dauphin	306 50	310	V. St-Laurent Groupe	845	850
Dares	1000	850			
Demichy Worms Co.	345	345			
Dewberry	1009	1009			
Devil	224	215 20			
Dollac	120	120			
Edison Belford	180	186			
Emp. Propulsion	208	205			
Finacor	105	115			
G.F.F. (group. Ind.)	350	358			
G.I.M.	171 50	175			
Graepac	879	890			
Idem	185	187			
Idem	82	89 80			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 26 mars 1992

Nombre de contrats estimés : 121 872

COURS	Mars 92	Sept. 92	Sept. 92
Dernier	107,62	107,88	108,08
Précédent	106,22	107,82	107,96

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept. 92	Sept. 92
108	0,53	1,14
	0,92	1,15

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Mars
-------	------

BOURSE DU 30 MARS

100 MARKS

COURS REVISES 1 A 97

Règlement mensuel

num	VALRES	Compt. préc.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compt. préc.	VALRES	Compt. préc.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compt. préc.	VALRES	Compt. préc.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compt. préc.	VALRES	Compt. préc.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compt. préc.	VALRES	Compt. préc.	Prémier cours	Dernier cours	%
4376	CME 3%	4376	4376	4376	...	4376	4376	4376	4376	4376	...	4376	4376	4376	4376	4376	...	4376	4376	4376	4376	4376	...	4376	4376	4376	4376	...	
1345	B.M.P. T.P.	885	885	885	+ 0.11	885	885	885	885	885	+ 0.11	885	885	885	885	885	+ 0.11	885	885	885	885	885	+ 0.11	885	885	885	885	+ 0.11	
1346	Renault T.P.	886	886	886	...	886	886	886	886	886	...	886	886	886	886	886	...	886	886	886	886	886	...	886	886	886	886	...	
1347	Shohe Prod. T.P.	1373	1373	1373	...	1373	1373	1373	1373	1373	...	1373	1373	1373	1373	1373	...	1373	1373	1373	1373	1373	...	1373	1373	1373	1373	...	
1005	St. Georges T.P.	1200	1200	1200	- 0.93	1200	1200	1200	1200	1200	- 0.93	1200	1200	1200	1200	1200	- 0.93	1200	1200	1200	1200	1200	- 0.93	1200	1200	1200	1200	- 0.93	
740	Therco T.P.	813	813	813	...	813	813	813	813	813	...	813	813	813	813	813	...	813	813	813	813	813	...	813	813	813	813	...	
730	ACCOR.	772	772	772	...	772	772	772	772	772	...	772	772	772	772	772	...	772	772	772	772	772	...	772	772	772	772	...	
730	Al. Lipids.	772	772	772	...	772	772	772	772	772	...	772	772	772	772	772	...	772	772	772	772	772	...	772	772	772	772	...	
800	Alcan. Alumin.	599	599	599	...	599	599	599	599	599	...	599	599	599	599	599	...	599	599	599	599	599	...	599	599	599	599	...	
306	Al. Suprem.	1280	1280	1280	+ 0.40	1280	1280	1280	1280	1280	+ 0.40	1280	1280	1280	1280	1280	+ 0.40	1280	1280	1280	1280	1280	+ 0.40	1280	1280	1280	1280	+ 0.40	
400	A.I.P.T.	310	311	311	...	310	311	311	311	311	...	310	311	311	311	311	...	310	311	311	311	311	...	310	311	311	311	...	
1050	AGF St. Canada.	1030	1030	1030	+ 0.40	1030	1030	1030	1030	1030	+ 0.40	1030	1030	1030	1030	1030	+ 0.40	1030	1030	1030	1030	1030	+ 0.40	1030	1030	1030	1030	+ 0.40	
1050	Am. Energy.	503	503	503	...	503	503	503	503	503	...	503	503	503	503	503	...	503	503	503	503	503	...	503	503	503	503	...	
1262	Avant. H. Media.	156	156	156	+ 0.90	156	156	156	156	156	+ 0.90	156	156	156	156	156	+ 0.90	156	156	156	156	156	+ 0.90	156	156	156	156	+ 0.90	
161	Bay. Ind. Co. Ind.	934	921	921	...	934	921	921	921	921	...	934	921	921	921	921	...	934	921	921	921	921	...	934	921	921	921	...	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	+ 0.98	
730	Ind. Inter.	174	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170	+ 0.98	174	170	170	170	170							

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations											
Exp. État 6,84/77	123 50	7 40	C.I.J.A.M. (B)	1216	....	Paribas	160	....	Etrangères		
Exp. État 8,58/78	100	7 01	Cogefi	1830	....	Paris France	230 40	230 40	A.E.G.	885	750
10,00/5 79/84	101 40	6 13	Comploex	346	338	Paris Odéon	220	216	Alco Iv Seco	448	....
10,10/5 79/82	105 25	3 66	Cyber	550	....	Paribas Invest	300	295	Alcan Alumin	180 30	197 50
Exp. État 12,24/84	100 00	5 00	Cy Indenale	8600	6510	Parif Chânes	860	....	American Brads	280 10	....
10,20/5 mars 86	103 30	0 50	Opt Lyco Aléman	365	381	Piper Hainbuck	1448	1448	Arbed	648	....
OAT 10% 5/2000	106 40	8 41	Concorde	874	870	Publicis	485	485	American Intern	124	....
OAT 9,9% 12/1997	102 50	2 92	Contr. M&L Prov.	24 90	28	Procedure (C)	1705	....	Comp. Populair Expt.	591	585
OAT 8,8% 1/1995	101 75	1 60	C&D G&L Ind.	125	125	Rochet	753	736	B.H. Hughes Inc.	19600	19300
FTT 11,2% 85	104 08	3 47	C. d'Aléman (C&)	368	....	Rochet Ind.	110	808	Con. Pacific	340	....
CF 10,30% 95	104 10	1 77	Danley	1885	1880	Roussin	189 50	189 40	Crysler Corp.	96	....
CF 10,25% nov 80	106 10	0 42	Daguerre	3115	3110	S&CER	442 10	445 80	C.I.R.	8	....
CNA 10 % 1979	....	0 98	D&B Bordo	660	548	SAF&A	218 80	....	Commerzbank	861	....
C&B Bordo 6000F.	98 25	2 18	D&B Fr. R. P. Bordo	1176	1210	SAF&L Aléan	205	....	Down Chemical	340	....
C&B Paris 5000F.	97 75	2 18	Enx Basso Vichy	2580	....	Saga	345 60	345 70	Flar	22	21 0
C&E 1,5% 86	100 85	0 51	Enx Vinal	963	963	Saint Dominique F.L.	801	802	Genet	1027	1027
C&E 102 5000F	98 38	7 82	Ecl	311	310 30	S&C	401	400	G&H Holdings Ltd.	81	....
OAT 9% 1985	105 25	8 51	Enx Mag. Paris	6200	....	S&C.C.A.C.	300	....	G&H (B&S Ltd.)	520	015
C&E 10,20% 400	105 60	2 43	Enx (ex Parif)	1875	1875	SAF&L	701	....	G&H (B&S Ltd.)	520	015
CH&F F&E 3% 110	156 50	....	Finale	282 50	282 50	SAF&L	401	400	G&H (B&S Ltd.)	520	015
C&E	985	....	F.I.P.P.	96	....	S&E&L Par. B&L	134	....	G&H (B&S Ltd.)	520	015
C&E	....	....	F.M.A.C.	19 10	1800	S&E	596	586	G&H (B&S Ltd.)	520	015
Aléan 8 % jan. 89	881	....	Fondex (C&)	516	515	S&E	179	170	G&H (B&S Ltd.)	520	015
Ly. Enx cv 6,5%	755	....	Forc. Lyonnais	671	680	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
Thoma. cv 9,2% 86	801	....	Forc. Lyonnais	369	369	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	615	520	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	759	....	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	2207	2200	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	2390	....	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	016	....	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	321	328	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	450	....	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	342 50	342 50	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			Forc. Lyonnais	1389	....	S&E	238	230	G&H (B&S Ltd.)	520	015
			G.T.P (Transport)	200	200	7 ans-Ayrolas	330	330	S&E	5 90	....
			Intercoil	335 10	335 50	Tour Eiffel	225	226	S&E Group	211	....
			Intercompagn	5940	5920	Ulfers	179	1180	S&E Aléman	100	....
			Int. Meridionale	433 30	431	Vicat	425	420	S&E Aléman	213	200
			Int. Meridionale	3250	....	W&P	1500	1500	T&E	70 50	74
			Int. Meridionale	230 10	....	W&P	120	....	Tony Ind.	34 10	....
			Int. Meridionale	1150	1150	W&P	245 10	....	W&P Road Cons.	0 05	....
			Int. Meridionale	500	495						
			Int. Meridionale	720	701						
			Int. Meridionale	2701	2701						
			Int. Meridionale	1114	1110						
			Int. Meridionale	35	35						
			Int. Meridionale	194 50	195 10						
			Int. Meridionale	760	750						
			Int. Meridionale	620	628 10						
			Int. Meridionale	313	320						
			Int. Meridionale	388	250						
			Int. Meridionale	880	700						
			Int. Meridionale	1300	....					
			Int. Meridionale	640	648						

SICAV (selection)

VALEURS	Emission Frds incl	Rachet net	VALEURS	Emission Frds incl	Rachet net	VALEURS	Emission Frds incl	Rachet net
Acadian	210 98	206 31	Francs	476 34	482 47	PA/Associations	28970 81	28970 81
Agropave	815 18	790 08	Francs Plann.	109 07	104 92	Pd/Associ.	851 24	967 06
Ambi-grp	7792 58	7482 87	Francs-Regroup.	1239 74	1203 65	Quatre	135 47	132 17
Ambi-grp	20783 89	20783 88a	Francs-Regroup.	34 72	34 72	Quatre	822 38	806 26
Ampladis	857 33	836 18	Francs-Cap.	40 81	40 21	Rémic	801 81	180 43
Arbinger Court-T	7085 06	7063 90	Francs	226 01	232 52	Revue Trimest.	63 120	5269 90
Associe	1075 82	1075 82	Francs-act.	61 99	696 58	Réunion-Ver.	1137 68	1120 87
Atout Fera	408 20	368 22	Francs	14520 69	14448 45	St Honoré Bn-Alex.	1007 52	961 18
Associe	1178 43	1145 06	Gens-Associations	173 24	150 43	St Honoré Global	1104 14	1089 19
Avenir Alcan	1740 24	1710	Habitus	1236 53	1260 90	St Honoré Phil	227 18	216 36
Avis Capital	168 08	165 88	HM Fin.Mondial	13681 16	13681 18	St Honoré Phil	784 95	745 86
Avis Court Terme	7793 28	7793 28	Indus-Fin.Court-T	1443 37	1443 37	St Honoré Phil	578 05	553 68
Avis Créditcom	962 87	940 95	Interimp	108855 68	105782 38	St Honoré Phil	543 28	518 66
Avis Euro	131 20	125 55	Interimp	13813 83	13562 77	St Honoré Phil	14001 94	14649 34
Avis Investissim	137 70	112 83	Interinvest Fin	534 04	523 57	St Honoré Phil	1715 67	1715 57
Avis NFL	134 70	129 85	Japco	184 57	150 07+	St Honoré Phil	1389 59	1389 59
Avis Océf. France	190 16	143 68	Japco	263 12	278 94	St Honoré Phil	12698 22	12852 18
Avis Praxair	117 02	116 67	Lafarge	2217 62	2214 30	St Honoré Phil	1069 59	1069 59
Avis Sélection	148 58	142 18	Lami C.T.	12362 23	12362 23	St Honoré Phil	1389 59	1389 59
Avis Values PER	127 04	121 57	Lami L.T.	6757 94	6686 94+	St Honoré Phil	1010 67	700 17
Calsonic 1	1051 80	1030 47	Lion Association	11079 33	11079 33	St Honoré Phil	1810 67	1810 67
Calsonic 2	1040 98	1019 70	Lion Association	28994 30	28912 02	St Honoré Phil	681 45	659 06
Calsonic 3	1032 77	1012 52	Lion Association	957 33	938 58	St Honoré Phil	1197 43	1173 95
Capitallm	8192 33	8186 74	Lion Trévor	2249 61	2227 63	St Honoré Phil	450 68	438 53
Capitallm	5301 34	5177 78	Lion Trévor	29622 82	29622 82	St Honoré Phil	1422 18	1381 88
Capitallm	1287 02	1286	Lion Trévor	577 20	560 38	St Honoré Phil	702 08	683 25
Capitallm	1284 14	1284 14	Lion Trévor	730 74	709 48	St Honoré Phil	414 03	402 86
Capitallm	3640 05	3645 06	Lion Trévor	10078 20	9876 50	St Honoré Phil	220 59	216 33
Capitallm	3572 30	3521	Lion Trévor	85755 43	85755 43	St Honoré Phil	437 43	425 32
Capitallm	477 85	453 95	Lion Trévor	71440 43	71440 43+	St Honoré Phil	1203 81	1188 75
Capitallm	1258 41	1234 72	Lion Trévor	80652 01	80562 01	St Honoré Phil	1105 29	1053 01
Capitallm	659 80	659 85	Lion Trévor	13212 41	13132 41	St Honoré Phil	910 30	904 04
Capitallm	201 15	185 77	Lion Trévor	141 10	136 02	St Honoré Phil	1089 68	1047 72
Capitallm	1257 97	1253 50	Lion Trévor	27896 00	27896 00	St Honoré Phil	115 15	1294 40
Capitallm	1317 34	1285 11	Lion Trévor	77365 47	77193 53	St Honoré Phil	810 30	580 53
Capitallm	877 81	830 82	Lion Trévor	127 04	124 42	St Honoré Phil	2170 70	2166 25
Capitallm	247 53	237 01	Lion Trévor	7647 82	7632 05	St Honoré Phil	10394 20	9752 98
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74
Capitallm	125 23	121 41	Lion Trévor	1135 72	1105 32	St Honoré Phil	1829 18	12945 37
Capitallm	1081 14	1040 05	Lion Trévor	1400 35	1382 97	St Honoré Phil	10378 13	10559 74

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE
Renseignements
46-62-72-67

Cote des Changes	
------------------	--

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 30/3	COURS DES BILLET	
			achet	vente
Esca-Urie (1 unit)	5 628	5 881	5 350	5 650
Esca-Urie (100 lbs)	58 320	58 320		
Allemagne (100 lbs)	339 180	339 210	328	348
Allemagne (100 lbs)	15 477	16 480	18	310
Paye-Bas (100 lbs)	301 180	301 210	280	4 750
Italie (1000 lbs)	87 400	87 400	83	91
Denemark (100 lbs)	9 684	9 689	9 300	10 400
Denemark (100 lbs)	2 821			
Denemark (100 lbs)	371 950		362	382
Denemark (100 lbs)	82 90		82	87
Denemark (100 lbs)	88 430		48 900	400
Denemark (100 lbs)	48 188		5 100	5 650
Denemark (100 lbs)	5 386		3 600	4 400
Denemark (100 lbs)	4 400		4 580	4 950
Denemark (100 lbs)	4 725		4 450	4 250
Denemark (100 lbs)	4 201			

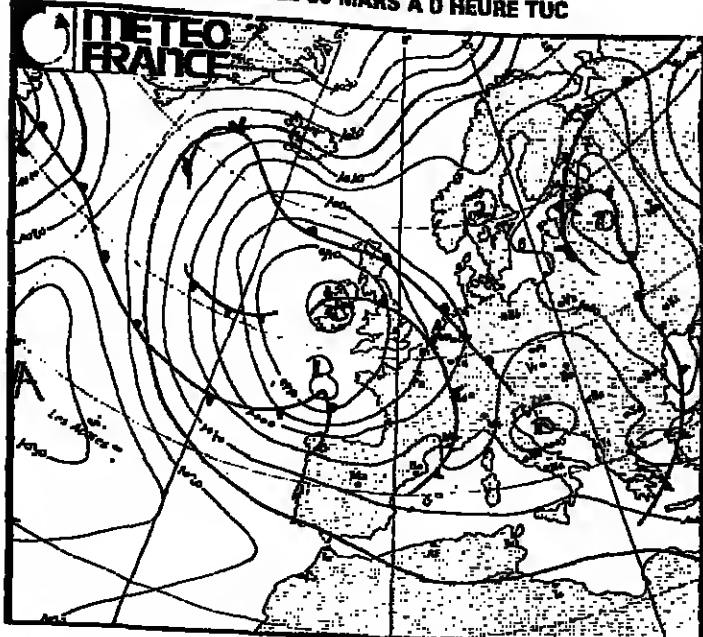
Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/11
Or fin (le gramme).....	51800	51700
Or fin (le lingot).....	51950	51850
Napoléon (20f).....	357	358
100 Fr (10 f.).....	448	448
100 Francs Suisses (20 f.).....	358	358
100 Francs Latins (20 f.).....	346	348
Souverain.....	448	448
100 dollars.....	2110	2098
100 dollars.....	1070	1070
100 dollars.....	680	680
100 pesetas.....	2340	2278
10 florins.....	375	370

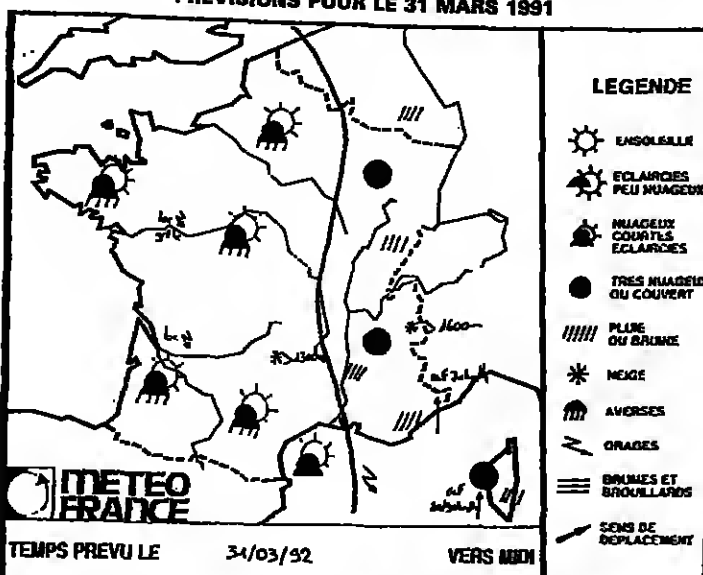
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - m : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 MARS A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 31 MARS 1991



Mardi : pluvieux et frais. Sur l'ensemble des régions méditerranéennes, le Massif Central et la région Rhône-Alpes, le ciel sera couvert, avec des pluies abondantes, particulièrement sur les versants sud du relief. Ces pluies pourront même parfois être orageuses. Il neigera au-dessus de 1 500 m sur les Alpes, 1 200 m sur le Massif Central. Une lente amélioration devrait toutefois se dessiner par l'ouest l'après-midi.

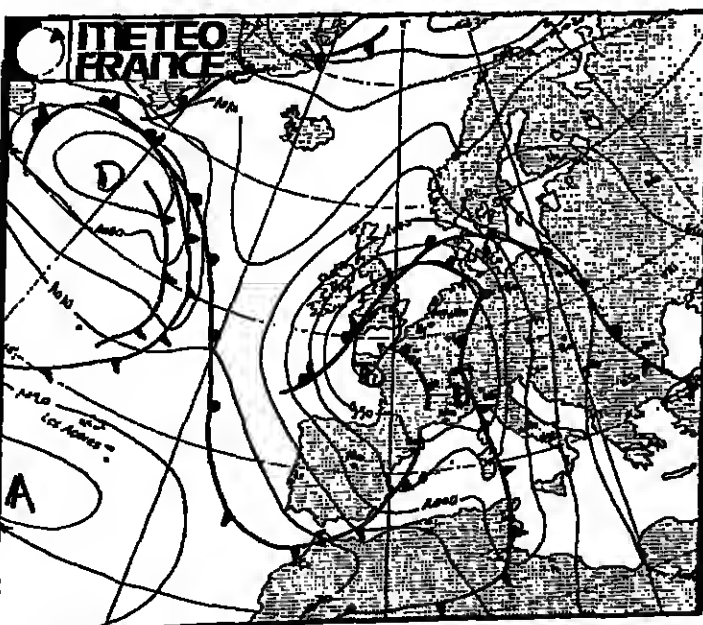
Sur la Bourgogne, la Franche-Comté, Champagne-Ardenne, la Lorraine et l'Alsace, le temps sera également nuageux, avec écoulement des pluies, mais moins abondantes. La nuit, le temps devrait s'améliorer un peu par l'ouest en fin de journée.

Sur tout le reste du pays, c'est-à-dire sur une grande moitié ouest, le temps sera très changeant, alternant courtes averses et brèves éclaircies ; ces averses pourront être orageuses et accompagnées de grêle ou grésil.

Les températures resteront inférieures aux normales : les minimales seront généralement comprises entre 4 et 7 degrés, localement 2 degrés sur l'Ouest, et au contraire 8 degrés sur le littoral méditerranéen ; quant aux maximales, elles seront comprises dans la fourchette 9-12 degrés ; sauf sur les régions méditerranéennes, où elles atteindront 14 à 16 degrés.

Un fort vent de sud-est puis sud soufflera sur les régions méditerranéennes, où les rafales pourront atteindre 90 km/h ; ailleurs, le vent de sud ou sud-ouest soufflera plus modérément.

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} AVRIL 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minime et temps observé le 30-03-1992

FRANCE			TOULOUSE			NANTES			LILLE			PARIS			BORDEAUX			MONTPELLIER			NICE			LYON			STRASBOURG			MARTINIQUE			GUYANE		
max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp	max	min	temp
14	8	C	12	4	C	10	3	C	11	5	C	12	6	C	13	7	C	14	8	C	15	9	C	16	10	C	17	11	C	18	12	C	19	13	C
15	9	C	13	5	C	11	4	C	12	6	C	13	7	C	14	8	C	15	9	C	16	10	C	17	11	C	18	12	C	19	13	C	20	14	C
16	10	C	14	6	C	12	5	C	13	7	C	14	8	C	15	9	C	16	10	C	17	11	C	18	12	C	19	13	C	20	14	C	21	15	C
17	11	C	15	7	C	13	6	C	14	8	C	15	9	C	16	10	C	17	11	C	18	12	C	19	13	C	20	14	C	21	15	C	22	16	C
18	12	C	16	8	C	14	7	C	15	9	C	16	10	C	17	11	C	18	12	C	19	13	C	20	14	C	21	15	C	22	16	C	23	17	C
19	13	C	17	9	C	15	8	C	16	10	C	17	11	C	18	12	C	19	13	C	20	14	C	21	15	C	22	16	C	23	17	C	24	18	C
20	14	C	18	10	C	16	9	C	17	11	C	18	12	C	19	13	C	20	14	C	21	15	C	22	16	C	23	17	C	24	18	C	25	19	C
21	15	C	19	11	C	17	10	C	18	12	C	19	13	C	20	14	C	21	15	C	22	16	C	23	17	C	24	18	C	25	19	C	26	20	C
22	16	C	20	12	C	18	11	C	19	13	C	20	14	C	21	15	C	22	16	C	23	17	C	24	18	C	25	19	C	26	20	C	27	21	C
23	17	C	21	13	C	19	12	C	20	14	C	21	15	C	22	16	C	23	17	C	24	18	C	25	19	C	26	20	C	27	21	C	28	22	C
24	18	C	22	14	C	20	13	C	21	15	C	22	16	C	23	17	C	24	18	C	25	19	C	26	20	C	27	21	C	28	22	C	29	23	C
25	19	C	23	15	C	21	14	C	22	16	C	23	17	C	24	18	C	25	19	C	26	20	C	27	21	C	28	22	C	29	23	C	30	24	C

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

A terre

L'AVANTAGE avec la France — André Frossard l'a jointement énoncé à « L'heure de vérité », c'est qu'elle se lit à l'ère ouverte. Les Allemands sont hypocrites, les Allemands noyés dans le mystère glacé de leurs brumes, les Italiens inhibés encore par le poids de l'Eglise, les Espagnols coincés par leur cruauté. Rien de tel avec les Français, incapables de dissimulation, étrange tribu en maison de verre qui offre ses chemises et ses réconciliations en spectacle au monde ébahi.

A livre ouvert ? Disons plutôt à l'ère ouverte. André Frossard ne l'a pas précisé, mais cette appréciation vitrière s'applique parfaitement à la décomposition du gouvernement Cresson, représentation unique qui nous tint en haleine tout au long du week-end, « en direct live », comme disent les Nuls. De journal en journal, de débat en débat, on vit à l'ère ouverte la gérance et, brève après brève, le gouvernement du pays se réduire à un petit tas de rûmes.

Tout commençait avec la double palinodie bourguigno-lorraine, qui déjà donnait deux fois raison à Frossard. Derrière les esquives des tristes eigneurs de Ojion et de Metz, les inextricables justifications de Jean-Pierre Soisson, les comptes glacés de Jean-Marie Rausch, se lisait seulement, limpide, emportant toute réminiscence morale comme toute lucidité politique, la volonté désespérée de s'accrocher à des trônes régionaux. Laurent Fabius, vendredi soir au journal de TF 1, lâcha le premier pour tenter de sauver le second, puis, cédant du terrain à Alain Juppé et Gérard Longuet accrochés à ses mollets, finit par condamner implicitement les deux.

Dès lors, les dignes cédèrent les uns après les autres, qui protégeaient encore le polder Cresson. Depuis plusieurs jours, un Brice Lalonde omniprésent fouaillait les chaires vives du gouvernement dont il était encore membre. Qui pouvait être surpris de voir Jean-

Pierre Soisson choisir le Bourgogne contre ce radeau à la dérive ? D'ailleurs y avait-il encore, à cette heure-ci, un gouvernement ? La question fut posée exactement en ces termes, tard dimanche soir sur FR 3, le nouveau calice cantonal bu, à Jean Poperen par une représentante de Brice Lalonde, encore. « Ce n'est pas très bien de frapper ceux qui ont un genou à terre », rétorqua le ministre, atteint. Et, doigt tendu, hésitant entre la menace et l'imprécation à l'égard de la jeune écologiste : « Mais nous ne l'avons pas longtemps, le genou à terre ! » A cet instant, en tout cas, il touchait des deux épaules.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 30 mars

- TF 1**
- 20.50 ► Variétés : Stars 90. Nicolas Huet, les 3 Filles, Laspalles et Chevalier, Maurice Jara, l'Orchestre de Radio-France, le défilé Thierry Mugler, Émile Helys, Nadine de Rostopchine, hommage à Dalida, Frédéric François, Thierry Hazard, Jean Laloup, Indra, Kova Raa, Joëlle Ursul, Johnny Hallyday, Pascal Sevran.
 - 22.45 Magazine : Ciné stars. Invité : Johnny Hallyday.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.00 Magazine : Minuit sports.
 - 1.05 Série : Enquêtes à l'italienne.
- A 2**
- 20.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. Finale de la XVII^e Coupe des champions, en direct du Musée océanographique de Monaco.
 - 22.30 Sport : Patinage artistique. Gala des championnats du monde de patinage artistique et de danses sur glace, à Oakland.
 - 23.50 1. 2. 3. Théâtre. Coups de l'Amérique.
 - 23.55 Sport : Voile. Coupe de l'Amérique.
 - 0.25 Journal et Météo.
 - 0.55 Magazine : Caractères. Diffusé sur FR 3 le 27 mars.
 - 2.00 Magasin sport.

- Canal Plus**
- 20.35 Cinéma : Jeu d'enfant. ■ Film américain de Tom Holland (1988).
 - 21.55 Flash d'informations.
 - 22.05 En route pour les Oscars.
 - 22.55 Cinéma : My Left Foot. ■ Film irlandais de Jim Sheridan (1989) (v.o.).
 - 0.35 Hook ou la revanche du capitaine Crochet. Le making of du film. Avec des interviews de Dustin Hoffman, Robin Williams, Julia Roberts, Bob Hawke.
 - 1.05 Cinéma : La Roi de New-York. ■ Film italo-américain d'Abel Ferrara (1990). Avec Christopher Walken, David Caruso, Larry Fishburne (v.o.).

- LA 5**
- 20.50 Téléfilm : Saur-tu Julie. De Christian Buvry, avec Robyn Sevan, Diana Steven.
 - 22.10 Série : Jack Killian, l'homme au miroir.
 - 23.00 Téléfilm : Miss Moscou. De Gilles Carle.
 - 0.15 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.40 Cinéma : Le Légionnaire des damnés. ■ Film italien d'Umberto Lenzi (1989). Avec Jack Palance, Tom Hunter, Curd Jurgens.

- 22.25** Téléfilm : L'Impensable Suspect. De Roy Campanella.
- 0.00** Magazine : Culture rock. Genesis.
- 0.30** Six minutes d'informations.
- 0.35** Magazine : Dazibao.
- 0.40** Magazine : Jazz 6. Le Modern Jazz Quartet.
- 2.00** Rediffusions.
- LA SEPT**
- 21.00 Cinéma : La Monocle noir. ■■ Film français de Georges Lautner (1961).
 - 22.30 Court métrage : La Première Nuit. De Georges Franju.
 - 22.55 Magazine : Cinéma de poche. Portrait de Nikita Michalkov : L'Eclaircie : le journal des actualités cinématographiques françaises et étrangères.

Mardi 31 mars

- TF 1**
- 16.20 Club Dorothée.
 - 17.25 Série : Les Professionnels.
 - 18.25 Jeu : Une famille en or.
 - 18.50 Feuilleté : Santa Barbara.
 - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 1.00).
 - 20.00 Journal, Tierscé, Météo et Tepic vert.
 - 20.50 Cinéma : Au service secret de Sa Majesté. ■ Film britannique de Peter Hunt (1969).
 - 23.05 Magazine : Ciel, mon mardi !
 - 1.05 Journal et Météo.
- A 2**
- 16.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
 - 18.50 Magazine : Défendez-vous.
 - 17.05 Magazine : Giga. Sois prof et tais-toi : Sois per le gong : Reportages.
 - 18.05 Série : L'homme qui tombe à pic.
 - 19.00 Série : Fic à tout faire.
 - 19.25 Divertissement : La Caméra Indiscrète.
 - 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Cinéma : Piège de cristal. ■ Film américain de John McTiernan (1989).
 - 23.05 Divertissement : Rire A 2. Drôles d'accents.
 - 0.05 1. 2. 3. Théâtre.
 - 0.10 Magazine : La 25^e Heure.

- Canal Plus**
- 15.05 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Isabelle Huppert.
 - 16.00 Cinéma : Le Roi de New-York. ■ Film italo-américain d'Abel Ferrara (1990).
 - 17.40 Dessin animé : Les Simpson.
 - 18.00 Camille peluche.
 - 18.30 Ca cartoon.
 - 18.50 La Top.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 - 20.31 Le Journal du cinéma.
 - 20.35 Cinéma : Nidita. ■ Film français de Luc Besson (1990). Avec Anne Parilleud, Jean-Hughes Anglade, Chéky Karyo.
 - 22.25 Flash d'informations.
 - 22.30 Oscars 1992 à Hollywood. Résumé de la soirée des Oscars.
 - 0.05 Cinéma : Pick up Your Ears. ■■ Film britannique de Stephen Frears (1987). Avec Gary Oldman, Alfred Molina (v.o.).
 - 1.50 Documentaire : Fred Astaire, danseur, chanteur. De David Holey.

- LA 5**
- 16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
 - 17.05 Les deux font le loi.
 - 17.35 Youpi ! L'école est finie.
 - 18.10 Série : Deux filles à Miami.
 - 19.05 Série : La loi est le loi.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.50 Cinéma : Impossible... Pas français ! ■ Film français de Robert Lamoureux (1974). Avec Jean Lefebvre, Pierre Mondy, Pierre Tornade.
 - 22.35 Magazine : Ciné Cinq. Présenté par Michel Cardoze.
 - 22.55 Téléfilm : Nuit d'enfer.
 - 0.25 Journal de la nuit.
- M 6**
- 18.45 Jeu : Zygomatic.
 - 17.15 Magazine : Drôles de dames.
 - 18.30 Série : Flipper, le dauphin.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Madame est servie.
 - 20.30 Surprise-partie.
 - 20.40 Téléfilm : Le Monstre de la baie des Fraises.

- 22.25** Documentaire : Domela. De Christian-Marie Diebold.

21.00 Théâtre : La Dialogue des carmélites. Pièce de Georges Bernanos, mise en scène de Gilles Bourcier.

23.20 Documentaire : Luca Ronconi. Une année de théâtre. De Murielle Crivelli.

FRANCE-CULTURE

 - 20.30 Archipel science. L'invention du Nouveau Monde.
 - 21.30 L'Amour de l'art. Portrait de collectionneurs passionnés.
 - 22.40 Les Nuits magiques. Nick's blues : la balade de Nicolas Baracelli.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Avec François Morvan (Fragments, d'Armand Robin).
 - 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

 - 20.30 Concert (donné les 15 et 16 janvier salle Pleyel) : Concerto pour violon et orchestre en la mineur op. 62, de Glezounov ; Caprice n° 13 pour violon seul, de Paganini ; Symphonie n° 5 en ut dièse mineur, de Mahler, par l'Orchestre de Paris, dir. Gunther Herbig ; Raphaël Oleg, violon.
 - 22.40 Espace libre.
 - 23.10 Ainsi la nuit...
 - 0.30 Dépêche-notes.
 - 0.35 L'Heure bleue. Par Philippe Carles.

L'élection des présidents des conseils régionaux

Franche-Comté : M. Chantelat (UDF-PR) réélu

M. Pierre Chantelat, président sortant (UDF-PR) du conseil régional de Franche-Comté, a été réélu, lundi 30 mars, au troisième tour de scrutin, par 28 voix et 15 bulletins blancs.

Reportée à la suite de la défection de conseillers régionaux absents de la salle des délibérations le 27 mars, l'élection du nouveau bureau de l'assemblée franc-comtoise devait avoir lieu lundi 30 mars. Les élus n'appartenant pas au Front national avaient refusé, vendredi, de siéger sous la présidence du doyen d'âge, M. Roland Gaucher, en raison de son passé de collaborateur sous l'Occupation. Plutôt que de se rendre au conseil régional, ils avaient participé à une marche silencieuse à la citadelle de Besançon.

À l'ouverture de la séance, constatant l'absence de M. Gaucher, qui devait arriver avec neuf minutes de retard, M. Pierre Chantelat, président sortant, soulignait qu'il était le doyen d'âge. Avant même les déclarations de candidatures, les élus n'appartenant pas au Front national posaient sur leurs pupitres des

agrandissements photographiques représentant des résistants exécutés. En réponse devait bientôt apparaître sur le banc du Front national un montage photographique figurant M. François Mitterrand, le bras tendu derrière une tribune ornée de la francisque.

Au premier tour de scrutin, M. Chantelat (UDF-PR) obtenait 21 voix (sur 43). M. Joseph Parrenin (PS) 10 et M. Michel Moreau (GE) 2. Il y avait 9 bulletins blancs et nuls. Un conseiller ne prenait pas part au vote. Au deuxième tour, M. Chantelat recueillait encore 21 voix contre 9 à M. Parrenin, les blancs et nuls étant au nombre de 12 et un conseiller ne prenant pas part au vote.

Après une suspension de séance de vingt-cinq minutes, le groupe socialiste et démocrate, ne voulant pas « être victime des manipulations du Front national comme dans d'autres régions », retirait la candidature de M. Parrenin en déclarant vouloir voter blanc. M. Chantelat, seul candidat, était élu avec 28 voix contre 15 blancs.

CLAUDE FABERT

M. Lalonde s'est déclaré prêt à un compromis dans le Nord et en Haute-Normandie

Le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, qui avait affirmé, dimanche 29 mars, sur Antenne 2, que les élus de Génération Ecologie dans le Nord-Pas-de-Calais soutiendraient la candidature du maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, a précisé, lundi matin, qu'il souhaitait que le ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, M. Michel Delebarre, candidat du PS pour la présidence du conseil régional, puisse s'entendre avec M. Borloo. « L'avenir, c'est qu'il y ait entente entre socialistes, centristes et écologistes », a-t-il affirmé. Le ministre a été plus précis encore sur la situation en Haute-Normandie, où M. Laurent Fabius était candidat à la présidence : « Il faut l'alternance en Normandie. Nous ne pouvons pas la laisser à ceux qui l'ont mal gérée jusqu'à présent, et je dis à Bernard Fraix, candidat de GE : entendez-vous avec Laurent Fabius ». « Génération Ecologie fera obstacle à l'opposition en Haute-Normandie et dans le Nord », a conclu M. Lalonde.

Le prolongement de la ligne 1 du métro à la Défense n'entraînera pas de supplément

Il n'y aura pas de supplément à payer pour le prolongement jusqu'à la Défense de la ligne 1 du métro, qui sera inaugurée le 31 mars. Le ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, s'est prononcé jeudi 26 mars pour le maintien d'une tarification urbaine. L'extension de la ligne Vincennes-Neuilly se traduira par un prolongement de 2,4 kilomètres jusqu'à la Défense dans les Hauts-de-Seine. Elle devrait permettre d'alléger le trafic de la ligne A du RER. En juillet 1991, le Syndicat des transports parisiens (STP) avait décidé d'aligner les tarifs du prolongement du métro sur ceux du RER.

L'abandon soudain du choix retenu jusqu'alors s'explique par « un souci de simplification pour les usagers » dans l'attente de décisions en cours d'études « sur les projets d'infrastructures de transports et leur financement » dans le cadre de la préparation du schéma directeur de la région Ile-de-France, indique le ministre.

Selon l'avis du comité de préarbitrage

Eurotunnel devra négocier avec les constructeurs du tunnel sous la Manche

Eurotunnel, le concessionnaire du tunnel sous la Manche, devra négocier avec les constructeurs qui lui réclament 14 milliards de francs actuels (le Monde dété 29-30 mars, supplément « L'Economiste »). Le comité de préarbitrage a rendu son avis en faveur des dix constructeurs de travaux publics réunis au sein de TransManche Link (TML), a-t-on appris de bonne source lundi 30 mars.

Il estime fondées, sur le principe, leurs réclamations et demande au concessionnaire de renégocier avant le 30 avril le montant des travaux. En attendant un accord, Eurotunnel devra verser 500 millions de francs par mois au constructeur à titre de versement provisionnel.

En octobre 1991, TML avait précisé ses réclamations, qui portent notamment sur le contrat au forfait pour les équipements fixes (voies ferrées, signalisation, refroidissement...). D'un montant provisionnel de 6,3 milliards de francs, leur coût s'élèverait, selon TML, au fait à 14,3 milliards.

M. La.

D'après des sources arméniennes

La capitale du Haut-Karabakh aurait été bombardée par les Azéris

L'Arménie a accusé, dimanche 29 mars, l'Azerbaïdjan d'avoir rompu le cessez-le-feu conclu sous l'égide de l'Iraq par un bombardement de la capitale du Haut-Karabakh, Stepanakert, et de son aéroport. Selon Erevan, huit Arméniens ont été tués et plusieurs dizaines de personnes blessées. Un millier de combattants azerbaïdjanais ont ensuite avancé dans les faubourgs avec quinze véhicules blindés. D'après l'agence russe Itar-Tass, d'après des sources arméniennes, cette offensive a été repoussée.

« Dans une telle situation, il ne peut être question d'un cessez-le-feu à long terme, ont estimé dans un communiqué les députés arméniens du Haut-Karabakh. La responsabilité d'une escalade incombe au pouvoir en place en Azerbaïdjan. » De son côté, l'Azerbaïdjan a accusé les forces arméniennes d'avoir bombardé la ville de Choucha. — (Reuter, AFP)

■ MADAGASCAR : le professeur Zafy a échappé à un attentat. — Le professeur Albert Zafy, président de la Haute Autorité de l'Etat (HAE), première institution de l'actuelle période de transition, est sorti indemne d'un attentat commis contre son domicile, lundi 30 mars, à l'aube, à Tananarive.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Chauffards

C'est elle, elle a gagné Paris, la belle pagaille de ce lendemain d'élections. Grèves, manifestations, grands axes bloqués par les routiers, les taxis, les ambulanciers. Pourquoi cette grosse colère ? Rapport au futur permis à points. Six en tout. On leur en piquera deux chaque fois qu'ils doubleront sur la ligne blanche ou qu'ils négligeront d'attendre que le feu passe au vert. Du coup, ils voient rouge ! Et ils jouent à l'escargot sous prétexte qu'on leur interdit les excès de vitesse.

Alors là, pas d'accord ! Il faudrait, au contraire, étendre le système à tous ceux qui prétendent conduire le pays. Nos princes trouveraient dans leur portefeuille un permis à deux volets, indexé d'une part sur les chiffres des sondages. De l'autre sur le résultat des votes. Ça se calculerait et aux pourcentages et aux voix.

En fait, c'est très exactement ce qui se passe. Avec ses malheureux cent soixante-quatorze bulletins d'absence, à Châtelleraut, le permis de la Cresson, déjà très entamé par l'opinion, risque de lui être

retiré. Interdiction de circuler entre Matignon et l'Elysée.

Et ce matin, à la télé, ils disaient que le Mimi étudiait à la loupe les résultats dans le Loiret-Cher et la Nièvre, pour savoir lequel, de Djack ou de Béré, a fait le meilleur score. Djack a gagné deux points, deux cantons, pardon, et Béré en a perdu eutant. Ce qui ne l'émouche pas de siffloter gaiement dans les couloirs de Bercy. A croire que le patron de l'auto-école lui a refilé en douce un permis de premier ministre.

Oui, je sais, en ne lui accordant qu'un petit 11 %, la SOFRES, elle, le lui refuse. Mais, bon, il n'y a pas tellement de candidats sérieux. Pour le moment, Delors a l'air de préférer rouler à Bruxelles. Et Djack, grisé par son succès, risquerait de se faire recaler en soufflant dans le ballon. Je vous entends d'ici : Et le Mimi, où il en est de son permis à points ? Lui, c'est pas pareil. Quand on est au volant d'un seize tonnes, on a le droit à l'erreur. N'est-ce pas, messieurs les camionneurs ?

Nous aimons relever les défis.



CLUB
ANA

Les affaires avec classe.

Aujourd'hui, pour beaucoup d'entre vous, prendre l'avion relève presque de la routine. Et c'est justement là qu'une compagnie aérienne doit être à la hauteur. Plus vous voyagez, plus vous êtes exigeants en matière de confort.

Conscients de cette exigence, nous améliorons constamment nos services. Par exemple, le CLUB ANA, la classe affaires qui représente un vrai progrès pour le passager. Avec des sièges plus confortables et des menus plus raffinés. Mais nous n'avons rien changé à notre tradition la plus chère : le service de cabine très personnel, très attentionné, dans le meilleur style japonais, qui a fait notre réputation.

Si vous avez déjà volé avec nous, nous aimerions vous revoir bientôt sur nos lignes. Si vous n'avez pas encore essayé ANA, nous vous réserverons un accueil des plus chaleureux.

Renseignements et réservations : All Nippon Airways, 91, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Téléphone : (1) 44 31 44 31, ou dans votre agence de voyages.

ANA
All Nippon Airways
Japan's best to the world.

A partir du 7 avril, ANA offre 3 vols Paris-Tokyo par semaine (mardi, jeudi et dimanche).

POLITIQUE

Les élections cantonales : analyses et commentaires 2 à 6
M. Rausch démissionne de la présidence du conseil régional de Lorraine 6
Les résultats du second tour. 7 à 28

ÉTRANGER

Trois dirigeants de l'ETA-militaire ont été interpellés au Pays basque français 29
Roumanie : M. Roman l'a emporté largement à la convention du Front de salut national 29
Les autorités moldaves menacent d'intervenir militairement contre les séparatistes russophones 29
Turquie : la rébellion kurde continue d'exacerber les passions 30
Guatemala : les « cobayes de la paix » du triangle d'Or 30
Israël : M. David Levy menace de démissionner de ses fonctions de ministre des affaires étrangères 31

SOCIÉTÉ

Une première mondiale en médecine légale : les victimes de la catastrophe du mont Sainte-Odile ont été identifiées grâce aux empreintes génétiques 32
Réunies pour la première fois à Budapest, les Églises protestantes de l'est et de l'ouest de l'Europe veulent renforcer leur identité 32
Les professionnels de la route manifestent contre le permis à points 32
Selon le rapport de la Commission des droits de l'homme, l'antiracisme est inadéquat face à une « xénophobie de masse » 34
Sports : les éliminatoires de la

Coupe de l'America en voile : la France éliminée par la Suisse de la Coupe Davis de tennis 36

CULTURE

Musiques : Caetano Veloso, ou les vertus du désordre 36
Le Théâtre embulgent Chouklovitch au Théâtre de la Ville 38

ÉCONOMIE

Volkswagen va supprimer 12 500 emplois en cinq ans 39
Le report de la hausse des prix de l'énergie en Russie 39
Transports : le route se taille le part du lion 40
Vie des entreprises : Pernod-Ricard améliore ses bénéfices réels de 8,3 % 44

COMMUNICATION

Les lycéens s'intéressent surtout à la presse quotidienne et à la radio 39

Services

Abonnements 34
Annonces classées 42 et 43
Canet 40
Loto, Loto sportif 40
Marchés financiers 44-45
Météorologie 47
Mots croisés 40
Radio-télévision 47
Spectacles 46
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 29-30 mars 1992 a été tiré à 618 086 exemplaires.